

Accueil extra-familial des enfants en situations de handicap

Une analyse de la demande, de l'offre et
des mécanismes de financement – pour
enfants en situations de handicap en âge
préscolaire en Suisse

2^e édition
révisée



Version actualisée du 29 juin 2021
avec les actualisations reçues avant
le 25 mai 2021

Première publication 19 avril 2021

Un rapport de Procap Suisse
Domaine Politique sociale

Alex Fischer, Miriam Häfliger et Anna Pestalozzi

Avec le soutien financier du bureau fédéral de l'égalité pour
les personnes handicapées BFEH

procap

Pour personnes avec handicap.
Sans conditions.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Bureau fédéral de l'égalité pour
les personnes handicapées BFEH**

Résumé

Sur la base d'une analyse de la demande, de l'offre et des mécanismes de financement de l'accueil extra-familial pour les enfants en situations de handicap en âge préscolaire, le présent rapport montre que la situation varie fortement entre les cantons, voir même aussi entre les communes. En procédant à l'examen de la situation de départ dans les 26 cantons et en effectuant une comparaison au niveau national, ce rapport comble une lacune et fournit une base importante en vue du développement des possibilités d'accueil extra-familial pour les enfants en situations de handicap, depuis leur naissance et jusqu'à 4 ans (âge préscolaire).

L'étude est basée sur un sondage effectué auprès d'environ 800 actrices et acteurs du domaine de l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps, ainsi que sur des analyses de documents et des interviews. Tout d'abord, la situation actuelle a été relevée dans les cantons et, dans certains cas, pour certaines communes en particulier. Ensuite, les résultats ont été agrégés au niveau national.

On estime qu'il y a en Suisse 9000 enfants en situations de handicap en âge préscolaire. Sur ce nombre, 6750 sont porteurs d'un handicap léger et 2250 d'un handicap lourd. Contrairement aux familles dont les enfants ne présentent pas de handicaps, les familles de ces 9000 enfants n'ont souvent pas le choix en matière d'accueil extra-familial et de modèle familial, ce qui entraîne des conséquences négatives du point de vue de la politique d'égalité et économique. Selon notre estimation, dans un système non discriminant, 3000 enfants en situations de handicap revendiqueraient une place d'accueil extra-familial à l'échelle nationale. Sur ce nombre, 2250 enfants porteurs de handicaps légers pourraient être intégrés moyennant une charge supplémentaire modérée en terme de temps. Pour 750 enfants avec des handicaps lourds, l'effort supplémentaire serait plus conséquent.

L'analyse de l'offre et des mécanismes de financement montre les différentes situations initiales dans les cantons, depuis l'absence totale de possibilités de prise en charge pour les enfants en situations de handicap jusqu'aux crèches inclusives spécialisées, qui accueillent tous les enfants, indépendamment de leurs besoins, sans que cela n'entraîne de coûts supplémentaires pour les parents.

Les cantons sont évalués sur la base des résultats empiriques relatifs à l'offre et aux mécanismes de financement. Cette évaluation a été effectuée pour les enfants avec handicaps légers et pour les enfants avec handicaps lourds. Dans un bon tiers des cantons, les premiers profitent d'une offre suffisante, dont les coûts sont pleinement pris en charge alors que dans un autre tiers des cantons à peine, des solutions partielles sont proposées. Enfin, un autre petit tiers, les cantons ne proposent pas d'offre systématique pour les enfants en situations de handicap. Seule une petite minorité des cantons prévoit des possibilités d'accueil pour les enfants avec handicaps lourds. En matière d'offre et de prise charge des coûts par les collectivités, les cantons de Bâle-Ville, de Genève, de Vaud, Valais et de Zoug, ainsi que la ville de Zurich, sont en tête du classement. Fait réjouissant, des efforts d'amélioration sont en cours dans onze cantons. L'état des lieux montre qu'il est nécessaire, dans de nombreuses régions du pays, de développer davantage les possibilités de prise en charge pour les enfants en situations de handicap en âge préscolaire.

Table des matières

Résumé	2
Remerciements	6
1 Introduction	10
2 Demande	14
2.1 Définition du handicap	15
2.2 Quantification	15
2.2.1 Nombre d'enfants avec handicaps en Suisse	16
2.2.2 Nombre d'enfants avec handicaps graves	17
2.2.3 Estimation générale	18
2.3 Relevé des besoins en Suisse et des souhaits des parents	18
2.4 Conclusion	21
3 Offre	22
3.1 Exigences normatives	23
3.2 Offres existantes	28
3.2.1 Expériences des structures d'accueil	28
3.2.2 Recherche de personnel spécialisé	32
3.3 Perception de l'offre	33
3.4 Typologie de l'offre	36
3.5 Best practice	37
3.6 Conclusion	38

4	Mécanismes de financement	39
4.1	Définition des coûts supplémentaires dus au handicap	40
4.2	Ordre de grandeur des coûts supplémentaires dus au handicap	40
4.3	Qui doit payer les coûts supplémentaires dus au handicap?	41
4.3.1	Considérations en matière de politique d'égalité	41
4.3.2	Considérations économiques	41
4.3.3	Considérations juridiques	42
4.3.4	Parenthèse sur l'allocation pour impotent et le supplément pour soins intenses	43
4.4	Qui paie effectivement les coûts supplémentaires?	
	Typologie des mécanismes de financement	44
4.5	Best practice	46
4.6	Perception de la situation en matière de financement	47
4.7	Conclusion	49
5	Synthèse de l'évaluation	50
5.1	Evaluation pour les enfants avec handicaps légers	51
5.2	Evaluation pour les enfants avec handicaps lourds	53
5.3	Evaluation des efforts d'amélioration	54
6	Synthèse	56
7	Références bibliographiques	61
Annexe		66

Analyse de la situation dans les cantons

Répertoire des figures

Figure 2.1: types de handicaps de l'enfant	19
Figure 2.2: les offres d'accueil existantes couvrent les besoins	20
Figure 2.3: la recherche d'une offre d'accueil est plus difficile que pour les enfants sans handicaps....	20
Figure 2.4: auriez-vous recours à une offre d'accueil non discriminante?	21
Figure 3.1: modèles d'intégration pour la prise en charge d'enfants avec handicaps lourds	26
Figure 3.2: raisons du refus d'accueil des enfants avec handicaps	29
Figure 3.3: explication des facteurs de prise en charge.....	30
Figure 3.4: type et gravité du handicap dans les facteurs de prise en charge	30
Figure 3.5: possibilités d'amélioration de l'offre.....	34
Figure 3.6: évaluation de l'offre par les organisations de soins pédiatriques à domicile.....	35
Figure 3.7: typologie de l'offre	36
Figure 3.8: exemples de best practice de structures d'accueil spécialisées	37
Figure 4.1: typologie des mécanismes de financement.....	44
Figure 4.2: perception des parents: les offres abordables sont difficiles à trouver	47
Figure 4.3: perception des parents: l'Etat doit davantage soutenir les familles avec des enfants en situations de handicap d'âge préscolaire	48
Figure 4.4: perception des structures d'accueil: l'Etat doit davantage soutenir le financement des offres destinées aux enfants en situations de handicap en âge préscolaire	48
Figure 5.1: Situation pour les enfants avec handicaps légers.....	52
Figure 5.3: Efforts d'amélioration au niveau cantonal	55

Remerciements

Ce rapport fait partie du projet «Egalité dans l'accueil extra-familial pour enfants en situations de handicap» mené par Procap Suisse avec le soutien du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées BFEH. L'équipe de politique sociale de Procap Suisse a réalisé un sondage à l'échelle nationale en automne 2020, auprès de différents acteurs et actrices du domaine de l'accueil extra-familial pour les enfants en situations de handicap. Le présent rapport est basé sur les résultats de ce sondage et sur une étude portant sur la situation dans les cantons, qui a été effectuée entre octobre 2020 et février 2021. Pour élaborer ce rapport, l'équipe de projet a pu bénéficier du soutien de nombreuses personnes et souhaite les remercier de tout cœur!

Participation au sondage		
	Un grand merci à tous les... <ul style="list-style-type: none"> • parents d'enfants en situations de handicap, • crèches, • familles de jour, • organisations de familles de jour, • organisations de soins pédiatriques à domicile, • consultations parents-enfants, • autorités cantonales et communales et • services éducatifs spécialisés qui ont participé à notre sondage!	
Soutien pour les recherches et la situation dans les cantons		
AG	Mina Najdl	Ville d'Aarau
	Barbara Käser	Ville de Baden
	Monique Kopp	Commune de Wohlen
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApplus/Fondation Kifa Suisse
	Katrin Serries	kibesuisse
AI	Christian Dobler	Canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures
	Katrin Serries	kibesuisse
AR	Irina Wedlich	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
	Katrin Serries	kibesuisse
	Gabrielle Schneider	Pro Infirmis St-Gall - Appenzell
BE	Esther Christen	Canton de Berne
	Sybille Arm	Canton de Berne
	Isabelle Bobst	Ecole pour aveugles de Zollikofen
	Eva Graf	Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif
	Esther Koller Stuber	Service éducatif itinérant du canton de Berne
BL	Franziska Gengenbach	Canton de Bâle-Campagne
	Anais Arnoux	Canton de Bâle-Campagne
	Elke Bernhardt	Stiftung ptz BL
	Christine Menz	Sonnenhof Schweiz
	Frieder Recht	Sonnenhof Schweiz
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApplus/fondation Kifa Suisse
BS	Sabine Ammann	Canton de Bâle-Ville
FR	Stéphane Quéru	Canton de Fribourg

	Marianne Schmuckli	Service d'éducation précoce spécialisée, Fondation Les Buissonnets
	Elisabeth Reber	Le Bosquet
GE	Raphaël Petite	Canton de Genève
	Eric Métral	Service d'éducation précoce, Astural
	Ariane Cevey-Blanc	Service d'éducation précoce, Astural
	Agnès Monnet	Association Inclusion Petite Enfance
GL	Lisa Alvarez	Canton de Glaris
	Barbara Jäger	Service de pédagogie curative, St-Gall - Glaris
GR	Daniel Galfetti	Canton des Grisons
	Beat Hatz	Canton des Grisons
JU	Denis Cuttat	Canton du Jura
	Geneviève Constantin	Fondation Père
	Gilles Simon	Villa Blanche
	Patricia Kneuss	Centre d'Accueil Pour Enfants (CAPE)
LU	Iris Glockengiesser	Canton de Lucerne
	Daniela Dittli	Canton de Lucerne
	Belinda Pürro	Service d'éducation précoce spécialisée
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApus/fondation Kifa Suisse
	Suzanne Schmidiger	Kinderhaus Weidmatt
NE	Marc Dunant	Canton de Neuchâtel
	Karima Halef	Canton de Neuchâtel
	Anne-Lise Butscher	Service éducatif itinérant, Fondation Les Perce-Neige
NW	Verena Wicki	Canton de Nidwald
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApus/fondation Kifa Suisse
OW	Sara Martin	Canton d'Obwald
	Iris Meuris	Canton d'Obwald
	Rebekka Gisler	Service d'éducation précoce spécialisée, fondation Rütimattli
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApus/fondation Kifa Suisse
SG	Sonja Tobler	Canton de St-Gall
	Marcel Koch	Stiftung Kronbühl
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApus/fondation Kifa Suisse
SH	Nadine Wolfer	Canton de Schaffhouse
	Barbara Grauwiler	Canton de Schaffhouse
	Myriam Wanner	Service d'éducation précoce spécialisée, Canton de Schaffhouse
	Katja Hegelbach	Service de relève Pro Infirmis Thurgovie-Schaffhouse
	Urs Fürer	Maurerschule Winterthour
	Gabriela Wichmann	Crèches Spielhuus Schaffhouse
	Katja Toth	Crèches Spielhuus Schaffhouse
SO	Corinne Gonseth	Canton de Soleure
	Claudia Althaus	Service d'éducation précoce spécialisée, Bachtelen
	André Naef	Verein Kita Inklusiv
SZ	Alexander Lötscher	Canton de Schwyz
	Liselotte Bricker-Grepper	Frühberatungs- und Therapiestelle für Kinder (FTSK)
	Barbara Ardizzone	Heilpädagogisches Zentrum Innerschwyz
	Peter Hruza	Büro Communis et KITApus/fondation Kifa Suisse
TG	Vesna Bajic	Canton de Thurgovie
	Katrin Serries	kibesuisse

TI	Katja Hegelbach	Service de relève Pro Infirmis Thurgovie-Schaffhouse	
	Marco Galli	Canton du Tessin	
	Danilo Forini	Pro Infirmis Ticino e Moesano	
	Martina Crivelli	atgabbes	
UR	Dieter Schürch	Commission suisse pour l'UNESCO	
	Christoph Schillig	Canton d'Uri	
	Toni Arnold	Stiftung papilio	
VD	Peter Hruza	Büro Communis et KITApplus/fondation Kifa Suisse	
	Philippe Nendaz	Canton de Vaud	
	Valérie Berset	Canton de Vaud	
	Valérie Denisart	Ville de Lausanne	
	David Rodriguez	Ville de Lausanne	
	Antonela Vonlanthen	Ville de Lausanne	
	Roberto Finocchio	Service d'éducation précoce, Fondation de Verdeil	
	Valérie Schürch	Service d'éducation précoce, Fondation de Vernand	
	Valérie Melloul	Centre Pédagogique pour handicapés de la vue	
	VS	Fabienne Clavien	Canton du Valais
Anne Bühler Moulin		Canton du Valais	
Cédric Bonnébault		Canton du Valais	
ZG	Rahel Moll	Canton de Zoug	
	Brigitte Eisner-Binkert	Heilpädagogischer Dienst des Kantons Zug	
	Kathrin Omlin	Heilpädagogischer Dienst des Kantons Zug	
	Daniel Barmettler	Pro Infirmis	
ZH	Peter Hruza	Büro Communis et KITApplus/fondation Kifa Suisse	
	Nicole Kiefer	Canton de Zurich	
	Andrea Häuptli	Canton de Zurich	
	Silvio Foscan	Ville de Zurich	
	Manuela Jansenberger	Ville de Winterthour	
	Regula Forster	Ville de Winterthour	
	Peter Schmid	Commune de Hinwil	
	Stephanie Breitenstein	Commune de Kloten	
	Ladina Tuffli	Commune de Mönchaltorf	
	Matthias Mäder	Commune de Rüti	
	Armin Manser	Commune d'Uster	
	Michael von Rhein	Hôpital de l'enfance de Zurich	
	Franziska Karrer	Stiftung Brühlgut	
	Esther Blöchliger	Maison pour enfants Imago, fondation visoparents	
	Nina Wetzel	Maison pour enfants Imago, fondation visoparents	
	Daniela Rotzer	Stiftung Wagerenhof	
	Astrid Hartmann	Stiftung GFZ	
	Mirko Baur	Stiftung Tanne et Crèche Tannezapfe	
	Soutien à la conception		
		Esther Blöchliger	Maison pour enfants Imago, fondation visoparents
Nina Wetzel		Maison pour enfants Imago, fondation visoparents	
Sonja Kiechl		Maison pour enfants Imago, fondation visoparents	
Carmelina Castellino		Stiftung visoparents (aujourd'hui avec l'école pour aveugles de Zollikofen)	
Theresia Marbach		Stiftung Kifa Schweiz et KITApplus	
Peter Hruza		Büro Communis et KITApplus/Stiftung Kifa Schweiz	
Simone Sprecher		kibesuisse	
Matthias Lütolf		Haute école intercantonale de pédagogie curative de Zurich	

	Sandrine Bavaud	pro enfance
	Martin Boltshauser	Procap Suisse
	Sara Schmid	Procap Suisse
	Christian Vonarburg	Konzentro
	Matthias Leicht	Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées (BFEH)
	Bea Blaser	Kinderspitex Kanton Zürich
	Reto Wiesli	polsan
	Samuel Steiner	insieme Suisse
Soutien à la réalisation		
	Sara Schmid	Procap Suisse
	Sonja Wenger	Procap Suisse
	Markus Spielmann	Procap Suisse
	Selina Weibel	Procap Suisse
	Maik Lüscher	Procap Suisse
	Urs Schnyder	Procap Suisse
	Petra Meier	Procap Suisse
	Nico Häusler	Bénévole Procap Suisse
	Fabio Gassmann	Gassmann Beratung und Forschung
	Dominique Schärer	Société pour les peuples menacés
	Thomas Holzer	Verband Heilpädagogischer Dienste Schweiz VHDS
	Sarah Wabnitz	Berufsverband Heilpädagogische Früherziehung
	Daniel Bochsler	Université de Belgrade et CEU de Budapest
	Anna Frey	Association suisse des consultations parents-enfants
	Gisella Dufey Hinch	Pro Infirmis
	Karin Anderer	Karin Anderer GmbH
	Office fédéral des assurances sociales, domaine Mathématiques, analyses, statistiques et standards	
	Office fédéral de la statistique	
Lectorat et correctorat		
	Peter Staub	Procap Suisse
	Sabrina Salupo	Procap Suisse
	Anja Cohen	Collaboratrice libre
Traduction		
Français	Sabrina Salupo	Procap Suisse
Français	Magali Züblin	www.intexto.ch
Italien	Antonella Piazza	www.antonellapiazza.ch
Mise en page		
	Corinne Vonaesch	Procap Suisse
Financement		
	Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées (BFEH)	
	Procap Suisse	

1 Introduction



1 Introduction

Nous sommes en l'an 2021 après J.-C.

Toute la Suisse a le choix de faire garder ses enfants dans des structures d'accueil extra-familial. Toute la Suisse?

Non! Un groupe de familles avec des enfants en situations de handicap n'a bien souvent pas encore la possibilité de choisir.

Contexte

Aujourd'hui en Suisse, plus de 116 000 enfants en âge préscolaire sont régulièrement accueillis dans une crèche¹. Tandis qu'il y a encore quelques années, les institutions concernées étaient une offre de niche, les cantons et les communes ont massivement investi dans l'infrastructure d'accueil, pas seulement dans les villes mais, grâce au financement incitatif et au soutien de la Confédération, de plus en plus aussi à la campagne. Selon Ecoplan (2020: 60)², la demande peut actuellement être largement satisfaite d'un point de vue quantitatif, même s'il existe encore certaines disparités régionales³. C'est pourquoi le débat public et scientifique se déplace toujours plus de l'aspect quantitatif vers les aspects qualitatifs de l'encadrement des enfants.

Dans ces conditions, la plupart des familles en Suisse sont libres de choisir si leurs enfants doivent bénéficier, ou non, d'un accueil extra-familial. Pour les familles avec enfants en situations de handicap, cette question dépend en revanche fortement du lieu de domicile et du genre de handicap. Souvent, il n'existe ni offres de prise en charge appropriées ni mécanismes de financement. Ces limites entraînent de nombreux inconvénients:

- En matière d'égalité des personnes avec handicaps, le fait qu'un enfant ne puisse pas bénéficier des offres d'accueil extra-familial pour la seule raison de son handicap est discriminatoire (Kibesuisse et al. 2017: 5).
- Ce sont autant d'opportunités d'encouragement manquées, par exemple en vue de l'intégration à un groupe. Comme le révèle la recherche, les enfants qui ont été accueillis dans des institutions inclusives avant d'avoir l'âge d'entrer à l'école présentent un potentiel supérieur en matière d'intégration (Zimmermann 2019). Par la suite, leurs chances en matière de parcours scolaire et d'intégration sur le marché du travail s'en trouvent aussi améliorées.
- Du point de vue de l'égalité des sexes, il est discriminant que de très nombreuses mères se voient contraintes, après la naissance d'un enfant avec handicap, d'abandonner leur activité professionnelle ou de la limiter, tant sur le plan qualitatif que quantitatif (Hirchert 2004 et Bertschy 2018).

¹ Selon l'Office fédéral de la statistique (2020: 2), il s'agit d'un tiers de tous les enfants. Les années 2016-2019 ont enregistré un total de 349 287 naissances (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/naissances-deces/naissances.html>, consulté le 20.1.2021).

² Les renvois entre parenthèses font référence à l'auteur, à l'année et à la page (cf. chapitre 7).

³ Ecoplan (2020) constate qu'il manque des places, surtout subventionnées, à certains endroits, alors qu'elles sont surabondantes ailleurs.

- A moyen et long terme, cette situation pèse lourdement sur le système social. Les contraintes multiples et pesantes conduisent à un nombre de séparations et de divorces supérieur à la moyenne (Ceschi 2001, Heckmann 2004), tandis que les pertes de gain prolongées sont un facteur de pauvreté des personnes devenues âgées (Christen 2019) et de carrières manquées (Baumgartner 2003, Kleinert 2006). La réinsertion sur le marché du travail avec un enfant en situations de handicap est nettement plus difficile que dans des conditions ordinaires. Dans ce cas de figure, les mères d'enfants avec handicaps sont particulièrement discriminées sur le marché du travail (Meier-Gräwe et al. 2014). Dans la perspective d'une carrière professionnelle, il est donc d'autant plus important d'éviter, si possible, d'interrompre son activité rémunérée.
- De nombreuses familles avec enfants en situations de handicap auraient particulièrement besoin d'un accueil extra-familial, ne serait-ce qu'à titre de relève pour les parents. En effet, une interruption de la prise en charge, qui peut être très éprouvante suivant la nature du handicap, et la possibilité de conserver un travail rémunéré de qualité peut aussi améliorer la stabilité psychique des parents, en assurant au moins le déroulement ordonné d'une partie de leur existence (Hagmann 2019).

Ces dernières années, de nombreuses analyses ont été publiées sur la qualité et la quantité de l'accueil extra-familial (p. ex. à l'échelle nationale: Blöchliger et al. 2020, Office fédéral de la statistique 2020, Burger 2017, Ecoplan 2020, Interface 2020 et à l'échelle locale: Knecht 2014, Knecht et Dietrich 2018, département des affaires sociales de la ville de Zurich 2017 et 2019, Stern et al. 2017). Si ces travaux sont indispensables pour comprendre, de façon générale, l'offre de prise en charge de la petite enfance en Suisse, ils n'abordent souvent les questions liées au handicap que de façon marginale, voire pas du tout.

Les publications qui tiennent compte des enfants avec handicaps se divisent selon trois orientations: tout d'abord, les projets locaux ont été analysés et documentés en regard de leurs effets sociaux, juridiques et économiques. Les analyses réalisées dans le cadre du programme KITApplus, mis en œuvre en divers endroits de Suisse alémanique, mérite une mention particulière (Anderer 2015, Direction de l'éducation, des affaires sociales et du sport de la ville de Berne 2016, Ecoplan 2017, Nöpflin 2016, Gabriel-Schärer et Stadelmann 2018, Tanner et al. 2013, Zimmermann 2019). Les rapports sur la mise en place d'un système zougais pour les enfants avec handicaps sont également intéressants (groupe de projet KiBeBe 2014, Omlin et al. 2019) de même que le projet *La Coccinelle* à Fribourg (Kessler-Steinmann et Cremaud 2018) ou les maisons pour enfants *Imago* à Dübendorf et à Baar (Hagmann 2019). Il existe ensuite de la littérature sur l'éducation spécialisée dans l'accueil extra-familial, dans laquelle l'accent est souvent placé sur les questions de développement (p. ex. Lütolf et Schaub 2017 et 2019 ainsi que Martini-Willemin et Gremion 2016). Enfin, on trouve également des publications suivant une approche nationale, mais elles sont rares. Pro Infirmis (Bonhôte 2018) a réalisé une fiche d'information très utile et six organisations spécialisées ont élaboré ensemble un catalogue d'exigences normatif (kibesuisse et al. 2017).

Ce qu'il manque, à ce jour, c'est une vue d'ensemble systématique de la situation des enfants avec handicaps, en âge préscolaire (de 0 à 4 ans), dans le domaine de l'accueil extra-familial, et ce à l'échelle nationale. Le présent rapport doit combler cette lacune en analysant la situation dans tous les cantons sous l'angle de la demande, de l'offre et du financement des offres d'accueil extra-familial (crèches et familles de jour).

Procédure

Pour ce rapport, près de 800 actrices et acteurs des autorités et des crèches, des parents, des centres de consultations parents-enfants et des organisations de soins pédiatriques à domicile ont été consultés au moyen d'un questionnaire standardisé. Par ailleurs, des entretiens personnels et par téléphone ont été effectués avec de nombreuses personnes de ces cercles ainsi qu'avec des collaboratrices et collaborateurs des services d'éducation précoce. Enfin, une analyse de documents (sites Internet, rapports et bases légales) est venue compléter ce travail.⁴

Les chapitres qui suivent abordent diverses questions en détail. La première question porte sur la **demande** d'offres adaptées aux enfants avec handicaps: qu'entendons-nous par enfants avec handicaps? Combien sont les enfants avec handicaps en âge préscolaire en Suisse? Sur ce nombre, combien d'entre eux peuvent être intégrés à une institution ordinaire avec un effort supplémentaire modéré et combien dépendent d'une prise en charge intensive dans l'institution qui les accueille? Quelle perspective ont les parents qui souhaitent recourir aux prestations correspondantes? À combien estime-t-on le nombre de familles qui profiteraient d'une offre d'accueil extra-familial inclusif si l'accès à celle-ci et un financement non discriminant étaient garantis?

Du côté de l'**offre**, il s'agit en premier lieu de déterminer, sur le plan normatif, à quoi pourrait ressembler un système judicieux d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps. L'analyse vise ensuite à déterminer empiriquement comment la situation se présente dans les différents cantons et comment les acteurs et actrices concernés (structures d'accueil, parents, autorités, consultations parents-enfants, organisations de soins pédiatriques à domicile) perçoivent le statu quo. Compte tenu de la pénurie actuelle, l'accent est placé sur la possibilité (quantitative) d'une prise en charge en tant que telle. Les aspects qualitatifs de la formation et de l'appui individuel, également très pertinents, ne sont discutés qu'en marge du présent rapport.

Les différents **mécanismes de financement** des coûts supplémentaires dus au handicap sont également analysés. Pour cela, ces coûts supplémentaires doivent d'abord être définis et leur ordre de grandeur déterminé. Les raisons normatives justifiant le fait que la collectivité doive les assumer sont également débattues. La perspective empirique vient ensuite: comment se présente la situation en matière de financement dans les cantons et comment est-elle perçue par les différents acteurs et actrices?

Cette analyse est conclue par une **évaluation globale** des cantons au moyen d'un système de feux de signalisation, basé sur les constats relatifs à l'offre et aux mécanismes de financement. La situation dans les cantons est examinée séparément pour les enfants avec handicaps légers et pour les enfants avec handicaps graves. Les efforts de certains cantons pour améliorer la situation actuelle constatés au travers de tendances visibles sont également évalués à part. Pour des informations détaillées sur la situation dans les cantons sur laquelle se base l'analyse nationale, nous renvoyons aux chapitres consacrés aux cantons en annexe du présent rapport.⁵

Ce rapport fait partie du projet «Egalité dans l'accueil extra-familial pour enfants en situations de handicap» mené par Procap Suisse avec le soutien financier du Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées (BFEH). L'analyse n'aurait pas été possible sans l'aide précieuse d'un très grand nombre de personnes, qui ont participé au sondage, qui ont mis leur savoir et leurs expériences à notre disposition ou qui ont révisé et corrigé nos textes. Leur nom figure dans les remerciements. Nous aimerions cependant mentionner tout particulièrement Peter Hruza, Matthias Lütolf, Simone Sprecher, Esther Blöchliger, Sonja Kiechl et Nina Wetzl pour leur soutien continu et précieux au cours de notre projet et surtout pour leur disponibilité à relire le présent rapport.

L'équipe du projet assume la responsabilité des erreurs qui s'y trouveraient encore.

⁴ L'objectif premier de ces contacts était l'obtention des informations nécessaires. Les contacts avec les autorités ont souvent eu pour effet positif de sensibiliser les personnes concernées au thème abordé, une conséquence de cette confrontation directe avec la problématique étudiée.

⁵ Les chapitres consacrés aux cantons en annexe du présent rapport sont toujours disponibles en allemand et/ou en français. Une version en italien est par ailleurs proposée pour les cantons des Grisons et du Tessin.

2 Demande

2.1 Définition du handicap

2.2 Quantification

2.2.1 Nombre d'enfants avec handicaps en Suisse

2.2.2 Nombre d'enfants avec handicaps lourds

2.2.3 Estimation générale

2.3 Relevé des besoins en Suisse et des souhaits des parents

2.4 Conclusion



2 Demande

À qui s'applique la notion «enfant avec handicaps» et quelle est la taille de ce groupe en Suisse? Le présent chapitre a pour but d'éclairer la notion de handicap, à la base du présent rapport, mais aussi de déterminer plus précisément la taille du groupe cible sur la base de différentes sources de données. L'évaluation des réponses au sondage sur la question des besoins en places d'accueil inclusives en Suisse complète cette analyse.

2.1 Définition du handicap

Un handicap peut avoir de nombreuses causes et des effets d'ampleur variée sur la vie d'un individu. Le handicap peut être considéré sous différentes perspectives, notamment médicales ou sociales. Il n'est en revanche pas possible de délimiter précisément la notion de handicap.

Au sens de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, ces dernières sont «des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres.» (CDPH 2006). Dans le droit suisse, la notion de handicap est plus étroite. Est considérée comme personne avec handicap «toute personne dont la déficience corporelle, mentale ou psychique présumée durable l'empêche d'accomplir les actes de la vie quotidienne, d'entretenir des contacts sociaux, de se mouvoir, de suivre une formation ou une formation continue ou d'exercer une activité professionnelle, ou la gêne dans l'accomplissement de ces activités.» (art. 2 de la loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand; RS 151.3).

Dans le présent rapport et le sondage sur lequel il se fonde, une distinction est faite entre les trois types de handicaps suivants:

- Handicaps mentaux, p. ex. trisomie 21 ou déficiences intellectuelles
- Troubles du comportement, p. ex. troubles du spectre autistique (TSA), ou déficit d'attention (TDAH)
- Handicaps physiques, p. ex. paralysies ou surveillance respiratoire nécessaire
- Troubles du langage
- Handicaps sensoriels, p. ex. handicaps visuels ou auditifs
- Retards dans le développement dont la cause n'a pas encore été établie

2.2 Quantification

Le large éventail de définitions du handicap est un défi lorsqu'il s'agit de quantifier le groupe cible. Dans le cadre de l'enquête suisse sur la santé (ESS), le nombre d'enfants avec handicaps en Suisse est extrapolé. Au niveau cantonal, le nombre d'enfants avec handicaps n'est toutefois pas relevé systématiquement. Pour ces raisons, les considérations suivantes s'appuient sur différentes bases de données. Dans un premier temps, nous discutons des chiffres disponibles, de manière générale, sur les enfants avec handicaps en âge préscolaire. Dans un deuxième temps, nous tentons de nous rapprocher de la question du nombre d'enfants qui vivent en Suisse avec un handicap lourd.

2.2.1 Nombre d'enfants avec handicaps en Suisse

Dans le cadre de l'enquête suisse sur la santé (ESS), le nombre d'enfants avec handicaps à l'échelle nationale est notamment relevé à un rythme quinquennal. Selon les chiffres actuels de l'ESS (OFS 2019a), la Suisse comptait en tout 9000 enfants âgés de 0 à 4 ans avec handicaps en 2017. Pour le groupe des 0 à 14 ans, la proportion d'enfants avec handicaps est d'environ 5 %. On notera ici que la part des enfants avec handicaps augmente avec l'âge, ce que l'Office fédéral de la statistique (OFS) attribue d'une part à la probabilité accrue de maladie ou d'accident au fur et à mesure qu'augmentent le nombre d'années et, d'autre part, au fait que certains handicaps ne se manifestent qu'à partir d'un certain âge (OFS 2019b: 2).

En lien avec le type de handicap, on constate que dans les familles interrogées qui ont des enfants avec handicaps, près de 50 % des enfants âgés de 0 à 9 ans présentent un handicap physique, 22 % un handicap sensoriel, 18 % un trouble du comportement⁶ et 12 % un handicap mental. Cette évaluation ne peut pas être détaillée davantage par cantons ou régions. Selon les indications de l'OFS⁷, on peut partir du principe qu'il n'y a que de faibles différences entre les cantons ou les régions dans les taux de handicap de la population. Comme le nombre de cas dans les échantillons est très faible, des évaluations statistiques plus précises pour les enfants avec handicaps en âge préscolaire sont donc limitées. D'éventuelles corrélations statistiques ne sont pas suffisamment robustes pour en tirer des conclusions fiables.

L'éducation précoce spécialisée (EPS) peut être un indicateur plus complet du nombre d'enfants en Suisse qui présentent un besoin de prise en charge accru à l'âge préscolaire. Selon la définition de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP, les enfants bénéficient, dans le cadre de l'éducation précoce spécialisée, «d'une évaluation, d'un soutien préventif et éducatif et d'une stimulation adéquate dans le contexte familial». L'EPS s'adresse aux «enfants ayant un handicap, présentant un retard du développement ou dont le développement est limité ou compromis (...) de leur naissance jusqu'au plus tard deux ans après l'entrée en scolarité» (CDIP 2007: 3).

Selon la fédération des services de pédagogie spécialisée suisses, 10 867 enfants ont bénéficié des prestations de l'éducation précoce spécialisée en 2019. Ce chiffre est le résultat des déclarations de 44 services de pédagogie spécialisée, qui couvrent ensemble une grande partie du territoire national. En raison de l'absence d'informations, le canton du Tessin n'est pas pris en compte, tout comme d'autres services de moindre envergure ainsi que les éducatrices et éducateurs spécialisés indépendants. Les prestations d'éducation spécialisée peuvent être indiquées en raison de nombreux facteurs. Elles ne se limitent pas à l'enfant, mais tiennent également compte de son environnement. L'éducation précoce spécialisée peut par exemple aussi intervenir lorsque les titulaires de l'autorité parentale ont besoin d'aide pour s'occuper et encourager leur enfant, en raison de leur situation personnelle. Si l'on tient compte du fait que des prestations de l'EPS sont aussi proposées à des enfants sans handicaps, l'ordre de grandeur correspond aux chiffres des sondages de l'OFS.

⁶ La notion de «trouble du comportement» est utilisée dans l'ESS. Alors qu'en allemand, le choix du terme correspondant est discuté, la version française du présent rapport se limite à l'emploi du terme «trouble du comportement».

⁷ Correspondance avec l'Office fédéral de la statistique, section Santé de la population, 24.6.2020.

2.2.2 Nombre d'enfants avec handicaps graves

Comme les enfants avec handicaps graves représentent un défi particulier pour l'accueil extra-familial (cf. chapitre 3), nous allons essayer ici de quantifier ce sous-groupe.

D'après l'OFS (2019a), un cinquième des enfants avec handicaps présente un handicap lourd. Appliqué au groupe d'âge de 0 à 4 ans, cela donne un chiffre estimé de 1800 enfants avec handicaps graves en âge préscolaire. Une étude de la HSLU (Zimmermann 2019) sur les coûts et le financement du programme KITAplus à Lucerne part en revanche du principe que près de 25 % des enfants avec des incapacités nécessitent un facteur de prise en charge supérieur à 1,5. À l'échelle de la Suisse, cette proportion devrait représenter 2250 enfants, tandis que pour 6750 enfants, soit près de 75 % des enfants, un facteur de prise en charge de 1,5 suffit.

Les chiffres de l'allocation pour impotent (API) pourraient constituer un autre indicateur du nombre d'enfants vivant avec des handicaps lourds en général. Sont examinés ci-après les chiffres disponibles concernant les enfants en âge préscolaire avec des handicaps physiques lourds nécessitant des soins médicaux (sur la base des chiffres des soins pédiatriques à domicile) et des troubles du comportement graves (sur la base des infirmités congénitale reconnues).

En 2019, 786 enfants âgés de 0 à 4 ans avaient droit, en Suisse, à une allocation pour impotent. Tout porte à croire que sur la base du nombre d'API à l'âge préscolaire, le nombre d'enfants avec handicaps lourds est nettement sous-estimé.⁸ Dans le domaine des mesures médicales de l'assurance invalidité (AI) en 2019, 359 enfants de 0 à 4 ans ont eu recours aux soins pédiatriques à domicile en Suisse, dont près de 30 % recevaient une API la même année (OFAS 2020). Selon l'Office fédéral des assurances sociales, le nombre des cas de soins pédiatriques à domicile avérés devrait être sous-estimé pour l'année 2019 en raison d'une modification de la convention de remboursement.⁹

Le nombre d'enfants atteints d'infirmités congénitales est également relevé à l'échelle nationale. Sont réputées infirmités congénitales les infirmités présentes à la naissance accomplie de l'enfant et reconnues comme telles selon une liste du Département fédéral de l'intérieur (ordonnance concernant les infirmités congénitales, OIC; RS 831.232.21). Le nombre d'enfants atteints d'infirmités congénitales ne permet pas de tirer de conclusion suffisante sur les enfants avec handicaps, le catalogue des infirmités congénitales comportant de nombreuses maladies qui n'entraînent pas un handicap dans la vie quotidienne au sens de la DDPH. La catégorie «Maladies mentales et retards graves du développement» (infirmités congénitales 403 à 406) peut en revanche fournir une base possible pour le nombre d'enfants avec handicaps psychiques, qui prennent des formes graves et qui entraînent un besoin d'encadrement nettement accru. En font par exemple partie les formes des troubles du spectre autistique reconnus avant l'âge de 5 ans. En 2018, 256 enfants de 0 à 4 ans percevaient des mesures médicales en lien avec une infirmité congénitale correspondant aux chiffres 403 à 406 dans tout le pays. En 2019, ce nombre est passé à 383. Ici également, le nombre d'enfants concernés devrait être largement sous-estimé puisque, dans de nombreux cas, un diagnostic correspondant n'est posé qu'au-delà de l'âge préscolaire, bien que l'incapacité soit déjà présente avant.

Les chiffres présentés sont liés aux prestations des assurances sociales. Les enfants dont les handicaps ne figurent pas dans le catalogue des infirmités congénitales ou qui ne remplissent pas les critères pour l'allocation pour impotent ou le supplément pour soins intenses, bien qu'ils aient tout de même besoin d'un appui supplémentaire au quotidien, n'y figurent pas.

⁸ Alors que la part des enfants bénéficiant de prestations des soins pédiatriques à domicile et API est de 30 % dans la classe d'âge de 0 à 4 ans, cette part augmente à 70-79 % pour les classes d'âge de 5 à 9 ans, de 10 à 14 ans et de 15 à 20 ans. Cela s'explique par le fait que l'octroi d'une allocation pour impotent à des enfants en âge préscolaire se déroule de manière plus restrictive. En conséquence, la part des enfants présentant en réalité un besoin de prise en charge plus élevé devrait être nettement plus important que celui qui est estimé.

⁹ Correspondance avec l'Office fédéral des assurances sociales, Domaine Mathématiques, analyses, statistiques et standards, 17.9.2020.

2.2.3 Estimation générale

Le nombre total d'enfants avec handicaps en âge préscolaire est estimé sur la base des informations aux paragraphes 2.2.1 et 2.2.2. Dans l'ensemble, on estime à près de 9000 le nombre d'enfants avec handicaps en âge préscolaire. Sur la base des valeurs d'expérience de Lucerne, qui portent spécifiquement sur les enfants avec handicaps accueillis dans des structures extra-familiales, un facteur de prise en charge plus élevé de 1,5 devrait suffire pour près de 75 % des enfants, soit 6750 enfants. Ce groupe est résumé dans les informations suivantes sous «Enfants avec handicaps légers». Un handicap grave et un facteur de prise en charge supérieur de plus de 1,5 est estimé pour 25 % des enfants. Sur l'ensemble du territoire, cela concerne 2250 enfants.

Parallèlement, les divers indicateurs des paragraphes 2.2.1 et 2.2.2 montrent que ces chiffres estimés dépendent fortement de la définition du handicap. Si l'on considère également les prestations des assurances sociales, ils ne constituent qu'une fraction du groupe susmentionné des enfants avec des handicaps lourds. Les indicateurs API, SSI et soins pédiatriques à domicile ne permettent pas d'identifier tous les enfants avec handicaps lourds en âge préscolaire, ces prestations n'étant accordées que dans les cas particulièrement graves.

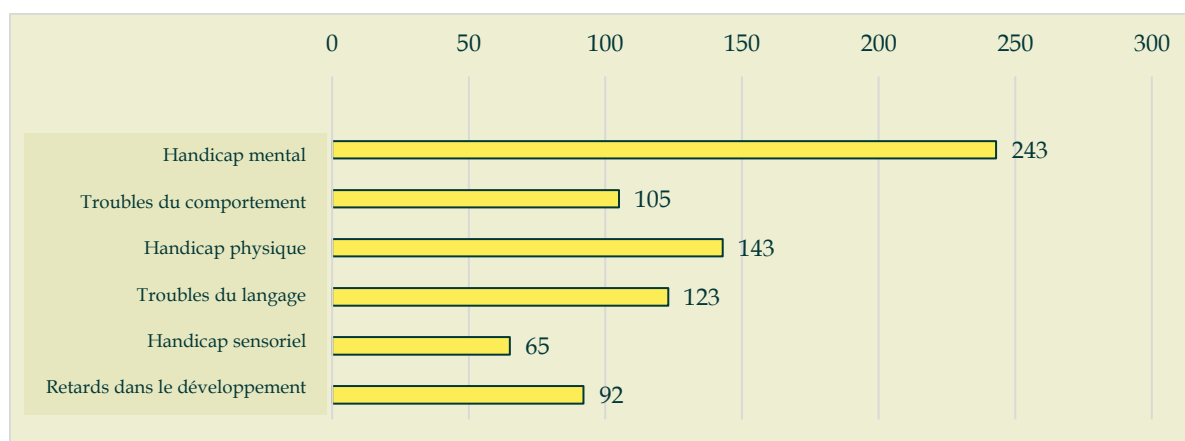
Les chiffres des services de pédagogie spécialisée montrent quant à eux que les enfants en âge préscolaire peuvent, pour de nombreuses raisons, avoir besoin d'une prise en charge plus poussée ou du soutien de l'éducation précoce spécialisée. Outre les facteurs propres au handicap, cet indicateur englobe aussi des facteurs sociaux susceptibles d'affecter le développement de l'enfant et, si la situation ne change pas, conduire à un handicap au sens de la CDPH.

2.3 Relevé des besoins en Suisse et des souhaits des parents

Il n'existe à ce jour pas de relevé à large échelle, couvrant l'ensemble du territoire national, du nombre d'enfants avec handicaps, bénéficiant d'offres d'accueil extra-familial, ni du besoin de places d'accueil inclusives. Pour mieux comprendre ce besoin, un sondage a été réalisé dans le cadre de ce projet auprès de parents d'enfants avec handicaps de toute la Suisse. L'accent était spécifiquement placé sur le relevé des besoins des parents d'enfants avec handicaps. Ce relevé a été effectué au moyen d'un sondage écrit, en trois langues, de tous les parents de membres mineurs de Procap. Il a été envoyé directement à 2300 personnes. Le sondage a également été rendu accessible aux membres d'*insieme* Suisse et de la *Conférence des associations de parents d'enfants handicapés* (CAPEH). En tout, 396 personnes ont participé au sondage, dont 263 membres de Procap, ce qui correspond à un taux de retour de 11 % au sein de l'association.

Pour évaluer les besoins en matière de structures d'accueil, il convient dans un premier temps de s'intéresser aux types de handicaps et à la gravité de ceux-ci. La plupart des sondés indiquent que leur enfant vit avec un handicap mental. Plusieurs réponses étaient possibles, afin de pouvoir également tenir compte des enfants avec handicaps multiples (cf. fig. 2.1). Les présents chiffres ne sont pas directement comparables à ceux de l'OFS (2019a), le relevé de l'OFS reposant sur d'autres catégories et les réponses multiples n'étant pas possibles.

Figure 2.1: types de handicaps de l'enfant



Remarque: indication en chiffres absolus, réponses multiples possibles, N=395 réponses

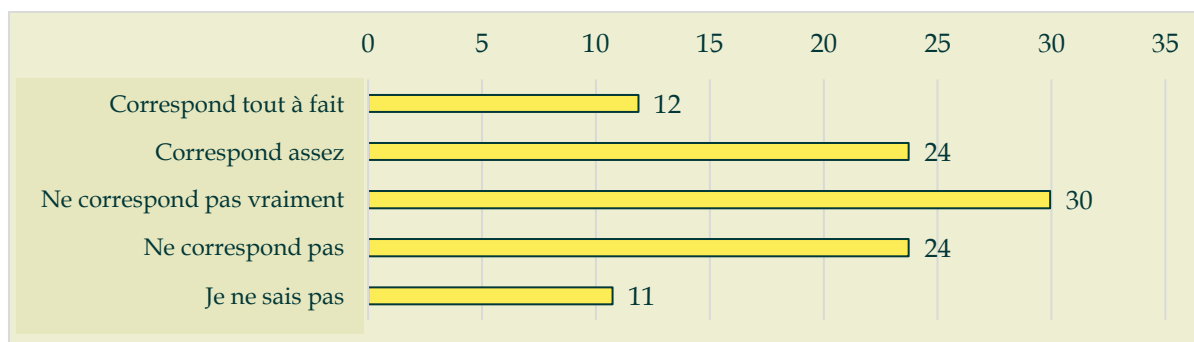
Concernant le degré de gravité du handicap, les enfants avec un handicap lourds devraient être surreprésentés dans le présent sondage. En effet, 78 % des sondés (N=395) indiquent que leur enfant bénéficie d'une API (dont 18 % une API pour impotence légère, 43 % une API pour impotence moyenne et 17 % une API pour impotence grave). Selon les statistiques de l'assurance invalidité, seuls 8 % des enfants au bénéfice de prestations de l'AI percevaient une allocation pour impotent en 2017 (OFS 2019b). La majorité des sondés, soit 72 % d'entre eux, déclare que leur enfant ne perçoit pas de supplément pour soins intenses ni de prestations de soins pédiatriques à domicile (88 %). Plus de la moitié des enfants (57 %) bénéficie des services de l'éducation précoce spécialisée.

En raison de la surreprésentation des enfants avec handicaps lourds dans le sondage, d'autres sources ont également été utilisées pour déterminer les besoins. Au chapitre 2.2, le nombre d'enfants avec handicaps en âge préscolaire a été estimé à 9000. Ce chiffre ne permet néanmoins pas de tirer des conclusions directes sur le nombre de places d'accueil nécessaires. De manière analogue à la situation des enfants sans handicaps, on peut supposer qu'un certain pourcentage de familles ne recourt pas aux offres d'accueil extra-familial, même si celles-ci se sont étoffées. C'est pourquoi le besoin effectif d'offres d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps doit être estimé ci-après.

Notre hypothèse est que la part des enfants avec handicaps pris en charge dans une structure d'accueil extra-familial serait aussi élevé que chez les enfants sans handicaps si l'offre n'était pas discriminante. Selon l'OFS (2020: 2), un tiers des enfants en âge préscolaire seraient concernés. Dans ces conditions, 3000 enfants avec handicaps seraient pris en charge dans une structure d'accueil extra-familial, dont environ un quart présenteraient des handicaps lourds. Pour résumer, notre estimation évalue les besoins en matière d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps en âge préscolaire à 3000 places à l'échelle nationale. Sur ce nombre, 750 enfants devraient vivre en situations de handicaps lourds.

En raison des lacunes existantes en matière d'informations relatives aux possibilités de prise en charge, un but essentiel du sondage était de consulter les parents d'enfants avec handicaps sur leurs besoins. Une majorité d'entre eux (54 %) ont indiqué que l'offre existante dans la région ne couvrait pas ou plutôt pas les besoins en matière de prise en charge d'enfants avec handicaps (cf. fig. 2.2).

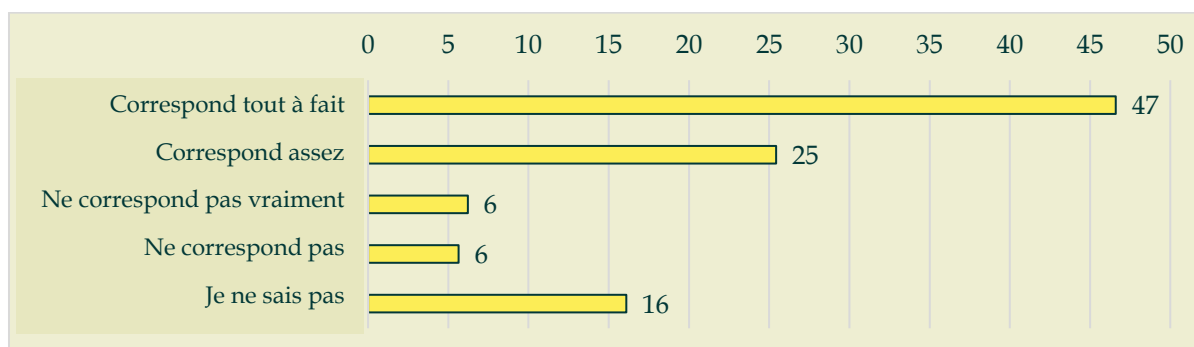
Figure 2.2: les offres d'accueil existantes couvrent les besoins



Remarque: indication en pour cent, N=354 parents

Une nette majorité des sondés (72 %) indique également que la recherche d'offres de prise en charge adaptées au handicap de l'enfant est difficile et que la situation de l'offre est moins bonne que pour les enfants sans handicaps (cf. fig. 2.3). L'image est similaire pour les offres de relève, et plus spécifiquement pour les offres de prise en charge le soir, le week-end et pendant les vacances. Ici aussi, une majorité des sondés (59 %) identifie la situation dans la région comme étant insuffisante, tandis que 23 % se disent incapables d'évaluer la situation.

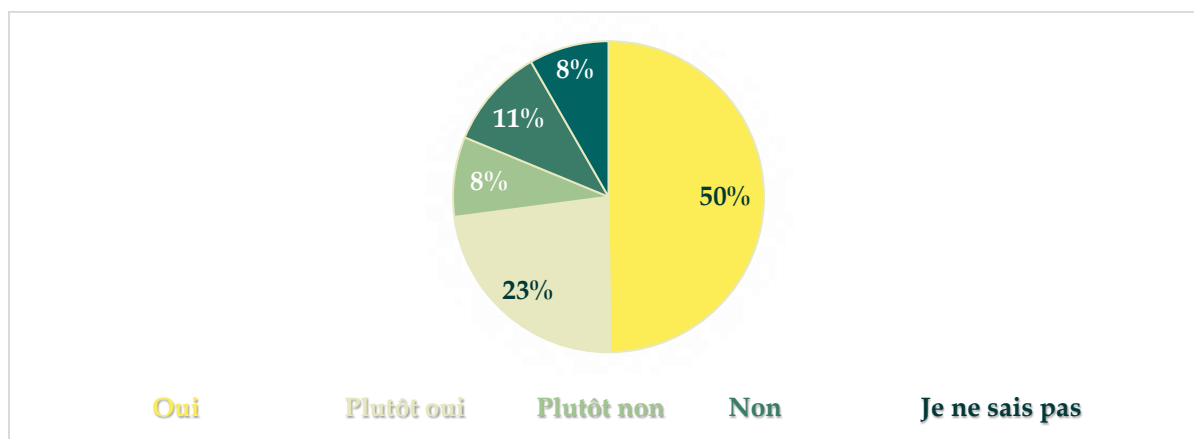
Figure 2.3: la recherche d'une offre d'accueil est plus difficile que pour les enfants sans handicaps



Remarque: indication en pour cent, N=354 parents

Dans le cadre du sondage, la disposition à faire garder un enfant avec handicap dans une structure extra-familiale a aussi été évaluée. 74 %, soit près de trois quarts de tous les sondés et donc une nette majorité d'entre eux, indiquent qu'ils auraient recours à une offre d'accueil correspondante pour leur enfant avec handicap si l'encouragement de l'enfant, la proximité avec le lieu de domicile et le financement non discriminant des frais de garde étaient assurés (cf. fig. 2.4). L'expérience a toutefois montré que dans les sondages, les besoins annoncés sont généralement plus élevés que ce qui est ensuite effectivement utilisé.

Figure 2.4: auriez-vous recours à une offre d'accueil non discriminante?



Remarque: N=277 parents

Les résultats du sondage montrent clairement que les besoins en matière d'offres d'accueil extra-familial sont fondamentalement les mêmes pour les familles ayant des enfants avec handicap que pour les familles n'ayant pas d'enfants avec handicap. Les participants estiment cependant qu'il existe de nettes lacunes en matière d'offres de prise en charge et de relève à proximité de chez eux. Ce constat est partagé par les observations d'autres actrices et acteurs en matière d'offre (cf. chapitre 3.3). Parallèlement, les sondés se prononcent clairement en faveur d'un soutien accru des pouvoirs publics au financement des offres pour enfants avec handicaps en âge préscolaire (cf. chapitre 4.6).

L'évaluation qualitative des questions ouvertes montre par ailleurs que les lacunes en matière d'offres de prise en charge inclusives à l'attention des enfants avec handicaps, et dont le financement n'est pas discriminant, a une influence directe sur la participation des sondés au revenu du foyer. Une majorité des parents consultés, généralement celui ou celle qui travaille le moins, indique qu'un taux d'occupation plus élevé n'est pas possible en raison de la prise en charge intensive de l'enfant et de l'absence d'offres d'accueil financièrement supportables.

Ce constat est appuyé par les données de l'Enquête suisse sur la population active (ESPA). En moyenne, 73 % des mères ont une activité rémunérée en Suisse. Dans le cas des mères qui doivent prendre soin d'un membre de leur foyer âgé entre 0 et 17 ans, cette valeur est de 59 %. Du côté des pères en revanche, aucune différence n'est constatée au niveau de l'activité professionnelle (OFS 2016).

2.4 Conclusion

On estime que 9000 enfants avec handicaps, en âge préscolaire, vivent en Suisse. Les valeurs d'expérience du canton de Lucerne montrent qu'un quart des enfants sont porteurs de handicaps lourds, nécessitant un facteur de prise en charge supérieur à 1,5. Nous estimons donc à 2250 le nombre d'enfants avec des handicaps lourds dans toute la Suisse et à 6750 celui des enfants avec des handicaps légers, pour lesquels un facteur de prise en charge de 1,5 devrait suffire. Comme seul un tiers de tous les enfants en âge préscolaire sont pris en charge dans une structure d'accueil extra-familiale, le besoin effectif de structures d'accueil pour les enfants avec handicaps a été évalué en conséquence. Nous estimons donc qu'en Suisse, le besoin d'accueil extra-familial concerne 3000 enfants avec handicaps, dont 750 sont porteurs de handicaps lourds.

Les résultats du sondage montrent clairement que la majorité des personnes interrogées juge que l'offre dans leur région est insuffisante et qu'elles estiment que les besoins en matière d'offres de prise en charge des enfants avec handicaps ne sont actuellement pas couverts en Suisse. Les deux chapitres suivants doivent faire toute la lumière sur les différents types d'offres dans le domaine de l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps en Suisse et sur leur financement.

3 Offre

- 3.1 Exigences normatives
- 3.2 Offres existantes
 - 3.2.1 Expériences des structures d'accueil
 - 3.2.2 Recherche de personnel spécialisé
- 3.3 Perception de l'offre
- 3.4 Typologie de l'offre
- 3.5 *Best practice*
- 3.6 Conclusion



3 Offre

Alors que la demande en matière d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps a été abordée au chapitre précédent, cette partie du rapport est consacrée à l'offre en la matière. Il s'agit, dans un premier temps, de répondre à la question normative de savoir à quoi cette offre de possibilités de prise en charge doit ressembler puis de décrire, de façon empirique, l'offre telle qu'elle se présente actuellement en Suisse. Le genre et la quantité d'offres d'accueil pour les enfants avec handicaps en âge préscolaire sont examinés. La question du financement sera traitée au chapitre suivant, bien qu'il existe souvent un lien entre l'offre et son financement.

L'offre de possibilités d'accueil extra-familial en général a été fortement développée ces dernières années. Pour l'analyse de cette évolution, nous renvoyons ici à des publications telles que celle d'Ecoplan (2020) à l'attention de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), qui fournit aussi une vue d'ensemble des offres en matière d'accueil extra-familial dans les cantons et qui constate qu'il existe de très grandes différences cantonales en matière de réglementation et de structure des offres d'accueil. Vous trouverez aussi de plus amples informations dans un état des lieux dressé à la demande de la *Jacobs Foundation* en 2017, qui s'intéresse en détail aux questions d'éducation et de prise en charge de la petite enfance (Burger et al. 2017). Par ailleurs, *kibesuisse* et *pro enfance* proposent des plateformes utiles pour s'informer plus en détail sur les questions en lien avec l'accueil extra-familial en général. La présente analyse ne porte que sur les crèches et les familles de jour/organisations de familles de jour, celles-ci fournissant une contribution importante à la conciliation de la vie familiale et professionnelle. D'autres offres de relève pour les enfants avec handicaps comme les groupes de jeu ou une garde de quelques heures ne sont pas abordées dans cette étude.

3.1 Exigences normatives

Les enfants avec handicaps sont aussi différents que ceux sans handicaps. Leurs limitations et, partant, leur besoin supplémentaire en matière de soutien, sont très disparates. Certains enfants avec handicaps peuvent être intégrés aux structures d'accueil ordinaires sans que la prise en charge supplémentaire soit conséquente. Cependant, des enfants dont l'encadrement exige davantage de ressources, peuvent aussi et souvent être accueillis dans une crèche ordinaire grâce à des renforts en matière de personnel et/ou à l'accompagnement du service d'éducation précoce spécialisée. Ces ressources supplémentaires peuvent être de nature temporelle et servir à l'encadrement spécialisé, au soutien apporté au personnel de prise en charge par des spécialistes ou à la coordination, ou alors être de nature logistique, un accès sans obstacles étant nécessaire.

D'autres enfants ont des besoins qu'une structure d'accueil ne peut satisfaire qu'au prix d'un effort supplémentaire conséquent et avec le recours à du personnel spécialisé. Des troubles du comportement très prononcés ou un soutien médical spécifique exigent des connaissances spécialisées et une attention de tous les instants. Des projets inclusifs réussis montrent que la spécialisation dans les défis liés au handicap ne doit pas conduire à la ségrégation des enfants ayant des besoins particuliers: les maisons pour enfants *Imago* de la fondation *visoparents* à Dübendorf (ZH) et à Baar (ZG), le jardin d'enfants *La Coccinelle* à Fribourg et les projets pilotes de l'association *atgabbes* à Biasca et Novazzano (TI) accueillent des enfants avec et sans handicaps. Les exigences à l'égard des structures d'accueil dépendent ainsi fortement du type et du degré de handicap de l'enfant.

Sous la perspective de la politique d'égalité, deux critères importants, propres aux crèches, sont en conflit: d'une part, la distance entre le lieu de domicile et l'offre de prise en charge et, d'autre part, les possibilités d'encouragement des enfants dans une crèche. La proximité géographique avec une structure d'accueil est pour tous les parents une condition pour que la prise en charge permette réellement de mieux concilier vie professionnelle et familiale. Dans la plupart des cas, les enfants sans handicaps ont aujourd'hui la possibilité d'être accueillis dans une crèche ou une famille de jour proche de leur domicile. Il serait également souhaitable que les enfants avec handicaps puissent aussi être accueillis près de chez eux. En plus de décharger les parents, la prise en charge avec des frères et sœurs ou des enfants du voisinage permet à l'enfant de profiter de possibilités de participation dans son environnement habituel, malgré son handicap. Cette exigence en matière de proximité géographique s'oppose toutefois à celle du meilleur appui au développement possible. En effet, quand un enfant présente des besoins supplémentaires très importants en matière de prise en charge et de connaissances pédagogiques spécialisées ou médicales, les capacités d'encadrement d'une structure d'accueil ordinaire peuvent rapidement se révéler insuffisantes. Dans de nombreux endroits, cependant, les ressources consacrées à l'accueil extra-familial ne sont pas suffisantes pour offrir dans chaque lieu de résidence une crèche spécialisée pouvant accueillir tous les enfants, quels que soient leurs besoins en matière de soins.

Pour que l'offre tienne compte de la diversité des handicaps et des exigences, un modèle de hub serait une solution idéale. Les enfants avec handicaps pourraient ainsi être intégrés aux crèches ordinaires, pour autant que leur prise en charge et leur encadrement par du personnel spécialisé soit possible grâce à un ratio d'encadrement, à un financement et à des conseils appropriés. Le programme KITAplus est une excellente possibilité en la matière: KITAplus a été lancé à Lucerne en 2012 comme un projet pilote des fondations *Kifa Schweiz* et *kibesuisse*. Il est aujourd'hui mis en œuvre dans différents cantons de Suisse alémanique (p. ex. BL, LU, NW, SG et UR ou en ville de Winterthour). Le programme est intégré aux activités quotidiennes de crèches ordinaires. L'accompagnement par des pédagogues en éducation précoce spécialisée permet l'inclusion précoce des enfants avec des handicaps légers à proximité de leur lieu de domicile.¹⁰ Il existe en outre d'autres modèles qui suivent également l'approche inclusive des enfants avec handicaps légers, de manière analogue au programme KITAplus (comme dans les cantons de BE et ZG ou dans certains cantons romands).

























Pour les enfants dont la prise en charge et l'encouragement dans des structures ordinaires ne peuvent pas être garantis, le modèle de hub permettrait, dans chaque centre ou dans la ville la plus proche, de proposer une structure d'accueil inclusive, en mesure d'accueillir chaque enfant, indépendamment de la gravité de son handicap et de son besoin en matière de prestations supplémentaires. Si le modèle de hub était mis en œuvre de manière plus systématique, le transport entre le lieu de domicile et l'institution serait assuré pour ces enfants. Ce modèle n'est pas discriminant, puisqu'il permet à tous les enfants de profiter d'un accueil extra-familial. En prime, il est rentable puisqu'une majeure partie des enfants sont pris en charge moyennant des coûts supplémentaires peu élevés, à proximité de leur lieu de domicile, tandis qu'un petit nombre d'enfants sont accueillis dans des institutions spécialisées et inclusives, conformément à leurs besoins. Le modèle de hub existe, dans une certaine mesure, dans les cantons de Fribourg, Genève, St-Gall et Zoug, ainsi qu'en ville de Zurich, bien que le transport gratuit des enfants en âge préscolaire et, en partie, d'autres éléments (comme une offre suffisante de places d'accueil pour les enfants avec des handicaps lourds) manquent encore pour que la prise en charge de tous les enfants avec handicaps puisse réellement être considérée comme non discriminante.

¹⁰ Pour de plus amples informations au sujet du programme KITAplus: <https://www.stiftung-kifa.ch/de/entlastung/kitaplus.html>, consulté le 8.2.2021.

Dans le cadre de notre analyse de la situation de l'offre dans les cantons, nous nous sommes concentrés sur la disponibilité des places d'accueil et sur le financement des coûts supplémentaires dus au handicap (cf. chapitre 4). Ces facteurs étaient également déterminants pour évaluer les cantons ou les communes. Une évaluation positive signifie que pratiquement chaque enfant avec un handicap lourd bénéficie d'une place d'accueil (cf. chapitre 5). Le mode d'intégration ne constituait en revanche pas un critère à cet égard. Cependant, nos recherches nous ont aussi permis de nous faire une idée de la qualité des différentes formes d'intégration d'enfants avec handicaps dans les structures d'accueil extra-familial. Les avantages et les inconvénients des différents modèles d'intégration pour les enfants avec des handicaps lourds sont récapitulés dans le tableau ci-dessous (fig. 3.1), sous l'angle des différents facteurs à prendre en compte dans le cadre de la prise en charge. L'offre et le financement étant en partie dépendants l'un de l'autre, certains aspects du financement sont déjà abordés, bien qu'ils soient examinés plus en détail au chapitre 4.

En raison des considérations évoquées, nous considérons le modèle de hub comme une solution possible pour la prise en charge inclusive de tous les enfants avec handicaps, qu'il convient de favoriser en raison des avantages énumérés ci-après. Pour évaluer définitivement les différents modèles de prise en charge des enfants avec des handicaps lourds, connus après l'analyse approfondie de tous les cantons, et pour identifier un éventuel modèle idéal de prise en charge non discriminante des enfants avec handicaps en âge préscolaire, des analyses qualitatives sont nécessaires, sous la perspective de la pédagogie spécialisée, de la psychologie du développement et de la pédiatrie du développement. Les informations figurant dans le tableau, basées sur les commentaires récoltés à l'occasion de notre sondage et des entretiens avec des spécialistes de l'accueil et de l'administration, constituent une première base utile pour mener des discussions plus poussées dans ce domaine. Lors du développement de l'offre d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps, la situation de départ joue un rôle déterminant. Les modèles ne se complètent pas les uns les autres. S'agissant de développer une offre jusqu'alors limitée, il convient donc de réfléchir à la manière d'améliorer au mieux la situation, afin que les enfants avec des handicaps lourds puissent aussi être pris en charge. Lorsqu'il n'existe encore aucune offre, nous recommandons la mise en place du modèle de hub.

Figure 3.1: modèles d'intégration pour la prise en charge d'enfants avec handicaps lourds

	Modèle 1 Institutions spécialisées inclusives faisant partie du « modèle de hub »	Modèle 2 Clé de prise en charge plus élevée dans les institutions ordinaires	Modèle 3 Modèle d'assistance dans les institutions ordinaires	Modèle 4 En présence de problèmes médicaux: soins pédiatriques dans les institutions ordinaires
Collectivités avec modèle correspondant	Ville de Zurich En partie dans les cantons ZG, FR, SG, TI et GE	En partie dans les cantons VD et GE	Canton BS En partie dans le canton de Zoug (pour les enfants avec des handicaps légers)	Dans des cas individuels à différents endroits
Proximité géographique avec le lieu de domicile	 Non assurée	 Bien assurée	 Bien assurée	 Bien assurée
Effets sur la satisfaction du personnel	 Une mission spéciale peut être une incitation supplémentaire et motiver davantage.  Motivation spéciale nécessaire du côté du personnel déjà lors de son engagement, ce qui rend difficile la recherche de collaborateurs.	 Charge supplémentaire s'ajoutant au travail ordinaire dans les institu- tions qui ne sont pas spécialisées, le personnel fait état de surcharge.  Risque que la surcharge influence négativement la motivation, avec des conséquences négatives sur les enfants.	 Le personnel plaide pour l'enga- gement d'une personne supplém- taire plutôt que pour la réduction du nombre d'enfants au sein du groupe.  Le personnel peut se sentir dérangé par le changement constant de la personne externe chargée de l'assistance.	 Le personnel peut se sentir dérangé par la présence de personnel externe sans cesse renouvelé.
Inclusion	 Très bien assurée Dans la mesure où l'institution est inclusive, ce qui n'est pas le cas de toutes les offres spécialisées.	 Prise en charge à proximité du lieu de domicile avec des enfants du voisinage / de la famille. Dans la mesure où l'intégration au sein du groupe est un succès et que le savoir concernant un handicap et les enjeux qu'il implique en matière d'inclusion (p. ex. communication, adéquation des locaux) existe. L'interface avec l'éducation précoce joue ici un rôle central.	 Prise en charge à proximité du lieu de domicile avec des enfants du voisinage/ de la famille.  Risque constant que la prise en charge individuelle se fasse à l'écart du groupe.  Les enfants qui présentent de graves problèmes médicaux ou psychiatriques ne peuvent être pris en charge que de manière limitée ou pas du tout.	 Prise en charge à proximité du lieu de domicile avec des enfants du voisinage/ de la famille.  Risque constant que la prise en charge individuelle se fasse à l'écart du groupe.
Encouragement	 Très bien assuré: meilleur encouragement possible pour les enfants présentant différents types de handicaps grâce à la spécialisa- tion, à l'expérience et à l'échange social, aussi avec des enfants sans handicap.	 Dépend de la coordination de l'institution de prise en charge avec les services d'éducation précoce et des concepts au sein de l'institution.	 Plutôt mal assuré: la personne chargée de l'assistance ne possède pas obligatoirement une formation pertinente.  Danger supplémentaire de tout faire pour l'enfant, aussi ce qu'il pourrait apprendre seul, en raison du suivi constant.	 Plutôt mal assuré: les soins pédiatriques à domicile n'ont pas de formation pédagogique.  Danger supplémentaire de tout faire pour l'enfant, aussi ce qu'il pourrait apprendre seul, en raison du contexte médical et du suivi constant.

	Modèle 1 Institutions spécialisées inclusives faisant partie du « modèle de hub »	Modèle 2 Clé de prise en charge plus élevée dans les institutions ordinaires	Modèle 3 Modèle d'assistance dans les institutions ordinaires	Modèle 4 En présence de problèmes médicaux: soins pédiatriques dans les institutions ordinaires
Conciliation de la vie professionnelle et familiale	<p>😊 Dépend des heures d'ouverture de l'institution: celles-ci correspondent parfois à celles des institutions ordinaires (p. ex. Imago) et sont parfois limitées (p. ex. La Coccinelle).</p> <p>😊 Très bien assurée</p>	<p>😊 Très bien assurée</p>	<p>😞 Dépend de la durée de l'assistance et de l'adaptation des heures d'assistance à celles de la prise en charge: danger de réduction du temps d'accueil.</p>	<p>😊 Très bien assurée. Dans la mesure où les heures de soins pédiatriques financées sont suffisantes</p>
Sécurité médicale En partie nécessaire en cas de handicaps physiques, p. ex. surveillance respiratoire.	<p>😊 Très bien assurée</p>	<p>😞 Plus difficile à assurer que dans le modèle 1, meilleure situation de départ que dans le modèle 3.</p>	<p>😞 Plutôt mal assurée: la personne chargée de l'assistance n'a en général pas suivi de formation ou le perfectionnement correspondants.</p>	<p>😊 Très bien assurée: sécurité maximale grâce à la spécialisation et à l'expérience du personnel de soins pédiatriques à domicile.</p>
Coûts	<p>😞 Coûts d'investissement élevés</p> <p>😊 IL'inclusion et l'encouragement sont payants: <i>meilleur retour sur investissement</i></p>	<p>😊 Meilleur marché que le modèle 1 en raison de coûts fixes moins élevés.</p> <p>😞 Plus cher que le modèle 3, car du personnel spécialisé au bénéfice des formations correspondantes est nécessaire.</p>	<p>😊 Meilleur marché que d'autres modèles, le personnel assurant l'assistance ne disposant généralement pas d'une formation spécifique.</p>	<p>😊 Pas de coûts fixes, car nécessaire uniquement pour certains enfants.</p> <p>😞 Coûts variables extrêmement élevés (environ 115 francs par heure plus tarif de la crèche).</p>
Evaluation globale provisoire	<p>😊 Inclusion, encouragement, gestion du personnel, retour sur investissement, prise en charge possible de tous les enfants.</p> <p>😞 Besoin d'amélioration actuel: possibilités de transport, en partie aussi heures d'ouverture.</p> <p>= le modèle 1 est le favori en raison de ses nombreux avantages importants.</p>	<p>😊 Proximité géographique avec le lieu de domicile, prise en charge avec des enfants du voisinage/ de la famille, conciliation de la vie professionnelle et familiale.</p> <p>😞 Dépend de l'inclusion et de l'encouragement du personnel ainsi que de la collaboration avec des spécialistes externes. Ne permet pas de savoir clairement si chaque enfant peut être pris en charge indépendamment de son handicap.</p> <p>= le modèle 2 crée des chances substantielles, mais exige aussi une grande coordination et du personnel spécialisé.</p>	<p>😊 Proximité géographique avec le lieu de domicile, prise en charge avec des enfants du voisinage/ de la famille.</p> <p>😞 Encouragement et inclusion limités, coûts élevés.</p> <p>= le modèle 4 est la solution de secours dans des cas individuels, lorsqu'il s'agit de la seule option possible.</p>	<p>😊 Proximité géographique avec le lieu de domicile, prise en charge avec des enfants du voisinage/ de la famille.</p> <p>😞 Encouragement et inclusion limités, coûts élevés.</p> <p>= le modèle 4 est la solution de secours dans des cas individuels, lorsqu'il s'agit de la seule option possible.</p>

3.2 Offres existantes

3.2.1 Expériences des structures d'accueil

Pour représenter aussi précisément que possible l'offre de prise en charge des enfants avec handicaps, un sondage a été réalisé auprès des structures d'accueil et des familles de jour/organisations de familles de jour, à l'échelle nationale. Pour la recherche des offres correspondantes, la méthode suivante a été appliquée:

- Les structures d'accueil spécialisées dans la prise en charge d'enfants avec handicaps ont été identifiées par une recherche systématique sur Google en allemand, français et italien.
- Les membres de la Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant *kibesuisse* ont été identifiés sur le site Internet de la fédération puis contactés. Par ailleurs, le sondage a été présenté dans la newsletter de *kibesuisse*, où figurait également un lien menant directement à celui-ci.
- Un courrier a été adressé à toutes les crèches dans les cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel, Valais et Vaud grâce aux adresses disponibles sur certains sites cantonaux. Ceci a permis de compenser le fait que *kibesuisse* est nettement moins bien représentée en Suisse romande qu'en Suisse alémanique.
- *pro enfance* a également envoyé le questionnaire à ses membres.
- Des informations récoltées à l'occasion du sondage de *Procap* auprès des autorités cantonales, parents d'enfants avec handicaps, consultations parents-enfants et organisations de soins pédiatriques à domicile, mais également lors d'entretiens avec des spécialistes dans le cadre de nos recherches, ont par ailleurs permis d'identifier les institutions pertinentes.

Le sondage a été envoyé en tout à 1856 structures d'accueil et organisations de familles de jour et à une douzaine d'autres institutions durant les travaux de recherche. Les résultats présentés ici sont basés sur les réponses de 267 institutions au total. La majeure partie sont des crèches et 22 réponses proviennent de familles de jour ou d'organisations de familles de jour, toutes de différentes régions du pays. Bien que nous ayons aussi tenu compte des familles de jour dans le sondage, les réponses ont été moins nombreuses dans cette catégorie, de sorte que l'interprétation des résultats se concentre davantage sur les crèches. Nous partons donc du principe d'une surreprésentation des régions urbaines, les familles de jour jouant un rôle plus important dans l'accueil extra-familial dans les régions rurales. Le faible taux de retour des familles de jour s'explique par le fait que ces dernières sont moins susceptibles d'être concernées par la question du handicap et ont donc démontré moins d'intérêt pour le sondage. La prise en charge d'enfants avec handicaps représente une charge de travail supplémentaire particulière qu'il est difficile d'assumer seule pour une famille de jour et qui, dans de très nombreux cas, n'est pas ou peu compensée financièrement. En conséquence, certaines organisations de familles de jour ayant répondu à nos questions nous indiquent qu'elles aimeraient pouvoir accueillir aussi des enfants avec handicaps, mais qu'elles ont déjà de la peine à trouver des places de jour pour des enfants sans handicaps ; c'est encore plus difficile pour les enfants avec handicaps.

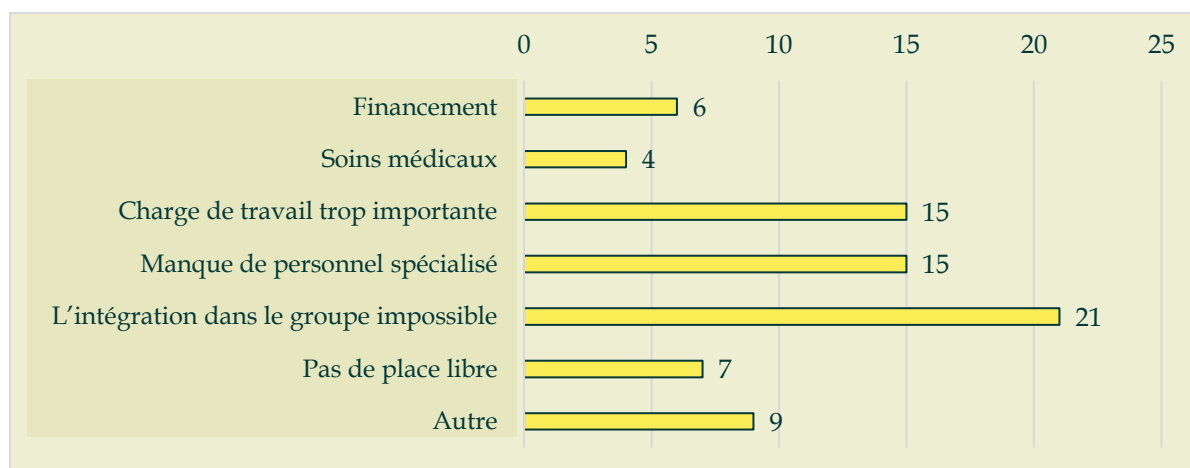
De manière générale, on notera ici que le moment du sondage était lié à des difficultés, de très nombreuses structures d'accueil étant alors confrontées à des défis sans précédent en raison de la pandémie de Covid-19 et que le temps à disposition pour y répondre était bien souvent limité. Par ailleurs, de nombreuses crèches n'ont pas répondu à certaines questions. Il ressort des échanges avec les spécialistes que cette situation témoigne d'une part du fait que les expériences dans la prise en charge d'enfants avec handicaps dépendent fortement des cas particuliers et qu'il est donc difficile, pour les crèches ordinaires, de donner des informations générales sur leurs propres possibilités d'accueil. Les questions restées sans réponse peuvent cependant aussi indiquer un manque de sensibilisation de certaines structures d'accueil aux questions spécifiques au handicap.

Accueil d'enfants avec handicaps

63 % des structures d'accueil ayant participé au sondage ont indiqué qu'elles prenaient actuellement en charge des enfants avec handicaps ou qu'elles l'avaient déjà fait. 9 % se disent prêtes à s'occuper d'enfants avec handicaps. Seules 7 % indiquent ne pas prendre en charge ces enfants ni n'avoir l'intention de le faire à l'avenir. Les résultats sous-estiment fortement cette dernière part, la participation au sondage témoignant à elle seule de l'intérêt pour l'accueil d'enfants avec handicaps (*biais de sélection*). Par ailleurs, 22 % des participants n'ont pas répondu à cette question. Pour résumer, on peut dire que deux bons tiers des institutions participantes ont de l'expérience dans la prise en charge d'enfants avec handicaps ou qu'elles seraient intéressées à le faire. Les données relevées devraient donc bien couvrir les institutions qui accueillent des enfants avec handicaps âgés de 0 à 4 ans en Suisse, tandis que les institutions qui n'accueillent pas d'enfants avec handicaps devraient plutôt être sous-représentées. Ce phénomène apparaît aussi au niveau régional avec le nombre élevé de réponses des régions dans lesquelles l'accueil extra-familial d'enfants avec handicaps est déjà bien établi (p. ex. dans l'*Arc lémanique*).

12 % des structures d'accueil ont indiqué qu'elles ont été contraintes de refuser des enfants avec handicaps par le passé. Les raisons sont variées. Les plus citées sont l'intégration difficile au groupe, le manque de personnel spécialisé ou le besoin en matière de prise en charge (cf. fig. 3.2).

Figure 3.2: raisons du refus d'accueil des enfants avec handicaps



Remarque: indication en chiffres absolus, réponses multiples possibles, N=33 réponses

Genre et gravité des handicaps

Les facteurs de prise en charge sont en partie utilisés pour quantifier la charge de travail supplémentaire que représente un enfant avec handicap dans une structure d'accueil extra-familial.¹¹ Dans la pratique, une estimation doit être réalisée par le personnel d'encadrement pour chaque enfant à titre individuel. Dans le cadre du sondage, l'indication des facteurs de prise en charge a permis d'estimer les possibilités d'une institution de gérer différents types de handicaps. Le facteur de prise en charge reflète d'une part les besoins en matière de personnel (ressources temporelles supplémentaires pour l'encadrement, les soins, la coordination avec les autorités, les thérapeutes et les parents) et, d'autre part, l'utilisation éventuelle de moyens auxiliaires. La vue d'ensemble suivante présente l'importance du besoin de prise en charge à l'aide d'exemples:

¹¹ L'indication du besoin de prise en charge sur la base de facteurs de prise en charge est moins courante dans les cantons romands, comme le montre une évaluation d'Ecoplan (2020: 30) des offres cantonales.

Figure 3.3: explication des facteurs de prise en charge

Facteur 1	<ul style="list-style-type: none"> Même travail qu'avec un enfant sans handicaps du même âge¹² 	handicap léger
Facteur 1,5	<ul style="list-style-type: none"> Léger retard de développement Léger besoin de soins Trisomie 21 sans handicaps physiques ou psychiques supplémentaires 	
Facteur 2	<ul style="list-style-type: none"> Enfant en fauteuil roulant sans besoins supplémentaires en matière de soins ni troubles du comportement Enfant avec retard de développement moyen à grave 	handicap lourd ¹³
Facteur 2,5	<ul style="list-style-type: none"> Enfant demandant des soins conséquents Troubles graves du comportement avec risque de mise en danger de soi-même ou des autres 	
Facteur 3	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité de surveillance constante par une personne. Exemple: surveillance médicale permanente (p. ex. en raison d'une canule trachéale ou d'un respirateur) Besoin de soins extrêmement élevé Encadrement étroit en raison du risque constant de mise en danger de soi-même ou des autres 	

Source: échange avec les responsables de la maison pour enfants *Imago* de la fondation visoparents en septembre/octobre 2020

Les réponses du sondage sont indiquées en pourcentages dans le tableau ci-dessous (cf. fig. 3.4). Près de 30 % des structures d'accueil qui ont déjà pris en charge des enfants avec handicaps n'ont pas donné de réponse sur les facteurs de prise en charge. Il est possible qu'elles aient déjà accueilli des enfants avec handicaps par le passé, mais que le facteur de prise en charge de ces enfants n'était que légèrement différent de celui des enfants sans handicaps. Près de 10% des structures d'accueil ont indiqué d'entrée ne pas être en mesure d'évaluer le degré des handicaps.

Figure 3.4: type et gravité du handicap dans les facteurs de prise en charge

Type de handicap	Indication du facteur de prise en charge							
	1	1,5	2	2,5	3	Pas d'estimation possible	Prise en charge d'enfants avec ce handicap impossible	Pas de réponse
Handicaps mentaux	4	23	15	6	7	13	2	29
Troubles du comportement	8	30	17	7	9	5	0	24
Handicaps physiques	5	21	15	6	7	10	6	32
Troubles du langage	8	30	14	4	11	8	0	26
Handicaps sensoriels	5	25	17	5	9	13	0	26

Remarque: indications en pour cent des structures d'accueil qui ont déjà pris en charge des enfants avec handicaps, N=168 crèches et familles de jour/organisations de familles de jour

¹² Dans les maisons pour enfants *Imago* toutefois, le tarif de base pour un enfant avec handicaps et facteur 1 est légèrement plus élevé que pour un enfant du même âge sans handicaps. Ceci pour tenir compte du besoin de coordination plus élevé entraîné par la présence d'enfants avec des handicaps légers.

¹³ La notion de «handicaps lourds» désigne les handicaps avec un facteur de prise en charge de 2 ou supérieur. Elle englobe les handicaps lourds ou moyens et se distingue des «handicaps légers» avec un facteur de prise en charge de 1 ou de 1,5.

Concernant l'interprétation des informations données par les structures d'accueil, il convient de tenir compte de certains éléments.

- Les parts en pour cent font référence aux structures de prise en charge qui ont participé à notre sondage et qui ont déjà accueilli des enfants avec handicaps. Les résultats ne sont donc pas pertinents pour les crèches et les familles de jour qui n'ont encore jamais été confrontées au thème du handicap.
- Surtout, il apparaît que la réponse la plus fréquemment citée est un facteur de prise en charge de 1,5. Elle a été donnée par certaines structures d'accueil qui ont de l'expérience avec la prise en charge d'enfants avec des handicaps légers dans le cadre d'un programme institutionnalisé et qui comprennent donc aussi des crèches non spécialisées mais qui sont en mesure de fournir un encadrement supplémentaire dans une certaine mesure, souvent avec le soutien des services d'éducation précoce spécialisée.
- Le fait que 31 à 42 % des structures d'accueil qui se sont déjà occupées d'enfants avec handicaps n'étaient pas en mesure d'évaluer le facteur de prise en charge ou n'ont pas fourni d'indications à ce sujet laisse à penser que la part des institutions qui ne sont pas en mesure d'accueillir des enfants avec handicaps lourds est en réalité plus élevée que ce que montrent les données récoltées. Nous partons du principe que les structures spécialisées peuvent plus facilement évaluer les besoins de prise en charge en raison de leur expérience avec les handicaps lourds.
- Une part substantielle des participants indique pouvoir fournir davantage que le facteur de prise en charge 1,5 (env. 30 %). Ces informations doivent toutefois être considérées avec prudence. En effet, elles émanent en partie de crèches spécialisées, qui sont effectivement en mesure de s'occuper de handicaps lourds. Cependant, les institutions qui ont de l'expérience dans l'accueil d'enfants avec handicaps sont sous-représentées dans notre sondage, tout comme la Suisse romande où, suivant le canton (p. ex. VD, GE), les enfants avec un ratio d'encadrement élevé sont intégrés aux crèches ordinaires.
Nous supposons en outre que dans ce nombre, on trouve aussi des institutions qui peuvent imaginer accueillir des enfants avec handicaps lourds, sans pour autant n'en avoir jamais accueilli auparavant. Il ressort des remarques indiquées sur le questionnaire et des entretiens avec les spécialistes que plus le facteur de prise en charge nécessaire est élevé, plus les ressources correspondantes et les connaissances spécifiques nécessaires font défaut (cf. chapitres 3.2.2 et 4).
- La prise en charge d'enfants avec un handicap physique apparaît, dans les réponses, comme particulièrement difficile. 6 % des participants soulignent expressément que l'encadrement de ces enfants n'est pas possible. D'après les commentaires, cela est dû au fait que de nombreuses crèches ne sont pas aménagées pour être sans obstacles.

Concept d'inclusion

34 % des structures d'accueil participantes ont indiqué que le thème de l'inclusion des enfants avec handicaps était intégré à leurs lignes directrices, à un concept interne ou à leur règlement. 15 % ont répondu négativement à la question de l'existence d'un concept d'inclusion et près de 50 % n'ont pas répondu du tout. Ces résultats indiquent si une structure n'accueille des enfants avec handicaps «que» dans des cas insolés ou si elle aborde le thème de l'inclusion de manière systématique.

Bien qu'un tiers seulement des participants se soit déjà penché consciemment sur le thème de l'inclusion, deux tiers de toutes les structures d'accueil indiquent avoir déjà de l'expérience dans la prise en charge d'enfants avec handicaps ou être disposés à faire des expériences dans ce domaine. Près de la moitié de ces structures d'accueil reconnaît visiblement le besoin de prise en charge d'enfants avec handicaps, sans que celui-ci soit explicitement placé au centre de leur activité. Dans les cantons où il n'existe pas d'offre systématique d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps, la disposition de telles institutions à accueillir aussi ces enfants est essentielle pour qu'une possibilité de prise en charge puisse exister.

Plans de développement

11 % des structures d'accueil déclarent avoir des plans de développement, dont les enfants avec handicaps peuvent profiter. Les modifications à venir concernant en majeure partie la création de places d'accueil supplémentaire, l'intensification de la collaboration avec les autorités ou le service d'éducation précoce spécialisée, ou encore le recours à du personnel spécialisé. Les plans de développement dépendent fortement des possibilités de financement et de la coordination entre les autorités, les spécialistes et le personnel d'encadrement. Les possibilités d'une institution de devenir active de sa propre initiative et d'adapter davantage l'offre aux besoins des enfants avec handicaps sont donc limitées et dépendent du soutien financier des pouvoirs publics ou de particuliers.

3.2.2 Recherche de personnel spécialisé

Pour l'encadrement et l'encouragement adaptés des enfants avec handicaps lourds, les structures d'accueil spécialisées ont en partie recours à du personnel spécialisé supplémentaire, dans la mesure où le financement est assuré et à condition qu'elles trouvent le personnel spécialisé correspondant. De toutes les structures d'accueil ayant participé au sondage, seules 6 % ont indiqué qu'elles avaient engagé du personnel spécialement formé. Les structures d'accueil ont aussi été questionnées sur la difficulté à trouver du personnel spécialisé. Une grande partie des institutions n'a pas été en mesure de fournir d'informations à ce sujet, étant donné qu'elles n'emploient pas de personnel spécialisé ou alors qu'elles collaborent exclusivement avec du personnel spécialisé externe. Parmi les structures d'accueil qui ont répondu à cette question, près de la moitié ont indiqué que la recherche de personnel spécialisé était difficile. Un bon quart d'entre elles considère qu'elle est facile, un autre quart ni l'un ni l'autre (N=22).

Pour se faire une meilleure impression de la situation en matière de recherche de personnel, nous avons pris contact avec la maison pour enfants *Imago* de la fondation *visoparents* à Dübendorf (ZH), pionnière dans le domaine de l'accueil inclusif d'enfants avec différents types de handicaps. Les expériences faites dans ce domaine par *Imago* sont reproduites ici en détail.¹⁴

En fonction du handicap, des aptitudes différentes sont nécessaires. De manière générale, des assistants socio-éducatifs avec CFC et spécialisés dans l'accompagnement des enfants ou des personnes avec handicaps travaillent dans les structures d'accueil. Suivant les ressources disponibles, des infirmiers, des éducateurs de l'enfance, des éducateurs sociaux ou des éducateurs spécialisés sont également engagés. Lorsqu'elles doivent avoir recours à du personnel spécialisé, les structures d'accueil sont confrontées aux défis suivants:

- **Formation des assistant socio-éducatifs:** l'inclusion en tant qu'élément central du travail de prise en charge manque dans la formation des assistants socio-éducatifs de l'enfance ou n'est abordée qu'en marge de certains cours. Les assistants socio-éducatifs de l'enfance ne disposent donc pas de connaissances spécifiques en matière de handicap. L'absence de connaissances particulières sur ce plan est un constat valable dans divers domaines: aspects généraux spécifiques au handicap dans la prise en charge des enfants, utilisation des moyens auxiliaires (p. ex. communication assistée), ignorance des conditions nécessaires au succès de l'inclusion. Les assistants socio-éducatifs spécialisés dans l'accompagnement des personnes en situations de handicaps possèdent de telles compétences, mais leur formation est fortement axée sur l'accompagnement d'individus, alors que dans une crèche, des connaissances en matière d'accompagnement de groupes seraient très importantes pour éviter la séparation des enfants avec handicaps.

¹⁴ Entretien avec la co-directrice de la maison pour enfants *Imago* de la fondation *visoparents* à Dübendorf, le 8.1.2021.

- **Nécessité de l'expérience pratique:** les qualités nécessaires pour intégrer les enfants avec handicaps de manière appropriée et pouvoir les encourager ne peuvent être apprises de façon théorique que dans une mesure limitée. L'expérience accumulée au sein d'une crèche inclusive est ici d'une grande importance. Pour les éducateurs sociaux qui se sont spécialisés dans le handicap au cours de leur formation, le concept de l'intégration dans la prise en charge de la petite enfance est généralement une nouveauté. Quand il s'agit d'engager du personnel d'encadrement, la formation correspondante n'est ainsi pas le seul critère pertinent. L'expérience, la disposition à relever des défis inédits et à apprendre sont également indispensables.
- **Fluctuation:** de manière générale, on constate une importante fluctuation du personnel d'encadrement. Il est donc très difficile de trouver du personnel expérimenté, prêt à se spécialiser durant plusieurs années dans les questions d'inclusion.

Pour tenter de résoudre les difficultés rencontrées dans la recherche de personnel, la maison pour enfants *Imago* forme son personnel elle-même, ce qui demande énormément de temps et de ressources et suppose que l'organe responsable soit disposé à investir des moyens financiers conséquents dans le développement du personnel. Contrairement au personnel externe, qui accompagne les enfants avec handicaps quelques heures par semaine seulement, le personnel interne peut créer un cadre approprié à l'enfant et tenir compte de ses besoins en permanence. Bien que des spécialistes internes soient très importants pour assurer la qualité de la prise en charge et de l'encouragement ciblé d'un enfant, ils sont une exception. Les crèches inclusives jouent un rôle important dans la spécialisation du personnel dûment formé dans ce domaine, puisqu'elles peuvent donner de précieux conseils à d'autres institutions. Pour que cela soit possible, il est indispensable qu'au moins les aspects théoriques de la prise en charge et de l'éducation inclusives fassent déjà partie de la formation du personnel d'encadrement.

3.3 Perception de l'offre

Ce paragraphe traite de l'offre d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps depuis la perspective des différents acteurs impliqués. Le point de vue des parents a en partie été présenté au chapitre 2. Après avoir abordé les besoins en matière de possibilités de prise en charge au chapitre précédent, l'accent est placé ici sur l'évaluation de l'offre existante.

Perception de l'offre par les crèches et les familles de jour/organisations de familles de jour

Les structures d'accueil qui n'acceptent pas les enfants avec handicaps ont été interrogées sur les raisons de ce refus. La raison la plus souvent évoquée, et de loin, est l'absence de personnel spécialement formé (cf. chapitre 3.2.2). Certaines réponses concernent aussi l'absence de financement ou de soins médicaux ainsi que la charge de travail trop importante. Par ailleurs, une partie des participants indique n'avoir pas eu de demandes correspondantes à ce jour.

Dans le sondage, 49 % des institutions qui se sont exprimées sur cette question (N=134) sont d'avis que les besoins en matière de prise en charge des enfants avec handicaps âgés de 0 à 4 ne sont pas du tout ou plutôt pas couverts par les offres existantes dans leur région. 27 % considèrent que l'offre est suffisante ou plutôt suffisante et 25 % n'ont pas été en mesure de donner de réponse. Concernant la question de savoir si, pour les parents d'enfants avec handicaps, il est plus difficile de trouver une offre de prise en charge que pour les parents d'enfants sans handicaps, les chiffres sont plus clairs. 29 % (N=134) répondent oui, 34 % plutôt oui et 8 % non ou plutôt non. En outre, 29 % des sondés affirment ne pas être en mesure de répondre à la question. Les différences régionales ne sont pas prises en considération dans cette évaluation, de sorte que les régions dans lesquelles l'offre est suffisante sont également considérées. On notera également que le *biais de sélection* provoque une surreprésentation des institutions dans les régions qui disposent d'un système particulièrement bien développé. Dans l'ensemble, il apparaît cependant clairement que les structures d'accueil considèrent que l'offre pour les enfants avec handicaps n'est pas suffisante et qu'elles constatent une discrimination des familles concernées.

Perception de l'offre par les parents

La perception de l'offre par les parents d'enfants avec handicaps présentée au chapitre 2 correspond plus ou moins à celle des structures d'accueil. Plus de la moitié (54 %, N=354) considère en effet que les besoins ne sont pas ou plutôt pas couverts. Les parents d'enfants avec handicaps sont très clairement d'avis qu'il est plus difficile, pour eux, de trouver une offre de prise en charge adéquate, que pour les parents d'enfants sans handicaps (cf. chapitre 2).

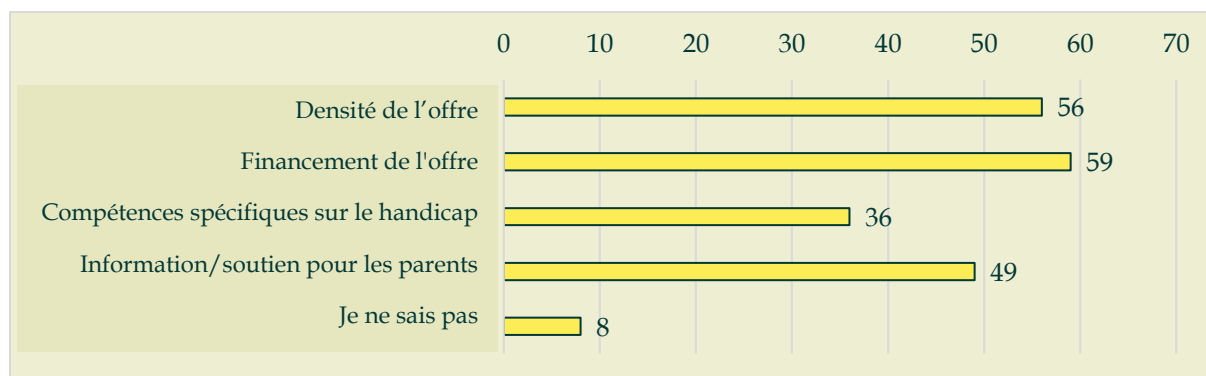
Les parents d'enfants en situations de handicaps, qui ont recours à une offre de prise en charge, sont en principe satisfaits des prestations dans les structures d'accueil. Le bien-être de l'enfant dans la prise en charge et les qualifications du personnel obtiennent en particulier un score positif. Les parents sont plus critiques, tout en donnant une évaluation majoritairement positive, sur le sujet de la distance entre leur lieu de domicile et la structure d'accueil ainsi que sur la sécurité médicale et la gestion des soins.

La perspective des parents montre que l'offre ne suffit pour l'essentiel pas et que contrairement aux parents d'enfants sans handicaps, ils sont désavantagés. Lorsque la prise en charge est rendue possible, les parents font toutefois une expérience positive dans la plupart des cas. On notera à cet égard que sur les 395 parents participants, seuls 72 confient leur enfant à une crèche ou une famille de jour. La satisfaction à l'égard de la structure d'accueil repose donc sur un petit échantillon de données. Le fait que sur 395 parents d'enfants avec handicaps qui ont participé au sondage, seuls 72 (18 %) font garder leur enfant bien qu'ils seraient en majorité intéressés par une offre non discriminante (cf. chapitre 2) est un indice qui laisse fortement penser que l'égalité avec les familles ayant des enfants sans handicaps n'est pas encore réalisée.

Perception de l'offre par les responsables des consultations parents-enfants

Les centres de consultation parents-enfants indiquent, dans le sondage, que les enfants en situations de handicap sont une lourde charge pour leurs parents, particuliers pour les mères, qui s'en occupent en général le plus. Sur les 102 organisations ayant participé au sondage, seules 46 indiquent connaître des offres de prise en charge (crèches et familles de jour) auxquelles peuvent recourir les familles ayant des enfants avec handicaps âgés de 0 à 4 ans: un indicateur de plus des lacunes de l'offre de structures d'accueil pour les enfants avec handicaps. Les spécialistes des consultations parents-enfants voient de nombreuses possibilités d'amélioration dans l'offre de prise en charge pour ces enfants. Des réponses multiples étaient possibles et la figure 3.5 montre la fréquence avec laquelle les différentes possibilités de développement ont été citées.

Figure 3.5: possibilités d'amélioration de l'offre

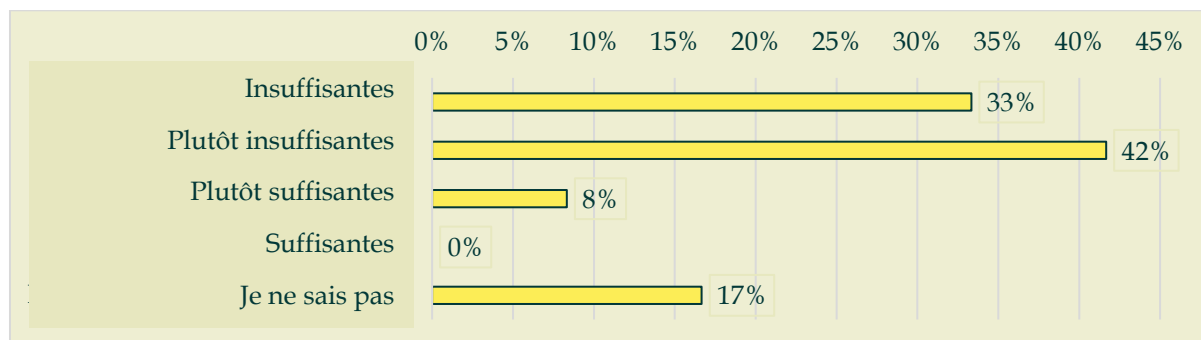


Remarque: indication en chiffres absolus, réponses multiples possibles, N=102 réponses

Perception de l'offre par les organisations de soins pédiatriques à domicile

Les collaborateurs des organisations de soins pédiatriques à domicile constituent un autre groupe de spécialistes confrontés à la situation de prise en charge des enfants avec handicaps, et plus particulièrement dans le domaine des défis médicaux importants. Selon eux également, l'offre de possibilités de prise en charge pour les enfants avec handicaps est clairement lacunaire. Les organisations de soins pédiatriques à domicile jugent les possibilités de prise de charge des enfants dont ils s'occupent dans leur région d'activité comme étant clairement insuffisante. La figure 3.6 montre la répartition des réponses des 12 organisations qui ont participé au sondage.

Figure 3.6: évaluation de l'offre par les organisations de soins pédiatriques à domicile



Remarque: N=12 organisations

Concernant les possibilités d'amélioration dans le domaine de l'accueil extra-familial, le point de vue des organisations de soins pédiatriques à domicile correspond à celui des consultations parents-enfants. Les premières jugent qu'il est particulièrement nécessaire d'agir en matière de densité de l'offre et de sa viabilité financière.

Perception de l'offre par les autorités

Pour tenir compte de la perspective des autorités, tous les offices cantonaux et leurs services compétents ont été contactés par courrier. Comme deux cantons obligent leurs communes à proposer une offre d'accueil extra-familial répondant aux besoins tout en leur laissant de grandes libertés en la matière (ZH et AG), les autorités communales de ces deux cantons ont aussi été consultées.¹⁵

Seules 21 % des autorités contactées ont été en mesure d'indiquer le nombre d'enfants avec handicaps âgés de 0 à 4 ans qui profitent, chaque année, d'une offre d'accueil extra-familial. 79 % des autorités ont indiqué qu'elles ne connaissaient pas ce chiffre ou n'ont pas répondu à la question. Cela montre que le relevé des données concernant l'accueil d'enfants avec handicaps mérite encore d'être amélioré. Tandis que de nombreux cantons enregistrent systématiquement les informations sur l'accueil extra-familial pour les enfants sans handicaps, celui des enfants avec handicaps manque dans les statistiques de nombreux cantons. Une base de données solide est pourtant la condition préalable au développement de l'offre de prise en charge et donc, à notre avis, un élément nécessaire du développement futur dans le domaine de l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps. Sans ces données fondamentales, il n'est pas non plus possible d'évaluer le ratio entre la demande et l'offre. Seules 14 % des autorités interrogées ont été en mesure d'indiquer si la demande de places d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps était couverte dans leur région. Selon nous, le fait que 86 % des pouvoirs publics ne soient pas en mesure de juger de la situation constitue un autre indicateur du fait qu'elles ne se soucient pas suffisamment des aspects spécifiques du handicap dans le domaine de l'accueil extra-familial.

¹⁵ Pour cette raison, les cantons de ZH et AG sont surreprésentés dans cette partie du sondage.

3.4 Typologie de l'offre

L'analyse des réponses au sondage et celle de l'offre dans les différents cantons permettent de constater de grandes différences régionales. La typologie suivante montre divers types d'offres d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps et cite en exemple les cantons ou communes qui proposent une telle offre, pour autant qu'il soit possible de l'attribuer clairement à l'un des types identifiés. Pour dresser cet état des lieux, il a été nécessaire de généraliser quelque peu les définitions. Au sein d'un même type d'offre, il existe des situations de départ très disparates dans les cantons, et parfois aussi des mécanismes de financement très variés (cf. chapitre 4).

Figure 3.7: typologie de l'offre

Type	Désignation	Description	Exemples régionaux
1	Pas d'offre systématique	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'offre systématique, ni pour les enfants avec handicaps légers ni pour les enfants avec handicaps lourds - Prise en charge dépendante de la bonne volonté d'une structure d'accueil 	AG (exceptions locales), AI, AR, OW, SZ, ZH (exceptions locales)
2	Pas d'offre systématique, mais solutions au cas par cas pour les enfants avec handicaps légers	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'offre systématique - Les autorités soutiennent les solutions au cas par cas dans la recherche d'offres et le financement, pour autant qu'elles en soient informées - Pas de solution pour les enfants avec handicaps lourds 	GL, commune de Zollikon (ZH)
3	Une offre systématique uniquement pour les enfants avec handicaps légers est en cours de développement	<ul style="list-style-type: none"> - Programme KITApplus ou équivalent en train de s'établir mais sans encore être proposé à large échelle - Pas de solution pour les enfants avec handicaps lourds 	NE, SO
4	Offre systématique uniquement pour les enfants avec handicaps légers	<ul style="list-style-type: none"> - Programme KITApplus ou équivalent à large échelle ou quasiment à large échelle - Pas de solution pour les enfants avec handicaps lourds 	BE, UR
5	Offre systématique pour les enfants avec handicaps légers, offre limitée pour les enfants avec handicaps lourds	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme KITApplus ou équivalent est établi - Places contingentées pour les enfants avec handicaps lourds 	LU, SG
6	Une offre pour enfants avec handicaps légers et lourds existe mais ne couvre pas les besoins	<ul style="list-style-type: none"> - L'offre pour les enfants avec handicaps légers est en partie assurée - Quelques offres pour les enfants avec handicaps lourds 	FR, TI, VS
7	Offre systématique pour tous les enfants avec handicaps	<ul style="list-style-type: none"> - Développement complet avec une offre pour tous les enfants 	BS, GE, VD, ZG, ville de Zurich (ZH)

3.5 Best practice

Ce paragraphe met l'accent sur certaines institutions qui, en Suisse, peuvent être qualifiées de *best practice*, ou d'exemplaires, au sens d'une offre spécialisée et centralisée, étant donné qu'elles permettent la prise en charge d'enfants présentant des handicaps très variés, parfois lourds, ceci grâce à une approche inclusive et du personnel spécialisé. Dans le modèle de hub, une structure d'accueil de ce genre se trouverait dans chaque centre. Pourquoi avoir choisi de mettre l'accent sur les institutions et non sur les types d'offres? Seul le type 7 propose une offre systématique pour tous les enfants, tandis que d'autres types se révèlent lacunaires. Cependant, les types 3 à 6 comprennent en partie des offres de prise en charge pour les enfants avec handicaps légers, qui peuvent être considérées comme *best practice* et qui permettent de faire des expériences précieuses pour le développement de l'offre (p. ex. dans le cadre du programme KITApus). En outre, des institutions sont considérées comme *best practice* alors que l'offre dans le canton concerné n'est pas suffisante.

Comme le besoin en matière de places d'accueil pour les enfants avec handicaps lourds est très limité et que les institutions spécialisées contribuent aussi fortement à la sensibilisation aux aspects spécifiques du handicap dans l'accueil extra-familial, nous nous concentrons essentiellement sur ce dernier. Pour de plus amples informations sur les institutions présentées à la figure 3.8, nous renvoyons aux chapitres des cantons correspondants, à l'annexe de ce rapport, ou aux sites Internet des structures d'accueil.

Figure 3.8: exemples de *best practice* de structures d'accueil spécialisées

Nom de l'institution	Localité	Renvoi au site Internet
La Coccinelle – jardin d'enfants intégratif	Fribourg (FR)	Lien
Jardin d'enfants Ensemble de la fondation ensemble	Genève (GE)	Lien Fondation Ensemble
Espace de vie enfantine Le Poisson Rouge – projet pilote de la ville de Genève	Genève (GE)	Lien Ville de Genève
KiTa Peter Pan de la fondation Kronbühl	Wittenbach (SG)	Lien
Preasili inclusivi atgabbes dans les jardins d'enfants La Calimba et Boscoiattolo	Biasca (TI)	Lien Preasilo/La Calimba
	Novazzano (TI)	Lien Preasilo/Boscoiattolo
Structure d'accueil de la fondation Papilio	Altdorf (UR)	Lien
Crèche Les Petits Bonheurs	Monthey (VS)	Lien
Maisons pour enfants Imago de la fondation viso-parents	Dübendorf (ZH)	Lien Dübendorf
	Baar (Zoug)	Lien Baar
Crèche Beluga de la fondation Wagerenhof	Uster (ZH)	Lien
Crèches intégratives de la fondation Brühlgut (crèches Spielberg, Spielpark et Spielblock)	Winterthur (ZH)	Lien

Toutes les institutions ne définissent pas les mêmes priorités en matière d'offre, raison pour laquelle il reste, à notre avis, dans certaines structures d'accueil, un potentiel d'amélioration en matière d'accès de toutes les classes d'âge de la préscolarité et d'heures d'ouverture, afin que la prise en charge aide réellement à concilier vie professionnelle et familiale. Les structures de pédagogie spécialisée, qui encouragent les enfants avec handicaps de façon ciblée mais qui ne sont ouvertes qu'une demi-journée par semaine, ont volontairement été omises ici, les parents ne pouvant, avec de tels horaires, que se consacrer de manière limitée à une activité professionnelle. Dans des offres de ce genre, il manque également souvent l'aspect inclusif, les institutions n'étant généralement pas ouvertes aux enfants sans handicaps. Grâce à leurs objectifs en matière de pédagogie curative, elles sont néanmoins très importantes pour le développement des enfants avec handicaps et sont donc parfaitement légitimes.

3.6 Conclusion

Tant les exigences à l'égard des structures d'accueil pour les enfants avec handicaps qu'à l'égard du personnel d'encadrement spécialisé sont impossibles à résumer en quelques points seulement. Le genre et la gravité des handicaps sont aussi variés que les enfants eux-mêmes. L'inclusion dans le contexte de la petite enfance constitue donc un défi, qui peut toutefois largement être relevé. Les enfants avec handicaps légers peuvent être intégrés à des crèches ordinaires moyennant un effort supplémentaire. Pour les enfants avec handicaps lourds, il est suffisant de disposer, par agglomération, d'une institution inclusive, spécialisée dans les aspects spécifiques de l'accueil d'enfants avec handicaps et qui forme son personnel en conséquence. Nous appelons cette combinaison de différentes offres de prise en charge le «modèle de hub». Nous reconnaissons cependant aussi qu'il existe différentes manières d'intégrer des enfants avec handicaps lourds, qui ont leurs avantages et leurs inconvénients et dont la comparaison qualitative serait précieuse lors de recherches futures.

L'offre actuelle en matière d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps ne suffit pas, comme le montrent les entretiens menés avec différents acteurs de ce domaine. Dans de nombreux cantons, la réalité est très éloignée du modèle de hub non discriminant, une offre systématique manque souvent déjà pour les enfants avec handicaps légers. Les parents d'enfants en situations de handicaps sont ainsi bien souvent livrés à eux-mêmes et dépendent du bon vouloir des structures d'accueil qui accepteront de prendre en charge leur enfant malgré des ressources lacunaires. Dans la majorité des cantons, les enfants avec handicaps lourds n'ont pas la possibilité d'être accueillis dans une telle structure.

Pourtant, certains exemples de *best practice* de différentes régions du pays montrent que l'inclusion d'enfants avec handicaps lourds est possible. Il s'agit de projets pionniers, qui ont vu le jour grâce à l'engagement marqué de certaines personnes ou de fondations et qui sont aujourd'hui au moins partiellement subventionnés. Ces structures inclusives sont centrales pour la création d'une offre couvrant tout le territoire national comme elles existent dans les cantons de Zoug ou de Genève. L'expérience de ces institutions et le savoir des spécialistes de l'inclusion précoce ont une grande importance pour le développement futur d'offres spécialisées ou pour la sensibilisation et la formation continue du personnel d'encadrement dans les crèches ordinaires. Un autre élément central vers une offre de prise en charge non discriminante est son financement, thème que nous abordons au chapitre suivant.

4 Mécanismes de financement

- 4.1 Définition des coûts supplémentaires dus au handicap
- 4.2 Ordre de grandeur des coûts supplémentaires dus au handicap
- 4.3 Qui doit payer les coûts supplémentaires dus au handicap?
 - 4.3.1 Réflexions relatives à la politique d'égalité
 - 4.3.2 Réflexions relatives à l'économie publique
 - 4.3.3 Réflexions relatives à l'aspect juridique
 - 4.3.4 Parenthèse sur l'allocation pour impotent et le supplément pour soins intenses
- 4.4 Qui paie effectivement les coûts supplémentaires? Typologie des mécanismes de financement
- 4.5 *Best practice*
- 4.6 Perception de la situation en matière de financement
- 4.7 Conclusion



4 Mécanismes de financement

Alors que le chapitre précédent était consacré à l'analyse des structures de l'offre, cette partie du rapport se concentre sur les mécanismes de financement des coûts supplémentaires dus au handicap. Ensemble, ces deux chapitres forment la base de l'évaluation des cantons au chapitre 5. Il existe, en matière de contenu, un lien fort entre l'offre et le financement, qui ressemble un peu à la question de la poule et de l'œuf: sans financement, une offre de prise en charge adéquate et disponible sur tout le territoire n'est pas possible. Cependant, un financement sans offre correspondante ne couvre pas non plus les besoins.

4.1 Définition des coûts supplémentaires dus au handicap

Dans les considérations qui suivent, nous entendons par coûts supplémentaires dus au handicap tous les coûts engendrés par la prise en charge dans une structure d'accueil extra-familial en raison du handicap d'un enfant. Il s'agit des coûts supplémentaires par rapport à un enfant sans handicaps profitant de l'accueil extra-familial dans la même mesure (cf. Kibesuisse 2018). De nombreux types de coûts peuvent être distingués, notamment.

- Besoin d'encadrement plus élevé pour permettre à l'enfant de participer aux activités du groupe
- Nécessité de formations supplémentaires, qui se manifestent par des coûts de formation continue et des salaires horaires plus élevés pour le personnel d'encadrement
- Travail de coordination plus important pour les structures d'accueil avec les parents, les services publics, le service de pédagogie précoce ou le personnel médical et thérapeutique
- Prestations d'éducation précoce en contact avec les institutions de l'accueil extra-familial
- Mesures de construction (absence d'obstacles) et place nécessaire pour le matériel auxiliaire (p. ex. planche de redressement, fauteuil roulant, etc.)
- Achat de moyens auxiliaires (p. ex. coques de sièges)
- Coûts des structures d'assistance en cas d'urgences médicales

4.2 Ordre de grandeur des coûts supplémentaires dus au handicap

Les handicaps peuvent être de nature très variée et prendre une ampleur très variable (cf. chapitre 2). Les coûts supplémentaires dus au handicap peuvent donc, au même titre, varier très fortement. Le système des facteurs de prise en charge tel qu'il est par exemple utilisé dans les maisons pour enfants *Imago* de la fondation *visoparents* a été présenté au chapitre 3. Les maisons pour enfants *Imago* constituent une référence particulièrement importante, car elles accueillent des enfants sans handicaps comme des enfants avec des handicaps de gravité très variée, pouvant aller jusqu'aux encadrements médicaux très lourds nécessitant la présence d'une personne en permanence. Pour les enfants à partir de 18 mois sans handicaps, la prise en charge à la maison pour enfants *Imago* coûte 125 francs par jour. Le tarif journalier pour les enfants avec handicaps légers et un facteur de prise en charge de 1 est de 140 francs, dans tous les cas et quel que soit leur âge. Ce tarif légèrement plus élevé tient compte du fait que dans le cas d'enfants avec handicaps, un travail de coordination supplémentaire est toujours nécessaire, aussi avec un facteur 1. Les enfants qui présentent un besoin de prise en charge quelque peu accru sont facturés dans les maisons pour enfants *Imago* avec un facteur de prise en charge 1,5, soit 210 francs, les coûts supplémentaires dus au handicap engendrant une majoration de 85 francs. Ce facteur de prise en charge est par exemple appliqué pour les enfants avec trisomie 21 sans handicaps physiques ou psychiques supplémentaires. Le facteur de prise en charge augmente à un maximum de 3, atteint p. ex. en cas de surveillance médicale permanente; les coûts totaux se montant alors à 420 francs par jour. Autrement dit, un facteur 3 entraîne des coûts supplémentaires dus au handicap de 295 francs par jour.

4.3 Qui doit payer les coûts supplémentaires dus au handicap?

L'ordre de grandeur des coûts supplémentaires dus au handicap présentés au chapitre 4.2 montre clairement que des parents contraints d'assumer de tels coûts peuvent être fortement poussés à renoncer à leur activité professionnelle ou à la réduire fortement. Cette incitation est déjà nettement plus marquée en présence de handicaps légers que dans les familles avec enfants sans handicaps et ne fait qu'augmenter avec la gravité du handicap de l'enfant et le montant des coûts. Avec les facteurs de prise en charge les plus élevés, les coûts dépassent même le salaire journalier de nombreux travailleurs. Sans mesures spéciales, cette situation a pour conséquence que ce sont en premier lieu deux groupes de familles qui peuvent se permettre de confier leurs enfants ayant des handicaps lourds à une structure d'accueil: d'une part les familles avec de hauts revenus et/ou une fortune conséquente, pour lesquelles des coûts supplémentaires dus au handicap très élevés jouent un rôle négligeable. D'autre part, il s'agit de familles bénéficiant de l'aide sociale, car dans leur cas et suivant la constellation, les coûts de l'accueil extra-familial sont pris en charge par la collectivité. En conséquence, l'accueil extra-familial des enfants avec handicaps lourds constitue, pour la grande majorité des familles, un sérieux risque de paupérisation. Comme nous le démontrons ci-après, des considérations en matière de politique d'égalité, mais aussi économiques et juridiques plaident pour la prise en charge par la collectivité des coûts supplémentaires dus au handicap.

4.3.1 Considérations en matière de politique d'égalité

D'un point de vue de la politique d'égalité, la prise en charge des coûts supplémentaires dus au handicap s'impose sous deux aspects. Pour assurer un traitement égal des enfants avec handicaps par rapport aux enfants sans handicaps, il est central qu'ils disposent, en âge préscolaire, d'un accès aux mêmes institutions que les enfants sans handicaps. Cet objectif ne peut être atteint que si les coûts supplémentaires dus au handicap sont pris en charge à l'échelle nationale.

Ce point est également très important pour l'égalité entre les sexes, puisque ce sont toujours principalement les mères d'enfants avec handicaps qui renoncent à leur activité professionnelle après la naissance de l'enfant, ou alors qui la réduisent ou optent pour une activité moins prenante. Cet argument a de l'importance en regard de la politique d'égalité, mais aussi dans une perspective économique, comme l'attestent les considérations suivantes.

4.3.2 Considérations économiques

Une vaste littérature économique démontre que, de manière générale, il vaut la peine d'investir dans la petite enfance et l'accueil extra-familial. Les estimations tablent sur un «Social Return on Investment» de 1:2,5 à 1:16 (Schweinhart et al. (2005) respectivement Hafen (2014), tous deux cités d'après Zimmermann (2019: notes de bas de page 11 et 12)). Récemment, *Interface* (2020) a élaboré un aperçu général des effets pour l'économie publique. L'augmentation du nombre d'heures de travail des parents, et notamment des mères, entraîne à son tour celle de l'expérience professionnelle et du capital humain, et donc en fin de compte du salaire des parents. De son côté, le développement qualitatif rend la formation des enfants rentable et améliore les performances scolaires ainsi que les qualifications de la formation. Grâce à l'acquisition de compétences, les coûts de santé et sociaux des enfants peuvent aussi être réduits par la suite, ce qui profite à la croissance économique. Outre le développement quantitatif, *Interface* (2020) indique que les investissements dans la qualité de l'accueil extra-familial et dans les offres pour les enfants particulièrement défavorisés est particulièrement rentable.

Zimmermann (2019) s'intéresse spécifiquement aux enfants avec handicaps dans le cadre d'une analyse du programme lucernois KITAplus. Il part du principe qu'avec une prise en charge des coûts supplémentaires, près de 50 % des fonds investis retournent ensuite à l'Etat, soit directement par l'intermédiaire des impôts et des taxes, soit indirectement par la consommation et les effets de multiplication. A cela s'ajoutent les effets d'occupation positifs des parents, particulièrement importants sur le plan économique dans le cas de parents avec des enfants présentant des besoins particuliers (dont font aussi partie les handicaps), étant donné qu'il s'agit souvent de *working poor*.

Comme l'étude Zimmermann (2019) est concentrée sur les handicaps légers, cet effet devrait être encore plus marqué dans le cas des handicaps lourds. Avec la naissance d'un enfant ayant un handicap lourd, le risque d'une absence au travail augmente nettement. Les employeurs qui ont appris à apprécier les parents concernés avant la naissance de leur enfant font preuve d'une certaine tolérance à cet égard et ne se séparent pas volontiers de leurs employés. Mais lorsque les parents ont quitté le monde du travail en raison du handicap de leur enfant, le risque d'absence réduit nettement leur employabilité. En effet, lorsqu'elles engagent du personnel, les entreprises ne prennent pas volontiers de risques importants. Et les mères sont toujours plus exposées à ce risque que les pères. Leur réintégration au marché du travail est fortement compliquée, surtout dans les secteurs qualifiés. Avec un risque nettement plus élevé de séparation des parents, cet état de fait accroît la probabilité que ces personnes aient recours, ultérieurement, à des prestations complémentaires.

Pour Zimmermann (2019), il faut également tenir compte d'autres aspects financiers. Un handicap peut entraîner des coûts consécutifs tels que des formations spéciales, des placements en foyer et des rentes AI. L'intégration précoce et l'encouragement adéquat permettent d'accroître les chances d'inclusion dans des structures régulières et l'intégration au marché du travail. Si l'intégration à l'école, au sein de la famille et au marché du travail est réussie ne serait-ce que pour un nombre très limité d'enfants qui ont, dans leur petite enfance, été accueillis dans des structures extra-familiales, des coûts élevés peuvent être évités.

4.3.3 Considérations juridiques

Avec le développement important de l'accueil extra-familial pour les enfants sans handicaps, il devient avec le temps de plus en plus problématique que des enfants n'aient, dans les faits, pas accès à ce type d'encadrement en raison de leur handicap, et que cette situation ait un effet négatif sur la participation des parents au revenu familial. Il s'agit de se demander si cet état de fait constitue une discrimination. D'un point de vue juridique, la situation en Suisse est hétérogène dans la mesure où la Confédération considère que ce rôle revient en premier lieu aux cantons et aux communes¹⁶. En conséquence, les bases juridiques diffèrent fortement d'une région à l'autre du pays (cf. partie 4.4). Ceci est particulièrement valable quand l'encadrement des enfants a pour objectif de concilier vie de famille et professionnelle. Dans ce cas, une place d'accueil ne peut pas être exigée sur la base du droit national. En revanche, cette possibilité existe selon le droit cantonal et communal (cf. par ex. les chapitres des cantons de Bâle-Ville ou de Fribourg). Les cantons d'Argovie, de Fribourg, du Valais et de Zurich prévoient en outre des dispositions juridiques formulées de différentes manières, selon lesquelles les collectivités doivent assurer les besoins en matière d'accueil extra-familial. Procap Suisse a demandé un conseil juridique à ce sujet. Selon celui-ci, des plaintes à l'autorité de surveillance sont possibles dans ces cantons (dans le canton de Fribourg, en plus de la possibilité individuelle de faire valoir ce droit) lorsque les collectivités ne couvrent pas les besoins en matière d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps.

La situation se présente différemment lorsque la prise en charge a lieu dans une crèche dans le but d'encourager le développement individuel d'un enfant porteur de handicap. On peut tirer du droit national et international un certain nombre de principes qui s'appliquent au minimum même dans les cantons qui n'ont eux-mêmes édicté que des réglementations lacunaires dans ce domaine.

¹⁶ <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20184308>, consulté le 30.12.2020.

Dans un avis de droit réalisée pour la fondation *Kifa Suisse* à l'occasion du lancement de KITAplus, Anderer (2015) conclut que même si la situation juridique dans le canton est lacunaire, elle doit être interprétée au sens de l'art. 8, al. 2 (interdiction de la discrimination) et de l'art. 62, al. 2 et 3 (formation spéciale) de la Constitution fédérale, ainsi que de l'art. 20 de la loi sur l'égalité pour les handicapés (intégration dans l'école régulière et apprentissage de techniques de communication). Cela signifie que les enfants qui présentent des besoins particuliers ont le droit de pouvoir être accueillis dans une garderie (intégrative) si le besoin d'école spécialisée pour la fréquentation de la crèche et les conseils du personnel spécialisé ont été constatés dans le cadre de la procédure prévue. Les enfants en situations de handicap ont droit à un enseignement spécialisé dès la naissance.

La question de savoir si cette offre est prévue dans le droit cantonal n'est pas pertinente. Concernant les coûts supplémentaires, Anderer (2015) conclut que puisque la Constitution prévoit que la formation spéciale doit être gratuite, les parts de l'encadrement et de l'encouragement étroitement liées au besoin en matière de formation doivent elles aussi être gratuites.

Comme nous l'avons déjà relevé, de nombreuses réglementations cantonales et communales vont au-delà de ce minimum. Dans les chapitres traitant de la situation dans les cantons, nous avons analysé les différentes réglementations lorsqu'elles étaient disponibles (cf. annexe).

4.3.4 Parenthèse sur l'allocation pour impotent et le supplément pour soins intenses

Certains pouvoirs publics¹⁷ sont d'avis qu'ils ne doivent pas assumer les coûts supplémentaires dus au handicap ou les coûts supplémentaires dus à des handicaps lourds car certains enfants bénéficient d'une allocation pour impotent et éventuellement aussi d'un supplément pour soins intenses. Cette argumentation est problématique à plusieurs titres:

- D'après la nouvelle péréquation financière, ce sont en premier lieu les cantons et les communes qui sont responsables de l'accueil extra-familial et de l'encouragement dans le domaine de la petite enfance. L'Office fédéral des assurances sociales a, pour cette raison, exclu à plusieurs reprises l'éventualité d'un cofinancement. Il n'est donc pas admissible que les autorités cantonales ou communales se déchargent de leur responsabilité à cet égard.
- De très nombreux enfants avec handicaps ne reçoivent justement pas d'API et surtout pas de SSI à l'âge préscolaire. Dans cette classe d'âge, les exigences pour y avoir droit sont très sévères, car le droit des assurances sociales part du principe que les enfants sans handicaps occasionnent eux aussi une grande charge de travail.¹⁸ En conséquence, les enfants avec handicaps légers ne reçoivent souvent aucune aide financière sous forme d'API ou de SSI, au cours des premiers temps qui suivent leur naissance, ceux avec de handicaps lourds aucune prestation, ou alors des prestations minimales seulement. Par ailleurs, le fait de recourir à des prestations des soins pédiatriques à domicile, comme les veilles nocturnes, entraîne une réduction du SSI.

¹⁷ Par exemple la direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne dans un formulaire pour les coûts supplémentaires dus au handicap (https://www.gef.be.ch/gef/fr/index/familie/familie/formulare/kindertagesstaettenundtageseltern.assetref/dam/documents/GEF/SOA/fr/Familie/KITA_FEB/Betreuungsgutscheine/Formular_ausserordentlicher_Betreuungsaufwand-fr.docx, consulté le 13.1.2021). Contrairement au canton de Berne, Uster possède une institution pour les enfants avec handicaps lourds, la crèche Beluga. Les parents doivent toutefois céder une partie de l'allocation pour impotent et du supplément pour soins intenses, alors qu'une autre partie est prélevée par les autorités (cf. <https://www.nzz.ch/zuerich/seelenbalsam-fuer-besondere-kinder-mit-down-syndrom-in-die-kita-ld.1343022?reduced=true>, consulté le 14.12.2020).

¹⁸ Comme expliqué en détail au chapitre 2, même les enfants en âge préscolaire qui bénéficient de prestations régulières de soins pédiatriques à domicile ne reçoivent souvent pas d'API ni de SSI, ce qui change par la suite.

- Cette absence ou ce faible niveau de prestations sont fréquents et contrastent fortement avec les coûts supplémentaires dus au handicap très élevés dans l'accueil extra-familial. Même avec des handicaps légers, un supplément de 50 % des coûts d'encadrement à la charge des parents est une somme considérable. En présence de handicaps lourds (coûts de prise en charge jusqu'à 420 francs par jour), les familles sont dans l'incapacité totale d'assumer ces frais; quant aux prestations éventuelles de l'API et du SSI, elles sont rapidement utilisées.
- Il faut également noter que l'API et le SSI servent de nombreux buts, et qu'elles doivent financer toutes les dépenses supplémentaires, pas seulement durant les heures de prise en charge d'une crèche, mais 24 heures sur 24, et aussi le week-end.
- Avec une attitude restrictive dans ce domaine, les offres correspondantes n'arrivent pas sur le marché, de sorte que tous les effets positifs en matière économique et de politique d'égalité ne peuvent être mis en œuvre, depuis l'activité professionnelle accrue des parents jusqu'à la diminution des coûts ultérieurs.

4.4 Qui paie effectivement les coûts supplémentaires? Typologie des mécanismes de financement

Sur le plan empirique, les chapitres consacrés aux cantons en l'annexe de ce rapport montrent, de manière détaillée, comment le financement des coûts supplémentaires dus au handicap est réglé sur place. Dans le tableau ci-dessous, des types d'approches pour le financement des coûts supplémentaires dus au handicap sont analysés à un niveau d'agrégation supérieur, avec leurs atouts et leurs faiblesses. Comme souvent, le fédéralisme suisse crée une grande variété de réglementations possibles, allant de l'absence totale de soutien à une prise en charge complète:

Figure 4.1: typologie des mécanismes de financement

Type	Désignation	Description	Exemples régionaux
1	Le financement n'est pas réglementé	La collectivité ne prend pas en charge les coûts supplémentaires de l'accueil des enfants avec des handicaps légers ou lourds. ¹⁹ En conséquence, il n'existe pratiquement pas d'offre formalisée, ce qui rend difficile l'accueil d'enfants avec handicaps dans de nombreux cas. Lorsque l'accueil extra-familial est tout de même concrétisé, le financement est le suivant: <ul style="list-style-type: none"> - Dans la plupart des cas, ce sont les parents qui l'assument, en partie avec le soutien d'organisations caritatives. - Les institutions de l'accueil extra-familial financent l'accueil grâce à des subventions transversales, ou aux frais des autres enfants du groupe, dont le temps d'encadrement ou l'attention qui leur est accordée sont réduits. 	AI, AR, OW et SZ, la plupart des communes des cantons de ZH et AG

¹⁹ La prise en charge des coûts des familles à l'aide sociale, pour autant que la commune y soit juridiquement forcée, constitue une exception. Toutefois, des retours d'information laissent penser qu'entre les communes, il existe des différences notables en matière d'application et de responsabilités au sein des communes quand il s'agit de savoir si les coûts sont pris en charge.

		- Dans certains cas, toute charge de travail supplémentaire est évitée, ce qui a lieu au détriment de l'enfant avec handicap, lorsque p. ex. il ne peut pas participer correctement aux activités du groupe ou que sa sécurité médicale n'est pas assurée.	
2	Pas de réglementation formelle, mais une prise en charge informelle des coûts, notamment en cas de handicaps légers (plus rarement aussi en cas de handicaps lourds).	<p>Dans ces collectivités, des dispositions sur les coûts supplémentaires dus au handicap manquent dans les règlements tarifaires. Dans la mesure toutefois où les parents abordent activement les autorités à ce sujet, il est possible de trouver des solutions.</p> <p>Pour les familles d'enfants avec handicaps, le type 2 est plus avantageux que le type 1 (pour autant qu'elles en aient connaissance) et ne crée pas de charge administrative avant le premier cas en raison de la modification de règlements etc. En revanche, l'insécurité juridique est grande pour les familles concernées, qui n'ont aucune garantie qu'elles bénéficieront d'une contribution financière. Par ailleurs, le traitement équitable des cas individuels devient de plus en plus difficile au fur et à mesure que le nombre de familles ayant des enfants avec handicaps souhaitent faire garder ceux-ci dans des structures d'accueil extra-familial.</p>	On trouve de tels systèmes dans des collectivités de taille plutôt restreinte, p. ex. à Hinwil et Rüti ZH, mais aussi dans le canton de GL pour les handicaps légers ou dans celui de NW ²⁰ pour les handicaps lourds.
3	Systèmes de financements mixtes	Dans certaines régions de Suisse, les coûts supplémentaires dus au handicap sont répartis entre les parents et la collectivité.	Wohlen AG pour les enfants avec handicaps légers (pas de solution de financement pour les enfants avec handicaps lourds). Dans le canton du TI, la prise en charge des coûts dépend de l'offre d'accueil au sein de laquelle l'enfant est pris en charge.
4	Prise en charge des coûts pour les enfants avec handicaps légers, pas de solution complète pour les enfants avec handicaps lourds.	Dans ce système, un facteur de prise en charge ou un montant forfaitaire plus élevé est remboursé aux structures d'accueil par jour de prise en charge. Les parents paient le tarif ordinaire, c'est-à-dire autant que pour un enfant sans handicap. Le canton prend en plus à sa charge les coûts de la collaboration avec le service de pédagogie spécialisée.	De nombreux cantons et communes qui participent au programme KITAplus ²¹ , mais aussi dans d'autres régions comme les cantons de BE et NE ainsi que la région de Baden.

²⁰ A Nidwald, les autorités n'ont encore jamais reçu de demande d'accueil extra-familial pour des enfants avec handicaps lourds, mais ont indiqué rechercher des solutions adéquates si une telle demande devait leur parvenir.

²¹ Jusqu'à présent, il s'agissait surtout de BL, LU, NW, SG, UR et de la ville de Berne.

5	Accès non discriminant à l'accueil extra-familial	<p>Le financement de l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps légers est ainsi assuré, tandis que ce facteur/montant forfaitaire ne suffit pas pour les enfants avec handicaps lourds.</p> <p>Ce système est néanmoins tout à fait compatible avec des mesures de financement plus avancées pour les enfants avec des handicaps lourds.</p>	<p>FR, LU, SG et VS financent des places pour les enfants avec handicaps lourds, mais les besoins ne sont pas couverts.</p>
		<p>Tous les coûts supplémentaires dus au handicap sont pris en charge par la collectivité, indépendamment du degré de gravité du handicap. Des problèmes de mise en œuvre ne sont pas exclus dans certains cas.²²</p>	<p>Un système similaire existe dans les cantons de BS (site Internet)²³, GE (réglementation spécifique à la commune, site Internet de la ville de Genève), VD (site Internet), VS (site Internet) et ZG (site Internet) ainsi qu'en ville de Zürich (site Internet).</p>

4.5 Best practice

Sur la base des considérations présentées, le type 5 est identifié comme le modèle de meilleure pratique pour la Suisse. Pour une collectivité, la prise en charge des coûts supplémentaires dus au handicap pour tous les enfants entraîne une charge initiale accrue. Toutefois, trois raisons plaident clairement pour ce modèle:

- **Egalité des chances:** pour de nombreux parents, le handicap possible d'un enfant n'est plus une raison financière d'abandonner leur activité professionnelle. Les parents d'enfants avec handicaps ont ainsi les mêmes possibilités de choix que tous les autres parents. Pour leur part, les enfants avec handicaps ont très tôt les mêmes opportunités de socialisation que les enfants sans handicaps et donc de meilleures conditions de départ à l'école (cf. chapitre 4.3.1).
- **Situation juridique de départ:** les contentieux juridiques sur le devoir de paiement de la collectivité en raison de la discrimination sont supprimés. Les conclusions d'une expertise juridique indiquant qu'il pourrait tout à fait exister, dans certaines circonstances, un droit à l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps, ont été présentées au paragraphe 4.3.3.
- **Perspective économique:** la discussion relative à l'aspect économique au paragraphe 4.3.2 montre qu'une somme supérieure à l'argent investi revient sous forme d'impôts, de taxes et de fonds économisés pour l'aide sociale, la scolarisation spéciale, les séjours en institutions et les prestations complémentaires. Généralement, les coûts ne sont pas seulement pris en charge pour les enfants avec handicaps, qui sont ici au centre du propos, mais aussi pour les «enfants ayant des besoins particuliers», dont font partie les enfants socialement défavorisés en raison de leur situation familiale. Dans ces cas également, l'assurance de l'égalité des chances a des effets économiques et sociaux très positifs.

²² Les problèmes d'application se présentent par exemple lorsque les clarifications en vue du financement durent longtemps ou qu'un diagnostic doit encore être posé et que le financement dépend justement de diagnostics détaillés.

²³ La prise en charge dans le canton de Bâle-Ville fonctionne sans institutions spécialisées. Il existe toutefois un droit à la prise en charge et, au moyen d'un système d'assistance, tous les enfants avec handicaps graves ont pu être accueillis dans des structures extra-familiales par le passé (cf. chapitre consacré à Bâle-Ville en annexe).

Par ailleurs, le type 5 apporte aussi des avantages de taille pour les crèches. La prise en charge des coûts supplémentaires dus au handicap est en effet synonyme d'une plus grande sécurité financière et d'une marge de manœuvre accrue pour leur permettre d'offrir le meilleur encadrement possible à tous les enfants.²⁴

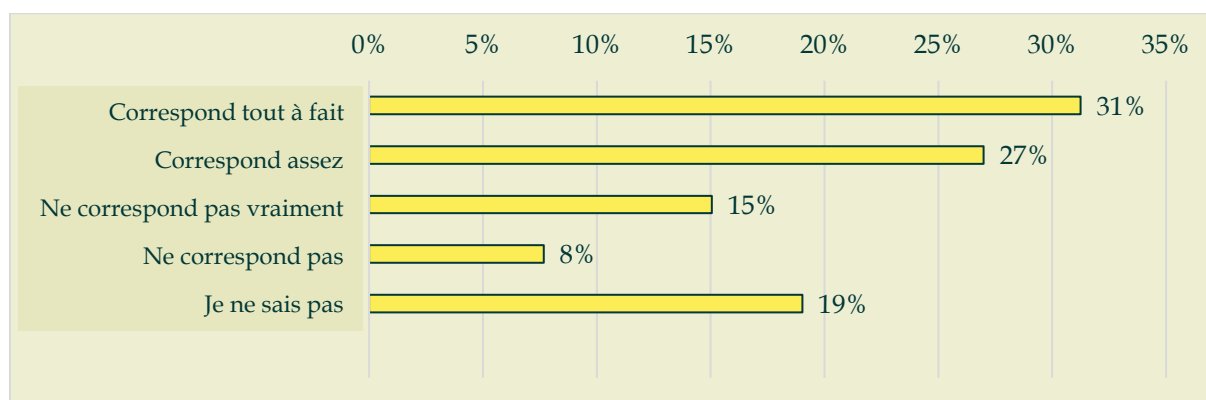
Lorsque le financement des coûts supplémentaires a lieu au niveau communal, les petites communes sont confrontées à certains problèmes de «calcul actuariel». La probabilité d'avoir un enfant avec un handicap lourd dans la commune est plutôt faible. Cependant, quand le hasard veut que plusieurs enfants avec des handicaps lourds résident dans la même petite localité, la charge financière est vite importante et il devient impossible, pour ces très petites entités administratives, de planifier un budget.

Le regroupement de tels risques à un niveau supérieur, par exemple cantonal, comme le font certains cantons romands et le Tessin, s'avère donc judicieux. Dans le cas des petits cantons et des espaces urbains qui se chevauchent, le financement commun des structures d'accueil peut par ailleurs être une solution intéressante. Des fonds destinés à l'accueil extra-familial des enfants en général peuvent aussi s'avérer utiles. En Suisse romande et au Tessin, ils sont souvent alimentés par des contributions prélevées sur les salaires.

4.6 Perception de la situation en matière de financement

Dans le sondage qui leur était adressé, les parents d'enfants en situations de handicap ont aussi été priés d'indiquer s'il était difficile, dans leur région, de trouver une offre financable pour les enfants avec handicaps. Selon le sondage, une nette majorité des parents voient des difficultés, alors que seulement 23% d'entre eux ne voient pas ou alors peu de problèmes (fig. 4.2).

Figure 4.2: perception des parents: les offres abordables sont difficiles à trouver

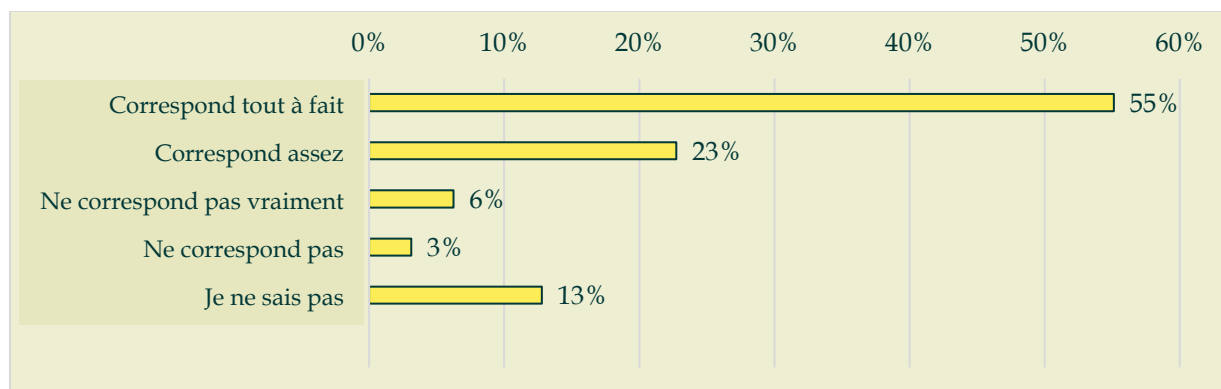


Remarque: N=352 parents

Cette évaluation correspond bien à l'analyse réalisée dans les différents cantons, qui montre que dans une minorité de cantons et de communes, il existe encore un important besoin d'amélioration. En conséquence, plus de trois quarts des parents souhaitent aussi être davantage soutenus par l'Etat (cf. fig. 4.3).

²⁴ Correspondance avec *kibesuisse*, 2.2.2021, cf. aussi Kibesuisse (2018).

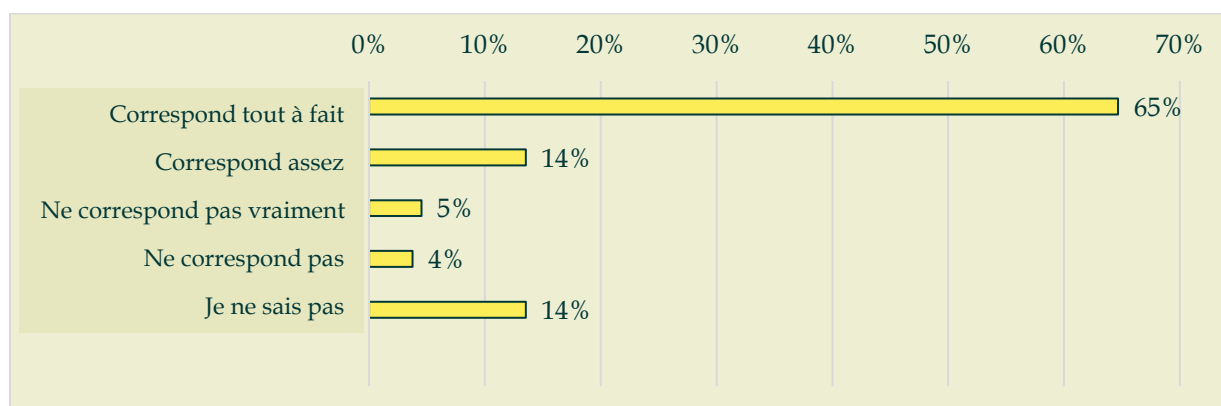
Figure 4.3: perception des parents: l'Etat doit davantage soutenir les familles avec des enfants en situations de handicap d'âge préscolaire



Remarque: N=352 parents

Cette exigence est aussi clairement partagée par les spécialistes du domaine de la formation et de l'encadrement. 78 % des crèches et des familles de jour/organisations de familles de jour ayant répondu au sondage sont entièrement ou plutôt d'avis que l'Etat doit davantage soutenir le financement des offres de prise en charge des enfants avec handicaps (cf. fig. 4.4).

Figure 4.4: perception des structures d'accueil: l'Etat doit davantage soutenir le financement des offres destinées aux enfants en situations de handicap en âge préscolaire



Remarque: N=133 crèches et familles de jour/organisations de familles de jour

Ces évaluations correspondent entièrement à celles des autres acteurs confrontés à la problématique abordée: du côté des consultations parents-enfants, 60 répondants sur 76 (soit 79 %) considèrent qu'il existe un potentiel d'amélioration en matière de viabilité financière des offres d'accueil extra-familial d'enfants en situations de handicap, une proportion qui est de 8 sur 12 du côté des organisations de soins pédiatriques à domicile (deux tiers).

4.7 Conclusion

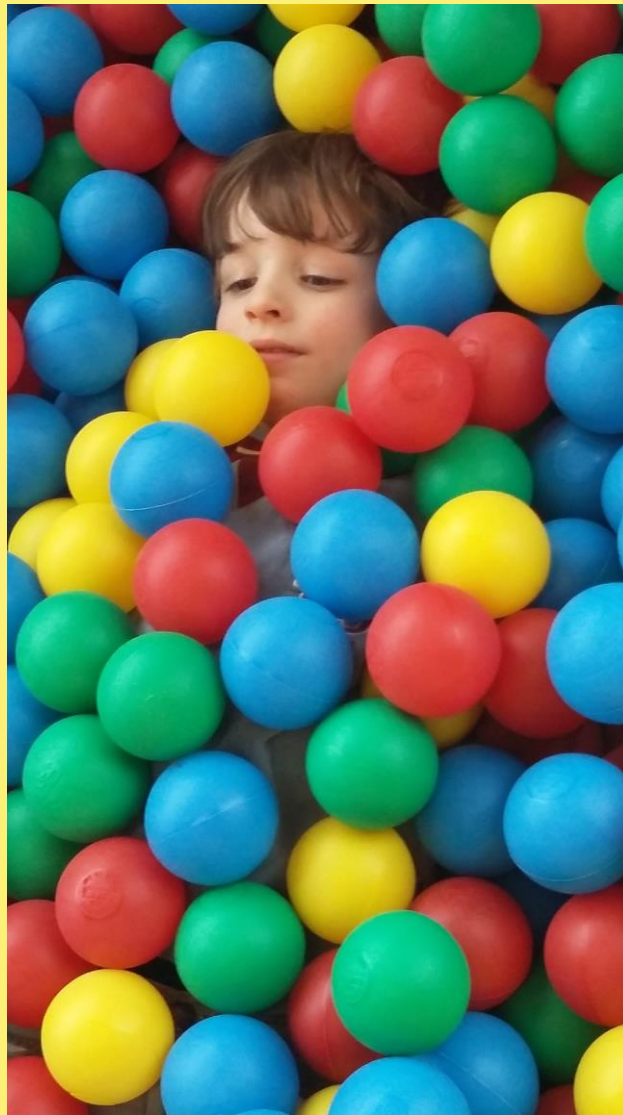
Les handicaps des enfants en âge préscolaire génèrent des coûts supplémentaires d'ampleurs différentes dans l'accueil extra-familial. Lorsque certains handicaps provoquent de faibles coûts supplémentaires, ceux-ci se montent, dans de très nombreux cas d'enfants avec des handicaps plutôt faciles à intégrer, à environ 50 % des coûts d'un enfant en bas âge sans handicaps. Dans les rares cas d'enfants avec des handicaps particulièrement lourds, ils peuvent en revanche être nettement plus élevés.

Tant les considérations de nature juridique, égalitaire ou économique tendent à indiquer que la collectivité doit assumer les coûts correspondants. Dans le présent sondage, des majorités claires se dessinent également en faveur d'un engagement plus marqué des collectivités, que ce soit chez les parents, les consultations parents-enfants, les organisations de soins pédiatriques à domicile ou les crèches et les familles de jour/organisations de familles de jour.

D'un point de vue empirique, il apparaît que la prise en charge complète des coûts pour tous les enfants avec handicaps n'est actuellement pratiquée que dans une petite minorité des collectivités en Suisse. Une majorité des collectivités ne s'implique pas du tout, en particulier dans l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps lourds. La situation est un peu meilleure pour les enfants avec handicaps légers. Environ un tiers des cantons assume les coûts supplémentaires entièrement, un tiers partiellement et un tiers ne prend aucun engagement financier à cet égard. Des efforts d'amélioration sont toutefois en cours dans de nombreuses collectivités. La synthèse de l'évaluation effectuée au chapitre suivant tient compte de l'offre, du financement et des efforts d'amélioration.

5 Synthèse de l'évaluation

- 5.1 Evaluation pour les enfants avec handicaps légers
- 5.2 Evaluation pour les enfants avec handicaps lourds
- 5.3 Evaluation des efforts d'amélioration



5 Synthèse de l'évaluation

Ce chapitre dresse une synthèse de l'évaluation de l'offre et des mécanismes de financement de l'accueil d'enfants avec handicaps en âge préscolaire. Cette évaluation se présente sous forme de trois cartes de la Suisse. Elles dressent, pour chaque canton, un état de la situation en matière d'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps légers et de handicaps lourds; elles évaluent aussi les efforts éventuellement en cours pour améliorer la situation. Cette évaluation est réalisée canton par canton. Pour ceux d'Aarau et de Zurich, elle se déroule par communes, pour autant que les informations soient disponibles.²⁵

L'évaluation des cantons repose sur une analyse des réglementations cantonales en vigueur et sur les informations obtenues dans le cadre du sondage et des échanges directs avec les autorités cantonales compétentes ainsi que des spécialistes. Les commentaires et l'évaluation correspondante se trouvent dans les 26 chapitres consacrés aux cantons, en annexe. L'évaluation cantonale présentée ici s'appuie ainsi sur l'analyse canton par canton et sur les constats dressés dans les chapitres précédents en matière d'offre et de financement.

Notons toutefois que l'évaluation dépend aussi des données et informations disponibles pour chaque canton. Plus les échanges bilatéraux ont été possibles et plus nous avons été en mesure de tenir compte des spécificités cantonales. L'évaluation en trois niveaux a pour effet qu'il reste en partie encore des différences notables au sein des catégories, notamment pour les évaluations «vert» et «jaune». Après avoir expliqué les critères d'évaluation, nous présentons l'évaluation au moyen de la carte, avant de discuter des résultats en guise de conclusion.

5.1 Evaluation pour les enfants avec handicaps légers

Dans le contexte de ce rapport, un handicap léger s'entend comme un handicap qui permet l'intégration à une institution ordinaire avec, le cas échéant, une charge de travail légèrement accrue, jusqu'au facteur de prise en charge 1,5 et avec l'encadrement assuré par le service d'éducation précoce spécialisée. Ce cas de figure est notamment appliqué dans le programme KITAplus.

La différenciation entre handicaps légers et lourds dépend fortement du contexte. Alors que par exemple, les possibilités sur le marché du travail avec un handicap mental marqué sont limitées, la prise en charge d'un enfant présentant un tel handicap dans une crèche ordinaire est tout à fait possible moyennant un effort d'accueil légèrement plus élevé. En conséquence, notre typologie se distingue de celles utilisées dans d'autres contextes.

Dans la carte suivante, les cantons sont évalués à l'aide d'un système de feux de signalisation:²⁶

- **Rouge:** la collectivité ne garantit pas de places pour les enfants avec handicaps légers et dans les faits, un accès n'est pas non plus assuré à large échelle. La collectivité ne prend pas en charge les coûts supplémentaires dus au handicap que doivent assumer les parents, même si des exceptions sont possibles dans le cas des familles qui bénéficient de l'aide sociale. Il est cependant tout à fait possible que certaines offres de prise en charge acceptent les enfants avec handicaps de leur propre initiative.

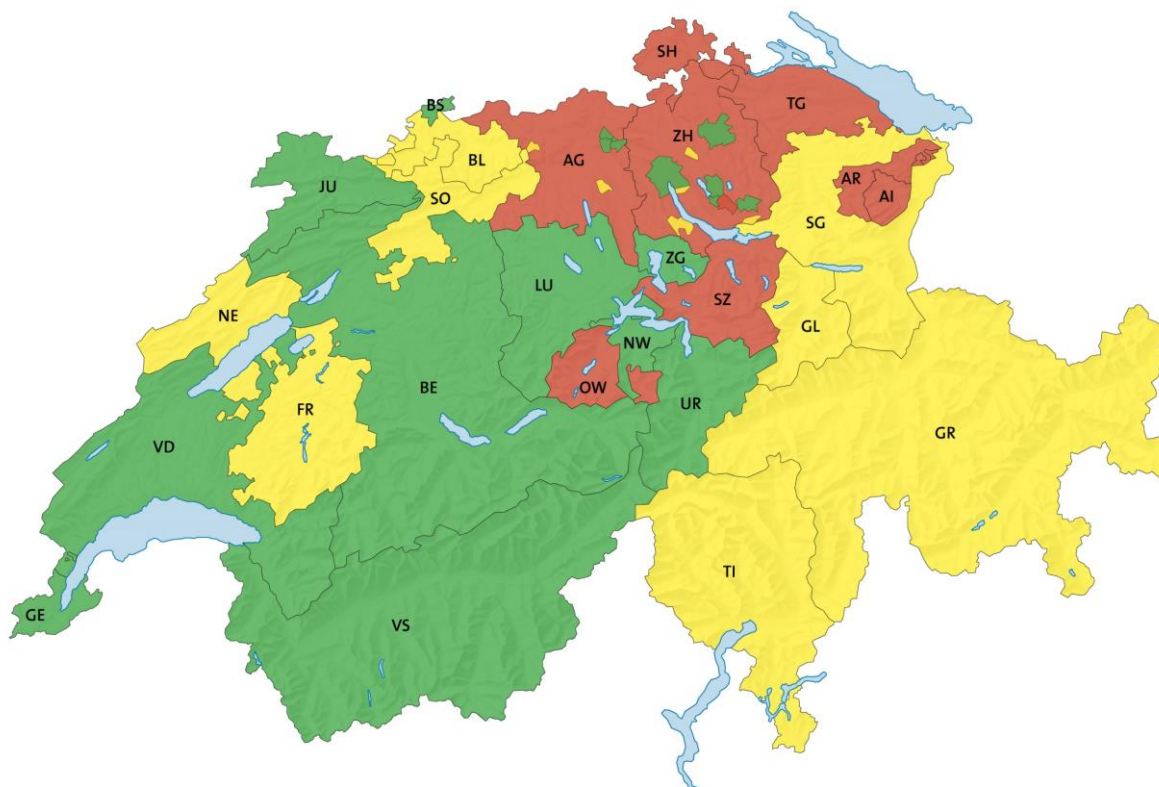
²⁵ Les cantons d'Argovie et de Zurich obligent les communes à organiser l'accueil extra-familial pour les enfants de manière conforme aux besoins. Dans les faits, la mise en œuvre varie fortement.

²⁶ Comme les cantons de Zurich et d'Argovie obligent leurs collectivités à mettre en place une offre d'accueil extra-familial, la carte du pays a été complétée des indications des communes dans ces deux cantons, là où les informations correspondantes étaient disponibles.

Il n’y a généralement pas de collaboration systématique connue entre les institutions d’accueil et les services de pédagogie spécialisée. Le financement du supplément dû au handicap est à la charge de l’offre d’accueil, des tuteurs légaux et/ou d’organisations caritatives. En principe, il n’est pas prévu que les pouvoirs publics financent la prise en charge d’enfants avec handicaps.

- **Jaune**: la collectivité participe davantage que dans le cas des collectivités classées «rouge», mais ne répond pas à tous les critères nécessaires pour atteindre la catégorie suivante («vert»). Une évaluation «jaune» englobe ainsi un vaste éventail de possibilités, à l’image des collectivités qui garantissent une prise en charge de plus grande ampleur, mais qui portent, entièrement ou partiellement, les coûts supplémentaires à la charge des parents. D’autres prennent les coûts à leur charge, mais leur offre ne suffit pas pour couvrir les besoins en matière de places d’accueil ou la mise en œuvre du financement se heurte à d’importants problèmes systémiques. Les collectivités avec des systèmes hybrides, où les coûts supplémentaires sont entièrement pris en charge dans certaines institutions, tandis que ce sont les parents qui les assument dans d’autres, sont également classées «jaune».
- **Vert**: tous les enfants avec un handicap léger ont droit ou effectivement accès à l’accueil extra-familial. Les coûts supplémentaires dus au handicap sont entièrement assumés par la collectivité, aussi pour les familles qui ne sont pas soutenues par l’aide sociale. Dans ces conditions, une forme de financement non discriminante est en principe assurée. Un nombre de places suffisant doit également être disponible ou, en cas de goulets d’étranglement structurels, des efforts doivent être entrepris pour que l’offre soit élargie de manière à être suffisante. «Vert» ne signifie toutefois pas que des problèmes ne peuvent plus surgir dans l’application. Ainsi, de telles difficultés peuvent se présenter dans certaines communes, même lorsque le canton impose des règles, ou lorsque des parents ne sont pas informés des offres existantes.

Figure 5.1: Situation pour les enfants avec handicaps légers



Source: Atlas statistique de la Suisse, Office fédéral de la statistique, Service ThemaKart, Neuchâtel 2009-2019. La coloration est basée sur le sondage et la recherche de Procap Suisse.

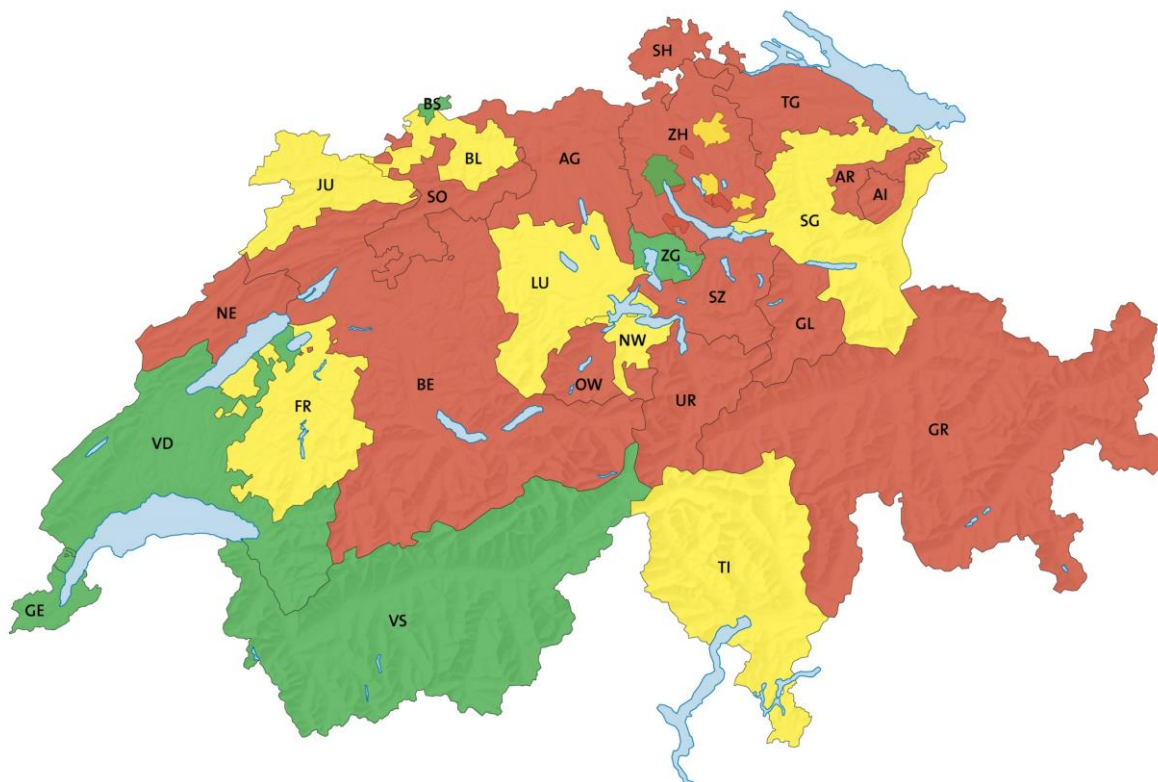
La figure 5.1 montre que les conditions de l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps légers en âge préscolaire varient fortement en Suisse. Un système bien développé existe en Suisse romande (p. ex. JU, GE, VD et VS) ou du moins une démarche en ce sens. Dans cette partie du pays, aucun canton ne fait rien pour la prise en charge des enfants avec handicaps légers. Suivant les cantons, il existe cependant d'importants problèmes d'application, comme à Neuchâtel et Fribourg. En Suisse alémanique en revanche, une partie substantielle des collectivités ne prévoit pas de participation du canton ou de la commune pour rendre possible l'accueil extra-familial pour les enfants avec handicaps légers. Dans de tels cas, l'accueil et l'inclusion d'un enfant avec handicaps dans une structure ordinaire dépendent du bon vouloir du personnel d'encadrement. Il n'existe aucun système uniforme de financement.

Les cantons qui ont introduit le modèle KITApplus prouvent pourtant qu'il est possible de faire autrement, et même dans les petites collectivités rurales. Les cantons de Nidwald et d'Uri en sont des exemples. Le canton de Berne joue également un rôle de modèle, puisqu'il prévoit un système propre et cohérent qui garantit l'accès aux structures d'accueil aux enfants avec handicaps légers. Entre ces deux extrémités, on trouve les collectivités classées «jaune» comme Bâle-Campagne, où certaines mesures ont été mises en œuvre sans qu'une prise en charge complète n'existe pour l'instant.

5.2 Evaluation pour les enfants avec handicaps lourds

Dans le contexte de ce rapport, nous entendons par handicap lourd une forme nécessitant un encadrement plus intensif, mais qui peut tout à fait se dérouler de manière inclusive (cf. chapitre 3). L'évaluation de l'offre et du financement tient surtout compte des aspects quantitatifs (accès aux places d'accueil et leur financement). Il a ainsi été possible de réaliser une évaluation solide pour tous les cantons, indépendamment de leur modèle d'intégration pour les enfants avec handicaps lourds (cf. fig. 3.1). Les critères pour l'évaluation en «rouge», «jaune» et «vert» ont été sélectionnés de manière analogue aux critères s'appliquant aux handicaps légers.

Figure 5.2: Situation pour les enfants avec handicaps lourds



Source: Atlas statistique de la Suisse, Office fédéral de la statistique, Service ThemaKart, Neuchâtel 2009-2019. La coloration est basée sur le sondage et la recherche de Procap Suisse.

La carte 5.2 montre qu'en matière de prise en charge d'enfants avec handicaps lourds, le besoin de rattrapage est encore bien plus important que dans le cas des enfants avec handicaps légers. Seuls cinq cantons et une ville répondent aux critères permettant de les classer dans la catégorie verte. En Suisse romande, il s'agit de Genève, Vaud et Valais et, en Suisse alémanique, des cantons de Bâle-Ville et de Zoug, ainsi que la ville de Zurich. Ces collectivités proposent une prise en charge pratiquement complète pour chaque enfant porteur de handicap et en assument les coûts supplémentaires correspondants.

Inversement, les collectivités qui ne font déjà pas d'efforts pour l'accueil extra-familial des enfants avec handicaps légers ne le font pas non plus pour les enfants avec handicaps lourds (p. ex. AI ou SZ). S'y ajoutent d'autres cantons que nous avons pu classer en «vert» ou en «jaune» pour les handicaps légers, mais qui n'ont pas encore de système qui fonctionne pour les handicaps lourds (p. ex. GR ou NE).

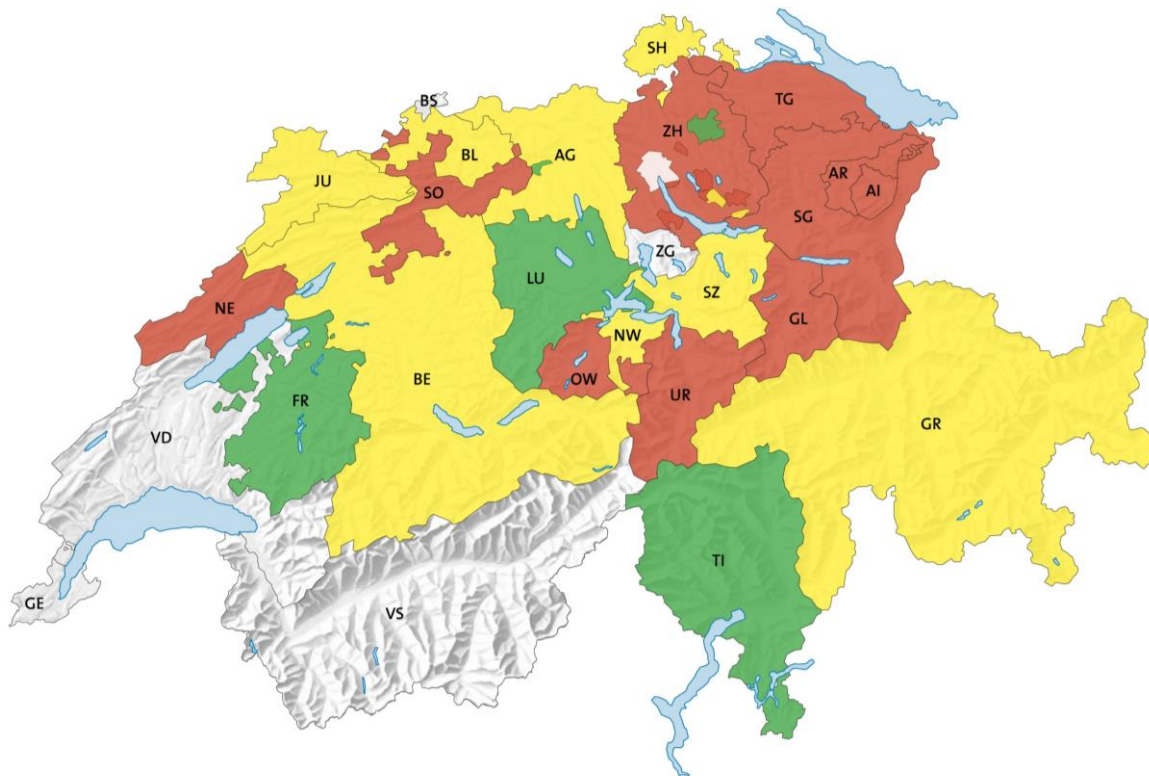
D'autres collectivités sont ici classées «jaune». Il existe un potentiel d'amélioration pour le nombre de places d'accueil disponibles, le financement complet des coûts supplémentaires dus au handicap ainsi que la formalisation d'un système uniforme. Les approches sont bonnes, mais le nombre de places disponibles ne suffit pas (p. ex. LU ou SG) ou, alors, les coûts supplémentaires sont, du moins en partie, à la charge des parents (p. ex. TI) ou encore il n'y a pas de système formalisé, bien que la volonté de trouver une solution au cas par cas existe (p. ex. NW). Dans les autres cantons, le soutien financier ne suffit pas ou intervient trop tardivement (p. ex. FR).

5.3 Evaluation des efforts d'amélioration

L'évaluation aux paragraphes 5.1 et 5.2 est basée sur la situation effective. Néanmoins, des efforts sont en cours dans certains cantons et communes, afin d'améliorer la situation de prise en charge des enfants avec handicaps. Dans la carte 5.3, l'évaluation a été réalisée de la façon suivante:

- **Rouge:** la politique et les pouvoirs publics ne font aucun effort connu pour améliorer la situation, bien que les résultats de l'évaluation effectuée aux paragraphes 5.1 et 5.2 n'a pas donné de résultat «vert» pour ces deux aspects.
- **Jaune:** des efforts d'amélioration sont connus, mais ils ne sont pas encore formalisés ou le processus n'est pas très avancé. Il s'agit par exemple de groupes de travail, de discussions au sein de l'administration, d'interventions qui n'ont pas encore été traitées ou d'autres efforts qui ne constituent pas encore le début d'une révision mais qui peuvent par la suite conduire à celle-ci.
- **Vert:** il existe des efforts d'amélioration formalisés, qui visent à dépasser le statu quo auxquels sont confrontés les enfants avec un handicap léger et/ou lourd. Il peut s'agir de révisions de loi concrètes ou de l'examen d'interventions politiques.
- **Blanc:** comme la situation a été jugée verte, il n'est pas nécessaire, pour les pouvoirs publics, d'agir immédiatement. Suivant les communes, des améliorations en matière de densité de l'offre et, en partie, du type d'offre, sont encore souhaitables.

Figure 5.3: Efforts d'amélioration au niveau cantonal



Source: Atlas statistique de la Suisse, Office fédéral de la statistique, Service ThemaKart, Neuchâtel 2009-2019. La coloration est basée sur le sondage et la recherche de Procap Suisse.

On constate aussi de grandes différences en matière d'efforts d'amélioration. Il existe d'une part des cantons qui ne font pratiquement rien dans le domaine de l'accueil d'enfants avec handicaps et dans lesquels aucun effort d'amélioration correspondant n'est connu (p. ex. AI). A l'opposé, on trouve la ville de Zurich et les cantons de Bâle-Ville, Genève, Vaud, Valais et Zoug, qui disposent déjà d'un standard comparativement élevé et dans lesquels il n'existe pas de potentiel d'amélioration comparable.

Une majorité des cantons se situe entre ces deux extrêmes. C'est pourquoi les efforts d'amélioration diffèrent fortement au niveau de leur contenu. Ils présentent soit un niveau très bas, dans les cantons où rien n'est prévu même pour les enfants avec handicaps légers, comme dans le canton d'Argovie. Ou ils présentent alors un niveau très élevé là où les enfants avec handicaps légers (p. ex. BE) et en partie aussi, de manière plus limitée, les enfants avec handicaps lourds (p. ex. FR, LU et la ville de Winterthour) bénéficient déjà de possibilités d'accueil extra-familial. Dans l'ensemble, il est réjouissant de constater que dans 11 cantons sur 21 qui n'ont pas encore atteint un niveau complet de prise en charge, des efforts d'amélioration sont en cours. Avec cette tendance, l'évaluation de la situation cantonale dans le domaine de l'accueil extra-familial pourrait être différente dans quelques années.

6 Synthèse



6 Synthèse

Différences régionales

Une famille de la classe moyenne doit déménager dans le canton de Zurich et se met donc en quête d'un appartement à proximité de la gare de Stettbach. Deux appartements sont vacants à une distance de 200 mètres l'un de l'autre. Le premier se situe sur la commune de Zurich, l'autre sur celle de Dübendorf. Une année plus tard, la famille s'agrandit. Leur enfant a un handicap lourd. Les parents souhaiteraient pouvoir continuer à travailler et faire garder leur enfant 150 jours par année dans une structure d'accueil extra-familial. Par chance, la maison pour enfants *Imago* se trouve à deux pas de la gare de Stettbach, sur le territoire de la commune de Dübendorf. Cette institution inclusive accepte aussi les enfants porteurs de handicaps lourds. C'est ici que les 200 mètres qui séparent les deux appartements prennent toute leur importance: si la famille habite maintenant sur la commune de la ville de Zurich, elle paiera pour la prise en charge de son enfant le même montant que si celui-ci n'avait pas de handicap. Si la famille a choisi la commune de Dübendorf pour s'établir, elle devra payer en plus du tarif pour enfant sans handicap âgé de moins de 18 mois une somme de 43 500 francs par année pour les coûts supplémentaires dus au handicap. Comme la famille ne vit pas de l'aide sociale, ces coûts supplémentaires sont à sa charge.²⁷ Dans cette situation, la liberté de choix est fortement limitée. Si la famille n'est pas très riche, les parents finiront par limiter leur activité professionnelle et leur enfant ne profitera pas de l'appui qu'offre une crèche.

La situation de cette famille serait également différente si elle vivait en Suisse romande, dans la localité de La Raisse VD (offre étendue sans coûts supplémentaires dans le canton de Vaud) et non pas dans celle de St-Aubin NE toute proche (pas d'offre disponible dans le canton de Neuchâtel en cas de handicap lourd), ou en Suisse italienne à San Vittore GR (pas d'offre dans le canton des Grisons pour les enfants avec handicaps lourds) plutôt qu'à Lumino TI (offre spécialement bien conçue pour les enfants avec handicaps lourds dès l'âge de trois ans).

Ces deux exemples montrent que la liberté des familles de décider de confier leur enfant en âge préscolaire à une structure d'accueil extra-familial ou non dépend fortement du lieu de domicile; le degré du handicap joue également un rôle substantiel. Cette situation contraste fortement avec celle des enfants sans handicaps, dont les familles peuvent choisir librement l'offre qui leur convient dans celle, fortement développée ces dernières années, des infrastructures d'accueil extra-familial.

Demande, offre et financement

On estime qu'il y a, en Suisse, 9000 enfants avec handicaps. Environ 6750 enfants peuvent être intégrés dans des crèches ordinaires moyennant un effort modéré, tandis que pour 1800 à 2250 enfants avec des handicaps lourds, l'effort supplémentaire est plus conséquent. Même s'il existait, à l'échelle suisse, un système non discriminant pour tous les enfants avec handicaps, comme pour les enfants sans handicaps, tous ne seraient de loin pas confiés à une structure d'accueil extra-familial. Nos extrapolations indiquent que 3000 enfants avec handicaps en âge préscolaire profiteraient d'une offre correspondante, dont 750 devraient vivre en situations de handicaps lourds. Ces enfants avec handicaps sont un groupe suffisamment important pour justifier un programme destiné à leur inclusion dans l'accueil extra-familial. Comparés aux quelque 116 000 enfants en âge préscolaire dans les structures d'accueil extra-familial, ils sont cependant aussi en nombre suffisamment restreint pour que les collectivités puissent se permettre de financer les coûts supplémentaires qu'ils engendrent.

²⁷ Il existe en revanche une subvention sur le tarif, qui dépend du revenu des parents, à laquelle ont aussi droit les parents d'enfants sans handicaps. Dans ce cas, elle est largement inférieure aux coûts supplémentaires dus au handicap.

Concernant l'offre, il existe un conflit d'objectifs entre la proximité géographique avec la structure d'accueil et la possibilité de l'institution de répondre aux besoins spécifiques d'un enfant avec handicaps. Un modèle de hub pourrait se révéler idéal: dans celui-ci, un nombre aussi élevé que possible de crèches locales et de familles de jour permettent l'accueil, sur tout le territoire, des enfants avec handicaps légers, comme le prévoit par exemple le programme KIT A plus, tandis qu'une institution spécialisée située en un point central de chaque région prend en charge, de manière inclusive, les enfants avec handicaps lourds. Comme le montre le chapitre 3, une structure d'offre sur le modèle de hub existe dans le canton de Zoug et en ville de Zurich. Il existe en outre d'autres possibilités de prendre en charge les enfants avec handicaps lourds, à l'image d'un modèle d'assistance (p. ex. BS) ou du renforcement des ressources dans les institutions ordinaires (p. ex. VD, VS et GE).

Comme démontré au chapitre 4, l'offre d'accueil extra-familial doit toujours être considérée avec les mécanismes de financement, car aucune structure de l'offre ne pourra fonctionner si la question du financement n'est pas réglée. Les coûts supplémentaires dus au handicap peuvent atteindre des niveaux très variés. Alors que certains enfants présentent des handicaps qui ne génèrent pas de coûts supplémentaires dans l'accueil extra-familial, ils sont modérés pour d'autres enfants et même substantiels pour la minorité d'enfants avec des handicaps lourds. En matière de politique financière, il est avantageux que des coûts de prise en charge très élevés ne se présentent que pour une petite minorité des enfants.

Tant les considérations de politique d'égalité qu'économiques et juridiques plaident sans équivoque pour que les collectivités assument les coûts supplémentaires dus au handicap. Pour l'égalité entre enfants avec handicaps et enfants sans handicaps, le financement public des coûts supplémentaires dus au handicap est une condition pour que tous bénéficient du même accès à l'accueil extra-familial. Aussi en matière d'égalité entre les sexes, la prise en charge des coûts supplémentaires est judicieuse, puisque ce sont encore toujours les mères qui abandonnent ou réduisent leur activité professionnelle après la naissance d'un enfant et qu'une offre d'accueil financable permet ou simplifie la conciliation de la vie professionnelle et familiale.

D'un point de vue économique, les investissements dans la petite enfance s'avèrent payants, et ceci concerne spécialement aussi l'encadrement d'enfants avec handicaps: premièrement, des effets de multiplication font qu'une partie des fonds investis retournent directement à l'Etat sous forme d'impôts et de taxes. Deuxièmement, l'accueil extra-familial d'enfants avec handicaps peut améliorer leur capacité d'intégration, ce qui entraîne par la suite des économies dans le domaine de la scolarisation spécialisée et sur le marché du travail. Troisièmement, l'activité rémunérée des parents s'améliore, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, ce qui s'avère payant sous forme de salaires plus élevés et d'économies dans l'aide sociale puis, par la suite, des prestations complémentaires.

D'un point de vue juridique, la situation varie d'après les cantons et les règles locales applicables. Certaines bases juridiques – comme l'interdiction de discrimination, la loi sur l'égalité pour les handicapés, la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant et la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées – s'appliquent cependant partout en Suisse. On peut en déduire qu'il existe au moins un droit aux prestations de l'accueil extra-familial lorsque la prise en charge par une structure d'accueil extra-familial et les conseils du personnel pédagogique spécialisé sont attestés comme un besoin d'éducation spécialisée précoce. Selon ce principe, les parts de l'encadrement et de l'encouragement étroitement liées au besoin de scolarisation doivent au moins être gratuites.

Les cantons ont fait l'objet d'une évaluation empirique au chapitre 5 sur la base de leur offre en matière d'accueil extra-familial et de son financement. On constate qu'aujourd'hui, seule une petite minorité de collectivités en Suisse dispose d'une offre d'accueil extra-familial ouverte à tous les enfants avec handicaps et prend entièrement en charge les coûts supplémentaires dus au handicap. Les cantons de Bâle-Ville, Genève, Vaud, Valais et Zoug ainsi que la ville de Zurich occupent la tête du classement. Dans ces collectivités, il existe aussi des possibilités d'accueil extra-familial pour les enfants avec des handicaps lourds, organisées différemment d'une localité à l'autre, tandis que d'autres cantons comme Fribourg et le Tessin connaissent des solutions partielles, mais souvent avec des capacités limitées ou des heures d'ouverture réduites. La grande majorité des cantons suisses ne propose en revanche pas de solution pour les enfants avec handicaps lourds.

La situation est nettement meilleure pour les enfants avec handicaps légers. Un bon tiers des cantons dispose d'une offre suffisante, avec prise en charge complète des coûts, un petit tiers de solutions partielles, tandis que dans un autre petit tiers, les collectivités n'assurent pas d'offre systématique. Il est toutefois réjouissant que dans 11 cantons qui ne disposent pas encore d'une prise en charge pour les enfants avec handicaps, des améliorations sont en cours de discussion.

Résumé et perspectives

En analysant, à l'échelle suisse, la situation de prise en charge d'enfants avec handicaps, ce rapport comble une lacune et montre, sous une perspective nationale, les importantes différences régionales qui limitent la liberté de choix des familles ayant des enfants avec handicaps. La diversité de cette structure fédéraliste peut toutefois servir à comparer les forces et les faiblesses des différentes approches suivies en vue de trouver des solutions. L'analyse de la situation actuelle révèle d'une part les lacunes existantes de l'offre de prise en charge pour les enfants avec handicaps et leur discrimination par rapport aux enfants sans handicaps. Cependant, elle montre aussi que l'inclusion en âge préscolaire est tout à fait possible si les conditions correspondantes sont données en matière de personnel spécialisé, d'infrastructure et de financement, et qu'elle peut être réalisée avec succès. Le présent rapport et l'identification des modèles de *best practice* créent une base pour cet apprentissage mutuel et l'échange d'expériences faites au niveau régional, dont tant les spécialistes intéressés que les représentantes et les représentants des autorités cantonales ou communales peuvent profiter. Dans le même temps, cet état des lieux à l'échelle nationale contribue à l'objectif à long terme de l'égalité entre enfants avec handicaps dans l'accueil extra-familial.

L'accent de l'analyse réalisée dans ce rapport était placé sur les aspects quantitatifs, comme la disponibilité de places d'accueil pour des enfants avec handicaps légers ou lourds ou pour la prise en charge des coûts supplémentaires dus au handicap. La situation actuelle est bien souvent insatisfaisante. Pourtant, des efforts sont entrepris dans de nombreuses régions de Suisse pour améliorer la situation. Nous recommandons aux actrices et acteurs locaux qui décident de développer l'offre ou le système de financement des coûts supplémentaires dus au handicap de procéder à quelques réflexions fondamentales:

- Premièrement, une analyse de la situation initiale sur place est nécessaire. Au début, il s'agit d'analyser le statu quo en matière d'offres existantes et de mécanismes de financement ainsi que les bases légales et, si possible, d'évaluer la demande locale.
- Deuxièmement, il est judicieux de procéder à une analyse des actrices et acteurs pertinents. Certaines personnes peuvent se révéler pertinentes en raison de leur compétence de décision en matière politique ou administrative, de leur savoir-faire dans les questions de mise en œuvre (p. ex. actrices et acteurs du secteur de l'encadrement des enfants ou de l'éducation précoce) ou parce qu'ils sont eux-mêmes concernés (p. ex. parents d'enfants avec handicaps ou organisations défendant les intérêts des personnes avec handicaps). Suivant la situation de départ locale, il est possible que quelques prises de contact avec l'administration suffisent ou alors que des consultations plus complexes doivent être organisées avec un plus grand nombre d'acteurs et d'actrices (cf. point suivant). Lorsqu'un projet prend une forme plus complexe, le secteur Politique sociale de *Procap Suisse* est disposé à mettre à disposition les adresses d'interlocuteurs utiles, susceptibles d'apporter leur soutien au lancement du processus.
- Enfin, au niveau des solutions, de nombreux modèles et étapes intermédiaires variés sont envisageables (cf. notamment le tableau 3.1). Les protagonistes doivent donc décider ensemble des objectifs à viser. Il convient, dans tous les cas, de garder les besoins à l'œil tout en tenant compte des chances de mise en œuvre au niveau politique et financier. Suivant la situation, il peut également être indiqué d'avancer par étapes. On pourra par exemple commencer par améliorer la situation pour une partie des enfants avec handicaps ou lancer un projet pilote. Suivant la situation juridique de départ, un processus politique est tout d'abord nécessaire pour créer une base juridique.

Il serait souhaitable que le besoin de rattrapage pour les enfants avec handicaps en matière d'accueil extra-familial soit comblé d'ici quelques années et que les analyses suivantes puissent se concentrer sur les aspects qualitatifs, ce qui n'a été possible que de manière marginale dans le présent rapport (cf. tableau 3.1). Les recherches dans les cantons ont révélé plusieurs variantes de l'encadrement des enfants présentant des handicaps de degrés variés. Les avantages et les inconvénients de ces modèles et la qualité de la formation et de l'encouragement des enfants avec handicaps dans les structures d'accueil en général sont des aspects d'étude importants des futures analyses. Là où les besoins en matière de places d'accueil pour les enfants avec handicaps sont plus ou moins couverts, l'aspect de l'assurance de la qualité prend toujours plus d'importance. En matière d'accueil d'enfants avec handicaps, il existe un certain conflit d'objectif entre la qualité de l'encadrement et de l'appui d'une part, et l'assurance d'une quantité suffisante de places d'accueil et de la présence de personnel spécialisé d'autre part. Pour proposer une offre de places d'accueil extra-familial non discriminante pour tous les enfants, indépendamment de leurs besoins, le développement de l'offre et l'assurance de la qualité de l'encadrement sont indispensables. Ce n'est que lorsque les enfants avec handicaps pourront profiter d'une prise en charge de bonne qualité, dans l'ampleur nécessaire, comme les enfants sans handicaps que la Suisse disposera d'un accueil extra-familial pour les enfants dignes de ce nom.

7 Références bibliographiques



7 Références bibliographiques

- Anderer, Karin (2015). *Rechtsgutachten integrative Frühförderung*. Commande de la fondation Kifa Suisse.
- Baumgartner, A. Doris (2003). *Erwerbsverläufe von Frauen mit Kindern*. Programme national de recherche 43 en collaboration avec le Forum Formation et emploi et le Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation CSRE. Berne/Aarau: Fonds national suisse de la recherche scientifique FNS.
- Bertschy, Kathrin (2018). *Participation au revenu et accueil extrafamilial pour les enfants handicapés*. Interpellation 18.4308.
- Blöchliger, Olivia; Nussbaum, Peter; Ziegler, Maya; Bayard, Sybille (2020). *Situation der familien- und unterrichtsergänzenden Kinderbetreuung im Kanton Zürich*. Commande de la direction de l'éducation du canton de Zurich.
- Bonhôte, Ruth (2018). *Kinder mit Beeinträchtigungen in familien- und schulergänzenden Angeboten der Kinderbetreuung*, fiche d'information.
- Office fédéral des assurances sociales (2020). *Medizinische Massnahmen der IV. Anzahl Kinder/Jugendliche, die 2019 Spitex-Leistungen bezogen haben* (document non public).
- Office fédéral de la statistique (2020). *Accueil extrafamilial et parascolaire des enfants en 2018. Les grands-parents, les crèches et les structures parascolaires assurent la majeure partie de la garde* (publication).
- Office fédéral de la statistique (2019a). *Enfants et handicap en 2017. Estimation du nombre et de la proportion d'enfants avec handicaps selon le sexe, les groupes d'âge et les conséquences du handicap, 1992-2017*. Source: OFS – Enquête suisse sur la santé (SGB), évaluation spéciale.
- Office fédéral de la statistique (2019b). *Enfants et handicap en 2017* (publication).
- Office fédéral de la statistique (2016). *Evaluation spéciale du module travail non payé des années 2010, 2013 et 2016* (document non public).
- Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand) du 13 décembre 2002 (état au 1^{er} juillet 2020); RS 151.3.
- Burger, Kaspar; Neumann, Sascha; Brandenburg, Kathrin (2017). *Studien zur frühkindlichen Bildung, Betreuung und Erziehung in der Schweiz*. Un état des lieux réalisé sur mandat de la Jacobs Foundation. Université de Fribourg; Université de Genève

- Ceschi, Silvana (18 décembre 2001). Rollenbilder: Ein behindertes Kind wirft viele Väter aus der Bahn. *Beobachter Familie*. Consulté sur <https://www.beobachter.ch/familie/kinder/rollenbilder-ein-behindertes-kind-wirft-viele-vater-aus-der-bahn>.
- Christen, Andreas (2019). *Gender Pension Gap. Mythes, faits et approches de solution concernant la lacune de prévoyance des femmes*. Zurich: Swiss Life AG.
- Direction de l'éducation, des affaires sociales et du sport de la ville de Berne (2016). *Projektkonzept «Kinder mit Behinderung in Kitas der Stadt Bern»*.
- Ecoplan (2020). *Offres d'accueil extrafamilial: vue d'ensemble de la situation dans les cantons*. Rapport sur mandat de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS).
- Ecoplan (2017). *Kinder mit Behinderungen in Kindertagesstätten*. Evaluation du projet-pilote sur mandat de l'office de la jeunesse de la ville de Berne.
- CDIP, Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (2017). *Structures de jour: bases légales* (état en mai 2017).
- Gabriel-Schärer, Pia et Stadelmann, Karin A. (2018). «*Gelebte Diversity in Kitas*». *Aufbau von Fach- und Handlungskompetenzen im Angebot KITApplus*. Rapport d'évaluation de la haute école de Lucerne.
- Hagmann, Angie (2019). Vereinbarkeit und Entlastung für pflegende Eltern. *Soziale Sicherheit CHSS 9*, 28-32.
- Heckmann, Christoph (2004). *Die Belastungssituation von Familien mit behinderten Kindern. Soziales Netzwerk und professionelle Dienste als Bedingungen für die Bewältigung*. Heidelberg: Winter Verlag.
- Hirchert, Annette (2004). *Frauen zwischen Kind und Beruf: Mütterliche Erwerbstätigkeit in Familien mit einem behinderten Kind - Realität und Selbstverständnis*. Würzburg: Ergon Verlag.
- IWSB Institut d'études économiques de Bâle (2016). *Fachkräfte- und Bildungsbedarf für soziale Berufe in ausgewählten Arbeitsfeldern des Sozialbereichs*. Etude réalisée sur mandat de SAVOIRSOCIAL.
- Interface (2020). *White Paper zur Investition in die frühe Kindheit. Fokus volkswirtschaftlicher Nutzen*. Etude réalisée sur mandat de la Jacobs Foundation.
- Kessler-Steinmann, Catherine und Gremaud, Suzanne (2018). La Coccinelle, un jardin d'enfants intégratif pour grandir ensemble. *Revue suisse de pédagogie spécialisée* 8(1), 16-23.
- Kibesuisse; KITApplus; fondation Kifa Suisse; visoparents Suisse; Association Cerebral Schweiz; insieme Suisse; Arpsei; BVF; HPF Lucerne; LCH (2017). *Ouvrir les crèches aux enfants avec des besoins de soutien particuliers. Recommandations sur l'accueil extra-familial inclusif d'enfants*.
- Kibesuisse (2018): *Inclusion dans les structures d'accueil collectif/crèches: recommandations pour la prise en charge des frais supplémentaires, notice*.

- Kleinert, Corinna (2006). *Frauen in Führungspositionen: Karriere mit Hindernissen*. IAB-Kurzbericht Nr. 9. Nürnberg: Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung IAB.
- Knecht, Donat und Dietrich, Annette (2018). *Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Schwyz*. Evaluation et interprétation de données sur mandat de l'Office de la santé et des affaires sociales du canton de Schwyz. Haute école de Lucerne, travail social.
- Knecht, Donat (2014). *Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Uri*. Rapport sur mandat de la Direction de la santé, des affaires sociales et de l'environnement GSUD du canton d'Uri.
- Kronenberg, Beatrice. Statistiques EPS 2010. Après avoir profité des services de l'éducation précoce spécialisée, un nombre plus important d'enfants entrent à l'école ordinaire plutôt que dans une école spécialisée. *Revue suisse de pédagogie spécialisée* 18(4), 5-12.
- Kronenberg, Beatrice. Rapport statistique EPS 2007. Autres étapes pour établir une statistique à l'échelle nationale de l'éducation précoce spécialisée. *Revue suisse de pédagogie spécialisée* 15(5), 12-18.
- Lütolf, Matthias und Schaub, Simone (2019). Soziale Teilhabe von Kindern mit Behinderung in der Kindertagesstätte. Eine Beobachtungsstudie. *Frühförderung interdisziplinär* 38(4), 176-190.
- Lütolf, Matthias und Schaub, Simone (2017). Integration von Kindern mit Behinderung in der Frühen Bildung. Juristische und empirische Ausgangslage, Aufgaben und Anforderungen. *Revue suisse de pédagogie spécialisée* 23(9), 6-13.
- Martini-Willemin, Britt-Marie et Gremion, Myriam (2016). Enfants à besoins éducatifs particuliers en structures de la petite enfance. Un terrain accueillant mais préoccupé. *Spirale – Revue de Recherches en Éducation* 57, 27-41.
- Meier-Gräwe, Uta; Buck, Katharina; Kriege-Steffen, Astrid (2014). *Wiedereinstieg mit besonderen Herausforderungen*. Eine Studie des Bundesverbandes für körper- und mehrfachbehinderte Menschen e.V. bvk (Hrsg.). Düsseldorf: Verlag Selbstbestimmtes Leben.
- Meier Magistretti, Claudia und Schraner, Marco (2017). *Encouragement précoce dans les petites et moyennes communes. Les communes comme plateforme stratégique et réseau d'encouragement précoce: analyse de la situation et recommandations*. Sur mandat de l'Association des Communes Suisses. Haute école de Lucerne.
- Naguib, Tarek; Johnner-Kobi, Sylvie; Gisler, Fiona (2018). *Handlungsbedarf aufgrund der UNO-Behindertenrechtskonvention im Kanton Zürich*. Etude mandatée par la Behindertenkonferenz Kanton Zürich. ZHAW School of Management and Law; ZHAW travail social.
- Näpflin, Catherine (2016). Monitoring KITApplus. *Rapport à l'attention de la fondation Kifa Suisse*. Période de relevé: année scolaire 2014/2015. Haute école pédagogique de Lucerne.



























- Omlin, Kathrin; Barmettler, Daniel; Früh Andrea; Bonati, Thomas (2019). *KiBeBe - Familienergänzende Kinderbetreuung im Vorschulalter im Kanton Zug für Kinder mit besonderen Bedürfnissen*. Concept pour l'exploitation à partir de 2020.
- Groupe de projet KiBeBe (2014). *Familienergänzende Kinderbetreuung im Vorschulalter im Kanton Zug – auch für Kinder mit besonderen Bedürfnissen*. Rapport final et évaluation
- Stern, Susanne; Gschwend, Eva; von Dach, Andrea (2017). *Monitoringbericht familien- und schulergänzende Betreuung im Kanton Zug*. Sur mandat du service des affaires sociales du canton de Zoug.
- Fondation Kifa Suisse; kibesuisse; Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote des Kantons Basel-Landschaft; fondation ptz (2019). *Konzept KITAplus Basel-Landschaft*.
- Fondation Kifa Suisse; kibesuisse (2017). *Basiskonzept KITAplus. Familienergänzende Kinderbetreuung für Kinder mit besonderen Bedürfnissen in Kindertagesstätten*.
- Département des affaires sociales de la ville de Zurich (2019). *Report Kinderbetreuung, Leistungen 2018*.
- Département des affaires sociales de la ville de Zurich (2017). *Zürcher Subventionsmodell für Kita-Plätze. Informationsdossier für Kitas*.
- Tanner Merlo, Sabine und Buholzer, Alois (2013). *Schätzung der Anzahl Vorschulkinder mit Behinderung in der Stadt Luzern*. Rapport à l'attention de la fondation Kifa Suisse. Haute école de pédagogie de Suisse centrale – Lucerne.
- Verband Basellandschaftlicher Gemeinden & Bildungs-, Kultur- und Sportdirektion, Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote des Kantons Basel-Landschaft (2018). *FEB-Reglemente: gesetzliche Grundlagen und Rahmenbedingungen, Vorgehen*.
- Ordonnance du 9 décembre 1985 concernant les infirmités congénitales (état au 1^{er} mars 2016); RS 831.232.21.
- Zimmermann, Marc (2019). *Expertise über Kosten und Finanzierung eines Programms zur inklusiven Vorschulbetreuung von Kindern mit besonderen Bedürfnissen im Kanton Luzern*. Etude mandatée par la fondation Kifa Suisse. Haute école de Lucerne.

Annexe

Analyse de la situation dans les cantons



Table des matières

 AG	1
 AR	6
 AI	10
 BL	13
 BS	18
 BE	23
 FR	33
 GE	42
 GL	50
 GR	52
 JU	57
 LU	61
 NE	66
 NW	70
 OW	74
 SH	77
 SZ	83
 SO	87
 SG	92
 TI	98
 TG	105
 UR	109
 VD	113
 VS	120
 ZG	127
 ZH	131



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Fachstelle Alter und Familie

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Gemäss dem kantonalen Kinderbetreuungsgesetz (KiBeG) verpflichtet der Kanton die Gemeinden, den Zugang zu einem bedarfsgerechten Angebot sicherzustellen.¹ Auf Kantonsebene sind praktisch keine Kompetenzen angesiedelt; der Kanton «kann» lediglich Unterstützung bieten, indem er zum Beispiel Leitfäden erstellt.²

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden sind zuständig für ein bedarfsgerechtes Angebot, für die Mitfinanzierung nach wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit, für die Standards und für die Aufsicht.³

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

27 675⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

Hingegen schätzt Credit Suisse die Anzahl Plätze auf 3800 bis 4100.⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nicht direkt

Das kantonale Recht enthält aber eine Verpflichtung der Gemeinden, Zugang zu einem bedarfsgerechten Angebot sicherzustellen.⁶ Procap Schweiz hat dazu eine Rechtsauskunft eingeholt. Demnach wäre im Kanton Aargau eine Aufsichtsbeschwerde möglich, wenn die Gemeinwesen den Bedarf an familienergänzender Betreuung für Kinder mit Behinderungen nicht abdecken.

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

§ 4 des Kinderbetreuungsgesetzes besagt, dass grundsätzlich die Erziehungsberechtigten die Kosten der familienergänzenden Betreuung tragen, allerdings mit zwei Einschränkungen:

1. Die Elternbeiträge dürfen höchstens kostendeckend sein.
2. Die Wohngemeinde soll sich an den Betreuungskosten beteiligen, nach Massgabe der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Eltern. Wie hoch diese Unterstützungsbeiträge ausfallen, ist damit aber nicht geregelt.

Den Gemeinden ist freigestellt, in welcher Form sie sich an den Kosten beteiligen. Der Kanton hat jedoch einen Leitfaden erstellt, der die Gemeinden unterstützen soll.⁷

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Das kantonale Gesetz schreibt lediglich vor, dass nicht mehr als die effektiven Kosten in Rechnung gestellt werden dürfen.⁸

Einzelne Gemeinden übernehmen die zusätzlichen Kosten, die anfallen, wenn Kinder mit Behinderungen reguläre Betreuungseinrichtungen besuchen können.

Unter den befragten Gemeinden verfügen die Gemeinden Baden, Ennetbaden, Obersiggenthal und Wettingen über ein entsprechendes System. Diese vier Gemeinden haben eine gemeinsame Tarifordnung (Elternbeitragsreglement). Sie sieht vor, dass Kinder mit Behinderungen (und anderen besonderen Bedürfnissen) vom Gemeinwesen einen Zuschlag erhalten; die Kitas erhalten den 1.5-fachen Betrag,⁹ während die Eltern nach Einkommen denselben Betrag bezahlen wie die Eltern von Kindern ohne Behinderungen.

Die Gemeinde Wohlen AG ermöglicht Kindern mit Behinderungen ebenfalls einen 1.5-fachen Betreuungsfaktor. Die Mehrkosten werden allerdings je nach Einkommen der Eltern zwischen der Gemeinde und den Eltern aufgeteilt.

Die Stadt Aarau übernahm bis vor Kurzem behinderungsbedingte Mehrkosten der Betreuung; dies wurde im Zuge der Überarbeitung der Betreuungsreglements jedoch aufgehoben.

In der Stadt Zofingen wird zurzeit abgeklärt, ob für die behinderungsbedingten Mehrkosten der Babytarif zur Anwendung kommen könnte.

Faktisch funktionieren diese Systeme allerdings nur für Kinder, die mit einem erhöhten Betreuungsfaktor eine reguläre Kita besuchen können. Verschiedene Gemeinden können in Ausnahmefällen spezielle Regelungen bewilligen, so auch für Kinder mit Behinderungen.¹⁰

Da das Kriterium der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit im Aargauer Gesetz aufgeführt ist, wäre rechtlich zu klären, ob bei gleicher wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit das Diskriminierungsverbot der Bundesverfassung (Art. 8) höhere Elternbeiträge für Eltern von Kindern mit Behinderungen überhaupt zulässt.



Analyse

Bezüglich Datenqualität liegt die Herausforderung im Kanton Aargau darin, dass der Kanton fast alle Kompetenzen an die Gemeinden delegiert und der Kanton Aargau über 210 Gemeinden verfügt.¹¹

Es wurden sämtliche Gemeinden mit mehr als 10 000 Einwohner*innen angeschrieben – sowie, zwecks Sicht auf kleinere Gemeinwesen, zusätzlich einige kleinere Gemeinden; wo eine Antwort ausblieb, wurde eine Erinnerungs-E-Mail versandt. Geantwortet haben 10 von insgesamt 14 angeschriebenen Gemeinden: Aarau, Baden, Brugg, Lenzburg, Oberrohrdorf, Oftringen, Uerkheim, Wohlen, Wölflinswil und Zofingen. Aufgrund der gemeinsamen Tarifordnung gelten die Antworten von Baden auch für die Gemeinden Ennetbaden, Obersiggenthal und Wettingen. Unsere Informationen dürften damit die Situation in den Aargauer Städten recht gut abbilden, während sie für den ländlichen Raum wegen des gewählten Vorgehens lückenhaft bleiben.

Wie beschrieben, verpflichtet der Kanton Aargau seine Gemeinden, den bedarfsgerechten Zugang zur familienexternen Betreuung sicherzustellen, sowie zur Mitfinanzierung der Kosten gemäss wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit.

Die Umfrage bei den Gemeinden ergibt folgendes Bild bezüglich der Leistungen für Kinder mit Behinderungen:

- Die Gemeinde Uerkheim hält sich nicht für zuständig; die Gemeinde Oftringen beantwortete die einzelnen Fragen nicht; entsprechend sind bei beiden Gemeinden keine weiteren Aussagen möglich.
- Die Gemeinde Wölflinswil ist die einzige im Kanton Aargau, die Angaben dazu machen kann, wie viele Kinder mit Behinderungen eine familienergänzende Betreuung besuchen.¹² Eine proaktive Politik ist meist nur möglich, wenn man die Anzahl der Betroffenen kennt. In Wölflinswil steht ein Angebot im Bereich der Tagesfamilien zur Verfügung.
- Die Gemeinden Brugg und Oberrohrdorf geben an, es bestehe bei ihnen ein Angebot für Kinder mit Behinderungen, ohne dazu nähere Angaben zu machen.
- Die Gemeinde Lenzburg gibt an, es bestünden bei ihnen keine Angebote für Kinder mit Behinderungen, ebenfalls ohne nähere Angaben.

In den Gemeinden Aarau, Baden, Ennetbaden, Obersiggenthal, Wettingen und Wohlen können die regulären Angebote wie Kitas, Tagesfamilien und Spielgruppen auch von Kindern mit Behinderungen besucht werden. Spezifischere Angebote, zum Beispiel für Kinder mit schwereren Behinderungen, sind nicht bekannt. Die Gemeinden Baden, Ennetbaden, Obersiggenthal und Wettingen übernehmen behinderungsbedingte Mehrkosten beim Besuch einer örtlichen regulären Kita mit dem Betreuungsfaktor 1.5. In Wohlen werden solche Mehrkosten je nach Elterneinkommen teilweise und in Aarau seit Kurzem nicht mehr übernommen; die Stadt Aarau hat jedoch in ihrer Strategie (2019) und im Konzept frühe Kindheit (2020) als Massnahme definiert, ab 2021 die Inklusion von Kindern mit besonderen Bedürfnissen sicherzustellen.

Evaluation mit Ampelsystem

Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Rot für den Kanton Aargau, mit Ausnahmen: Grün für Baden, Ennetbaden, Obersiggenthal und Wettingen, Gelb für Wohlen AG und Wölflinswil.

Der Kanton hat bisher nichts unternommen, damit auch Kinder mit leichten Behinderungen diskriminierungsfrei die Institutionen der familienergänzenden Betreuung besuchen können. Diese Situation kontrastiert sehr stark mit derjenigen für Kinder ohne Behinderungen, wo ein bedarfsgerechtes Angebot durch die Gemeinden vorgeschrieben ist. Die Gemeinden Baden, Ennetbaden, Obersiggenthal und Wettingen vergüten den Kitas den 1.5-fachen Tarif, verrechnen den Eltern aber dieselben Kosten wie einem Kind ohne Behinderungen (daher Grün). In Wohlen wird je nach Einkommen der Zusatzaufwand zwischen Gemeinde und Eltern aufgeteilt (daher Gelb). In Wölflinswil gibt es keine Betroffenen, aber ein bestehendes Angebot im Bereich der Tagesfamilien.

Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Der Kanton hat bisher nichts unternommen, damit auch Kinder mit schwereren Behinderungen diskriminierungsfrei Institutionen der familienergänzenden Betreuung besuchen können. Diese Situation kontrastiert sehr stark mit derjenigen für Kinder ohne Behinderungen, wo ein bedarfsgerechtes Angebot durch die Gemeinden vorgeschrieben ist. Auch das System der Minderheit jener Gemeinden, die den Besuch der familienergänzenden Betreuung für Kinder mit Behinderungen durch die 1.5-fache Vergütung unterstützen, kommt dort an seine Grenzen, wo eine gewöhnliche Kita ein Kind aufgrund der Schwere der Behinderung nicht aufnehmen kann. Die Aufnahmemöglichkeiten sind abhängig von räumlichen Möglichkeiten, Gruppenstrukturen und den personellen Kapazitäten der Betreuungsinstitutionen.

Verbesserungsbemühungen

Ab 2021 werden sich der Kanton Aargau, die stiftungNETZ (Früherziehung) sowie die Städte Aarau und Zofingen in einer Projektgruppe treffen, um gemeinsam zu überlegen, wie die familienergänzende Betreuung von Kindern mit Behinderungen gefördert werden kann.

¹ Kanton Aargau – Erlass-Sammlung (ag.ch), § 2, abgerufen 27.11.2020.

² ibid. § 4.

³ ibid.

⁴ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: https://www.ag.ch/de/dfr/statistik/datenportal/filterabfrage/datenportal_filterabfrage.jsp?rewriteRemoteUrl=%2Fapp%2Fsjajato-frontend%2Fdata%2FBN1TBN3TGN2TN2MN1, abgerufen 11.12.2020.

⁵ Hohe Kosten für Kinderbetreuung – Arbeitgeber im Aargau familienfreundlich (credit-suisse.com), abgerufen 29.12.2020; zu beachten ist, dass sich meist mehrere Kinder einen Platz teilen.

⁶ Kanton Aargau – Erlass-Sammlung (ag.ch), § 2, abgerufen 27.11.2020.

⁷ Leitfaden_familienergäuzende_Kinderbetreuung_fuer_Gemeinden_Version_aktualisiert_2019.pdf (ag.ch), abgerufen 27.11.2020.

⁸ Kanton Aargau – Erlass-Sammlung (ag.ch), § 4, abgerufen 27.11.2020.

⁹ § 12 gemeinsamen Tarifordnung, vgl. https://www.baden.ch/public/upload/assets/51387/530.100_Kinderbetreuung_Tarifordnung.pdf, abgerufen 30.11.2020.

¹⁰ Information von Peter Hruza, 15.12.2020. Zum Beispiel Zofingen Reglement §6.5; Aarburg Reglement §6.7, Brittnau Reglement §6.6, Killwangen Reglement §6.6.

¹¹ Gemeinden des Kantons Aargau – Wikipedia, Stand Januar 2020, abgerufen 27.11.2020.

¹² Aktuell gibt es kein Kind mit Behinderung im Alter von 0 bis 4 Jahren, einzig ein Teenager mit Behinderung ist bekannt; entsprechend stellt sich aktuell die Befragungsfrage in Wölflinswil nicht.



Hilfreiche Kontaktangaben

Es gibt keine zentrale Anlaufstelle im Kanton Aargau, aber Kontakte mit folgenden Institutionen könnten hilfreich sein:

Stiftung Zeka

Kompetenz für Menschen mit Körperbehinderung
Guyerweg 11
5000 Aarau
062 838 21 31
zeka@zeka-ag.ch
www.zeka-ag.ch

Mütter- und Väterberatungsstellen

Beratungsstellen / Mütter- und
Väterberatung Kanton Aargau
(mvb-aargau.ch)

Heilpädagogische Früherziehung:

Allgemeine heilpädagogische Früherziehung – Kanton Aargau

https://www.ag.ch/de/dgs/gesellschaft/familie/fruehe_foerderung_2/angebote_3/heilpaedagogische_fruehfoerderung/departement_detail-seite_292.jsp

sowie:

Heilpädagogische Früherziehung für Kinder mit einer Körper-, Hör- und/oder Sehbehinderung – Kanton Aargau

https://www.ag.ch/de/dgs/gesellschaft/familie/fruehe_foerderung_2/angebote_3/sehbehinderung_im_fruehbereich/sehbehinderung_im_fruehbereich.jsp

Behörden der Wohngemeinde,

die gemäss Kinderbetreuungsgesetz
verpflichtet sind, den Zugang zu
einem bedarfsgerechten Angebot in
der familienergänzenden Betreuung
zu gewährleisten



Kanton Aargau, BKS

Abteilung Sonderschulung
Heime und Werkstätten
Bachstrasse 15
5001 Aarau
Tel.: 062 835 21 70
https://www.ag.ch/de/bks/ueber_uns_bks/organisation_bks/abteilung_shw/abteilung_shw.jsp

Familienberatungsstellen

<https://jefb.ch/#top>



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kita KSA Zwärglihuus	Kita KSA Zwärglihuus Westallee 19 5000 Aarau uschi.maurer@ksa.ch 062 838 40 75	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1X-2X Verhaltensauffälligkeiten: 1X-2X Körperliche Behinderung: leider ist Betreuung nicht möglich; Sprachbeeinträchtigungen: 1X-2X Sensorische Behinderungen: 1X-2X	Ja	Arbeitet auch mit externem Personal zusammen (z.B. Kispex oder Früherziehungsdienst)
Tagesstrukturen Chamäleone	Tagesstrukturen Chamäleone Schulhausweg 1B 5024 Küttigen info@tagesstrukturen-chamaeleon.ch	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: 1X-3X Verhaltensauffälligkeiten: 1X-3X Körperliche Behinderung: 1X-3X Sprachbeeinträchtigungen: 1X-3X Sensorische Behinderungen: 1X-3X	Nein	Arbeitet auch mit externem Personal zusammen (z.B. Kispex oder Früherziehungsdienst)
Chinderinsle zur Sonne	Chinderinsle zur Sonne Wintersingerstrasse 9 4312 Magden linda.calsbeek@chinderinsle-magden.ch 061 841 12 82	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1X-1.5X Verhaltensauffälligkeiten: 1X-1.5X Körperliche Behinderung: 1X-1.5X Sprachbeeinträchtigungen: 1X-1.5X Sensorische Behinderungen: 1X-1.5X	Ja	Betreuung von Kindern mit leichten Behinderungen (nach Absprache) bis Faktor 1.5
Kimi Krippe AG Niederlenz	Kimi Krippe AG Niederlenz Rössligasse 3 5702 Niederlenz tamsin.wells@kimikrippen.ch	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: 1X Verhaltensauffälligkeiten: 1X Körperliche Behinderung: 1X Sprachbeeinträchtigungen: 1X Sensorische Behinderungen: 1X	Nein	
KITA Pink Panther	Kita Pink Panther Alte Strasse 5734 Reinach info@pink-panther.ch 062 771 47 77	Ja	Ja	Geistige Behinderung: 1X-2X Verhaltensauffälligkeiten: 1X-2X Körperliche Behinderung: 1X-2X Sprachbeeinträchtigungen: 1X-2X Sensorische Behinderungen: 1X-2X	Nein	Arbeitet mit externem Personal zusammen (Kinderspitex und Früherziehung)



Kanton Aargau

Kita Chinderstube	GFVO Kita Chinderstube Chinderstube Olten Ziegelhofstrasse 24 4600 Olten kontakt@chinderstube.ch 062 212 21 21	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: 1x–1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: Betreuung leider nicht möglich (Gebäude nicht barrierefrei) Sprachbeeinträchtigungen: 1x–1.5x Sensorische Behinderungen: 1x–1.5x	Nein	Die Kita ist in Olten (SO) platziert, die umliegenden Aargauer Gemeinden gehören aber zum Einzugsgebiet – namentlich attraktiv für Eltern, die nach Olten pendeln.
Stadel GmbH	Schulstrasse 1 8175 Windlach info@kinderbetreuung-stadel.ch 043 433 00 50	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: kann nicht eingeschätzt werden Verhaltensauffälligkeiten: kann nicht eingeschätzt werden Körperliche Behinderung: kann nicht eingeschätzt werden Sprachbeeinträchtigungen: kann nicht eingeschätzt werden Sensorische Behinderungen: kann nicht eingeschätzt werden	Ja	Angebot befindet sich im Kanton Zürich, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.
Kinderhaus Imago; Stiftung visoparents	Kita Kinderhaus Imago Stettbachstrasse 10 8600 Dübendorf kinderhaus@visoparents.ch 043 355 10 20 und Kita Kinderhaus Imago Baar Landhausstrasse 20 6340 Baar kinderhaus-baar@visoparents.ch 041 525 20 40	Ja	Ja Dübendorf: 31 Kinder in Betreuung unter der Woche, 6 in Entlastungs- angebot, 6 Kinder auf Warteliste Baar: 12 Kinder in Betreuung	Geistige Behinderung: bis 3x Verhaltensauffälligkeiten: bis 3x Körperliche Behinderung: bis 3x Sprachbeeinträchtigungen: bis 3x Sensorische Behinderungen: bis 3x	Ja	Arbeitet mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früherziehung). Ausgebaute Entlastungsangebote, verfügt über spezialisiertes internes und externes Personal. Angebot befindet sich in den Kantonen Zürich und Zug, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.



Kanton Appenzel Ausserrhoden

Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Amt für Soziales
Abteilung Chancengleichheit
Abteilung Soziale Einrichtungen

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

- Kann Fördergesuche bewilligen für die Mitfinanzierung von Weiterbildungen für Kita-Mitarbeitende, die im Sinne der Qualitätssicherung der Betreuung eingereicht werden.
- Dient als Ansprechpartner für das Bundesamt für Sozialversicherungen BSV, wenn durch Angebote im Kantonsgebiet Appenzel Ausserrhoden Gesuche um Fördergelder beim Bund eingereicht werden.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden haben im Bereich der familienergänzenden Betreuung keinen gesetzlichen Auftrag.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
2300²

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?
Nein

Für Tagesfamilien werden Finanzhilfen im Bereich der Aus- oder Weiterbildungsmaßnahmen sowie für Projekte zur Verbesserung der Koordination oder der Qualität der Betreuung gewährt.³ Es besteht jedoch keine Form der Subjektfinanzierung und es gibt kein einheitliches System der Finanzierung durch den Kanton.⁴

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?
Nein

Es existiert kein einheitliches System zur Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten. Falls zusätzliche Kosten anfallen, werden von Fall zu Fall unterschiedliche, individuelle Lösungen gesucht. Finanzielle Entlastung kann möglicherweise über private Fonds erfolgen, die bei der Finanzierung unterstützen können.⁵ So beispielsweise der Unterstützungsfonds von *Pro Infirmis* (vgl. Analyse).

Analyse

Die Berücksichtigung von besonderen Bedürfnissen von Kindern ist in den Richtlinien zur Basisqualität im Kanton Appenzel Ausserrhoden festgelegt und gehört damit zu einer Qualitätsvorgabe des Kantons. Für die Inklusion von Kindern mit Behinderungen im Kanton Appenzel Ausserrhoden besteht im Bereich der Kinderbetreuung vor dem Eintritt in den Kindergarten jedoch kein einheitliches System. Auch im Bereich der Finanzierung existiert kein einheitliches System zur Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten durch das Gemeinwesen. Falls Kinder mit Behinderungen einen Betreuungsplatz finden, dann ist davon auszugehen, dass die Eltern allfällige behinderungsbedingte Mehrkosten privat finanzieren müssen. Private Fonds können hierbei Unterstützung leisten.⁶ *Pro Infirmis St. Gallen-Appenzel* kann bei Bedarf die behinderungsbedingten Mehrkosten durch finanzielle Unterstützungsleistungen aus dem Inklusionsfonds oder dem Fonds «Finanzielle Leistungen für Menschen mit Behinderung» (FLB) decken. Diese Unterstützungsleistung wird auf individueller Ebene und in Absprache mit den Eltern, den Leistungserbringern und dem Heilpädagogischen Früherziehungsdienst geprüft.⁷ Ferner besteht die Möglichkeit, bei der Beratungsstelle für Familien in St. Gallen einen Unterstützungsantrag zu stellen. Diese kann mögliche Unterstützungsleistungen erbringen, dies wird von Fall zu Fall entschieden. Diese Unterstützungsleistung richtet sich ausschliesslich an einkommensschwache Familien und wird nur einmalig ausbezahlt. Es dient also nicht zur langfristigen Finanzierung von behinderungsbedingten Mehrkosten.⁸ Betreuungsangebote, welche Mitglieder sind von *kibesuisse*, haben Anspruch auf finanzielle Unterstützung für Erst- und Aufnahmegespräche sowie für die Weiterbildung von Mitarbeitenden, die mit Kindern mit besonderen Bedürfnissen arbeiten.⁹

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Das Ermessen über die Aufnahme von Kindern mit Behinderungen in Betreuungsangeboten wird den Mitarbeitenden der Betreuungsangebote überlassen. Es existiert kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kinder mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten, und es existiert kein System zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es gibt keine spezifischen Angebote für Kinder mit Behinderungen. Bei Kindern mit schwereren Behinderungen ist davon auszugehen, dass die Infrastruktur und die personellen Ressourcen einer regulären Kindertagesstätte und/oder Tagesfamilie nicht ausreichen, um eine sichere Betreuung zu gewährleisten.



Verbesserungsbemühungen

Momentan existiert keine gesetzliche Grundlage, um Kompetenzen der familienergänzenden Betreuung an die Gemeinden zu übertragen. Dies soll in den nächsten Jahren geändert werden.¹⁰

¹ <https://www.ar.ch/verwaltung/departement-gesundheit-und-soziales/amt-fuer-soziales/abteilung-chancengleichheit/familien-kinder-jugendliche/familienergaenzende-kinderbetreuung/>, abgerufen 17.11.2020.

² Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019 ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssald; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.11.2020.

³ <https://www.ar.ch/verwaltung/departement-gesundheit-und-soziales/amt-fuer-soziales/abteilung-chancengleichheit/familien-kinder-jugendliche/familienergaenzende-kinderbetreuung/>, abgerufen 17.11.2020.

⁴ Gemäss Angaben Amt für Soziales, 26.11.2020.

⁵ *ibid.*, 05.01.2021.

⁶ *ibid.*

⁷ Gemäss Angaben *Pro Infirmis St. Gallen-Appenzel*, 12.01.2021.

⁸ Gemäss Angaben Beratungsstelle für Familien St. Gallen, 13.01.2021.

⁹ Konkret werden einmalig CHF 100.– für die Erst- und Aufnahmegespräche bzw. CHF 200.– an die Weiterbildung bezahlt. Finanziert wird dies über *kibesuisse* Ostschweiz durch die Heinz-und-Wilma-Stiftung.

Gemäss Angaben *kibesuisse*, 18.12.2020.

¹⁰ Gemäss Angaben Amt für Soziales, 26.11.2020.



Kanton Appenzel Ausserrhoden

Hilfreiche Kontaktangaben

Abteilung Chancengleichheit

Amt für Soziales
Kasernenstrasse 17
9102 Herisau
071 353 64 26
chancengleichheit@ar.ch

Abteilung Soziale Einrichtungen

Amt für Soziales
Kasernenstrasse 17
9102 Herisau
071 353 63 67
gesundheit.soziales@ar.ch

Pro Infirmis

Kantonale Geschäftsstelle
St. Gallen-Appenzel
Poststrasse 23
9001 St. Gallen
058 775 19 40
stgallen@proinfirmis.ch

Beratungsstelle für Familien

Frongartenstrasse 16
9000 St. Gallen
071 228 09 80
info@familienberatung-sg.ch

Tagesfamilien Appenzel Ausserrhoden

Postfach 1528
9102 Herisau
071 350 14 84
info@tagesfamilien-ar.ch

kibesuisse Regionalverband Ostschweiz und FL

www.kibesuisse.ch/region-ostschweiz/



Der Kanton führt eine umfassende Übersicht über die Angebote im Bereich der frühen Kindheit:
https://www.ar.ch/fileadmin/user_upload/Departement_Gesundheit_Soziales/Amt_fuer_Soziales/Chancengleichheit/pdf_Dateien/2018_Angebote-Fr_Ki_neu.pdf



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderbetreuung KiBe Herisau	Neue Steig 6 9100 Herisau 071 350 05 29	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1X–1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Nein	Stundenweise Betreuung möglich. Zusammenarbeit mit externem Personal (z.B. Kinderspitex und Früherziehung) Die Kinderbetreuung Herisau steht grundsätzlich Kindern mit allen Behinderungsarten offen. Die Betreuung wird individuell abgeklärt und entsprechend der besonderen Bedürfnisse des Kindes angepasst.
Peter Pan	Stiftung Kronbühl Peter Pan Ringstrasse 13 9300 Wittenbach 071 292 19 00	Ja	Ja 10	Geistige Behinderung: 1X–3X Verhaltensauffälligkeiten: 1X–3X Körperliche Behinderung: 1X–3X Sprachbeeinträchtigungen: 1X–3X Sensorische Behinderungen: 1X–3X	Ja	Das Angebot der Kita Peter Pan beruht auf einem integrativen Konzept. Kinder mit und ohne Beeinträchtigung spielen und lernen gemeinsam. In der Kita Peter Pan werden auch Kinder mit schweren und mehrfachen Beeinträchtigungen aufgenommen Sie profitieren von einem sehr individuellen Förderprogramm, einer professionellen Betreuung (auch im medizinisch/pflegerischen Bereich), von einem therapeutischen Angebot vor Ort, von der Zusammenarbeit mit anderen Stellen (Kinderspitex, Früh-erziehung) und von der Infrastruktur der ganzen Institution.



Kanton Appenzell Innerrhoden

Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Kinder- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB)

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die KESB ist zuständig für die Aufsicht sowie die Erteilung und den Widerruf der Bewilligungen zur Führung von Kinderkrippen und Kinderhorten. Die Behörde ist dazu verpflichtet, die Institutionen mindestens alle zwei Jahre zu besuchen und zu überprüfen, ob die Voraussetzungen für den Betrieb weiterhin erfüllt sind.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden haben im Bereich der familienergänzenden Betreuung keinen gesetzlichen Auftrag.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

715²

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

An die Kosten des Besuchs von anerkannten Kinderhorten oder der Betreuung durch anerkannte Tageseltern gewährt der Kanton den Inhabern, dem Inhaber oder der Inhaberin der elterlichen Sorge in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen Beiträge. Die Beitragshöhe ist vom massgebenden Gesamteinkommen abhängig und ist im Standeskommissionsbeschluss über die Leistungen von Beiträgen an die familienexterne Kinderbetreuung geregelt.³

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Es existiert kein gesetzlich verankertes, kantonales einheitliches System zur Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten.

Analyse

Für die Inklusion von Kindern mit Behinderungen besteht im Kanton Appenzell Innerrhoden weder ein einheitliches Konzept noch gibt es Ansätze eines Finanzierungssystems der behinderungsbedingten Mehrkosten. Falls Kinder mit Behinderungen einen Betreuungsplatz finden, dann ist davon auszugehen, dass die Eltern allfällige behinderungsbedingte Mehrkosten privat finanzieren müssen. Es ist keine Zusammenarbeit mit Fachprogrammen wie KITaplus bekannt.

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es existiert kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kinder mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten und es existiert kein System zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es gibt keine spezifischen Angebote für Kinder mit Behinderungen im Kanton. Bei Kindern mit schwereren Behinderungen ist davon auszugehen, dass die Voraussetzungen in einer regulären Kindertagesstätte und/oder Tagesfamilie nicht gegeben sind, um eine sichere Betreuung zu gewährleisten.



Verbesserungsbemühungen

Es sind keine Bestrebungen bekannt, Veränderungen im bestehenden System vorzunehmen.

¹ <https://www.ai.ch/themen/kinder-jugendliche-und-familie/pflegefamilie-pflegekind>, abgerufen 23.11.2020.

² Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019 ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 23.11.2020.

³ <https://ai.clex.ch/frontend/versions/1184>, abgerufen 23.11.2020.



Kanton Appenzell Innerrhoden

Hilfreiche Kontaktangaben

Gesundheits- und Sozialdepartement

Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde
Hoferbad 2
9050 Appenzell
www.ai.ch

Verein Kinderbetreuung Appenzell

Chinderhort
Gaiserstrasse 17
9050 Appenzell
071. 787 46 66
www.chinderhort.ch

Verein Tagesfamilien Appenzell Innerrhoden

Unterer Imm 27
9050 Appenzell
071 534 13 99
www.tagesfamilien-ai.ch



Kanton Appenzell Innerrhoden

Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderbetreuung KIBe Herisau	Neue Steig 6 9100 Herisau 071 350 05 29	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Nein	Stundenweise Betreuung möglich. Zusammenarbeit mit externem Personal (z.B. Kinderspitex und Früherziehung). Die Kinderbetreuung Herisau steht grundsätzlich Kindern mit allen Behinderungsarten offen. Die Betreuung wird individuell abgeklärt und entsprechend der besonderen Bedürfnisse des Kindes angepasst. Angebot befindet sich im Kanton Appenzell Aussersrhoden, steht aber auch für Kinder aus anderen Kantonen offen.
Peter Pan	Stiftung Kronbühl Peter Pan Ringstrasse 13 9300 Wittenbach 071 292 19 00	Ja	Ja 10	Geistige Behinderung: 1x–3x Verhaltensauffälligkeiten: 1x–3x Körperliche Behinderung: 1x–3x Sprachbeeinträchtigungen: 1x–3x Sensorische Behinderungen: 1x–3x	Ja	Das Angebot der Kita Peter Pan beruht auf einem integrativen Konzept. Kinder mit und ohne Beeinträchtigung spielen und lernen gemeinsam. In der Kita Peter Pan werden auch Kinder mit schweren und mehrfachen Beeinträchtigungen aufgenommen. Sie profitieren von einem sehr individuellen Förderprogramm, einer professionellen Betreuung (auch im medizinisch/pflegerischen Bereich), von einem therapeutischen Angebot vor Ort, von der Zusammenarbeit mit anderen Stellen (Kinderspitex, Früherziehung) und von der Infrastruktur der ganzen Institution.



Kanton Basel-Landschaft

Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote (AKJB)
Das AKJB hat definierte Aufgaben in der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung und ist Ansprechpartner auf der Kantonsebene. Für die Umsetzung und Mitfinanzierung der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung sind in Basel-Landschaft aber primär die Gemeinden zuständig.

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Der Kanton ist zuständig für die Bewilligung und Aufsicht von Kindertagesstätten und schulergänzenden Betreuungsangeboten. Die gesetzliche Grundlage hierfür sind das Gesetz über die Sozial- und die Jugendhilfe¹ sowie die kantonale Verordnung über die Bewilligung und Beaufsichtigung von Heimen.² Im Rahmen von Bewilligung und Aufsicht erbringt der Kanton auch Beratungsleistungen für Einrichtungen der Kinderbetreuung. Weitere Kompetenzen und Aufgaben von Kanton und Gemeinden sind im Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung geregelt, das seit 2017 in Kraft ist.

Der Kanton ist demnach zuständig für:

- Anerkennung von Tagesfamilienorganisationen
- Aus- und Weiterbildungsbeiträge für Personal in anerkannten Tagesfamilienorganisationen, für Tageseltern, für Personal einer Kita, schulergänzender Betreuung oder einer anderen von der Gemeinde anerkannten Betreuungsinstitution im Rahmen der bewilligten Kredite

Der Kanton gewährt zudem im Rahmen der bewilligten Kredite Beiträge an die Schaffung von familienergänzenden Betreuungsplätzen, sofern der Bund keine solchen Beiträge mehr ausrichtet.³

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden erheben den Bedarf an familienergänzender Kinderbetreuung in ihrer Gemeinde und überprüfen diese Erhebung periodisch. Die Gemeinden sind in der Wahl der Erhebungsmethode frei. Sie melden die Ergebnisse ihrer Erhebungen dem Kanton. Wo Bedarf besteht, stellt die Gemeinde das Angebot sicher, indem sie die Erziehungsberechtigten so weit unterstützt, dass deren Kosten für die Nutzung der Angebote ihrer wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit entsprechen (Subjektfinanzierung), oder eigene Angebote oder Angebote Dritter so weit unterstützt, dass die Kosten für die Erziehungsberechtigten deren wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit entsprechen (Objektfinanzierung).⁴ Die Gemeinden regeln die Mitfinanzierung in einem Reglement.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
13 543 (Stand 2019)⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
4000 Kinder in Kitas und ca. 1000 in Tagesfamilien⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
171⁷

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
Im Rahmen des Pilotprojekts KITApus wird von 10 bis 20 Kindern pro Jahr ausgegangen, nach Einführung des Regelbetriebs dürfte diese Zahl langfristig steigen.⁸

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?
Nein

Die Finanzierungsgrundlagen sind im Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung geregelt. Laut Gesetz sind die Gemeinden verpflichtet, den Bedarf an familienergänzender Kinderbetreuung zu erheben und sich, soweit Bedarf besteht, an den Betreuungskosten zu beteiligen, sodass die Kosten der Eltern deren wirtschaftlicher Leistungsfähigkeit entsprechen. Die Wahl der Finanzierungsform steht den Gemeinden frei. Sie können dies im Rahmen einer Subjekt-, Objektfinanzierung oder Mischform tun.⁹

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?
Nein

Eine gesetzliche Regelung zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten existiert weder als Verpflichtung für die Gemeinden noch in Form einer Gewährleistung kantonaler Beiträge.

Im Rahmen des KITApus-Projekts werden die behinderungsbedingten Mehrkosten teilweise oder vollständig durch die Wohngemeinde übernommen. Dies erfolgt auf freiwilliger Basis. Dabei wird zwischen den verschiedenen Kostenarten unterschieden:

- Ordentliche Betreuungskosten werden regulär zu den institutions-/ortsüblichen Konditionen abgerechnet, die öffentliche Mitfinanzierung hängt damit vom System der Wohngemeinde ab. Grundsätzlich tragen die Eltern die Kosten.
- Die Kosten für das Coaching der Kitas durch die Heilpädagogische Früherziehung werden durch den Kanton finanziert.



Kanton Basel-Landschaft

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Das KITAplus-Projekt ermöglicht, dass Kinder im ganzen Kanton in regulären Kindertagesstätten integriert werden. Es existiert jedoch kein einheitliches System zur Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten. Die Finanzierung der Mehrkosten hängt von den Wohngemeinden ab, bei rund 80% der Fälle werden die Mehrkosten durch die Wohngemeinde des Kindes übernommen.¹⁵



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Kinder mit schwereren Behinderungen können seit 2021 im integrativen Angebot der Trägerschaft *Sonnenhof AG* betreut werden. Dies geschieht jedoch erst im Rahmen eines Pilotprojekts. Der Bedarf an Betreuungsplätzen für Kinder mit schwereren Behinderungen kann dadurch nicht gedeckt werden.¹⁶



Verbesserungsbemühungen

Im Rahmen der Bearbeitung eines politischen Vorstosses werden Verbesserungen geprüft: So ist zu klären, ob die Regelungen des FEB-Gesetzes auch auf Kinder mit Behinderungen anwendbar sind oder ob anderweitig sichergestellt werden soll (und kann), dass Kinder mit Behinderungen gleichwertigen Zugang zu Betreuungsangeboten haben wie Kinder ohne Behinderungen. Konkret würde dies u. a. die Implementierung der im Pilotprojekt KITAplus freiwilligen Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten als gesetzliche Verpflichtung umfassen.¹⁷

- Die Kosten für den zusätzlichen Koordinationsaufwand, der in der Kita anfällt, werden pauschal mit CHF 30.– pro Betreuungstag berechnet. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung; KITAplus empfiehlt die Übernahme durch die Wohngemeinde.

Weiter können je nach Beeinträchtigung des Kindes individuelle Sonderkosten anfallen. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung; KITAplus empfiehlt die Übernahme durch die Wohngemeinde oder durch Dritte.¹⁰

Analyse

KITAplus Basel-Landschaft wird in Form eines Pilotprojekts von Mitte Oktober 2019 bis voraussichtlich Sommer 2022 durchgeführt, mit Option auf Verlängerung. Sämtliche Kindertagesstätten im Kanton Basel-Landschaft können teilnehmen, was ein flächendeckendes KITAplus-Angebot ermöglicht. Weil die Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten nicht verbindlich geregelt wird ist jedoch keine diskriminierungsfreie Finanzierung garantiert.¹¹

Im Bereich der Heilpädagogischen Früherziehung unterhält der Kanton Leistungsvereinbarungen mit der Stiftung *ptz* mit Leistungen für ein breites Spektrum von Behinderungen und Entwicklungsverzögerungen, auch HFE-Spielgruppen umfassend. Dazu kommen inklusive Leistungen im Rahmen von KITAplus sowie mit der Stiftung *GSR* mit den Leistungen Audiopädagogischer Dienst für Kinder mit Hörbeeinträchtigungen und dem Autismuszentrum. Für Kinder mit Sehbehinderungen erbringt die kantonale Sonderschule *TSM* Leistungen im Bereich der HFE.¹² Die Nachfrage nach Leistungen der Heilpädagogischen Früherziehung kann für alle Kinder mit Behinderungen gemäss Angaben der Behörden grundsätzlich gedeckt werden. Die Leistungsmenge wurde gemäss dem Bedarf in den letzten Jahren ausgeweitet.¹³

Die Nachfrage nach familienergänzenden Betreuungsangeboten kann gemäss Behördenangaben für Kinder mit leichteren Behinderungen gleich oder ähnlich gedeckt werden wie für Kinder ohne Behinderungen. Eine Hürde in diesem Bereich kann sein, dass die Wohngemeinden nach wie vor nicht verpflichtet sind, die behinderungsbedingten Mehrkosten zu tragen. Je nach Wohnort ist es möglich, dass die Mehrkosten durch die Eltern oder private Akteur*innen getragen werden müssen.

Für Kinder mit schweren Behinderungen besteht ein Angebot der *AG Sonnenhof*. In der Regel können Kinder mit Behinderungen ab 4 Jahren im *Sonnenhof* betreut werden. Im Rahmen eines Pilotprojekts werden Kinder mit schwereren Behinderungen unter 4 Jahren in der integrativen Kindertagesstätte *Rosenfeld*, welche zum *Sonnenhof* gehört, aufgenommen. Dies wird über den Schultarif finanziert und benötigt eine Sondergenehmigung durch den Kanton Basel-Landschaft. Das Betreuungspersonal ist heilpädagogisch und im Tertiärbereich ausgebildet. So wird eine fachadäquate Betreuung gewährleistet. Aktuell werden drei Kinder aus dem Kanton Basel-Land in diesem Setting betreut. Aufgrund der Infrastruktur können zurzeit maximal vier Kinder mit schwereren Behinderungen betreut werden. Eine Betreuung ist an bis zu fünf Tagen pro Woche möglich. Eine allfällige Überführung in einen Regelbetrieb ist zu prüfen, wenn die Pilotphase erfolgreich zu Ende geht.¹⁴

¹ https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/850/versions/2749, abgerufen 05.01.2021.

² https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/850.14/versions/2506, abgerufen 05.01.2021.

³ https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/852, abgerufen 10.12.2020.

⁴ https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/852, abgerufen 10.12.2020.

⁵ https://www.statistik.bl.ch/web_portal/1_1_11, abgerufen 10.12.2020.

⁶ Schätzung gemäss Familienbericht BL 2020 vgl. <https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/sicherheitsdirektion/fachbereich-familien/dokumentenfachbereich-familien/familienbericht-basel-landschaft-2020.pdf/@download/file/Familienbericht%20Basel-Landschaft%202020.pdf>, abgerufen 05.01.2021.

⁷ Anzahl Kinder, welche durch die Heilpädagogischen Früherziehungsdienste begleitet werden (Stand 01.10.2020), gemäss Angaben Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote, 16.12.2020.

⁸ Gemäss Angaben Stiftung *ptz*, 10.02.2021.

⁹ https://bl.clex.ch/app/de/texts_of_law/852, abgerufen 10.12.2020.

¹⁰ <https://www.kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitaplust-basel-landschaft>, abgerufen 10.12.2020.

¹¹ *ibid.*

¹² Gemäss Angaben Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote, 06.01.2021.

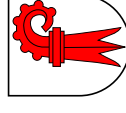
¹³ *ibid.*

¹⁴ Gemäss Angaben *AG Sonnenhof Arlesheim*, 11.02.2021.

¹⁵ Gemäss Angaben Stiftung *ptz*, 10.02.2021.

¹⁶ Gemäss Angaben *AG Sonnenhof Arlesheim*, 11.02.2021.

¹⁷ Gemäss Angaben Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote, 06.01.2021.



Hilfreiche Kontaktangaben

Amt für Kind, Jugend und Behindertenangebote

Ergolzstrasse 3
4414 Füllinsdorf
061 552 17 70
www.bl.ch/akjb

Der Kanton führt eine jeweils aktuelle Liste mit allen bewilligten Tagesbetreuungseinrichtungen für Kinder in BL, die auf der Website des Amts veröffentlicht ist:

https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/soziales-kind-und-jugend/downloads/kita_bl.pdf/@download/file/20200901_Tagesbetreuungseinrichtungen%20für%20Kinder%20BL_September%202020.pdf

Stiftung ptz BL

Benzburweg 22
4410 Liestal
061 926 63 00
sekretariat@ptz-bl.ch
www.ptz-bl.ch

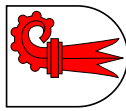
Ebenfalls veröffentlicht ist eine Liste der anerkannten Tagesfamilienorganisationen:

<https://www.baselland.ch/politik-und-behorden/direktionen/bildungs-kultur-und-sportdirektion/soziales-kind-und-jugend/kinderbetreuung/tagesfamilien/ftw-simplelayout-filelistingblock/anerkannte-tfo-2018.pdf/@download/file/Anerkannte%20TFO%20Stand%20Mai%202020.pdf>

Die Stiftung ptz ist zuständig für Information
und Anmeldung zum KITaplus-Projekt.

Sonnenhof Arlesheim AG

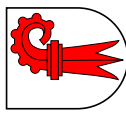
Obere Gasse 10
4144 Arlesheim
061 706 12 12
info@sonnenhofschweiz.ch
www.sonnenhofschweiz.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kita Villa Kunterbunt	Bretzwilerstrasse 20 4418 Reigoldswil info@kita-reigoldswil.ch 061 941 26 00	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x–1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x Körperliche Behinderung: 1x Sprachbeeinträchtigungen: 1x–2x Sensorische Behinderung: 1x–1.5x	Ja	
Tagesheim Kakadu	Schulgasse 11 4153 Reinach heimleitung@kinderbetreuung-reinach.ch 061 711 17 77	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x–1.5 Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderung: keine Angabe	Nein	
Stiftung Tagesheime Allschwil	Baselmattweg 133b 4123 Allschwil leitung@tagesheime-allschwil.ch 061 483 10 11	Nein	Nein	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderung: keine Angabe	Keine Angaben	Im Einzelfall ist zu prüfen, ob wir dieses Angebot fachlich und personell leisten können und wie der personelle Mehraufwand abgegolten wird.
Kita im sicheren Hafen	Am Wirbel 2 4147 Aesch info@kita-aesch.ch 061 731 41 47	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	



Kanton Basel-Landschaft

Kindertagesheim Rotchäppli	Mayenfelsstrasse 74 4133 Pratteln info@kita-rotchaeppli.ch 061 821 77 70	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x–1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: 1x–1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x–1.5x Sensorische Behinderung: 1x–1.5x	Nein	Wir würden gerne vermehrt mit dem Heilpädagogischen Zentrum zusammenarbeiten um vermehrt auf Kinder mit Entwicklungsrückstände eingehen zu können.
FeB Reinach BL	FeB, Verein für familienergänzende Kinderbetreuung Wiedenweg 7 4153 Reinach feb.buero@kinderbetreuung-reinach.ch 061 711 22 77	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: Eine Betreuung von Kindern mit dieser Behinderungsart ist uns leider nicht möglich. Sprachbeeinträchtigungen: Kann nicht eingeschätzt werden. Sensorische Behinderungen: Kann nicht eingeschätzt werden.	Nein	Zusammenarbeit mit externem Personal (z. B. Kinderspitex und Frühreziehung)
KiTa Zwergenburg	Hauptstrasse 90 4112 Bättwil kita@zwergebnburg.ch 061 733 71 71	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderung: keine Angabe	Keine Angaben	Angebot befindet sich im Kanton Solothurn, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.
Kita KSA Zwärglihuus	Westallee 19 5000 Aarau uschi.maurer@ksa.ch 062 838 40 75	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x–2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x–2x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x–2x Sensorische Behinderung: 1x–2x	Ja	Zusammenarbeit mit externem Personal (z. B. Kinderspitex und Frühreziehung). Angebot befindet sich im Kanton Aargau, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Erziehungsdepartement Basel-Stadt
Fachstelle Tagesbetreuung
Zentrum für Frühförderung

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die Kompetenzen des Kantons sind im Tagesbetreuungsgesetz vom 17.09.2003 und der Tagesbetreuungsverordnung vom 25.11.2008 geregelt. Das Gesetz und die Verordnung werden totalrevidiert und treten voraussichtlich 2022 in Kraft. Der Kanton regelt die Aufsicht und Bewilligung von privaten Tagesheimen und Tagesfamilien in Basel-Stadt, ist zuständig für die Planung und Steuerung der Angebote, für die Vermittlung von Plätzen sowie für die Elternbeitragsberechnung in staatlich mitfinanzierten Angeboten.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Der Kanton BS besteht aus drei Gemeinden, Basel, Riehen und Bettingen. Die Aufgabenteilung wird im Gesetz geregelt. Grundsätzlich finanzieren die Gemeinden gemäss Vorgaben des Kantons. Aufsicht und Bewilligung der Institutionen liegen beim Kanton.²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

8280³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

3600 Kinder⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

70 bis 80 Kinder mit Faktor 1.5, 2 bis 5 Kinder mit Assistenzbegleitung⁵

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Ja

Das Recht auf einen Betreuungsplatz ist in der Kantonsverfassung § 11 Abs. 2 Bst. a festgelegt. Konkret wird festgelegt, «dass Eltern innert angemessener Frist zu finanziell tragbaren Bedingungen eine staatliche oder private familienergänzende Tagesbetreuungsmöglichkeit für ihre Kinder angeboten wird, die den Bedürfnissen der Kinder entspricht.»⁶ Dieses Recht gilt entsprechend auch für Kinder mit Behinderungen. Gemäss Leistungsvereinbarungen müssen subventionierte Kindertagesstätten Kinder mit einer Behinderung oder mit psychosozialen Auffälligkeiten integrieren.⁷

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Mit einkommensabhängigen Subventionen des Gemeinwesens.⁸ Der Kanton berechnet einkommensabhängig die Elternbeiträge und zahlt die Differenz zu den Kosten direkt an die Institutionen aus. Es ist eine Mischung zwischen Objekt- und Subjektfinanzierung.⁹

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Ja

Die Eltern bezahlen einen regulären Beitrag für die familienergänzende Betreuung. Die Institutionen können bei Kindern mit einem besonderem Betreuungsbedarf einen Antrag stellen für einen zusätzlichen Faktor/Höhergewichtung (1.5), dies übernimmt der Kanton.¹⁰ Weiter gibt es die Möglichkeit von Assistenzbetreuungen, die ebenfalls durch den Kanton finanziert werden.¹¹

Analyse

Kinder mit leichten Behinderungen werden in der Regel ohne zusätzliche Finanzierung in den Institutionen integriert. Falls ein höherer Betreuungsaufwand besteht kann eine Fachstelle beigezogen werden und ein Antrag auf Faktor 1.5 gestellt werden. Dies gilt für alle Kinder, welche die entsprechenden Indikationen erfüllen. Auch eine drohende Beeinträchtigung zählt zu den Indikationen.

Dies geschieht nur in Absprache mit den Eltern. Die Fachstellen des Kantons können den Antrag auf erhöhten Betreuungsfaktor bewilligen. Es können zudem Heilpädagog*innen und Kinderpsycholog*innen beratend zugezogen werden.

Auch Kinder mit Mehrfachbehinderungen werden integriert betreut. Der Bedarf wird auch hier individuell abgeklärt. Für Kinder mit stark erhöhtem Betreuungsaufwand gibt es die Möglichkeit, eine Assistenzperson beizuziehen. Die Assistenzbetreuungen entsprechen in der Regel einer 1:1 Betreuung. Das Assistenzmodell wird durchschnittlich durch 2 bis 5 Kinder jährlich in Anspruch genommen. Die Regelungen gelten für den ganzen Kanton, die Eltern haben damit im ganzen Kanton Anspruch auf ein einheitliches Finanzierungssystem, das die behinderungsbedingten Mehrkosten deckt. Die Assistenzbetreuungen werden laufend überprüft, höhere Gewichtungen werden jeweils längstens ein Jahr befristet und neu überprüft.¹²



Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Kinder mit leichten Behinderungen werden integriert in Kindertagesstätten und Tagesfamilien betreut, teilweise wird mittels Faktors eine zusätzliche Finanzierung vom Gemeinwesen gewährt. Der Bedarf an Betreuungsplätzen kann gemäss Behördenangaben gedeckt werden.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Kinder mit schweren Behinderungen werden nach Bedarf integriert betreut, teilweise können Assistenzbetreuungen gewährt werden. Der Bedarf an Betreuungsplätzen kann gemäss Behördenangaben gedeckt werden.



Verbesserungsbemühungen

Die Erfahrungen werden laufend ausgewertet und es werden Verbesserungen angestrebt im Bereich der Koordination, Beratung und Vermittlung.¹³

¹ Gemäss Angaben Fachstelle Tagesbetreuung, 07.01.2021

² ibid.

³ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 23.12.2020.

⁴ Gemäss Angaben Fachstelle Tagesbetreuung, 07.01.2021

⁵ ibid.

⁶ https://www.gesetzessammlung.bs.ch/app/de/texts_of_law/111.100/versions/4040, abgerufen 23.12.2020.

⁷ Gemäss Antwort Behördenfragebogen

⁸ <https://www.jfs.bs.ch/fuer-familien/tagesbetreuung/kosten.html>, abgerufen 07.01.2021.

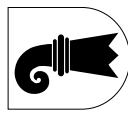
⁹ Gemäss Angaben Fachstelle Tagesbetreuung, 07.01.2021

¹⁰ ibid.

¹¹ ibid.

¹² ibid.

¹³ ibid.



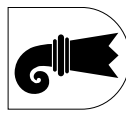
Hilfreiche Kontaktangaben

Fachstelle Tagesbetreuung Basel-Stadt

Leimenstrasse 1
4001 Basel
061 267 46 10
tagesbetreuung@bs.ch
www.tagesbetreuung.bs.ch

Zentrum für Frühförderung ZFF

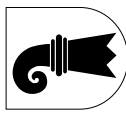
De Wette-Strasse 3
Postfach
4010 Basel
061 267 85 01
zff@bs.ch
www.zff.bs.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderhaus Lummerland	Egliseestrasse 1 4058 Basel m.torrer@kinderhaus-lummerland.ch 061 229 79 99	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	Das Kinderhaus Lummerland ist erst von einem Jahr im Oktober 2019 eröffnet worden und entsprechend noch in der Aufbauphase. Eine Anpassung im pädagogischen Konzept in Bezug auf die Betreuung von Kindern mit Behinderung ist nicht ausgeschlossen. Bis jetzt erreichte uns noch keine Anfrage für die Betreuung eines solchen Kindes.
Kita Spatzennest	kinderbetreuung@usb.ch 061 265 23 47	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	Firmeneigene Kindertagesstätte des Universitätsspitals Basel
familea Kita Annator	Claragraben 119 4057 Basel annator@familea.ch 061 260 83 40	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x-2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: 1x-2x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Nein	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh-erziehung)
Kita Hebelstrasse	Hebelstrasse 93 4056 Basel info@kita-hebelstrasse.ch 061 262 11 00	Ja	Ja	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	



Kanton Basel-Stadt

Kidszone GmbH	Horburgstrasse 2 4057 Basel info@kitakidszone.ch 061 683 28 83	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Kita im sicheren Hafen	Am Wirbel 2 4147 Aesch info@kita-aesch.ch 061 731 41 47	Ja	Nein, aber wir können uns grund- sätzlich vor- stellen auch Kinder mit Behinde- rungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	Angebot befindet sich im Kanton Basel- Landschaft, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Für die Finanzierung: Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie
Für die Bewilligung und Aufsicht privater Angebote:
Direktion für Inneres und Justiz¹

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Der Kanton Bern ist für die Bewilligung und Aufsicht von privaten familienergänzenden Betreuungsangeboten zuständig.² Bezüglich Finanzierung offeriert der Kanton Bern den Gemeinden, ein von ihm standardisiertes System mit Betreuungsgutscheinen zu übernehmen, und finanziert es über den innerkantonalen Lastenausgleich mit.³

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden entscheiden selbst, ob sie ein System der familienergänzenden Kinderbetreuung anbieten, und falls ja, welches. Ein Anreiz für die Gemeinden, das vom Kanton vorgeschlagene Betreuungsgutscheinsystem zu übernehmen, besteht darin, dass der Kanton in diesem Fall die Kosten via innerkantonalen Lastenausgleich mitfinanziert; ansonsten müssen die Gemeinden die Ausgaben vollständig selbst tragen.⁴

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
50 695⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
17 894⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
734⁷

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
80⁸

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Eher ja

Gemäss Göksu und Petrig (2005: 148)⁹ kann aus dem Anspruch auf Betreuung in der Freiburger Kantonsverfassung (Art. 34 Abs. 1) ein justiziabler Anspruch auf familienergänzende Betreuung abgeleitet werden, wenn beide Eltern erwerbstätig sind. Sollte dieser Anspruch vor Gericht Bestand haben, so würde er wegen dem Diskriminierungsverbot in Art. 8 der Bundesverfassung selbstredend auch für Kinder mit Behinderungen gelten. Die Autor*innen weisen darauf hin, dass mit Art. 29 Abs. 2 der Berner Kantonsverfassung eine analoge Bestimmung auch im Kanton Bern besteht. Insofern wäre zu überprüfen, ob die Schlussfolgerung eines einklagbaren Rechts auch im Kanton Bern gilt.

Der Kanton Bern überlässt es seinen Gemeinden, ob sie ein Kinderbetreuungssystem aufbauen und das kantonale Betreuungsgutscheinsystem übernehmen möchten.¹⁰ Für Kinder mit Behinderungen gibt es aber einen Diskriminierungsschutz: Jede Institution, die am Betreuungsgutscheinsystem teilnimmt, muss auch bereit sein, Kinder mit besonderen Bedürfnissen aufzunehmen (vgl. Art. 34x der Verordnung über die Angebote zur sozialen Integration).¹¹ Da die Gemeinden ihre Betreuungskosten nur mitfinanziert erhalten, wenn sie das Betreuungsgutscheinsystem des Kantons übernehmen, machen sehr viele mit – folglich sind auch entsprechend viele Institutionen verpflichtet, Kinder mit Behinderungen aufzunehmen.

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

Nicht auf kantonaler Ebene; faktisch gibt es jedoch ein einheitliches System für sehr viele Gemeinden. Die Gemeinden können sich freiwillig am vom Kanton vorgeschlagenen Betreuungsgutscheinsystem beteiligen. Der Kanton erstellt eine Liste der beteiligten Gemeinden.¹² Rechtlich wäre es möglich, dass eine Gemeinde auch ein anderes System wählt.

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Ja

Gedeckelt auf CHF 50.– pro Tag.

Die Betreuungsgutscheine werden vom Kanton bei Kindern mit besonderen Bedürfnissen um CHF 50.– pro Tag erhöht. Weiter übernimmt der Kanton die Kosten, die den Heilpädagogischen Früherziehungsdiensten entstehen, indem die Früherziehungsdienste mit den Institutionen der familienergänzenden Betreuung zusammenarbeiten.

Damit kann ein Grossteil des Bedarfs bei leichteren Behinderungen abgedeckt werden.

Die Deckelung führt aber dazu, dass die Beträge nicht ausreichen für Kinder mit schwereren, speziell medizinisch aufwändigen Behinderungen. Diese Beträge müssten die Eltern übernehmen, was in diesem Ausmass unmöglich ist. Entsprechend ist im ganzen Kanton Bern keine Institution der familienergänzenden Betreuung bekannt, die wie zum Beispiel die Kinderhäuser *Imago* in den Kantonen Zürich und Zug alle Kinder mit schwereren Behinderungen und hohem Betreuungsaufwand aufnehmen würde.



Analyse

Für Eltern eines Kindes mit einer Behinderung, die von der familienergänzenden Betreuung profitieren möchten, sind zwei Fragen zentral:

1. Wohnen sie in einer Gemeinde, die beim Betreuungsgutscheinensystem mitmacht? Falls ja, hat das Kind Anspruch auf den üblichen Gutschein plus einen Zuschlag von CHF 50.–, und sämtliche Kitas, die an diesem System teilnehmen, müssen auch Kinder mit Behinderungen aufnehmen.
2. Lässt sich die Betreuung mit einem Zuschlag von CHF 50.– pro Tag regeln?

Falls beide Fragen mit Ja beantwortet werden können, verfügt der Kanton Bern über ein ausgebauten System: Die Früherziehungstellen klären im Detail ab, ob eine Zusatzfinanzierung notwendig ist (dafür gibt es ein detailliertes Raster); falls letzteres zutrifft, erfolgt die Kostengutsprache durch den Kanton.

Falls die Gemeinde beim Gutscheinsystem nicht mitmacht oder CHF 50.– pro Tag nicht ausreichen, erfolgt im Kanton Bern keine Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten. Entsprechend bestehen dort Angebotslücken. Der Regierungsrat stellt sich auf den Standpunkt, dass bei Kindern mit schwereren Behinderungen die zusätzlichen Betreuungskosten via Hilflosenentschädigung und Intensivpflegezuschlag finanziert werden können. Diese Position ist aus mehreren Gründen problematisch, die im nationalen Teil dieses Berichts (Finanzierungsmechanismus) näher erläutert werden.

¹ https://www.gef.be.ch/gef/de/index/familie/familienergaenzendebetreuung.asstref/dam/documents/GEF/soa/de/familie/kita_FEB/Grafik_Organigramm_Angabote_FEB_de.pdf, abgerufen 23.12.2020.

² https://www.jgk.be.ch/jgk/de/index/kinde_erwachsenenschutz/kinder_jugendhilfe/kindertagesstaetten_kitas.html, abgerufen 23.12.2020.

³ <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/1897?locale=de>, abgerufen 13.12.2020.

⁴ E-Mail Esther Christen, Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie, 30.11.2020.

⁵ E-Mail Esther Christen, Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie, 21.12.2020.

⁶ Modellbasierte Schätzung, E-Mail Esther Christen, Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie, 21.12.2020.

⁷ Anzahl Kinder, die im Kanton Bern früherzieherisch begleitet werden, gemäss E-Mail-Auskunft des Früherziehungsdienstes (566), der Blindenschule Zollikofen (65), des audiopädagogischen Dienstes (33) sowie des Alters- und Behindertenamts des Kantons Bern (70 vom Amt ausgesprochene Kostengutsprachen für freischaffende Früherzieherinnen).

⁸ Antwort Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie, im Rahmen der Antwort auf den Behördenfragebogen. Die 80 Kinder haben eine Behinderung und sind im Vorschulalter. Zusätzlich werden rund 700 Kinder mit sozialen und sprachlichen Indikationen familienergänzend betreut.

⁹ Göksu, Tarkan und Petrig, Anna. (2005): Die Grund- und Sozialrechte. In/Dans: La nouvelle constitution Fribourgeoise. Fribourg, 123-155.

¹⁰ Antwort Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie, im Rahmen der Antwort auf den Behördenfragebogen, 30.11.2020.

¹¹ <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/1897?locale=de>, abgerufen 13.12.2020.

¹² <https://www.fambe.sites.be.ch/familienthemen/kinderbetreuung/betreuungsgutscheine/teilnehmende-gemeinden-des-bg-systems?limit=10>, abgerufen 14.12.2020.

¹³ Information von Esther Christen, Gesundheits-, Sozial- und Integrationsdirektion des Kantons Bern, Abteilung Familie, 23.12.2020.

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Das System von Betreuungsgutscheinen und einem Zuschlag von CHF 50.– pro Tag für Kinder mit besonderen Bedürfnissen sowie die Unterstützung durch die Heilpädagogische Früherziehung kann die familienergänzende Betreuung von Kindern mit eher leichten Behinderungen sicherstellen. Hinzu kommen eine Aufnahmeobligation für Kinder mit Behinderungen in allen Einrichtungen, die mit Betreuungsgutscheinen unterstützt werden. Ein transparentes Raster bei der Kostengutsprache stellt sicher, dass alle Kinder der entsprechenden Gemeinden auch Zugang zur Zusatzfinanzierung erhalten. Das Berner System hat Modellcharakter für Kinder, die in Gemeinden, die beim Betreuungsgutscheinsystem mitmachen, in einer regulären Kita betreut werden können. Problematisch könnte die Situation in jener Minderheit von Gemeinden sein, die das vom Kanton angebotene Betreuungsgutscheinsystem nicht übernommen haben. Die Anreize sind mit der kantonalen Mitfinanzierung aber so gesetzt, dass eine gute Abdeckung im ganzen Kanton zu erwarten ist.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Der Zuschlag von CHF 50.– reicht in keiner Weise für Kinder mit schwereren Behinderungen. Diese Kinder können oft nicht in einer regulären Kita betreut werden, und spezialisiertere Institutionen der familienergänzenden Betreuung sind mangels Finanzierung im Kanton Bern keine bekannt.



Verbesserungsbemühungen

Verbesserungsbedarf besteht im Kanton Bern namentlich bei der familienergänzenden Betreuung für Kinder mit schwereren Behinderungen. Aktuell läuft eine Revision, die aber gemäss aktuellem Stand nichts Grundsätzliches am bisherigen System ändert. Voraussichtlich soll aber im Rahmen eines Pilotprojekts geprüft werden, unter welchen weiteren Voraussetzungen auch Kinder mit schweren Behinderungen familienergänzend betreut werden können.¹³



Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

En matière de financement : Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Division Famille
En matière d'autorisation et de surveillance des offres privées : Direction de l'intérieur et de la justice¹

Quelles sont les compétences du Canton ?

Le canton de Berne est responsable de délivrer les autorisations et de surveiller les offres d'accueil extrafamilial privées.²
En matière de financement, le canton de Berne propose aux communes de reprendre son système standardisé de bons de garde, qu'il finance dans le cadre de la compensation des charges au sein du canton.³

Quelles sont les compétences des communes ?

Les communes décident librement de proposer un système d'accueil extra-familial des enfants et, si elles le font, choisissent leur modèle. En proposant aux communes de reprendre son système de bons de garde, le canton crée une incitation puisque, dans ce cas, les coûts sont cofinancés dans le cadre de la compensation des charges au sein du canton. Dans le cas contraire, les dépenses sont entièrement à la charge des communes.⁴

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

50 695⁵

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

17 894⁶

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

734⁷

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

80⁸

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil ? Plutôt oui

D'après Göksu et Petrig (2005: 148)⁹ le droit à l'encadrement des enfants inscrit dans la Constitution du canton de Fribourg (art. 34, al. 1) rend légitime, devant un organe judiciaire, le droit à l'accueil extra-familial lorsque les deux parents exercent une activité professionnelle. Si ce droit devait pouvoir être défendu devant un tribunal, il s'appliquerait naturellement aussi aux enfants en situations de handicap en vertu de l'interdiction de discrimination prévue à l'art. 8 de la Constitution fédérale. Les auteurs indiquent qu'avec l'art. 29, al. 2 de la Constitution bernoise, une disposition analogue existe dans ce canton. Il conviendrait donc de vérifier si l'on peut en conclure un droit invocable en justice aussi dans le canton de Berne.

Le canton de Berne laisse à ses communes le soin de décider si elles souhaitent mettre sur pied un système de prise en charge des enfants et reprendre le système de bons de garde du canton.¹⁰

Les enfants en situation de handicap sont néanmoins protégés contre les discriminations: toute institution participant au système de bons de garde doit aussi être disposée à accueillir des enfants présentant des besoins particuliers (cf. art. 34x de l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale).¹¹ Comme les frais de garde des communes ne sont cofinancés que si elles reprennent le système de bons de garde cantonal, elles sont très nombreuses à participer. En conséquence, le nombre d'institutions tenues d'accueillir des enfants en situation de handicap est également élevé.

Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Non

Non, du moins pas au niveau cantonal. Mais concrètement, il existe un système uniforme pour de très nombreuses communes. Les communes peuvent participer volontairement au système de bons de garde proposé par le canton, qui tient une liste des communes participantes.¹² D'un point de vue juridique, il serait aussi possible qu'une commune opte pour un autre système.

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Ce financement est plafonné à 50 francs par jour.

Le canton augmente de 50 francs par jour les bons de garde destinés aux enfants avec des besoins particuliers. Le canton prend en outre les coûts de l'éducation précoce spécialisée à sa charge. Pour cela, les services d'éducation précoce collaborent avec les institutions de l'accueil extra-familial.

Une grande partie des besoins en cas de handicap léger peuvent être couverts de cette manière.

Toutefois, le plafonnement fait que les montants ne suffisent pas à assurer l'encadrement d'enfants souffrant de handicaps lourds qui exigent des soins médicaux particulièrement complexes. Ces frais sont à la charge des parents, qui ne peuvent les assumer vu leur ampleur. Dans le canton de Berne, il n'existe pas d'institution d'accueil extra-familial qui accepterait tous les enfants porteurs de handicaps lourds et nécessitant d'un encadrement important, comme par ex. les structures d'accueil *Imago* dans les cantons de Zurich et de Zoug.



Analyse

Pour les parents d'un enfant en situation de handicap souhaitant profiter de l'encadrement extra-familial, deux questions centrales se posent :

1. Habitent-ils une commune participant au système de bons de garde ? Si tel est le cas, l'enfant a droit au bon habituel auquel s'ajoute un supplément de 50 francs. Toutes les garderies participant à ce système doivent accueillir des enfants avec handicap.
2. L'accueil peut-il être financé avec un supplément de 50 francs par jour ?

Si la réponse aux deux questions est positive, les parents profitent du système bien développé du canton de Berne : les services d'éducation précoce clarifient en détail si un financement supplémentaire est nécessaire (s'appuyant à cet effet sur une grille détaillée). Si tel est le cas, le canton délivre une garantie de participation.

Si la commune ne participe pas au système de bons ou si le supplément de 50 francs par jour ne suffit pas, le canton de Berne ne prend pas en charge les coûts supplémentaires dus au handicap.

Ici, l'offre est lacunaire. Le Conseil exécutif est d'avis que les coûts supplémentaires de l'accueil d'enfants porteurs de handicaps lourds peuvent être financés par les allocations pour impotent et par le supplément pour soins intenses. Ce point de vue est problématique pour plusieurs raisons, expliquées plus en détail dans la partie nationale de ce rapport (mécanisme de financement).

¹ https://www.gef.be.ch/gef/fr/index/familie/familie/familienerganzendebetreuung.assetref/dam/documents/GEF/soa/fr/Familie/KITA_FEB/Graphik_Organigramm_Angebote_FEB_fr.pdf, consulté le 23.12.2020.

² https://www.jgk.be.ch/jgk/fr/index/kindes_erwachsenenschutz/kinder_jugendhilfe/kindertagesstaetten_kitas.html, consulté le 23.12.2020.

³ <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/1897?locale=fr>, consulté le 13.12.2020.

⁴ Courriel d'Esther Christen, Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Division Famille, 30.11.2020.

⁵ Courriel d'Esther Christen, Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Division Famille, 21.12.2020.

⁶ Estimation sur la base de modèles, courriel d'Esther Christen, Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Division Famille, 21.12.2020.

⁷ Nombre d'enfants avec éducation précoce dans le canton de Berne, selon les renseignements fournis par courriel par le Service éducatif itinérant (566), l'école pour aveugles de Zollikofen (65), le service audio-pédagogique (33) et l'office des personnes âgées et des personnes handicapées (70 garanties de participation accordées par l'office aux éducateurs et éducatrices spécialisés).

⁸ Réponse de la Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Division Famille, au questionnaire adressé aux autorités. Les 80 enfants présentent un handicap et ne sont pas encore en âge d'être scolarisés. Environ 700 enfants présentant des indications sociales et linguistiques sont confiés à l'accueil extra-familial.

⁹ Göksu, Tarkan und Petrig, Anna. (2005): Die Grund- und Sozialrechte. In/Dans: La nouvelle constitution Fribourgeoise. Fribourg, 123-155.

¹⁰ Réponse de la Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Département Famille, dans le cadre de la réponse aux questionnaire pour les autorités, 30.11.2020.

¹¹ <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/1897?locale=fr>, consulté le 13.12.2020.

¹² <https://www.fambe.sites.be.ch/fr/guide-des-familles/prise-en-charge-denfants/bons-de-garde/municipalites-participant-au-systeme-bg?limit=10>, consulté le 14.12.2020.

¹³ Information d'Esther Christen, Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration du canton de Berne, Division Famille, 23.12.2020.

Évaluation

avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

Le système de bons de garde et un supplément de 50 francs par jour pour les enfants avec des besoins particuliers ainsi que le soutien des services d'éducation précoce spécialisée sont en mesure d'assurer l'accueil extra-familial des enfants porteurs d'un léger handicap. S'y ajoute l'obligation d'accueillir des enfants en situation de handicap faite à toutes les structures soutenues par le système des bons de garde. Une grille transparente pour la garantie de participation veille à ce que tous les enfants des communes concernées puissent avoir accès au financement supplémentaire.

Le système bernois pourrait être un modèle pour les enfants qui peuvent être accueillis dans une garderie ordinaire qui se trouve dans l'une des communes participant au système de bons de garde.

La situation pourrait être problématique dans la minorité des communes qui n'ont pas repris le système de bons de garde proposé par le canton. Néanmoins, les incitations créées par le cofinancement cantonal sont conçues de manière à assurer une bonne couverture sur l'ensemble du territoire cantonal.



Situation des enfants avec handicaps lourds

Le supplément de 50 francs ne suffit de loin pas pour les enfants porteurs de handicaps lourds. Souvent, ces enfants ne peuvent pas être accueillis dans une garderie ordinaire et le canton de Berne n'a pas d'institutions spécialisées dans leur accueil extra-familial en raison de l'absence de financement.



Efforts d'amélioration

Dans le canton de Berne, des améliorations sont nécessaires notamment dans l'accueil extra-familial des enfants porteurs de handicaps lourds. Une révision est en cours, mais d'après son état actuel, elle ne devrait pas apporter de changements fondamentaux au système en place.

Dans le cadre d'un projet pilote, il est toutefois prévu d'examiner dans quelles autres conditions les enfants en situation de handicap lourd pourraient être accueillis hors du cadre familial.¹³

Hilfreiche Kontaktangaben

Für eine Familie ist zunächst zentral, ob ihre Wohngemeinde beim Betreuungsgutscheinsystem mitmacht. Die Liste der Gemeinden findet sich hier:

<https://www.fambe.sites.be.ch/familienthemen/kinderbetreuung/betreuungsgutscheine/teilnehmende-gemeinden-des-bg-systems?limit=10>

Gemäss Art. 34x der Verordnung über die Angebote zur sozialen Integration muss jede Institution, die am Betreuungsgutscheinsystem des Kantons teilnimmt, auch bereit sein, Kinder mit besonderen Bedürfnissen aufzunehmen (vgl. <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/1897?locale=de>).

Somit sollte die Aufnahme für Kinder aus Gemeinden, die mit dem Betreuungsgutscheinsystem arbeiten, in allen Institutionen möglich sein, die auf folgender Webseite aufgelistet sind:
<https://www.fambe.sites.be.ch/familienthemen/kinderbetreuung/kindertagesstaetten>



Kanton Bern

Um die behinderungsbedingten Mehrkosten im Umfang von CHF 50.– pro Tag finanziert zu erhalten, ist der Kontakt mit der Heilpädagogischen Frühziehung zentral.

Im Kanton Bern gibt es einen allgemeinen Frühziehungsdienst, spezialisierte Institutionen im Bereich von Hör- und Sehbehinderungen sowie freiberuflich tätige Frühzieher*innen. Im Folgenden die Kontaktangaben der institutionalisierten Angebote:

- Frühziehungsdienst des Kantons Bern: Frühziehungsdienst des Kantons Bern FED | fed-be.ch (fed-be.ch)
- Blindenschule Zollikofen: <https://www.blindenschule.ch/heilpad-fruherziehung/>
- Audiopädagogischer Dienst Münchenbuchsee: <https://www.gef.be.ch/gef/de/index/direktion/organisation/shsm/audiopaedagogischerdienst.html>

Für weitere Betreuungsfragen kann auch die Mütter- und Väterberatung des Kantons Bern hilfreich sein:
<https://www.mvb-be.ch/de>

Liens et contacts utiles

Pour une famille, le premier point central est de savoir si la commune dans laquelle elle est domiciliée participe au système des bons de garde. La liste des communes est disponible ici :

<https://www.fambe.sites.be.ch/fr/guide-des-familles/prise-en-charge-denfants/bons-de-garde/municipalites-participant-ausysteme-bg?limit=10>

Aux termes de l'art. 34x de l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale (OPIS), toute institution participant au système des bons de garde du canton doit aussi être disposée à accueillir des enfants présentant des besoins particuliers (cf. <https://www.belex.sites.be.ch/frontend/versions/1897?locale=fr>).

L'accueil d'enfants domiciliés dans des communes qui travaillent avec le système de bons de garde doit donc être possible dans toutes les institutions qui figurent sur le site internet suivant :

<https://www.fambe.sites.be.ch/fr/guide-des-familles/prise-en-charge-denfants/garderies>



Canton Berne

Pour obtenir le financement supplémentaire de 50 francs par jour des coûts dus à un handicap, il est nécessaire de prendre contact avec le service éducatif itinérant.

Outre ce service, le canton de Berne comprend aussi des institutions spécialisées dans le domaine du handicap auditif et visuel, ainsi que des éducateurs/trices de la petite enfance indépendants. Vous trouverez ci-dessous les coordonnées des institutions proposant de telles offres :

- Service éducatif itinérant du canton de Berne : Service éducatif itinérant du canton de Berne SEI | fed-be.ch (fed-be.ch)
- Ecole pour aveugles de Zollikofen : <https://www.blindenschule.ch/heilpad-fruherziehung/>
- Service audio-pédagogique de Münchenbuchsee : <https://www.gef.be.ch/gef/fr/index/direktion/organisation/shsm.html>

Le centre de puériculture du canton de Berne peut aussi apporter des réponses aux questions relatives à la garde des enfants :

<https://www.mvb-be.ch/fr>



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton Liste des structures d'accueil dans le canton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung mitgemacht haben. Die Angebote sind in der jeweiligen Sprache aufgeführt, in welcher unsere Fragen beantwortet wurden. Wie bei den Anlaufstellen aufgeführt, müssen jedoch alle Institutionen, die am Betreuungsgutscheinssystem teilnehmen, auch Kinder mit Behinderungen aufnehmen (vgl. <https://www.fambe.sites.be.ch/familienthemen/kinderbetreuung/kindertagesstaetten>).

Vous trouvez ci-dessous une liste des institutions qui ont participé à notre sondage. Les offres figurent toujours dans la langue qui a été utilisée pour répondre à nos questions. Comme indiqué pour les centres de conseil, toutes les institutions qui participent au système de bons de garde (cf. <https://www.fambe.sites.be.ch/fr/guide-des-familles/prise-en-charge-denfants/garderies>) doivent aussi accueillir des enfants en situation de handicap.

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
kita publica	kita publica Scheuerrain 6 3007 Bern priska.baehler@sgfbern.ch 031 371 30 90	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Ja	Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung). Grundsätzlich offen für Kinder mit allen Behinderungsarten.
rundumkinder GmbH	rundumkinder GmbH Fabrikstrasse 29C 3012 Bern info@rundumkinder.ch 031 960 12 08	Ja	Ja	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Ja	Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung). Die Kita ist grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen aufzunehmen. Die Aufnahme wird von Fall zu Fall situativ geprüft und hängt von den Bedürfnissen des Kindes ab.
Montessori Kindertagesbetreuung VIKI	Montessori Kindertagesbetreuung VIKI Scheibenstrasse 19A 3014 Bern leitung@montessori-viki.ch 031 331 14 38	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Ja	Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung)



Kita Lindenhof	Kita Lindenhof Forstweg 56 3012 Bern kitalindenhof@kitamurifeld.ch 031 533 47 97	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x-3x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-3x Körperliche Behinderung: 1x-3x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-3x Sensorische Behinderungen: 1x-3x	Ja	Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung)
Kita crescendo	Kita crescendo Freiburgstrasse 104 3008 Bern nina.blaser@sgfbern.ch 031 381 45 00	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Nein	Zusammenarbeit mit Fachstellen
Pop e poppa les gardénias	Pop e poppa les gardénias Jupiterstrasse 15 3015 Bern sophie.gurtner@poppoppa.ch 078 776 21 79	Ja	Nein	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Kita Falkennest	Kita Falkennest Fischerweg 3 3012 Bern 031 302 09 44	Ja	Nein	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Maison de l'enfance Les Ecuireuils	Maison de l'enfance Les Ecuireuils Ch. du Dr Eguet 8 CP 64 2606 Corgémont direction@lesecuireuils.ch 032 489 25 73	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x-2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: 1x-2x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Ja	
Feusi Kita	Feusi Kita Mattenstrasse 2 3073 Gümligen sandy.teichert@feusi.ch 031 537 39 39	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: Eine Betreuung von Kindern mit dieser Behinderungsart ist uns leider nicht möglich. Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: Eine Betreuung von Kindern mit dieser Behinderungsart ist uns leider nicht möglich. Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Nein	

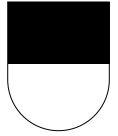


Chinderhuus Ins und Gampelen	Chinderhuus Ins und Gampelen Im Gostel 5 3232 Ins 032 313 16 76 info@chinderhuusins.ch	Ja	Nein	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Kindertagesstätte Makena	Kindertagesstätte Makena Kleinfeldstrasse 18 2563 Ipsach mirjam.gerber@ipsach.ch 032 333 78 40	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5	Nein	Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung)
Kita Lindenweg	Kita Lindenweg Lindenweg 16 3072 Ostermundigen info@kita-lindenweg.ch 031 931 01 07	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x	Ja	Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung)



Tagesfamilien Kanton Bern

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
TEV Biel	TEV Biel Schützengasse 66 2502 Biel (Bern) kaeppli@hispeed.ch 032 365 81 32	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Nein	
TEV Mitenand	TEV Mitenand Gartenweg 11 3250 Lyss (Bern) flury@tevmitenand.ch 079 453 00 31	Nein	Nein	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Tagesfamilienverein Gantrisch	Tagesfamilienverein Gantrisch Schlossweg 5 3132 Riggisberg (Bern) karin.gonseth@tagesfamilienverein-gantrisch.ch 031 802 09 84	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Ja	
Tageselternvermittlung Spiez und Umgebung	Tageselternvermittlung Spiez und Umgebung Postfach 463 3700 Spiez (Bern) tevspiezmueller@bluewin.ch 079 502 06 22	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	keine Angabe	



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD)

- Jugendamt (JA)
- Sektor Familienexterne Betreuung (SMA)

Der Kanton organisiert die vorschulische Betreuung in Zusammenarbeit mit den Gemeinden und Privaten (Art. 60 Abs.3 der Verfassung des Kantons Freiburg).¹

Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD)

- Das Amt für Sonderpädagogik (SoA) nimmt sich der besonderen Bedürfnisse von Kindern zwischen 0 und 4 Jahren im Bereich der Sonderpädagogik an.

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

- Koordination von sozialen und politischen Integrationsmassnahmen für Kinder
- Autorisierung und Aufsicht über die Tätigkeit der institutionellen Kinderbetreuungseinrichtungen
- Unterstützung und Beratung der Gemeinden
- Förderung der familienergänzenden Betreuung durch das Festlegen von Richtlinien²

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

- Die Gemeinden sind verantwortlich für die Entwicklung der allgemeinen Aktivitäten für Kinder und Jugendliche. Für die Umsetzung dieser Aufgaben können sie auf regionaler Ebene zusammenarbeiten.
- Regelmässige Evaluation des Angebots notwendiger familienergänzender Betreuung und der Bedarfsdeckung.
- Je nach Bedarfsevaluation bieten, fördern und subventionieren die Gemeinden eine angemessene Anzahl von vorschulischen und ausserschulischen Betreuungsplätzen.
- Zu diesem Zweck richten sie Kinderbetreuungseinrichtungen ein, schliessen Verträge mit zugelassenen Kinderbetreuungseinrichtungen oder Dachverbänden ab oder übertragen Aufgaben an Dritte.³

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
13 973⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
5000 Kinder, die 2012 genehmigte Plätze belegen⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
350⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
35⁷

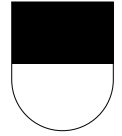
Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz? Ja direkt und indirekt

Das kantonale Recht im Kanton Freiburg enthält zwei relevante Bestimmungen: Die Freiburger Kantonsverfassung enthält in Art. 34 Abs. 1 den Anspruch auf Betreuung.

Gemäss Göksu/Petrig (2005: 148)⁸ kann daraus ein justiziabler Anspruch auf familienergänzende Betreuung abgeleitet werden, wenn beide Eltern erwerbstätig sind. Sollte dieser Anspruch vor Gericht Bestand haben, so würde er wegen dem Diskriminierungsverbot in Art. 8 der Bundesverfassung selbstredend auch für Kinder mit Behinderungen gelten.

Zudem garantiert das Gesetz über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen für Kinder (FBG) «die Bereitstellung einer ausreichenden Anzahl von Plätzen für die familienergänzende Betreuung, um die Vereinbarkeit von Familie und Beruf zu ermöglichen. Es sichert hochwertige Dienstleistungen, die für alle finanziell zugänglich sind.»⁹

Was bedeutet das für Kinder mit Behinderungen? Die oben erwähnte Garantie gilt für alle Kinder und kann mittels Aufsichtsbeschwerde eingefordert werden. Die Bezahlbarkeit ist im Hinblick auf die von einer Behinderung verursachten zusätzlichen Kosten von wesentlicher Bedeutung. Die Beteiligung der Allgemeinheit an diesen Kosten ist im Gesetz (FBG) als Kann-Formulierung vorgesehen.¹⁰



Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Die Kosten für die familienergänzende Kinderbetreuung werden zwischen dem Kanton, den Arbeitgebern, den Gemeinden und den Eltern aufgeteilt.

Der Elternbeitrag hängt von deren Einkommen ab. Der Mindestpreis beträgt CHF 18.– pro Tag.

Der Beitrag des Kantons Freiburg wird in Form einer Pauschale gewährt, die sich nach den effektiven Betreuungsstunden und der Art der Betreuungseinrichtung richtet. Mit seiner Unterstützung deckt der Kanton 10% der durchschnittlichen Kosten der subventionierten Einrichtungen.¹¹

Der Beitrag von Arbeitgebern und Selbstständigerwerbenden entspricht 5% der durchschnittlichen Kosten für die Betreuung. Der Beitrag der Gemeinden deckt die Kosten, die nicht von Eltern, Kanton, Arbeitgebern und Selbstständigerwerbenden übernommen werden.¹² Der Beitrag der Gemeinden hängt also von der Höhe des Einkommens in ihrem Gebiet ab.

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Ja

Das System zur Finanzierung der Mehrkosten wird durch Artikel 13 FBG und das Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) definiert. Das FBG sieht eine Unterstützung für die Sonderbetreuung vor, die durch folgende Massnahmen erfolgen kann:

- in Form von Finanzierung nach Subjekt: Subventionierung der «Betreuung eines Kindes, das namentlich aufgrund einer Krankheit, einer geistigen, psychischen oder körperlichen Behinderung oder einer Sinnesbehinderung eine besondere Betreuung benötigt».¹³ Die Beiträge gemäss Art. 13 FBG decken ein Viertel der Betreuungszeit ab. Im Rahmen des verfügbaren Budgets kann der Kanton einen Teil der Kosten, die sich aus der Sonderbetreuung ergeben, übernehmen, sofern die Situation dies erfordert.
- in Form von Finanzierung nach Objekt: «Sonderbeitrag für Einrichtungen, die auf die Betreuung von Kindern mit besonderen Bedürfnissen spezialisiert sind».¹⁴ Der Kanton Freiburg hat einen Dienstleistungsvertrag mit der spezialisierten Einrichtung *La Coccinelle* in Freiburg.¹⁵

Die GSD trifft Entscheidungen zur Unterstützung der Sonderbetreuung im Sinne des Artikels 13 FBG.

Es liegt in der Verantwortung der Kinderbetreuungseinrichtung, den Anteil der Zusatzkosten über die Spesen der regulären familienergänzenden Betreuung hinaus nachzuweisen.¹⁶

Das SPG garantiert sonderpädagogische Leistungen für Kinder mit besonderem Förderbedarf im Alter von 0 bis 4 Jahren. In der Vorschulzeit können die Kinder von sonderpädagogischen und pädagogisch-therapeutischen Frühfördermassnahmen profitieren.¹⁶ Diese Leistungen werden zu 45% vom Kanton Freiburg und zu 55% von den Gemeinden finanziert.¹⁸

Analyse

Nach den kantonalen Bestimmungen werden Kinder mit leichten Behinderungen in regulären Kinderbetreuungseinrichtungen betreut. Die Mehrkosten werden vom Kanton Freiburg und den Gemeinden subventioniert, diese Unterstützung deckt jedoch nicht alle Zusatzkosten ab. Gemäss den Erfahrungen der Freiburger Kinderbetreuungseinrichtungen, die bereits Kinder mit Behinderungen aufgenommen haben, gibt es Probleme bei der Umsetzung. Oft werden Anträge verspätet eingereicht oder der Beitrag wird nicht gewährt, wenn das Kind noch über keine Diagnose verfügt, so dass die Integration an einem Mangel an spezialisierter Unterstützung und Finanzierung für zusätzliche Betreuung scheitert. In diesen Fällen werden Kinder mit Behinderungen nicht aufgenommen oder können nur für eine begrenzte Zeit untergebracht werden, weil die Einrichtungen nicht über die nötigen Ressourcen verfügen, um deren speziellen Bedürfnisse zu erfüllen.¹⁹ In anderen Fällen wurden Lösungen mit Quersubventionierungen innerhalb der Betreuungseinrichtung gefunden.²⁰ In den letzten Jahren haben jedoch 15 Kinder mit besonderen Bedürfnissen keinen Platz in einer Kindertagesstätte gefunden.²¹

Neben der Unterbringung in gewöhnlichen Kinderbetreuungseinrichtungen gibt es spezialisierte Einrichtungen, deren primäres Ziel nicht die Vereinbarkeit von Familie und Beruf ist, sondern die individuelle Förderung jedes Kindes und die Berücksichtigung seiner Bedürfnisse. *La Coccinelle* in Freiburg, ein «integrativer Kindergarten», bietet eine integrative Betreuung für Kinder von 2 bis 5 Jahren. *La Coccinelle* erhält eine spezielle Subventionierung nach Art. 13 Abs. 2 FBG; der öffentliche Beitrag reicht jedoch nicht aus, um alle Kosten zu decken. Dank der Unterstützung verschiedener privater Stiftungen und des grossen Engagements von Einzelpersonen kann *La Coccinelle* allen Eltern den gleichen Preis verrechnen.²² *Le Bosquet* ist eine sonderpädagogische Einrichtung in Givisiez, die Kinder mit schweren Behinderungen aufnimmt, die keinen Platz in einer regulären Kinderkrippe finden. *Le Bosquet* ist als sonderpädagogische Einrichtung anerkannt und wird dementsprechend finanziert; der Kindergarten für Sonderpädagogik nimmt nur Kinder mit Behinderungen auf. Es handelt sich also nicht um ein integratives Angebot. Im gleichen Gebäude befindet sich jedoch eine gewöhnliche Betreuungsstruktur, so dass die Integration intern erreicht werden kann.²³ *La Coccinelle* und *Le Bosquet* haben kürzere Öffnungszeiten als reguläre Kinderkrippen (*La Coccinelle*: 4 Tage in der Woche von 8.00 Uhr bis 17.00 Uhr, *Le Bosquet*: 5 Tage in der Woche von 8.30 Uhr bis 17.15 Uhr), was die Berufstätigkeit der Eltern erschweren kann.



Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Kinder mit leichten Behinderungen werden in regulären Kindertagesstätten betreut. Die Sonderbetreuung kann vom Kanton finanziert werden, die Finanzierung sonderpädagogischer Massnahmen erfolgt durch den Kanton und die Gemeinden. Obwohl diese Leistungen gesetzlich vorgesehen sind, werden sie oft nicht umgesetzt und Kinder mit Behinderungen werden manchmal von den Betreuungseinrichtungen abgelehnt.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Dank spezialisierter Einrichtungen wie *La Coccinelle* und *Le Bosquet* können Kinder mit schwereren Behinderungen in Betreuungseinrichtungen betreut werden. Durch die finanzielle Unterstützung von privaten Stiftungen und Einzelpersonen zahlen Eltern, die einen Platz für ihr Kind mit einer Behinderung in einer solchen Einrichtung finden, den gleichen Preis wie die Eltern der anderen Kinder. Ein Schwachpunkt ist das Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage, es kommt regelmässig vor, dass Kinder mit Behinderungen keinen Platz finden.



Verbesserungsbemühungen

Ein Postulat aus dem Jahr 2018 (2018-GC-76) fordert die Schaffung von integrativen Betreuungseinrichtungen. Der Staatsrat hat reagiert und «möchte die Integration von Kindern, die besondere Betreuung benötigen, fördern. Er befürwortet deshalb die Durchführung einer Studie seitens des JA mit der Unterstützung des SoA,²⁴ um ein Betreuungsmodell für Einrichtungen für Vorschulkinder vorzuschlagen (...)». Der Staatsrat hat am 4. Juli 2019 vorgeschlagen, das Postulat zu behandeln.²⁵ Gleichzeitig wurde eine Arbeitsgruppe ins Leben gerufen, in der verschiedene Interessengruppen²⁶ aus dem Bereich der Frühpädagogik und der Sonderpädagogik vertreten sind. Die Gruppe sucht nach Lösungen, um die Integration von Kindern mit Behinderungen in Betreuungseinrichtungen zu erleichtern.²⁷

¹ <https://www.fr.ch/de/bildung-und-schulen/vorschule/vorschulische-betreuung?language=fr>, abgerufen 23.11.2020.

² Art. 9 Abs. 3 Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG) vom 12.05.2006, Art. 7 Gesetz über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen für Kinder (FBG) vom 09.06.2011 und GSD-Richtlinien (Richtlinien für vorschulische Betreuungseinrichtungen vom 01.05.2017).

³ Art. 8 Abs. 1 KJHG, Art. 6 FBG

⁴ Schätzung auf Basis der Geburtenrate 2016–2019: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁵ Information des Jugendamts (JA), 12.01.2021.

⁶ Früherziehungsdienst des Kantons Freiburg.

⁷ Gemäss Angabe der kantonalen Behörde im Rahmen der Umfrage.

⁸ Göksu, Tarkan und Petrig, Anna. (2005): Die Grund- und Sozialrechte. In: La nouvelle constitution Fribourgeoise. Fribourg, 123-155.

⁹ Art. 1 Abs. 1 FBG

¹⁰ *ibid.* Art. 13 Abs. 1

¹¹ Art. 9 Abs. 3 und 5 FBG

¹² *ibid.* Art. 11 Abs. 1

¹³ *ibid.* Art. 13 Abs. 1

¹⁴ *ibid.* Art. 13 Abs. 2

¹⁵ Gemäss Angabe der kantonalen Behörde im Rahmen der Umfrage.

¹⁶ Art. 1 Art. 11 Reglement über die familienergänzenden Tagesbetreuungseinrichtungen (FBR) vom 27.09.2011.

¹⁷ Art. 5 Gesetz über die Sonderpädagogik (SPG) vom 11.10.2017.

¹⁸ Art. 38 Abs. 1 und 2 FBG

¹⁹ Austausch mit dem Früherziehungsdienst vom 15.12.2020.

²⁰ Laut den Antworten in der Umfrage zu den Kinderbetreuungseinrichtungen des Kantons.

²¹ Gemäss Angabe der kantonalen Behörde im Rahmen der Umfrage.

²² Laut den Antworten in der Umfrage zu den Kinderbetreuungseinrichtungen des Kantons.

²³ *ibid.*

²⁴ Das SoA ist das Amt für Sonderpädagogik und Unterstützungsmassnahmen des Kantons Freiburg.

²⁵ Antwort des Staatsrates auf ein parlamentarisches Instrument, Postulat Garghentini Python Giovanna 2018-GC-76, Integrative Kleinkinderbetreuung.

²⁶ *Pro Infirmis*, der *Freiburger Krippenverband*, *La Coccinelle*, der Früherziehungsdienst, Vertreter*innen des Kantons Freiburg, Juristen.

²⁷ Austausch mit dem Früherziehungsdienst vom 15.12.2020.



Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS)

- Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ)
- Secteur des milieux d'accueil (SMA)

Le canton organise l'accueil préscolaire en collaboration avec les communes et les particuliers (Art. 60 al.3 Constitution fribourgeoise).¹

Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS)

- Le Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide (SESAM) répond aux besoins particuliers des enfants de 0 à 4 ans en matière de pédagogie spécialisée

Quelles sont les compétences du Canton ?

- Coordination des mesures d'intégration sociale et politique en faveur des enfants
- Autorisation et surveillance de l'activité des milieux d'accueil institutionnels de la petite enfance
- Aide et conseil des communes
- Promotion de l'accueil extra-familial par l'élaboration des directives²

Quelles sont les compétences des communes ?

- Les communes assument la responsabilité du développement des activités générales concernant les enfants et les jeunes. Pour réaliser ces tâches, elles peuvent développer des collaborations au niveau régional.
- Évaluation régulière de l'offre d'accueil extra-familial nécessaire et de la couverture des besoins
- En fonction de l'évaluation des besoins, les communes proposent, soutiennent et subventionnent un nombre suffisant de places d'accueil préscolaire et extrascolaire.
- Pour ce faire, elles créent des structures d'accueil, passent des conventions avec des structures d'accueil autorisées ou avec des associations faitières ou confient des tâches à des tiers.³

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

13 973⁴

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

5000 enfants qui occupent 2012 places reconnues.⁵

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

350⁶

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

35⁷

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil ?

Oui, directement et indirectement

Le droit cantonal fribourgeois comporte deux dispositions pertinentes : la Constitution du canton de Fribourg prévoit, à l'art. 34, al. 1, le droit à l'encadrement des enfants.

D'après Göksu/Petrig (2005: 148),⁸ on peut en déduire un droit légitime à l'accueil extra-familial lorsque les deux parents exercent une activité professionnelle. Si ce droit devait pouvoir être défendu devant un tribunal, il s'appliquerait naturellement aussi aux enfants en situation de handicap en vertu de l'interdiction de discrimination prévue à l'art. 8 de la Constitution fédérale.

Par ailleurs, la loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) garantit « l'offre d'un nombre suffisant de places d'accueil extra-familial de jour permettant la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle. Elle assure des prestations de qualité qui sont financièrement accessibles pour tous. »⁹ Qu'est-ce que cela signifie pour les enfants en situation de handicap ? La garantie citée ci-dessus s'applique à tous les enfants et peut être revendiquée par voie de plainte à l'autorité de surveillance. L'accessibilité financière est essentielle en ce qui concerne les coûts supplémentaires liés au handicap. La contribution publique pour ces coûts est prévue dans la loi (LStE), mais n'est pas formulée comme une obligation.¹⁰



Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Oui

Les coûts de l'accueil extra-familial sont répartis entre l'État de Fribourg, les employeurs, les communes et les parents.

La contribution des parents est liée au revenu. Le prix minimum s'élève à 18 francs par jour.

Le soutien de l'État de Fribourg est apporté sous la forme d'un forfait accordé en fonction des heures de garde effectives et du type de la structure d'accueil. Avec son soutien, l'État prend en charge 10% du coût moyen des structures subventionnées.¹¹

La contribution des employeurs et des personnes exerçant une activité lucrative indépendante correspond à 5% du coût moyen de l'accueil.

Le soutien des communes couvre les coûts qui ne sont pas pris en charge par les parents, l'État, les employeurs et les personnes exerçant une activité lucrative indépendante.¹² La contribution des communes dépend donc du niveau des revenus sur leur territoire.

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Le système de financement des coûts supplémentaires est défini par l'article 13 LStE et par la Loi sur la pédagogie spécialisée (LPS). La LStE prévoit un soutien à l'encadrement particulier, qui peut être apporté

- sous forme de financement par sujet : subvention de « l'encadrement d'un ou d'une enfant qui exige une prise en charge particulière, notamment en raison d'une maladie, d'un handicap mental, psychique ou physique ou d'une déficience sensorielle »¹³ Les subventions basées sur l'art. 13 LStE couvrent un quart du temps de prise en charge. Dans les limites du budget, l'État peut prendre en charge une partie des coûts résultant de la prise en charge particulière, dans la mesure où la situation l'exige.
- sous forme de financement par objet : « subvention spéciale à des structures d'accueil spécialement destinées à l'accueil d'enfants aux besoins particuliers »¹⁴ L'État de Fribourg a un contrat de prestations avec l'institution spécialisée « *La Coccinelle* » à Fribourg.¹⁵

La DSAS rend les décisions en matière de soutien à l'encadrement particulier au sens de l'article 13 LStE.

Il incombe aux structures d'accueil de démontrer la part des coûts supplémentaires à une prise en charge ordinaire en structure d'accueil extra-familial.¹⁶

La LPS garantit des prestations de pédagogie spécialisée pour les enfants à besoins particuliers de 0 à 4 ans. Pour la période préscolaire, les enfants peuvent bénéficier des mesures d'éducation précoce spécialisée et des mesures pédagogiques thérapeutiques.¹⁷ Ces prestations sont financées à 45% par l'État de Fribourg et à 55% par les communes.¹⁸

Analyse

Selon les règlements cantonaux, les enfants en situation de handicap léger sont accueillis dans des structures d'accueil ordinaires. Les coûts supplémentaires sont subventionnés par l'État de Fribourg et les communes, mais ce soutien ne couvre pas tous les frais additionnels. Selon l'expérience des structures d'accueil fribourgeoises qui ont déjà accueilli des enfants en situation de handicap, il y a des problèmes dans la mise en œuvre. L'examen des demandes est souvent retardé ou le soutien n'est pas accordé lorsque l'enfant ne dispose pas encore d'un diagnostic, de sorte que l'intégration échoue en raison d'un manque d'un soutien spécialisé et d'un financement pour un encadrement supplémentaire. Dans ces cas, les enfants en situation de handicap ne sont pas acceptés ou l'accueil n'est possible que pour un temps limité parce que les structures ne disposent pas des ressources pour répondre aux besoins particuliers.¹⁹ Dans d'autres cas, des solutions avec des subventions transversales au sein de la structure d'accueil ont été trouvées.²⁰ Toutefois, durant les dernières années, 15 enfants à besoins spécifiques n'ont pas trouvé une place dans une structure d'accueil.²¹

Outre l'intégration dans des structures d'accueil ordinaires, il y a des institutions spécialisées dont le but premier n'est pas la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle mais l'accompagnement individuel de chaque enfant et la prise en compte de ses besoins. *La Coccinelle* à Fribourg, un « jardin d'enfants intégratif », offre une prise en charge inclusive pour des enfants de 2 à 5 ans. *La Coccinelle* reçoit une subvention spéciale selon l'art. 13 lit. 2 LStE mais la contribution publique ne suffit pas pour couvrir tous les coûts. Grâce au soutien de diverses fondations privées et au grand engagement des individus, *La Coccinelle* peut facturer le même prix pour tous les parents.²² *Le Bosquet* est une institution de pédagogie spécialisée à Givisiez qui accueille des enfants en situation de handicap lourd qui ne trouvent pas de place dans une crèche ordinaire. *Le Bosquet* est reconnu et financé comme institution spécialisée et le jardin d'enfant de pédagogie spécialisée n'accueille que des enfants en situation de handicap. Il ne s'agit donc pas d'une offre inclusive. Toutefois, il existe une structure d'accueil ordinaire dans le même bâtiment, afin que l'inclusion puisse être réalisée en interne.²³ *La Coccinelle* et *le Bosquet* ont des heures d'ouverture plus courtes que les crèches ordinaires (*La Coccinelle* : 4 jours par semaine de 8.00 à 17.00 heures, *Le Bosquet* : 5 jours par semaine de 8.30 à 17.15 heures), ce qui peut rendre l'activité professionnelle des parents plus difficile.



Évaluation avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

Les enfants en situation de handicap léger sont accueillis dans des structures d'accueil ordinaires. Un soutien à l'encadrement particulier peut être financé par le canton et les mesures de pédagogies spécialisées sont financées par le canton et les communes. Bien que ces prestations soient prévues par la loi, elles ne sont souvent pas mises en œuvre et les enfants en situation de handicap sont parfois refusés par les structures d'accueil.



Situation des enfants avec handicaps lourds

Grâce aux institutions spécialisées comme *La Coccinelle* et *Le Bosquet*, les enfants en situation de handicap lourd peuvent être accueillis dans des structures d'accueil. Grâce au soutien financier de fondations privées et de particuliers, les parents qui trouvent une place pour leur enfant en situation de handicap dans une telle institution paient le même prix que les parents des autres enfants. Un point faible est le déséquilibre entre offre et demande, il arrive régulièrement que des enfants en situation de handicap ne trouvent pas de place.



Efforts d'amélioration

Un postulat de 2018 (2018-GC-76) demande la création de structures d'accueil intégratif. Le Conseil d'État a répondu et « souhaite favoriser l'intégration d'enfants qui exigent une prise en charge particulière. Il est ainsi favorable à confier au SEJ avec l'appui du SESAM²⁴ une étude permettant de proposer un modèle de prise en charge dans les structures d'accueil préscolaire (...) » Le 4 juillet 2019, le Conseil d'État a proposé de prendre en considération le postulat.²⁵ En parallèle, un groupe de réflexion a été constitué, réunissant divers acteurs concernés²⁶ dans le domaine de l'éducation précoce et des besoins particuliers. Le groupe cherche des solutions pour faciliter l'intégration des enfants en situation de handicap dans des structures d'accueil.²⁷

¹ <https://www.fr.ch/formation-et-ecoles/prescolaire/accueil-prescolaire?language=fr>, consulté le 23.11.2020.

² Art. 9 al. 3 Loi sur l'enfance et la jeunesse (LEJ) du 12.05.2006, Art. 7 Loi sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) du 09.06.2011 et directives du DSAS (Directives sur les structures d'accueil préscolaire du 01.05.2017).

³ Art. 8 al. 1 LEJ, Art. 6 LStE

⁴ Estimation basée sur les naissances 2016–2019 : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, consulté le 17.12.2020.

⁵ Information du Service de l'Enfance et de la jeunesse, 12.01.2021.

⁶ Service Educatif Itinérant (SEI) du Canton de Fribourg.

⁷ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

⁸ Göksu, Tarkan und Petrig, Anna. (2005): Die Grund- und Sozialrechte. In: La nouvelle constitution Fribourgeoise. Fribourg, 123-155.

⁹ Art. 1 al. 1 LStE

¹⁰ ibid. Art. 13 al. 1

¹¹ Art. 9 al. 3 et 5 LStE.

¹² ibid. Art. 11 al. 1

¹³ ibid. Art. 13 al. 1

¹⁴ ibid. Art. 13 al. 2

¹⁵ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹⁶ Art.1, Art. 11 Règlement sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (RStE) du 27.09.2011.

¹⁷ Art. 5 Loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) du 11.10.2017.

¹⁸ Art. 38, lit. 1 et 2 LPS.

¹⁹ Échange avec le SEI du 15.12.2020.

²⁰ Selon les réponses dans l'enquête auprès des structures d'accueil du Canton.

²¹ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

²² Selon les réponses dans l'enquête auprès des structures d'accueil du Canton.

²³ ibid.

²⁴ Le SESAM est le Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide du Canton de Fribourg.

²⁵ Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire, Postulat Garghentini Python Giovanna 2018-GC-76, Accueil intégratif de la petite enfance.

²⁶ *Pro Infirmis*, la Fédération des crèches et garderies fribourgeoises, Coccinelle, SEI, représentants du Canton de Fribourg, juristes.

²⁷ Échange avec le SEI du 15.12.2020.

Hilfreiche Kontaktangaben

Freiburger Krippenverband (FKV)

Boulevard de Pérolles 42

1700 Freiburg

Auf der Website finden Sie eine Liste der FKV-Mitgliedskinderkrippen nach Bezirken:
www.crechesfribourg.ch

Anbieter von sonderpädagogischen Unterstützungsmaßnahmen:

www.fr.ch/de/bildung-und-schulen/vorschule/sonderpaedagogik-vorschulbereich

Liens et contacts utiles

Fédération des crèches et garderies fribourgeoises (FCGF)

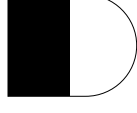
Boulevard de Pérolles 42

1700 Fribourg

Sur le site Web vous trouvez une liste des crèches membres de la FCGF par district :
www.crechesfribourg.ch

Prestataires des mesures d'aide de pédagogie spécialisé :

<https://www.fr.ch/formation-et-ecoles/prescolaire/pedagogie-specialisee-avant-lecole>



Kanton Freiburg
Canton Fribourg

Früherziehungsdienst

Rte de Villars-les-Joncs 3

1700 Freiburg

T 026 484 21 13 | F 026 484 23 09
info@sei-fribourg.ch

Der Früherziehungsdienst ist Bestandteil der Stiftung Les Buissonnets.

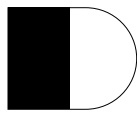
Service éducatif itinérant

Rte de Villars-les-Joncs 3

1700 Fribourg

T 026 484 21 13 | F 026 484 23 09
info@sei-fribourg.ch

Le SEI fait partie intégrante de la Fondation Les Buissonnets.

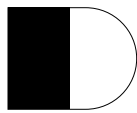


Liste des structures d'accueil dans le Canton Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de toutes les structures d'accueil/familles de jour qui ont participé à notre enquête. La liste n'est pas exhaustive, il existe d'autres institutions dans le canton qui accueillent des enfants en situation de handicap.

Nachfolgend finden Sie eine Übersicht über alle Kindertagesstätten/Tagesfamilien, die an unserer Umfrage teilgenommen haben. Die Liste ist nicht vollständig; es gibt weitere Einrichtungen im Kanton, die Kinder mit Behinderungen aufnehmen.

Nom de l'institution	Coordonnées	Prêts à accueillir des enfants handicapés	Accueillent déjà des enfants handicapés, Si oui, nombre actuel?	Accueil des enfants avec les types de handicap suivants (indication des facteurs d'accueil)	Concept d'inclusion (oui/non)	Autres remarques et informations
Crèche-nursery les lutins	Route de la Vuodalla 5 1630 Bulle	Oui	Oui	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x Handicap sensoriel : aucune indication	Non	
Les Pitchounes	Rte de Vevey 115 1618 Châtel-St-Denis	Oui	Oui	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x Handicap sensoriel : aucune indication	Non	
Crèche communale «Les Canetons»	Rue de Forel 4 1470 Estavayer-le-Lac	Oui	Oui	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	Si cela est nécessaire, il y a des séances de réseaux entre les différents acteurs autour de l'enfant accueilli et au besoin, l'enfant est accueilli avec une personne qui est là pour lui mais tout en faisant partie intégrante du reste du groupe.



Canton Fribourg

La Coccinelle	Derrière-les-Remparts 12 1700 Fribourg Tél : 026 321 41 57	Oui	Oui 8	Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-2.5x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : aucune indication	Oui	L'objectif étant dès le départ d'offrir une prise en charge inclusive, offrant à TOUS les enfants accueillis une possibilité de s'épanouir dans leur vie sociale et leur développement global. Les enfants accueillis sont âgés de 2 à 5 ans. Notre équipe a une dotation en personnel importante : chaque jour 2 éducatrices spécialisées, une ASE, 2 stagiaires en stage final de pédagogie spécialisée.
Crèche Mandarine	Rte Mon-Repos 9B 1700 Fribourg	Oui	Oui 1	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	Parfois nous mettons en place un soutien éducatif, mais à nos frais. Nous participons au réseau.
Le Bosquet	Rte château d'Affry 17 1762 Givisiez	Oui	Oui 12	Handicap mental : 1x-3x Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : 1x-3x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	Notre jardin d'enfants (0 à 4 ans) avec intervention précoce ciblée est financé comme un établissement d'éducation spécialisée et non comme une garderie. Nous acceptons les enfants très gravement handicapés et les enfants atteints de troubles du spectre autistique. Notre offre est principalement en français. Nous employons du personnel interne spécialement formé.
Les Chemins de l'Enfance	Rue de la Chatellenie 6 1635 La Tour de Trême	Oui	Oui	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x	Non	Nous travaillons avec du personnel externe.
Crèche communale les Poucetofs	Chemin des Epinettes 6B 1723 Marly	Oui	Non	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Aucune indication	



Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

L'office de l'enfance et de la jeunesse avec les responsabilités suivantes :

Le **pôle de coordination des prestations déléguées et de la surveillance** a pour mission de garantir entre autres :

- de bonnes conditions d'accueil dans les domaines de la petite enfance, de la pédagogie spécialisée, de l'éducation spécialisée et de l'adoption
- le financement des prestations d'éducation spécialisée et de pédagogie spécialisée
- l'octroi des prestations¹

Au sein du pôle de coordination :

- Le Service d'autorisation et de surveillance de l'accueil de jour (SASAJ) évalue et surveille les institutions de la petite enfance (crèches, garderies, jardins d'enfants) et les accueillantes familiales de jour.²
- Le Secrétariat à la pédagogie spécialisée (SPS) octroie et finance des prestations pour des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers, ou avec handicap³ et s'assure du maintien des conditions d'accréditation des prestataires.⁴

Quelles sont les compétences du Canton ?

- Autorisation et surveillance des lieux d'accueil de jour
- Identification des besoins : un observatoire cantonal de la petite enfance est institué à cet effet.
- Détermination du taux d'offre d'accueil⁵ à atteindre sur recommandation de la Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire
- Assurance qualité de l'accueil⁶

Quelles sont les compétences des communes ?

- Mise à disposition de places d'accueil pour les enfants en âge préscolaire, permettant d'atteindre le taux d'offre d'accueil.
- Développement d'une politique d'information sur les modes d'accueil préscolaire et sur les places disponibles.⁷

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

21 505⁸

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

8309 dans des structures à prestations élargies (structures ouvertes au moins 45 heures par semaine et au moins 45 semaines par an, avec un repas de midi proposé) et 3492 dans des structures à prestations restreintes, soit un total de 11 801 (état : 2019).⁹

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

318 enfants en situation de handicap sont suivis par le Service éducatif itinérant (état : janvier 2021)¹⁰

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

224 enfants sont suivis par le Service éducatif itinérant dans des espaces de vie enfantine, des crèches, des jardins d'enfants.¹¹

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil?

Non

Cependant, un taux d'offres est calculé par la Fondation pour le développement de l'accueil préscolaire et un subventionnement incitatif pour la création de places est octroyé à chaque commune en fonction du nombre de places d'accueil qu'elle met à disposition.

Le règlement sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou avec handicap (RIJBEP) comprend la disposition suivante : « Tout enfant à besoins éducatifs particuliers ou handicapé en âge préscolaire peut avoir accès aux institutions préscolaires ordinaires de la petite enfance. L'intégration peut être totale, partielle ou non indiquée, en fonction de l'évaluation des besoins de l'enfant. L'évaluation tient compte des besoins des autres enfants de l'institution. »¹² Il ne s'agit pas d'un droit à l'obtention d'une place mais la disposition met l'accent sur le principe de non-discrimination dans l'accueil extra-familial des enfants, qui est également contenu dans la loi sur l'accueil préscolaire (LAPr).¹³



Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Non

La commune décide de la participation financière des parents. Dans le cas d'une structure subventionnée, les parents participent en fonction de leur capacité économique et du nombre d'enfants. Dans le cas d'une structure non-subventionnée, la contribution des parents couvre l'entier du coût de la place.¹⁴

Les structures d'accueil de la petite enfance sont principalement financées par les communes (2019 : 87% des places offertes dans les structures d'accueil¹⁵). Le Canton et les employeurs participent aussi au financement et versent leur contribution à la fondation pour le développement de l'accueil préscolaire (ci-après Fondation). La Fondation soutient la coordination et la planification de l'accueil préscolaire et distribue les subventions aux communes.¹⁶

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Les demandes de mesures individuelles renforcées en pédagogie spécialisée sont adressées au SPS. Après une évaluation des besoins, le SPS statue sur l'octroi des prestations.¹⁷ Les coûts liés au handicap et reconnus comme entrant dans le cadre de la pédagogie spécialisée sont entièrement pris en charge par le SPS.

L'emploi de personnel supplémentaire et le financement des coûts supplémentaires liés au personnel de soutien sont de la responsabilité des communes.¹⁸

Analyse

Les enfants ayant des besoins particuliers ont en principe accès à toutes les structures d'accueil préscolaire subventionnées. Le secteur préscolaire est sous la responsabilité des communes genevoises. Les structures d'accueil de la petite enfance sont principalement financées par les communes. Il leur appartient donc de décider sur l'emploi de personnel de soutien pour les structures qui accueillent des enfants en situation de handicap. Dans la Ville de Genève, une grande quantité de structures a déjà accueilli des enfants en situation de handicap. Le fait que les décisions relèvent de la compétence des communes entraîne inévitablement des différences entre les villes et les petites communes et le recrutement de personnel spécialisé est parfois très difficile.¹⁹ Néanmoins, l'inclusion des enfants, en particulier dans les espaces de vie enfantine subventionnés, fonctionne bien. L'association inclusion petite enfance (AIPE) s'engage pour l'échange d'expertise et l'amélioration de la coordination entre les différents acteurs dans les différentes communes de tout le canton. L'AIPE favorise également la pluridisciplinarité au sein des équipes de l'accueil préscolaire afin de rendre possible l'accueil de chaque enfant.²⁰ Le domaine de l'éducation spécialisée est de la responsabilité du Canton. Des mesures d'éducation spécialisée peuvent être prises, en fonction des besoins de l'enfant, pour soutenir l'équipe dans la structure d'accueil. Après examen par le SPS, les prestations sont octroyées et prises en charge par le Canton. Le taux d'encadrement peut également être adapté.²¹

Outre l'intégration des enfants en situation de handicap dans les structures d'accueil ordinaires, il existe également des institutions spécialisées qui peuvent répondre plus particulièrement aux besoins des enfants en situation de handicap. Un exemple inclusif est le jardin d'enfance *Ensemble* à Genève au sein de la Fondation *Ensemble* (ouvert 4 jours par semaine de 8 à 12 heures et de 13.30 à 17.30 heures). Un autre exemple est l'espace de vie enfantine *Le Poisson Rouge* à Genève, un projet pilote de la ville sur l'inclusion qui travaille avec des professionnels issus de l'éducation spécialisée qui accompagnent les équipes au quotidien pour la prise en charge des enfants à besoins éducatifs particuliers.²² La Fondation *Clair Bois* accueille des enfants en situation de handicap lourd de 0 à 10 ans au sein de l'école et internat de Chambésy. À ce jour, cette forme d'accueil n'est pas inclusive mais la création d'une crèche inclusive au sein de *Clair Bois-Chambésy* est planifiée.²³ Quelques structures de l'Office Médico Pédagogique (OMP) accueillent des enfants dès 3 ans dans des écoles de pédagogie spécialisée, ainsi que quelques structures des Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG), mais elles sont principalement destinées aux enfants en âge scolaire (à partir de 4 ans).²⁴



Évaluation avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

L'intégration des enfants en situation de handicap est possible dans de nombreuses structures d'accueil du canton de Genève. Alors que le canton finance les services d'éducation spécialisée (observation de l'enfant dans le groupe, soutien ponctuel de l'équipe), les communes sont responsables des coûts supplémentaires liés au handicap, par exemple, en raison du personnel supplémentaire. Cette autonomie municipale peut entraîner des différences entre les communes au niveau de l'information des parents ou de la coordination entre les personnes impliquées mais l'intégration des enfants dans des structures subventionnées est possible.



Situation des enfants avec handicaps lourds

Dans l'intégration des enfants avec handicap, aucune distinction n'est faite entre les enfants en situation de handicap léger et lourd. Cependant, comme la prise en charge des enfants en situation de handicap lourd exige du personnel spécialisé, on a de plus en plus recours à des équipes pluridisciplinaires. En outre, il existe des institutions spécialisées et inclusives dans la ville de Genève, dont certaines sont également ouvertes aux enfants en situation de handicap d'autres communes. L'AIPE favorise l'intégration des enfants à besoins particuliers dans tout le canton et accompagne les équipes éducatives et les directions des institutions de la petite enfance.



Efforts d'amélioration

Il existe un potentiel d'amélioration dans la mise en œuvre, en particulier dans les petites municipalités. À cet égard, l'AIPE joue un rôle important en améliorant la coordination entre les professionnels et les équipes éducatives du secteur préscolaire au niveau cantonal.

¹ <https://www.ge.ch/organisation/pole-coordination-prestations-deleguees-surveillance>, consulté le 24.11.2020.

² <https://www.ge.ch/organisation/service-autorisation-surveillance-accueil-jour>, consulté le 24.11.2020.

³ <https://www.ge.ch/organisation/secretariat-pedagogie-specialisee>, consulté le 24.11.2020.

⁴ Art. 29 Règlement sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés (RIJBEP).

⁵ Le taux d'offre d'accueil est le nombre de places subventionnées pour 100 enfants résidents d'âge préscolaire (Art. 3 lit. D LAPr).

⁶ Art. 5, al. 1-4 LAPr

⁷ Art. 6, al. 1-3 LAPr.

⁸ Estimation sur la base du taux de naissance de l'Office fédéral de statistique : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, consulté le 17.12.2020.

⁹ Information fournie par l'autorité cantonale, 12.01.2021.

¹⁰ Information du Service éducatif itinérant du Canton de Genève, 12.01.2021.

¹¹ ibid.

¹² Art. 7 lit. 1-2 RIJBEP

¹³ Art. 4 lit. 2 LAPr

¹⁴ Art. 8, 9, 10, 20 LAPr.

¹⁵ Observatoire cantonal de la petite enfance, données statistiques 2019, Focus n°19, Juin 2020.

¹⁶ Art. 21-23 LAPr.

¹⁷ Art. 5, 6, 19-23 RIJBEP.

¹⁸ Information de l'association inclusion petite enfance, échange du 19.01.2021.

¹⁹ Information du SEI du Canton de Genève, 11.01.2021 et réponses dans l'enquête auprès des structures d'accueil du Canton.

²⁰ Information de l'association inclusion petite enfance, échange du 19.01.2021.

²¹ Information du Pôle de Coordination du Canton de Genève, 12.01.2021.

²² Selon les réponses dans l'enquête auprès des structures d'accueil du Canton.

²³ <https://clairbois.ch/mission/poles-et-projets/>, consulté le 16.01.2021.

²⁴ Information du SEI du Canton de Genève, 11.01.2021.

Liens et contacts utiles

Astural, Service éducatif itinérant

16, rue de Veyrier
1227 Carouge
Téléphone : 022 343 87 09
info.sei@astural.ch
Site Web :
<https://astural.org/institutions/service-educatif-itinerant/>

AIPE - Association Inclusion Petite Enfance

Case postale 1421
1227 Carouge
Téléphone : 076 360 53 60
Vous pouvez contacter le secrétariat de l'AIPE tous
les jeudis de 13h à 17h – hors vacances scolaires.
info@aipe.ch
Site Web: www.aipe.ch/

Ville de Genève : Bureau d'information petite enfance (BIPE)

Rue Cendrier 8
1201 Genève
Téléphone : +41 22 418 81 81
infobipe@ville-ge.ch
Inscription en ligne :
www.geneve.ch/fr/demarches/demande-place-creche

Le BIPE s'adresse uniquement aux parents domiciliés
en ville de Genève (numéros postaux de 1201 à 1209,
1227 Les Acacias et 1231 Conches-Genève).



Canton Genève



Liste des structures d'accueil dans le Canton

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de toutes les structures d'accueil/familles de jour qui ont participé à notre enquête. La liste n'est pas exhaustive, il existe d'autres institutions dans le canton qui accueillent des enfants en situation de handicap. Les institutions subventionnées par la Ville de Genève ne figurent pas sur la liste parce que les inscriptions se passent uniquement à travers le bureau d'information petite enfance (BIPE) : <https://www.geneve.ch/fr/bureau-information-petite-enfance>. A titre d'information, les institutions spécialisées et inclusives sont mentionnées, mais même avec ces institutions, pour une demande de place les parents doivent s'adresser au BIPE.

Les demandes de place en structure d'accueil de la Ville de Carouge doit se faire au centre d'information pour l'accueil de la petite enfance (CIAPE) : <https://www.ciape.ch>. En général, il est recommandé aux parents de contacter le bureau central d'information de leur commune pour demander une place.

Nom de l'institution	Coordonnées	Prêts à accueillir des enfants avec handicap	Accueillent déjà des enfants avec handicap, Si oui, nombre actuel?	Accueil des enfants avec les types de handicap suivants (indication des facteurs d'accueil)	Concept d'inclusion (oui/non)	Autres remarques et informations
Jardin d'Enfants Ensemble	Rue de la Servette 32 1202 Genève 022 734 25 12 fe.je@fondation-ensemble.ch	Oui	Oui 19	Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-2.5x Handicap physique : 1x-3x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-2.5x	Oui	Accueil en mixité dans des groupes multi-âges. Nous employons du personnel interne spécialement formé.
Secteur petite enfance Rive Droite (3 institutions)	Rue Chandieu 8 1202 Genève	Oui	Oui 28	Handicap mental : 1x-3x Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : 1x-3x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	Il n'y a pas de distinction faite à l'inscription. Toutes les familles peuvent inscrire leur enfant. Nous n'avons pas de quota fixé. De plus nous avons environ 5% de dotation en personnel supplémentaire et formé pour offrir un accueil inclusif de qualité en apportant expertise et soutien aux équipes éducatives.
Espace de vie enfantine Le Poisson Rouge (intégré au Secteur petite enfance Rive Droite)	Chandieu 8 1202 Genève	Oui	Oui 10	Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	Nous sommes un projet pilote de la ville sur l'inclusion et avons un pôle de professionnels issus de l'éducation spécialisée qui accompagne les équipes au quotidien pour la prise en charge des enfants à besoins éducatifs particuliers.



Canton Genève

Espace de vie enfantine Nouveau Prieuré	2D chemin du Pré-du-Couvent 1224 Chêne-Bougeries	Oui	Oui	Oui	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : aucune indication Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : aucune indication Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Oui	Oui	Avec un soutien extérieur (aide AIPE) ou collaboration avec le SEI, SSEJ ou SPEA.
Espace de vie enfantine pop e poppa La louchette et la marelle	Route M. Bodmer 4 1223 Cologny	Oui	Oui	3	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui	Oui	Par un accompagnement et un suivi régulier par une personne de référence. Nous travaillons avec du personnel externe.
Crèche du Foyer Arabelle	66 avenue des Grandes Communes 1213 Petit-Lancy	Oui	Oui	8	Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-2.5x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-2.5x	Oui	Oui	Un nombre d'encadrants supérieur, des interventions des psychomotriciennes et pédopsychiatres à la crèche, une supervision d'équipe.
Garderie de l'Étoile	Avenue des Communes-Réunies 82 1212 Grand-Lancy	Oui	Oui	4	Handicap mental : 1x-3x Troubles du comportement : aucune indication Handicap physique : Pas d'estimation possible Troubles du langage : aucune indication Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	Oui	Lien avec le réseau, observations et rencontres régulières avec les différents partenaires (SEI, Guidance infantile, psychomotriciens SSEJ, infirmière SSEJ).
Jardin d'enfants Le Bocage	1213 Petit-Lancy	Oui	Oui	2	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Oui	Oui	
Espace de vie enfantine du Lignon	16 place du Lignon 1219 Le Lignon	Oui	Oui	7	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : aucune indication Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : aucune indication Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Oui	Oui	Formation pour les collaborateurs, suivi et aide avec des psychologues, pédiatres.
Espace de vie enfantine les loupiots du Chambet	86 route de la repentance 1252 Meinier	Oui	Oui	2	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : 1x-2.5x	Oui	Oui	Formation de l'équipe, lien avec les associations et services et réseaux tels que AIPE, SEI, guidance, SSEJ (infirmière et psychomotricien), lien régulier avec les parents, adaptation de l'environnement et de la pédagogie.



Canton Genève

<p>Espaces de Vie Enfantine de la Ville de Meyrin : EVE Cité EVE Parc EVE Monthoux, EVE Vergers EVE Champs-Frêchets</p>	<p>Service Petite Enfance, Rue des Boudines 2, Case Postale 367 1217 Meyrin</p>	Oui	Oui 26	<p>Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-2.5x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : 1x-2.5x Handicap sensoriel : 1x-2.5x</p>	Oui	<p>Soutien des équipes éducatives par 2 psychologues du Service petite enfance pour accompagner et suivre le projet d'accueil. Adaptations et aménagements pédagogiques favorisant la participation sociale de chaque enfant. Collaboration étroite avec les parents autour du projet d'accueil et les thérapeutes. Renfort éducatif (personnel supplémentaire) quand cela s'avère nécessaire.</p>
<p>Crèche Coquelibulle</p>	<p>Avenue des Grandes-Communes 20e 1213 Onex 022 870 00 07</p>	Oui	Oui 1	<p>Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-2.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x</p>	Oui	
<p>Crèche de l'Ô Vive</p>	<p>19 route de Challex 1209 La Plaine</p>	Oui	Oui 3	<p>Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x</p>	Oui	<p>Chaque situation est discutée avec les parents et le réseau mis en place. Les thérapeutes et psychologues et l'infirmière peuvent venir pour du soutien à l'équipe sur le terrain et pour le suivi. Un point est fait régulièrement.</p>
<p>Le Serpentin</p>	<p>Route des Chevalies-de-Malte 28 1228 Plan-les-Ouates</p>	Oui	Oui	<p>Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x</p>	Oui	<p>Rendez-vous avec la famille et s'il y a lieu d'une personne du réseau thérapeutique (SEI, Guidance, unité de développement). Prise d'information et/ou de formation selon le handicap. Engagement d'une personne pour l'accompagnement de l'enfant ou en renfort dans le groupe. Suivi et réunion de réseau.</p>
<p>Espace de vie enfantine Graines de Patenailles</p>	<p>58 rue de Graman 1241 Puplinge</p>	Oui	Oui 2	<p>Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x</p>	Oui	<p>Nous travaillons avec du personnel externe.</p>



Espace de vie enfantine l'Omnibulle	213, rte d'Aire-La-Ville 1242 Satigny	Oui	Oui 3	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : Pas d'estimation possible Handicap physique : Pas d'estimation possible Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui	Nous travaillons essentiellement avec les psychologues du SEI Astural Genève.
Jardin d'enfants Avanchets, Bourquin, Libellules, Vernier	Route de Vernier 178 CP520 1214 Vernier	Oui	Oui 15	Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-2.5x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2.5x Handicap sensoriel : 1x-2.5x	Oui	Partenariat avec le SEI, renfort des équipes éducatives avec des personnes de soutien.
Les Étournelles	Route de Veyrier 255 1255 Veyrier	Oui	Oui 1	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : aucune indication Handicap sensoriel : aucune indication	Non	
Accueil familial de jour	Association intercommunale Le Couffin Route d'Avully 33 1237 Avully	Oui	Non	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x		



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Fachstelle Familie

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

- Aufsicht
- Kantonsteil der Subvention der Elterntarife¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

- Im Gegensatz zur schulergänzenden Betreuung freiwillig auf Vorschulebene
- Freiwillige Subvention
- Freiwillige Defizitgarantie²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

1600 (2019)³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

612⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz? **Nein**

Im Gegensatz zur schulergänzenden Betreuung steht es den Gemeinden frei, ob sie ein Angebot zur Verfügung stellen wollen.⁵

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Der Kanton zahlt einheitliche Subventionen; es liegt im Ermessen der Gemeinden, ob sie mehr bezahlen wollen. Im Rahmen des Projekts «Frühe Kindheit» ist geplant, mehr zu vereinheitlichen und die Eltern stärker zu entlasten.⁶

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Es existiert kein System. Bis jetzt gab es auf Kantonsebene sehr wenig Anfragen; in Einzelfällen wurde der Kantonsanteil (teilweise auch Gemeindeanteil) auf Gesuch hin erhöht.⁷

Analyse

Ein systematischer Ansatz für die Inklusion von Kindern mit Behinderungen existiert im Kanton Glarus bezüglich Angeboten und Finanzierung nicht. Hingegen wird versucht, im Einzelfall Lösungen zu finden, wenn es um die Integration in reguläre Kindertagesstätten geht.

Gemäss Angaben des Heilpädagogischen Dienstes werden Kinder mit verschiedenen Behinderungen, darunter Autismus, in Kindertagesstätten und Spielgruppen integriert.⁸ Die Aufnahme eines Kindes mit Behinderung hängt somit von Fall zu Fall von der Behinderung und der Bereitschaft der Betreuungspersonen ab. Eine Finanzierung der Mehrkosten ist nicht gewährleistet und muss im Einzelfall abgeklärt werden.

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es gibt kein formalisiertes System für die Aufnahme von Kindern mit Behinderungen, die eine reguläre Kita besuchen könnten.

Beim Kanton wurden wenig Fälle gemeldet. Wo dies aber der Fall war, versuchten der Kanton und die federführende Gemeinde, Lösungen im Einzelfall zu finden.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es existiert kein Angebot für die familienergänzende Betreuung von Kindern mit Behinderungen, die keine reguläre Kita besuchen können. Entsprechende Angebote gibt es ab dem Schulalter (Schule an der Linth).⁹



Verbesserungsbemühungen

Aktuell läuft ein Projekt zur frühen Kindheit, das die familienergänzende Betreuung generell stärken möchte; dabei stehen aber nicht behinderungsspezifische Fragen im Vordergrund.¹⁰

¹ Telefonische Auskunft von Lisa Alvarez, Fachstelle Familie Kanton Glarus, 16.12.2020.

² ibid.

³ ibid.

⁴ ibid.

⁵ ibid.

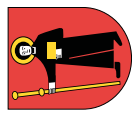
⁶ ibid.

⁷ ibid.

⁸ Gemäss Korrespondenz Heilpädagogischer Früherziehungsdienst, 03.12.2020.

⁹ Telefonische Auskunft von Lisa Alvarez, Fachstelle Familie Kanton Glarus, 16.12.2020.

¹⁰ ibid.



Hilfreiche Kontaktangaben

Fachstelle Familie Kanton Glarus
Gerichtshausstrasse 25
8750 Glarus
055 646 62 06
www.gl.ch

Heilpädagogischer Dienst St. Gallen-Glarus
Bahnhofplatz 7
9000 St. Gallen
071 242 30 60
www.hpdienst.ch
info@hpdienst.ch



Kanton Graubünden

Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Kantonales Sozialamt Graubünden

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die Kompetenzen sind im Gesetz über die Förderung der familienergänzenden Kinderbetreuung im Kanton Graubünden geregelt.

Der Kanton ist im Bereich der familienergänzenden Kinderbetreuung zuständig für:

- die Beratung und Unterstützung der Gemeinden und der Anbieter;
- die Koordination der Angebote;
- die Bewilligung und Anerkennung von Angeboten;
- die Festlegung der beitragsberechtigten Betreuungsplätze pro Angebot;
- die Abrechnung und Auszahlung der Kantons- und Gemeindebeiträge.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden legen in Zusammenarbeit mit den anerkannten Anbietern den Bedarf an familienergänzenden Kinderbetreuungsangeboten fest.²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

6942³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Das System funktioniert über einkommensunabhängige Subventionen des Gemeinwesens.⁴ Betreuungsangebote für Kinder im Vorschulalter (Kitas, Tageselternvereine) erhalten finanzielle Beiträge von Kanton und Gemeinden. Die Betreuungsangebote müssen dafür bestimmte Voraussetzungen erfüllen, die gesetzlich festgelegt sind. So ist beispielsweise vorgeschrieben, dass die Anbieter die Tarife nach der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit der Erziehungsberechtigten abstimmen müssen.⁵ Dadurch wird ein Anreiz für einkommensabhängige Tarife seitens der Anbieter geschaffen. Es existiert ein einheitlicher Beitragssatz. Der Kanton übernimmt derzeit 20–25%⁶ der Normkosten; die Gemeinden sind gesetzlich verpflichtet, mindestens gleich viel zur Finanzierung beizutragen.⁷

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Es gibt kein gesetzlich verankertes, einheitliches System für die vollständige Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten. In der Regel wird für Kinder mit Behinderungen ein erhöhter Betreuungsfaktor von 1.5 und damit ein höherer Tarif verrechnet. Die Finanzierung erfolgt somit gemischt durch die Eltern und das Gemeinwesen.⁸

Analyse

Gemäss Behörden gibt es für Kinder mit Behinderungen Kindertagesstätten, Spielgruppen, Tagesfamilien und Entlastungsangebote sowie – für Kinder mit schwerer und schwerster Behinderung – stationäre Einrichtungen. Letztere werden für die Analyse nicht berücksichtigt, da sie keine familienergänzende Betreuung im klassischen Sinn darstellen.

Bei den oben genannten Betreuungsangeboten findet sich kein Hinweis auf spezialisierte Angebote für Kinder mit Behinderungen. Gemäss Behörden werden Kinder mit leichten und mittleren Behinderungen in reguläre Angebote aufgenommen.⁹ Ob dies möglich ist, wird von Fall zu Fall entschieden und ist abhängig von verschiedenen Faktoren wie zum Beispiel der Art der Behinderung, dem Betreuungsaufwand und der Bereitschaft der Mitarbeitenden. Zwei Drittel der Organisationen der familienergänzenden Kinderbetreuung in Graubünden geben an, dass sie grundsätzlich bereit sind, Kinder mit besonderen Bedürfnissen aufzunehmen. Der Heilpädagogische Dienst kann dabei begleitend und beratend zur Seite stehen.¹⁰ Der Kanton stellt eine Liste mit den Kindertagesstätten im Kanton zur Verfügung. Es muss jeweils auf individueller Basis abgeklärt werden, ob die Bedingungen für die Integration in den Kita-Alltag gegeben sind.

Es ist keine Zusammenarbeit mit Fachprogrammen wie KITA-plus bekannt.



Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es existiert kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kinder mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten.

Die Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten erfolgt gemischt durch die Eltern und das Gemeinwesen. Es gibt kein System zur vollständigen Übernahme der Kosten durch die öffentliche Hand.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es existieren keine spezialisierten Angebote, die die Betreuung von Kindern mit schwereren Behinderungen gewährleisten könnten, und kein System zur vollständigen Übernahme der entsprechenden behinderungsbedingten Mehrkosten.



Verbesserungsbemühungen

Damit die Angebote der familienergänzenden Betreuung allen Familien zugänglich sind, ist eine gezieltere Subventionierung der Angebote zu prüfen.¹¹ Die Kantonsregierung hat dem Grossen Rat beantragt, einen entsprechenden Auftrag zu überweisen.¹²

¹ https://www.gr.lex.gr.ch/app/de/texts_of_law/548.300/versions/2101, abgerufen 30.11.2020.

² *ibid.*

³ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssald; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁴ Gemäss Angaben kantonales Sozialamt, 30.11.2020.

⁵ <https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/kindertagesstaetten/Seiten/Finanzierung.aspx>, abgerufen 30.11.2020.

⁶ Bestehende Angebote werden mit 20% der Normkosten unterstützt, neue Angebote während den ersten drei Jahren mit 25%. Vgl. <https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/kindertagesstaetten/Seiten/Finanzierung.aspx>, abgerufen 30.11.2020.

⁷ <https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/kindertagesstaetten/Seiten/Finanzierung.aspx>, abgerufen 30.11.2020.

⁸ Gemäss Angaben kantonales Sozialamt, 30.11.2020.

⁹ *ibid.*

¹⁰ Gemäss Regierungsantwort auf Antrag Degiacomi betreffend Kinderbetreuung für Kinder mit besonderen Bedürfnissen 28.08.2020, <https://www.gr.ch/DE/institutionen/parlament/PV/Seiten/20202808Degiacomi01.aspx>, abgerufen 12.01.2021.

¹¹ Gemäss Angaben kantonales Sozialamt, 06.01.2021.

¹² Gemäss Regierungsantwort auf Antrag Degiacomi betreffend Kinderbetreuung für Kinder mit besonderen Bedürfnissen 28.08.2020, <https://www.gr.ch/DE/institutionen/parlament/PV/Seiten/20202808Degiacomi01.aspx>, abgerufen 12.01.2021.



Cantone Grigioni

Competenza

Quale autorità cantonale è competente?

Ufficio del servizio sociale del Cantone dei Grigioni

Quali sono le competenze del Cantone?

Le competenze sono disciplinate dalla legge sulla promozione dell'assistenza ai bambini complementare alla famiglia nel Cantone dei Grigioni.

Nel settore dell'assistenza ai bambini complementare alla famiglia il Cantone è competente per:

- la consulenza e l'assistenza ai Comuni e ai prestatori di servizi;
- il coordinamento dei servizi;
- l'autorizzazione e il riconoscimento di servizi;
- la determinazione del numero dei posti di assistenza sussidiabili per ciascuna offerta;
- il conteggio e il versamento dei sussidi cantonali e comunali.¹

Quali sono le competenze dei Comuni?

I Comuni definiscono il fabbisogno di servizi di assistenza ai bambini complementare alla famiglia in collaborazione con i fornitori di servizi riconosciuti.²

Basi

Numero complessivo di bambine e bambini di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone:

6942³

Numero (stimato) di bambine e bambini di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone in strutture di custodia complementare alla famiglia:

nessun dato

Numero (stimato) di bambine e bambini con disabilità di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone:

nessun dato

Numero (stimato) di bambine e bambini con disabilità di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone in strutture di custodia complementare alla famiglia:

nessun dato

Secondo il diritto cantonale, esiste un diritto generale a un posto di custodia per bambine e bambini da 0 a 4 anni?

No

Finanziamento

Esiste un sistema di finanziamento unitario per i costi della custodia extrafamiliare?

Sì

Il sistema funziona mediante sussidi dell'ente pubblico indipendenti dal reddito.⁴

I servizi di custodia per bambine e bambini in età prescolare (strutture di custodia collettiva diurna, associazioni di genitori diurni) ricevono contributi finanziari da Cantone e Comuni. Per poterne beneficiare, le offerte di servizi per la custodia devono soddisfare determinati requisiti stabiliti dalla legge. È per esempio richiesto che i prestatori di servizi debbano graduare le tariffe secondo la capacità economica delle persone che esercitano l'autorità parentale.⁵ Ciò costituisce un incentivo per il fornitore di servizi a introdurre tariffe dipendenti dal reddito. Esiste un'aliquota di contribuzione unitaria. Attualmente il Cantone assume tra il 20 e il 25%⁶ dei costi standard; i Comuni sono tenuti per legge a contribuire al finanziamento perlomeno nella stessa misura.⁷

Esiste un sistema di finanziamento unitario per le spese supplementari dovute alla disabilità?

No

Non esiste un sistema unitario, inserito nella legge, per il finanziamento integrale delle spese supplementari dovute alla disabilità. Di regola per bambine e bambini con disabilità viene fatturata una categoria di dipendenza di grado 1,5 e quindi una tariffa più elevata. Il finanziamento è perciò misto, vi provvedono sia i genitori sia l'ente pubblico.⁸

Analisi

Secondo le indicazioni fornite dalle autorità, per bambine e bambini con disabilità esistono strutture di custodia collettiva diurna, gruppi di gioco, famiglie diurne, offerte di sgravio e – per bambine e bambini con disabilità grave e molto grave – strutture residenziali. Queste ultime non rientrano nell'analisi in quanto non rappresentano una struttura di custodia complementare alla famiglia nel senso classico del termine.

Tra le offerte di servizi per la custodia citate sopra non si menzionano offerte specializzate per bambine e bambini con disabilità. Secondo le informazioni fornite dalle autorità, bambine e bambini con disabilità lieve e media vengono accolti nei servizi regolari.⁹ Si valuta tale possibilità caso per caso, in base a vari fattori come ad es. il tipo di disabilità, l'onere di assistenza e la disponibilità delle collaboratrici e dei collaboratori. I due terzi delle organizzazioni delle strutture di custodia complementare alla famiglia nel Cantone dei Grigioni dichiarano di essere disposti in linea di massima ad accogliere bambine e bambini con bisogni educativi particolari. Il Servizio Ortopedagogico può fornire supporto e consulenza in materia.¹⁰ Il Cantone mette a disposizione un elenco delle strutture di custodia collettiva diurna nel Cantone. Si deve chiarire su base individuale se sono date le condizioni per l'integrazione nella vita quotidiana della struttura in questione.

Non è nota alcuna collaborazione con programmi specializzati come KITaplus.



Valutazione con sistema a semaforo



Situazione delle bambine e dei bambini con disabilità lievi

A livello cantonale non esiste un concetto unitario su come bambine e bambini con disabilità lievi possano essere integrati in offerte di servizi per la custodia extrafamiliare.

Il finanziamento delle spese supplementari dovute alla disabilità è misto, vi provvedono sia i genitori sia l'ente pubblico. Non esiste un sistema di assunzione integrale delle spese da parte della mano pubblica.



Situazione delle bambine e dei bambini con disabilità gravi

Non esistono offerte specializzate che possano garantire la custodia di bambine e bambini con disabilità gravi, né un sistema di assunzione integrale delle spese supplementari dovute alla disabilità.



Sforzi per migliorare la situazione

Affinché le offerte di servizi per la custodia complementare alla famiglia siano accessibili a tutte le famiglie si deve prendere in esame la possibilità di un sovvenzionamento più mirato delle offerte.¹¹ Il Governo cantonale ha chiesto al Gran Consiglio di accogliere un relativo incarico.¹²

¹ https://www.gr-lex.gr.ch/app/it/texts_of_law/548.300/versions/2101, consultato il 30.11.2020.

² ibid.

³ Stima sulla base delle nascite 2016–2019, senza tener conto dei decessi e dei saldi migratori. Fonte: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, consultato il 17.12.2020.

⁴ In base ai dati forniti dall'Ufficio del servizio sociale cantonale, 30.11.2020.

⁵ <https://www.gr.ch/IT/istituzioni/amministrazione/dvs/soa/famiglie/assistenza-ai-bambini/strutture-di-custodia-collettiva-diurna/Seiten/finanziamento.aspxb>, consultato il 30.11.2020.

⁶ Le offerte di servizi per la custodia esistenti vengono sostenute con un contributo ai costi standard del 20%, le nuove offerte con un contributo ai costi standard del 25% durante i primi tre anni. Cfr. <https://www.gr.ch/IT/istituzioni/amministrazione/dvs/soa/famiglie/assistenza-ai-bambini/strutture-di-custodia-collettiva-diurna/Seiten/finanziamento.aspx>, consultato il 30.11.2020.

⁷ <https://www.gr.ch/IT/istituzioni/amministrazione/dvs/soa/famiglie/assistenza-ai-bambini/strutture-di-custodia-collettiva-diurna/Seiten/finanziamento.aspx>, consultato il 30.11.2020.

⁸ In base ai dati forniti dall'Ufficio del servizio sociale cantonale, 30.11.2020.

⁹ ibid.

¹⁰ Conformemente alla risposta del Governo all'incarico Degiacomi concernente le strutture di assistenza ai bambini con esigenze particolari 28.08.2020, <https://www.gr.ch/IT/istituzioni/parlament/PV/Seiten/20202808Degiacomi01.aspx>, consultato il 12.01.2021.

¹¹ In base ai dati forniti dall'Ufficio del servizio sociale cantonale, 06.01.2021.

¹² Conformemente alla risposta del Governo all'incarico Degiacomi concernente le strutture di assistenza ai bambini con esigenze particolari 28.08.2020, <https://www.gr.ch/IT/istituzioni/parlament/PV/Seiten/20202808Degiacomi01.aspx>, consultato il 12.01.2021.



Kanton Graubünden

Cantone Grigioni

Hilfreiche Kontaktangaben

Sozialamt Kanton Graubünden
Loëstrasse 32
7001 Chur
041 81 257 26 54
www.soa-gr.ch

Stiftung Heilpädagogischer Dienst
Graubünden
Aguasanastrasse 12
7000 Chur
081 257 02 80
<https://www.hpd-gr.ch/>

Der Kanton führt eine aktuelle Liste mit allen Kindertagesstätten unter:

<https://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/soa/familie/kinderbetreuung/kindertagesstaetten/Seiten/default.aspx>

Contatti utili

Ufficio del servizio sociale del Cantone dei Grigioni
Loëstrasse 32
7001 Coira
041 81 257 26 54
<https://www.gr.ch/IT/istituzioni/amministrazione/dvs/soa/home/Seiten/Sozialamt.aspx>

Fondazione Servizio Ortopedagogico dei Grigioni
Aguasanastrasse 12
7000 Coira
081 257 02 80
<https://www.hpd-gr.ch/it/>

Il Cantone tiene un elenco aggiornato di tutte le strutture di custodia collettiva diurna su

<https://www.gr.ch/IT/istituzioni/amministrazione/dvs/soa/famiglie/assistenza-ai-bambini/strutture-di-custodia-collettiva-diurna/Seiten/default.aspx>



Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

Service cantonal de l'action sociale (SAS) pour l'accueil extra-familial en général.

Quelles sont les compétences du Canton ?

Le Département de la cohésion sociale, de la justice et de la police du Canton de Jura

- Présente des directives pour le placement d'enfants à la journée
- Peut, sur requête, reconnaître le caractère d'utilité publique d'une institution lorsqu'elle déploie une certaine activité poursuivant les buts de l'action sociale et répond à un besoin. La reconnaissance d'utilité publique est une condition nécessaire pour bénéficier de subventions admises à la répartition des charges.¹

Le SAS

- Exerce une surveillance sur l'ensemble des structures d'accueil de jour de la petite enfance²
- Accompagne des projets de création de structures d'accueil jusqu'à l'autorisation d'exploiter, octroyée par le département compétent.
- Accorde des subventions aux communes qui hébergent ces structures
- Est responsable du suivi de la qualité dans les structures d'accueil et de l'instauration et du suivi du tarif harmonisé utilisé par toutes les structures subventionnées du Canton³
- Veille à une répartition harmonieuse des structures d'accueil dans le territoire et à la qualité de leurs prestations.⁴

Quelles sont les compétences des communes ?

Les communes

- Favorisent (ensemble avec le Canton) la création et l'activité des structures d'accueil⁵
- Définissent le montant de la subvention dans le cadre fixé par le Gouvernement⁶
- Surveillent la gestion financière de l'institution et sont conseillées par le Canton.⁷

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

2771⁸

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

1931⁹

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

61¹⁰

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

11¹¹

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil ?

Non

Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Oui

Les offres d'accueil extra-familial sont financées avec des subventions publiques liées au revenu.¹²

Le subventionnement des institutions d'accueil collectif de la petite enfance est admis à la répartition des charges sociales Etat-Communes (60% Etat et 40% pour l'ensemble des communes).¹³ Pour les institutions qui ont une vocation essentiellement communale ou régionale, c'est la commune qui arrête le montant de la subvention. Pour les institutions qui ont une vocation essentiellement cantonale, le montant de la subvention est arrêté par le Département, dans le cadre fixé par le Gouvernement.¹⁴

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Financement public : financement par enfant qui fréquente la crèche (financement par sujet).¹⁵ Actuellement les coûts supplémentaires sont payés par le Canton du Jura, sans limite, mais il n'existe à ce jour pas de base légale pour accorder un financement supplémentaire pour des enfants à besoins particuliers.¹⁶



Analyse

Au Canton du Jura, les enfants à besoins particuliers (autisme, problèmes de comportement, handicap léger), sont accueillis dans les structures conventionnelles (Crèches et crèches à domicile).¹⁷ Pour l'accueil avec encadrement spécialisé, l'accompagnement de l'enfant est autorisé par le SAS. Sur la base d'une demande formelle de l'institution et sur recommandation du pédiatre ou du pédopsychiatre ainsi que du Service éducatif itinérant (SEI) qui connaît chaque situation, le SAS accorde une aide financière à la structure d'accueil extra-familial pour couvrir les coûts supplémentaires (financement par sujet). Ce système de financement crée des conditions égales pour les enfants avec et sans handicap.¹⁸

Grâce à cette structure, le Canton dispose d'une vue d'ensemble de tous les enfants en situation de handicap qui fréquentent une structure d'accueil extra-familial. Selon l'autorité cantonale, toutes les structures d'accueil extra-familial cantonales sont susceptibles de faire de l'accueil spécialisé, en engageant une personne supplémentaire pour s'occuper spécifiquement de l'enfant concerné et en demandant une aide financière au Canton.¹⁹

L'accueil des enfants en situation de handicap lourd dépend de la situation particulière de l'enfant. L'aide financière du Canton n'est pas limitée à un certain niveau, mais si l'enfant ne peut pas être accueilli dans une structure ordinaire à cause de la gravité du handicap, il n'existe pas de structure spécifique. Dans des situations particulières et très graves, la Fondation *Père* à Delémont qui gère le SEI pour les enfants de 0 à 4 ans ou la *Villa Blanche*, un hôpital de jour à Porrentruy, pourraient entrer en matière. Toutefois, ce serait une exception qui dépendrait du financement, car ces institutions prennent en charge les enfants d'âge scolaire et leurs prestations ne sont pas prévues pour les enfants âgés 0 à 4 ans.

Concernant la demande de places d'accueil extra-familial pour les enfants en situation de handicap, le SAS estime que la difficulté de trouver une place dans une structure d'accueil ne concerne pas spécifiquement les parents d'enfants handicapés mais tous les parents.²⁰ Le centre de puériculture jurassien a pourtant fait l'observation que les familles avec enfants handicapés sont épuisées et demandent donc une amélioration dans la densité de l'offre d'accueil des enfants en situation de handicap, dans le financement de l'offre et dans les compétences spécifiques sur le handicap du personnel d'encadrement.²¹

Évaluation

avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

Les enfants en situation de handicap sont accueillis dans des structures d'accueil conventionnelles. Les parents des enfants en situation de handicap ne payent pas de coûts supplémentaires. Sur demande et en collaboration avec le SEI ces coûts sont couverts par un financement public, accordé par le SAS.



Situation des enfants avec handicaps lourds

La possibilité de l'accueil extra-familial dépend de la gravité du handicap de l'enfant. Si la situation demande une attention ou une infrastructure qui ne peuvent pas être fournis dans une structure d'accueil conventionnelle, l'accueil extra-familial n'est pas possible. Ce qui constitue réellement une discrimination des enfants en situation de handicap lourd est atténué par le fait que dans le Canton peu peuplé des solutions exceptionnelles avec des institutions spécialisées ont été trouvées dans le passé.



Efforts d'amélioration

Le nombre d'enfants et le coût étant toujours plus élevés, le SAS reconnaît la nécessité d'une réflexion au sujet des accompagnements spécialisés. Toutefois, aucune mesure concrète n'a encore été prise à cet égard.²²

¹ Art. 17a et Art. 18 du décret sur les institutions sociales du Jura.

² Art. 64 paragraphe f Loi sur l'action sociale (LASoc).

³ <https://www.jura.ch/DIN/SAS/Creches-et-accueil-extra-familial.html>, consulté le 22.11.2020.

⁴ Art. 52 LASoc

⁵ *ibid.* Art. 51

⁶ Memento et directives pour le placement d'enfants à la journée, le Département de la Santé, des Affaires sociales et de la Police, p. 41.

⁷ *ibid.* p. 7.

⁸ Estimation basée sur les naissances 2016-2019 : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, consulté le 17.12.2020.

⁹ État : 2021, selon les informations fournies par l'autorité cantonale, 14.01.2021.

¹⁰ Service éducatif itinérant (SEI) du Canton du Jura. Ce chiffre inclut les enfants souffrant de troubles relationnels ou des retards psycho-affectifs et/ou sociaux.

¹¹ État : 2021, selon les informations fournies par l'autorité cantonale, 12.01.2021.

¹² Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹³ Memento et directives pour le placement d'enfants à la journée, le Département de la Santé, des Affaires sociales et de la Police, p. 41.

¹⁴ Art. 18 Ordonnance concernant les institutions sociales du 30 avril 2002 (850.112).

¹⁵ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹⁶ Courriels du SAS du 18.11.2020 et du 11.01.2021.

¹⁷ Crèches à domicile (CAD) offrent d'accueillir des enfants entre 2 mois et 12 ans. Le maximum pour une CAD sont trois enfants accueillis et six enfants y compris ceux de la famille de moins de 15 ans, 12.5 heures par jour au maximum (=famille de jour) (Memento, directives p. 13).

¹⁸ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale et les structures d'accueil dans l'enquête.

¹⁹ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

²⁰ Courriel du SAS du 18.11.2020.

²¹ Selon les informations fournies par les centres de puériculture du Canton dans l'enquête.

²² Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

Liens et contacts utiles

Service de l'action sociale (SAS)

20, faubourg des Capucins

2800 Delémont

T 032 420 51 40

Heures d'ouverture : 8h–11h30 / 14h–16h30 (ve 16h)

Structures d'accueil Répertoire 2020 :

<https://www.jura.ch/Hitdocs/Files/v/28257.pdf>/Departements/DIN/SAS/brochures-et-references/creches/

Repertoire-des-structures-daccueil-de-la-petite-enfan-

ce.pdf?download=1

Fondation Péreine

Centre jurassien de pédagogie et d'éducation spécialisées :
www.perene.ch

Service éducatif itinérant

Brochure : <https://www.perene.ch/assets/fichiers/Document%20publiques/Brochure%20SEI%20nov%202015.pdf>

Ch. du Palastre 14

2800 Delémont 2

Tél. 032 421 16 55

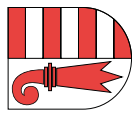
Achille Merguin 38

2900 Porrentruy

Tél. 032 421 16 99



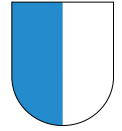
Canton Jura



Liste des structures d'accueil dans le Canton

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de toutes les structures d'accueil/familles de jour qui ont participé à notre enquête.
La liste n'est pas exhaustive, il existe d'autres institutions dans le Canton qui accueillent des enfants en situation de handicap.

Nom de l'institution	Coordonnées	Prêts à accueillir des enfants avec handicap	Accueillent déjà des enfants avec handicap, Si oui, nombre actuel ?	Accueil des enfants avec les types de handicap suivants (indication des facteurs d'accueil)	Concept d'inclusion (oui/non)	Autres remarques et informations
Centre d'accueil pour enfants (CAPE)	Place des Sports 3 2950 Courgenay	Oui	Oui	Handicap mental : 1x Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	Nous acceptons les enfants en situation de handicap en collaboration avec le SEI. Nous employons du personnel interne spécialement formé.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Keine (siehe nächster Punkt)
Ansprechstelle ist die Dienststelle Soziales und Gesellschaft.

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Der Kanton hat bei der familienergänzenden Betreuung keinen gesetzlichen Auftrag.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Kompetenzen der Gemeinden sind in der Verordnung über die Aufnahme von Pflegekindern (PAVO) geregelt.

Der Gemeinderat ist im Wesentlichen zuständig für

- die Erteilung und den Widerruf der Bewilligungen zur Führung von Kinderkrippen, Kinderhorten und dergleichen;
- die Aufsicht über die Familien- und die Tagespflege, die Kinderkrippen, Kinderhorte und dergleichen.

Der Verband *Luzerner Gemeinden VLG* hat Empfehlungen zur Kinderbetreuung formuliert. Es ist den Gemeinden freigestellt, ob sie diese übernehmen.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
17 419⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
2990⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
60–75⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
30 Kinder im Rahmen des KITAplus-Programms⁷

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

Es existiert keine gesetzliche Verpflichtung zur Finanzierung von familienergänzender Betreuung.
Die Gemeinden im Kanton Luzern können sich an den Kosten der familienexternen Betreuung beteiligen, sind dazu aber nicht gesetzlich verpflichtet.
Im Kanton bestehen unterschiedliche Modelle (Subjektfinanzierung via Betreuungsgutscheine, Objektfinanzierung, keine Subventionen). Allerdings hat sich in den vergangenen Jahren mehrheitlich das System der Betreuungsgutscheine durchgesetzt. Gemäss Angaben des Gesundheits- und Sozialdepartements des Kantons Luzern ist dies aktuell in 36 von 82 Gemeinden der Fall. Anspruchsberechtigung, Höhe der Betreuungsgutscheine und alle weiteren Modalitäten werden durch die Gemeinden geregelt.⁸ In der Regel geschieht dies über einkommensabhängige Subventionen, Verknüpfung mit Arbeitspensum der Eltern oder Förderbedarf der Kinder. Die einkommensabhängigen Subventionen führen dazu, dass Eltern ab einem gewissen Einkommen keine Subventionen mehr erhalten. Den Gemeinden steht es auch frei, Betreuungsangebote über andere Finanzierungsmodelle zu subventionieren.

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Eine kantonale Regelung zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten existiert nicht.

Im Rahmen des KITAplus-Programms werden die behinderungsbedingten Mehrkosten teilweise oder vollständig durch die Gemeinde übernommen. Dabei wird zwischen den verschiedenen Kostenarten unterschieden:

- Ordentliche Betreuungskosten werden regulär zu den ortsüblichen Konditionen abgerechnet; die Finanzierung hängt damit vom System der Wohngemeinde ab.
- Die Kosten für das Coaching der Kitas durch die Heilpädagogische Früherziehung werden über das Regelbudget des Kantons finanziert.
- Die Kosten für den zusätzlichen Koordinationsaufwand, der in der Kita anfällt, werden pauschal mit CHF 30.– pro Betreuungstag berechnet. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung; KITAplus empfiehlt die Übernahme durch die Wohngemeinde.
- Weiter können je nach Beeinträchtigung des Kindes individuelle Sonderkosten anfallen. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung; KITAplus empfiehlt die Übernahme durch die Wohngemeinde oder durch Dritte.⁹

Für Kinder mit schwereren Behinderungen, die einen Tagesplatz im Kinderhaus *Weidmatt* erhalten, werden die behinderungsbedingten Mehrkosten vom Kanton übernommen (vgl. Analyse).



Analyse

Im Kanton Luzern besteht kein gesetzlicher Auftrag für den Kanton. Umfassende Kompetenzen im Bereich der familienergänzenden Betreuung liegen bei den Gemeinden. Deshalb ist es nicht möglich, eine abschliessende und flächendeckende Aussage zu den Angeboten und den Finanzierungsmodellen zu machen.

Im Kanton Luzern existiert auf Kantonsebene weder ein einheitliches System für die Finanzierung von Betreuungsangeboten für Kinder im Vorschulalter noch für die behinderungsbedingten Mehrkosten. Auch besteht kein gesetzlich verankertes Recht auf einen Betreuungsplatz. In der Praxis bietet das KITApus-Programm dennoch grossflächig Zugang zu inklusiven Betreuungsangeboten. Alle Kinder, die die Kriterien des Heilpädagogischen Früherziehungsdienstes (HFD) erfüllen, können in das Programm aufgenommen werden. Gemäss KITApus erhalten jährlich rund 25 Kinder Zugang zu Betreuungsangeboten für Kinder mit leichten Behinderungen, wobei bei Bedarf aktuell bis zu 40 Plätze geschaffen werden können.¹⁰ Seit Projektstart im Jahr 2012 wurden 95 Kinder aus 17 Wohngemeinden begleitet.¹¹ Mit einer Ausnahme wurden die anfallenden Mehrkosten im Rahmen einer freiwilligen Kostenübernahme teilweise oder vollständig durch die Wohngemeinden und den Kanton übernommen.¹²

Die Ausgangslage für Eltern gestaltet sich allerdings von Gemeinde zu Gemeinde unterschiedlich. Es ist anzunehmen, dass die Zahl der betreuten Kinder mit Behinderungen gesteigert werden könnte, wenn ein flächendeckendes kantonales System zur Finanzierung vorhanden wäre. Eine Studie der Hochschule Luzern (HSLU) geht davon aus, dass der aktuelle Bedarf bei 60 bis maximal 75 integrativen Kita-Plätzen im Kanton liegt.¹³

Für Kinder mit schwereren Behinderungen gibt es im Kanton Luzern keine inklusive Betreuungseinrichtung. Hingegen bietet das heilpädagogische Kinderhaus *Weidmatt* in Wolhusen dank einer Leistungsvereinbarung mit dem Kanton Luzern maximal 5 Plätze an, wobei ein Kind mehrere Tage pro Woche betreut werden kann.¹⁴ Integriert in die stationäre Wohngruppe, können auch Kinder mit hohem pflegerischen Aufwand (z.B. Atmungsüberwachung) aufgenommen werden. Die behinderungsbedingten Mehrkosten werden vom Kanton übernommen, wobei den Eltern ein Kostgeld und Betreuungsbeitrag verrechnet wird. Dies beträgt maximal CHF 200.– pro Monat bei fünf Tagen pro Woche.¹⁵

¹ Gemäss Angaben Dienststelle Soziales und Gesellschaft 11.01.2021

² https://srl.lu.ch/app/de/texts_of_law/204, abgerufen 03.12.2020.

³ <https://www.vlg.ch/dienstleistungen/empfehlungen-leitfaeden>, abgerufen 10.12.2020.

⁴ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁵ Stand 2017, gemäss Angaben Dienststelle Soziales und Gesellschaft 11.01.2021

⁶ *ibid.*

⁷ KITApus Arbeitsgruppe Gesetzgebung KAGG (2019). Factsheet zur Motion Wolanin Jim und Mit. über die Schaffung einer Finanzierungsregelung für den Kita-Besuch von Kindern mit besonderen Bedürfnissen (Behinderungen).

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Das KITApus-Programm ermöglicht, Kinder mit leichten Behinderungen im ganzen Kanton in regulären Kindertagesstätten zu integrieren. Das Fachpersonal in den Kindertagesstätten erhält ein Coaching durch den Heilpädagogischen Früherziehungsdienst. Im Rahmen von KITApus werden die behinderungsbedingten Mehrkosten in der Regel durch die Wohngemeinden oder den Kanton übernommen.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Für Kinder mit schwereren Behinderungen, für deren Betreuung stark spezialisiertes Personal (zum Beispiel im medizinischen Bereich) benötigt wird, reicht das KITApus-Modell nicht aus. Im Kanton Luzern existieren keine spezialisierten inklusiven Kitas oder Tagesfamilien, die eine entsprechende Betreuung dieser Kinder gewährleisten könnten. Hingegen bietet das Kinderhaus *Weidmatt* dank einer Leistungsvereinbarung mit dem Kanton Luzern maximal 5 Tagesplätze auf ihren Wohngruppen für Kinder mit schwereren Behinderungen, inklusive pflegerischer Betreuung, an. Die behinderungsbedingten Mehrkosten werden vom Kanton übernommen, hingegen ist aufgrund der Kantonsgrösse davon auszugehen, dass die Kontingentierung auf 5 Plätze den Bedarf nicht deckt.



Verbesserungsbemühungen

Im Dezember 2019 wurde die Motion «Wolanin Jim und Mit. über die Schaffung einer Finanzierungsregelung für den Kita-Besuch von Kindern mit besonderen Bedürfnissen (Behinderungen)»¹⁶ im Kantonsrat eingereicht und im September 2020 einstimmig an den Regierungsrat überwiesen. Die Finanzierung der Betreuung von Kindern mit Behinderungen in inklusiven Angeboten soll in das Volksschulbildungsgesetz aufgenommen werden. Dadurch wird eine gesetzliche Grundlage für die Finanzierung geschaffen. Ziel ist die Einführung ab August 2022.¹⁷

⁸ https://kinderbetreuung.lu.ch/anbietende/fa_betreuungsgutscheine, abgerufen 03.12.2020

⁹ <https://www.kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitapuz-luzern>, abgerufen 03.12.2020.

¹⁰ Gemäss Angaben Fachstelle für Früherziehung und Integrative Sonderschulung 11.01.2021

¹¹ <https://www.kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitapuz-luzern>, abgerufen 03.12.2020.

¹² KITApus Arbeitsgruppe Gesetzgebung KAGG (2019). Factsheet zur Motion Wolanin Jim und Mit. über die Schaffung einer Finanzierungsregelung für den Kita-Besuch von Kindern mit besonderen Bedürfnissen (Behinderungen).

¹³ Zimmermann, Marc (2019). Expertise über Kosten und Finanzierung eines Programms zur inklusiven Vorschulbetreuung von Kindern mit besonderen Bedürfnissen im Kanton Luzern. Studie erstellt im Auftrag der Stiftung *Kifa Schweiz*. Hochschule Luzern.

¹⁴ Gemäss Angaben Suzanne Schmidiger, Kinderhaus *Weidmatt*, 05.05.2021.

¹⁵ Gemäss Angaben Daniela Dittli, Kanton Luzern, 08.02.2021 und https://volksschulbildung.lu.ch/unterricht_organisation/uo_sonderschulung/uo_ss_finanzierung, abgerufen 10.02.2021.

¹⁶ <https://www.lu.ch/kr/parlamentsgeschaefte/CdwsFiles?fileid=4b148406d8ae453980bc45299a3336eb>, abgerufen 03.12.2020.

¹⁷ Gemäss Angaben Fachstelle für Früherziehung und Integrative Sonderschulung 11.01.2021

Hilfreiche Kontaktangaben

Dienststelle Soziales und Gesellschaft

Rösslimattstrasse 37
6002 Luzern
041 228 68 78

Fachstelle für Früherziehung und Integrative Sonderschulung

Kellerstrasse 10
6002 Luzern
041 228 31 00

Heilpädagogischer Früherziehungsdienst (HFD), Zweigstelle Luzern

Weggismattstrasse 23
6004 Luzern
041 228 31 40

Zweigstelle Sursee-Willisau

Haselmatte 2A
6210 Sursee
041 228 31 10

Heilpädagogisches Kinderhaus Weidmatt

Stiftung für Schwerbehinderte Luzern SSBL
Weidring 1
6110 Wolhusen
041 492 64 62
suzanne.schmidiger@ssbl.ch
www.ssbl.ch/wolhusen-kinderhaus

Neben dem Heimbetrieb nimmt das Kinderhaus
Weidmatt tagsüber auch 5 Kinder mit schweren
Behinderungen auf, wobei die Eltern die Anzahl
Tage wählen können. Auch Kinder mit höherem
pflegerischem Bedarf, z. B. Trachealkanüle, können
aufgenommen werden. Die behinderungs-
bedingten Mehrkosten werden vom Kanton
übernommen.

Auf der Website

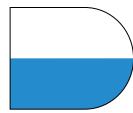
https://kinderbetreuung.lu.ch/ anbietende/ fa_ betreuungsgutscheine
sind alle Gemeinden verlinkt, die Betreuungsgutscheine ausstellen
(Stand 03.12.2020).

Im Kanton Luzern gibt es eine Heilpädagogische Tagesspielgruppe mit den Standorten Sursee und Kriens.

Die Gruppengröße liegt zwischen sechs bis maximal acht Kindern.
Das Angebot richtet sich an Kinder mit speziellen Bedürfnissen, dazu gehören sowohl körper- und geistig
behinderte Kinder als auch Kinder mit Entwicklungsrückstand, Wahrnehmungsstörungen oder Verhaltens-
auffälligkeiten. Auch Kinder mit leichteren medizinischen Massnahmen wie beispielsweise Sonden werden
in der Spielgruppe aufgenommen. Das Angebot umfasst maximal einen Tag pro Woche (vgl. [https://volks-
schulbildung.lu.ch/syst_ schulen/ss_ ffs/ss_ hfd_ hts](https://volks-
schulbildung.lu.ch/syst_ schulen/ss_ ffs/ss_ hfd_ hts)).

KITaplus Luzern

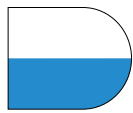
Auf der Website <https://www.kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitaplus-luzern>
finden sich alle weiterführenden Informationen zum KITaplus-Projekt in Luzern.



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderbetreuung Malters	Hellbühlstrasse 4 6102 Malters (Luzern) kinderhaus@kibe-malters.ch 041 497 07 00	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: Kann nicht eingeschätzt werden.	Ja	Zusammenarbeit mit externem Personal (z.B. Kinderspitex und Früherziehung)
Kita KSA Zwärglihuus	Westallee 19 5000 Aarau 062 838 40 75	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x-2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: leider ist Betreuung nicht möglich Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Ja	Arbeitet auch mit externem Personal zusammen (z.B. Kispex oder Früherziehungsdienst) Angebot befindet sich im Kanton Aargau, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.
Kita Pink Panther	Alte Strasse 5734 Reinach 062 771 47 77 info@pink-panther.ch	Ja	Ja	Geistige Behinderung: 1x-2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: 1x-2x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Nein	Arbeitet mit externem Personal zusammen (Kinderspitex und Früherziehung) Angebot befindet sich im Kanton Aargau, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.



Kanton Luzern

<p>Kinderhaus Imago; Stiftung visoparents</p>	<p>Kita Kinderhaus Imago Stettbachstrasse 10 8600 Dübendorf kinderhaus@visoparents.ch 043 355 10 20</p> <p>und</p> <p>Kita Kinderhaus Imago Baar Landhausstrasse 20 6340 Baar kinderhaus-baar@visoparents.ch 041 525 20 40</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja</p> <p>Dübendorf: 31 Kinder in Betreuung unter der Woche, 6 in Entlastungs- angebot, 6 Kinder auf Warteliste</p> <p>Baar: 12 Kinder in Betreuung</p>	<p>Geistige Behinderung: bis 3x Verhaltensauffälligkeiten: bis 3x Körperliche Behinderung: bis 3x Sprachbeeinträchtigungen: bis 3x Sensorische Behinderungen: bis 3x</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früherziehung).</p> <p>Ausgebaute Entlastungsangebote, verfügt über spezialisiertes internes und externes Personal.</p> <p>Angebot befindet sich in den Kantonen Zürich und Zug, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.</p>
--	--	-----------	--	---	-----------	--



Canton Neuchâtel

Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

Service de protection de l'adulte et de la jeunesse

- L'office des structures d'accueil extra-familial et des institutions d'éducation spécialisée (OSAE) et le *Fonds pour les structures d'accueil extrafamilial* (finance l'encadrement additionnel des enfants en situation de handicap)

Quelles sont les compétences du Canton ?

- Autorisation et surveillance des structures d'accueil extra-familial¹
- Coordination et soutien de l'action des communes pour le développement de structures d'accueil extra-familial², Art. 4 Principe
- Subventionnement des structures d'accueil extra-familial³

Quelles sont les compétences des communes ?

- Encourager le développement préscolaire et parascolaire, de sorte à atteindre un taux de couverture cantonal d'au moins 30% pour l'accueil préscolaire
- Développement de l'accueil préscolaire et réalisation des taux de couverture. Le but défini dans la Loi sur l'accueil des enfants est un taux de couverture cantonal d'au moins 30% pour l'accueil préscolaire.⁴
- Définition de la capacité contributive des parents afin de déterminer la part de l'accueil extra-familial à charge du parent.

Le Conseil consultatif intercommunal des structures d'accueil extra-familial (CISA) préavise des références cantonales concernant les prix de facturation et autres et est consulté, au besoin, sur toute question touchant le domaine de l'accueil extra-familial.⁵

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

7646 (état : 31.12.2019)⁶

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

3900 enfants dans des structures subventionnées (état : 31.12.2019)⁷

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

65 enfants âgés de 0 à 5 ans (état : 2020)⁸

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

27 (état : 2017)⁹

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil ?

Non, pas directement

L'article premier de la Loi sur l'accueil des enfants (LAE) formule le but de « garantir la qualité et l'universalité¹⁰ de l'accueil extra-familial »¹¹

De plus, la LAE prévoit l'encouragement du développement de l'accueil extra-familial d'enfants à besoins spécifiques¹².

Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Oui

L'accueil extra-familial est financé d'une part avec une subvention des communes liée au revenu des parents. La contribution des parents est fixée selon leur capacité contributive. La commune de domicile de l'enfant calcule ce montant sur la base du barème cantonal arrêté par le Conseil d'Etat pour chaque type d'accueil.¹³ D'autre part l'accueil extra-familial est subventionné par les employeurs et par le Canton selon le nombre de places occupées.¹⁴ Ces contributions sont encaissées par le Fonds cantonal pour les structures d'accueil extra-familial (ci-après le Fonds) qui se finance à 54% par les employeurs et à 46% par le Canton.¹⁵ La participation du fond aux coûts de l'accueil préscolaire correspond à 27% du prix coûtant brut pour les places occupées par des enfants en âge préscolaire.¹⁶

Pour être subventionnée, une structure d'accueil extra-familial doit remplir certaines conditions définies dans le Règlement général sur l'accueil des enfants (REGAE).¹⁷

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Le Fonds – sur demande de la direction d'une structure d'accueil – finance l'encadrement additionnel d'enfants en situation de handicap et « prend en charge les surcoûts liés à l'accueil d'enfants à besoins spécifiques ».¹⁸

Les coûts supplémentaires liés à l'accueil d'un enfant en situation de handicap se calculent en terme de charges de personnel supplémentaire. Ce surcoût n'est pris en charge par le Fonds que lorsque le personnel supplémentaire est engagé et la charge effective.¹⁹ Les coûts effectifs de l'accueil extra-familial sont par conséquent les mêmes pour tous les parents, que leur enfant soit en situation de handicap ou non.



Analyse

Dans le Canton de Neuchâtel les enfants en situation de handicap léger sont accueillis dans des structures d'accueil extra-familial ordinaires. L'intégration des enfants en situation de handicap jusqu'à l'âge de deux ans ne cause généralement pas de problème. L'accueil extra-familial des enfants âgés de plus de deux ans, selon la gravité de leur handicap et l'attention qu'ils réclament, est difficile en raison des places limitées et d'un manque de personnel spécialisé.²⁰ Les coûts supplémentaires sont subventionnés par l'État de Neuchâtel et ce soutien cantonal est accordé afin que les responsables des structures d'accueil puissent bénéficier de personnel supplémentaire. L'accueil d'enfant à besoins spécifiques reste toutefois dépendant de la volonté des responsables et toutes les structures ne proposent pas cet accueil.²¹

La conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale pour les parents ayant un enfant en situation de handicap a été rendue plus difficile en raison d'une adaptation dans le domaine des familles de jours. L'Accueil Familial de Jour²² ne souhaite plus que les mamans de jour de leur association accueillent des enfants en situation de handicap en raison de leur manque de spécialisation.²³

L'unité d'accueil temporaire (UAT) de l'école spécialisée de la Fondation *Les Perce-Neige* à Neuchâtel accueille temporairement des enfants à partir de 0 ans en situation de handicap mental ou physique grave ou de troubles du spectre autistique pour relayer les familles dans l'accompagnement de leur enfant.²⁴ Due à son caractère temporaire et spécialisé, l'UAT ne poursuit pas les mêmes objectifs qu'une structure d'accueil extra-familial et n'est pas un projet inclusif mais offre des prestations utiles pour des familles ayant des enfants en situation de handicap.

Évaluation

avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

Malgré le système cantonal de financement avec le *Fonds cantonal pour les structures d'accueil extrafamilial*, l'accueil extra-familial des enfants en situation de handicap est difficile à cause des obstacles à la mise en œuvre. L'intégration des enfants de moins de deux ans est souvent possible dans les structures ordinaires mais l'accueil des enfants âgés de trois ou quatre ans cause souvent des difficultés.



Situation des enfants avec handicaps lourds

L'intégration dans des structures d'accueil extra-familial ordinaires est difficile pour les enfants en situation de handicap lourd à cause d'un manque de personnel spécialisé ou d'obstacle à la mise en œuvre. Dans le canton de Neuchâtel, il n'y a pas de structures d'accueil spécialisées ou des projets d'inclusion pour l'âge préscolaire.



Efforts d'amélioration

Selon l'autorité cantonale, aucun changement n'est actuellement prévu dans ce domaine.²⁵

¹ <https://www.ne.ch/autorites/DEF/SPAJ/organisation/Pages/OSAE.aspx>, consulté le 29.11.2020.

² Art. 4 Loi sur l'accueil des enfants (LAE) du 28.09.2010.

³ *ibid.* Art. 5

⁴ *ibid.* Art. 1e et Art. 11

⁵ *ibid.* Art. 13.2

⁶ *ibid.*

⁷ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale le 18.12.2020.

⁸ Estimation du Service éducatif itinérant (SEI) du Canton de Neuchâtel du 16.12.2020.

⁹ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹⁰ Le principe de l'universalité garantit que l'inscription est ouverte à toutes les familles.

¹¹ Art. 1.b LAE

¹² *ibid.* Art. 1.c

¹³ *ibid.* Art. 21

¹⁴ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹⁵ Ecoplan (2016). *Familienergänzende Kinderbetreuung für den Vorschulbereich im Kanton Solothurn. Heutige Situation und Entwicklungsmöglichkeiten.*

Auftraggeber: Amt für soziale Sicherheit (ASO) des Kantons Solothurn, Bern.

¹⁶ Art. 40a LAE

¹⁷ Art. 34 et 35 Règlement général sur l'accueil des enfants (REGAE) du 5.12.2011.

¹⁸ *ibid.* Art. 50 lit. 2 et selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹⁹ Directive No 12 du 9 septembre 2015 relative au financement des surcoûts liés à l'accueil des enfants à besoins spécifiques accueillis dans une structure d'accueil extra-familial subventionnée au sens de la loi sur l'accueil des enfants.

²⁰ Information du SEI du Canton de Neuchâtel du 16.12.2020

²¹ *ibid.*

²² Association cantonale au service des familles qui œuvre dans l'accueil extra-familial des enfants de 0–12 ans.

²³ Information du SEI du Canton de Neuchâtel du 16.12.2020.

²⁴ <https://www.perce-neige.ch/fileadmin/brochure/uat.pdf>, consulté le 17.12.2020.

²⁵ Selon les informations



Liens et contacts utiles

Fondation Les Perce-Neige

(Service Educatif Itinérant, Accueil et Consultation
Précoce en Autisme, Soutien Pédagogique Spécialisé,
Comportement défis)
Chemin Mon-Loisir 23e
2208 Les Hauts-Geneveys
Tél.: 032 886 67 00



Liste de tous les structures préscolaire (subventionnées et non subventionnées) :
https://www.ne.ch/autorites/DEF/SPA/accueil-extrafamilial/Documents/Structures_creches.pdf

Institutions d'éducation spécialisée (enfants 0 – 18 ans) :

<https://www.ne.ch/autorites/DEF/SPA/ies/Pages/accueil.aspx>



Liste des structures d'accueil dans le Canton

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de toutes les structures d'accueil/familles de jour qui ont participé à notre enquête. La liste n'est pas exhaustive, il existe d'autres institutions dans le canton qui accueillent des enfants en situation de handicap.

Nom de l'institution	Coordonnées	Prêts à accueillir des enfants avec handicap	Accueillent déjà des enfants avec handicap, Si oui, nombre actuel ?	Accueil des enfants avec les types de handicap suivants (indication des facteurs d'accueil)	Concept d'inclusion (oui/non)	Autres remarques et informations
Service de l'accueil de l'enfance – ville de Neuchâtel	Faubourg de l'hôpital 2 2000 Neuchâtel (Plusieurs institutions)	Oui	Oui 3	Handicap mental : 1x Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x	Oui	Engagement d'auxiliaire, Collaboration avec les parents, Intervention de professionnels en colloque d'équipe/participation à des réseaux, Adaptation des structures, Acquisition de jeux adaptés, Mise en place d'outils adaptés
Crèche La boutique	Champréveyres 15 2000 Neuchâtel	Oui	Oui 1	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : aucune indication Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : aucune indication Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Non	



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Sozialamt Kanton Nidwalden

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die Aufgaben des Kantons sind im Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung (Kinderbetreuungsgesetz, KiBG) von 2012 festgelegt.

Die Kompetenzen des Kantons umfassen unter anderem:

- Aufsicht
- Bestimmung der Qualitätsstandards der Betreuungsangebote
- Kontrolle der Einhaltung der Qualitätsstandards
- Periodische Ermittlung von Bedarf und Angebot an Betreuungsplätzen (zusammen mit den politischen Gemeinden)
- Koordination der Betreuungsangebote
- Anerkennung beitragsberechtigter Betreuungseinrichtungen
- Festlegung der Zusammensetzung und Höhe der Normkosten für die Kinderbetreuung in Kindertagesstätten und Tagesfamilien¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden leisten die finanziellen Beiträge, mit denen die Erziehungsberechtigten unterstützt werden. Die Höhe der Beiträge wird durch den Regierungsrat bestimmt.²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

1632³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

105 Kinder im Durchschnitt pro Tag in einer Kita, 91 Kinder in einer Tagesfamilie⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

4 bis 6 Kinder⁵

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Erziehungsberechtigte mit Wohnsitz im Kanton Nidwalden haben Anspruch auf Gemeindebeiträge, wobei dieser Anspruch bis zu einem gewissen Einkommen gilt.⁶ Die Gemeindebeiträge sind kantonale einheitlich und einkommensabhängig abgestuft. Sie bewegen sich zwischen 10 und 84%. Der Restbetrag wird von den Erziehungsberechtigten getragen.⁷

Die Gemeindebeiträge werden direkt an die beitragsberechtigten Anbieter ausbezahlt; diese wiederum stellen den Erziehungsberechtigten den reduzierten Tarif in Rechnung.⁸

Weiter ist im KiBG auch eine Objektfinanzierung durch den Kanton festgelegt.⁹ Beitragsberechtigt sind laut kantonalen Angaben sieben Anbieter, mit denen Leistungsverträge bestehen.¹⁰

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Eine kantonale einheitliche und gesetzlich verankerte Regelung zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten existiert nicht.

Im Rahmen des KITApplus-Angebotes werden ein Teil der behinderungsbedingten Mehrkosten durch Dritte (Stiftung *Kifa Schweiz*) oder die Gemeinden finanziert. Dabei wird zwischen den verschiedenen Kostenarten unterschieden:

- Ordentliche Betreuungskosten werden regulär mit dem System der Gemeindebeiträge abgerechnet und somit durch Wohngemeinden und Eltern getragen.
- Die Kosten für das Coaching der Kitas durch die Heilpädagogische Früherziehung werden ab 2021 durch die Bildungsdirektion des Kantons finanziert.
- Die Kosten für den zusätzlichen Koordinationsaufwand, der in der Kita anfällt, werden pauschal mit CHF 30.– pro Betreuungstag berechnet. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung; KITApplus empfiehlt die Übernahme durch die Wohngemeinde, was in der Regel auch der Fall ist.
- Weiter können je nach Beeinträchtigung des Kindes individuelle Sonderkosten anfallen. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung.¹¹ Das Gesetz über die Angebote für Personen mit besonderen Betreuungsbedürfnissen (BetrG) regelt unter anderem den Zugang zu individuellen Beiträgen.¹²



Kanton Nidwalden

Analyse

Im Kanton Nidwalden besteht eine enge Kooperation zwischen kantonaler Behörde, Gemeinden und Fachstellen.¹³ Angebot und Bedarf sind aufgrund der Kleinräumigkeit des Kantons und der geringen Bevölkerungsdichte grundsätzlich gut überblickbar. Bei zusätzlichem Bedarf an finanzieller Entlastung bei der Kinderbetreuung können zudem in Absprache mit den Wohngemeinden individuelle Lösungen gesucht werden.¹⁴ Gemäss der kantonalen Behörde und der KITAplus-Projektleitung kann aktuell der Bedarf an familienergänzender Betreuung für Kinder mit leichteren Behinderungen im Kanton gedeckt werden.¹⁵ Nach einer erfolgreichen Pilotphase wird das Programm KITAplus im Kanton Nidwalden ab dem 01.01.2021 flächendeckend eingeführt. Die Einführung des KITAplus-Programms im ganzen Kanton ermöglicht, Kinder mit leichten Behinderungen flächendeckend in regulären Kindertagesstätten zu integrieren.

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Durch das KITAplus-Programm sind die regulären Betreuungsangebote auch für Kinder mit leichten Behinderungen zugänglich. Im Rahmen von KITAplus werden die behinderungsbedingten Mehrkosten in der Regel durch die Wohngemeinden und den Kanton übernommen.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Für Kinder mit schwereren Behinderungen reicht das KITAplus-Modell nicht aus. Es existieren keine spezialisierten Kitas oder Tagesfamilien im Kanton. Für Kinder mit stärkeren Behinderungen, für deren Betreuung spezialisiertes Personal benötigt wird, werden Betreuungsangebote im Rahmen der IVSE-Angebote zugänglich gemacht.



Verbesserungsbemühungen

Aktuell befindet sich das Kinderbetreuungsgesetz im Kanton Nidwalden in Revision. Im Vernehmlassungsprozess wurde auch der Aspekt von Kindern mit besonderen Bedürfnissen eingebracht.¹⁶

¹ https://www.nw.ch/_docn/45663/Kinderbetreuungsgesetz.pdf, abgerufen 03.12.2020.

² *ibid.*

³ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 03.12.2020.

⁴ Zahlen des Monats Dezember 2020, gemäss Angaben kantonales Sozialamt, 09.02.2021.

⁵ Gemäss Angaben KITAplus Nidwalden, 16.12.2020.

⁶ Das steuerbare Haushaltseinkommen und 10% des steuerbaren Vermögens dürfen CHF 65 000.– nicht übersteigen, vgl. <https://www.nw.ch/sozialamtdienste/2227>, abgerufen 03.12.2020.

⁷ <https://www.nw.ch/sozialamtdienste/2227>, abgerufen 03.12.2020.

⁸ https://www.nw.ch/_docn/45663/Kinderbetreuungsgesetz.pdf, abgerufen 03.12.2020.

⁹ *ibid.*

¹⁰ Gemäss Angaben kantonales Sozialamt.

¹¹ <https://kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitaplust-nidwalden>, abgerufen 03.12.2020.

¹² Gemäss Angaben kantonales Sozialamt 06.01.2021.

¹³ *ibid.*, 18.12.2020.

¹⁴ <https://www.nw.ch/sozialamtdienste/2227>, abgerufen 03.12.2020.

¹⁵ Gemäss Angaben kantonales Sozialamt 18.12.2020.

¹⁶ *ibid.*, 06.01.2021.



Hilfreiche Kontaktangaben

Sozialamt Kanton Nidwalden
Engelbergstrasse 34
6371 Stans
041 618 75 50
verena.wicki@nw.ch

Zentrum für Sonderpädagogik
Buochserstr. 9c
6371 Stans
041 618 74 15
cecile.wyrsch@nw.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kita Lummerland	Verein Kita Lummerland Hansmatt 32 6370 Stans kitaleitung@kita-lummerland.ch	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Nein	Zusammenarbeit mit der Heilpädagogischen Früherziehung
Chinderträff Löwäpfootä	Chinderträff Löwäpfootä GmbH Bötzlingerstrasse 6467 Schattdorf info@loewaepfoetae.ch	Ja	Ja 5	Geistige Behinderung: 1x Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Ja	Zusammenarbeit mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früherziehung) Angebot liegt im Kanton Uri, steht aber auch für Kinder aus anderen Kantonen offen.



Kanton Obwalden

Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Kantonales Sozialamt

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die Aufgaben von Kanton und Gemeinden sind im Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung von 2007 geregelt. Der Kanton unterstützt die familienergänzende Kinderbetreuung, indem er 40% der Kosten der Gemeindebeiträge übernimmt.

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Förderung der familienergänzenden Kinderbetreuung ist Aufgabe der Einwohnergemeinde. Sie sorgt für eine bedarfsgerechte Anzahl Betreuungsplätze und gewährt anerkannten Betreuungseinrichtungen Beiträge.¹ Die Aufsicht liegt ebenfalls bei den Gemeinden.²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

1478³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

391 Kinder im Jahr 2018⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Laut gesetzlicher Grundlage kommen in erster Linie die Eltern für die Kosten der familienergänzenden Betreuung auf. Erfüllen die Eltern bestimmte Voraussetzungen, erhalten sie finanzielle Unterstützung in Form eines Sozialtarifs. Die Höhe des Elternbeitrags orientiert sich an der «wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit des Haushalts, in welchem das zu betreuende Kind wohnt» und wird nach steuerbarem Einkommen und Vermögen abgestuft.⁵ Neben Eltern, die entweder zeitgleich berufstätig, in Ausbildung oder erkrankt sind, haben auch Eltern von Kindern mit Entwicklungs- und Integrationsdefiziten Anspruch auf den Sozialtarif.⁶

Der Regierungsrat legt die kantonalen Normkosten für einen Betreuungsplatz (bzw. bei Tagesfamilien einen Stundenansatz) fest. Die Normkosten berücksichtigen unter anderem die Personalkosten sowie die Kosten für Hauswirtschaft und Administration.⁷ Für die Differenz zwischen kantonalen Normkosten und Elternbeitrag müssen die Gemeinden bzw. der Kanton aufkommen.⁸ Die Normkosten von Kindertagesstätten und Tagesfamilien werden in den Ausführungsbestimmungen über die Beiträge in der familienergänzenden Kinderbetreuung festgelegt und sind online einsehbar.⁹

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Da kein Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Kosten existiert, wird davon ausgegangen, dass diese in der Regel von den Eltern getragen werden.¹⁰

Analyse

Im Kanton Obwalden existiert kein System, um familienergänzende Betreuungsstrukturen für Kinder mit Behinderungen zu gewährleisten. Gemäss Angaben der Behörden und der Heilpädagogischen Früherziehung werden Kinder mit leichteren Behinderungen, darunter auch solche mit Sprachverzögerungen und leichtem Autismus, wenn immer möglich in Regelstrukturen integriert.¹¹ In diesen Fällen wird üblicherweise ein erhöhter Betreuungsfaktor (1.5) verrechnet, wobei in der Regel die Eltern die Kosten tragen. Eine Betreuung in diesem Setting ist jedoch nur möglich, wenn keine schwerere, betreuungsintensive Behinderung oder Bedarf an medizinischer Versorgung vorliegt. Die Inklusion von Kindern mit Behinderungen kann mit diesen individuellen Lösungen nicht systematisch gewährleistet werden. Entsprechend wurde bereits 2018 im Situationsbericht zur Frühen Kindheit im Kanton Obwalden der Handlungsbedarf für Familien mit besonderen Bedürfnissen identifiziert.¹²



Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es existiert kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kinder mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten, und es existiert kein System zur vollständigen Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es existieren keine spezialisierten Angebote, die die Betreuung von Kindern mit schwereren Behinderungen gewährleisten könnten, und kein System zur vollständigen Übernahme der entsprechenden behinderungsbedingten Mehrkosten.



Verbesserungsbemühungen

Zurzeit gibt es keine konkreten Verbesserungsbemühungen im Bereich des Angebots für Kinder mit Behinderungen oder bei der Finanzierung dieser Angebote.

¹ <http://gdb.ow.ch/frontend/versions/1121>, abgerufen 03.12.2020.

² Gemäss Angaben kantonales Sozialamt, 17.12.2020.

³ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019 ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁴ Situationsbericht Frühe Kindheit im Kanton Obwalden, S. 9.

⁵ <http://gdb.ow.ch/frontend/versions/1121>, abgerufen 03.12.2020.

⁶ http://www.sarnen.ch/dl.php/de/5beaa031b140d/Leitfaden_der_Obwaldner_Gemeinden.pdf, abgerufen 21.12.2020.

⁷ <http://gdb.ow.ch/frontend/versions/1121>, abgerufen 03.12.2020.

⁸ *ibid.*

⁹ <https://www.kinderbetreuung-ow.ch/wp-content/uploads/Ausf%C3%BChrungsbestimmungen-ab-01.01.2018.pdf>, abgerufen 03.12.2020.

¹⁰ Gemäss Angaben kantonales Sozialamt, 17.12.2020.

¹¹ *ibid.*

¹² Situationsbericht Frühe Kindheit im Kanton Obwalden, S. 16.

Hilfreiche Kontaktangaben

Kantonales Sozialamt

Dorfplatz 4
6060 Sarnen
041 666 68 24

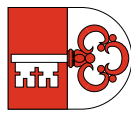
Heilpädagogische Früherziehung

Stiftung Rütimattli
Marktstrasse 5a
6060 Sarnen
041 666 58 08

SRK Unterwalden

Nägelgasse 7/Postfach
6371 Stans
041 500 10 80
info@srk-unterwalden.ch

Der SRK Kantonalverband Unterwalden bietet als Langzeitentlastung eine Kinderbetreuung zu Hause an.¹



¹ <https://www.srk-unterwalden.ch/fuer-sie-da/entlastung/kinderbetreuung-zu-hause>,
abgerufen 03.12.2020.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Erziehungsdepartement, Dienststelle Sport, Familie und Jugend

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Verantwortlich für Bewilligung und Aufsicht von familienergänzenden Betreuungsangeboten.¹ Zudem ist der Kanton verantwortlich für die Ausrichtung von Kantonsbeiträgen zur Mitfinanzierung von Betreuungsangeboten für Kindergarten- und Schulkinder in den einzelnen Gemeinden.

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden haben im Bereich der familienergänzenden Betreuung keinen gesetzlichen Auftrag.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

3001²

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

Aktuell werden 8 Kinder durch den Heilpädagogischen Früh-erziehungsdienst begleitet, welche auch eine Kita besuchen.³

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Die Kosten der familienergänzenden Betreuung für Kinder im Vorschulalter liegen in erster Linie bei den Eltern. Im Oktober 2020 hat der Kantonsrat das neue Gesetz zur Förderung der familienergänzenden Kinderbetreuung im Vorschulalter verabschiedet.⁴

Das Gesetz betrifft alle Kinder im Vorschulalter, deren Erziehungsberechtigte den Wohnsitz im Kanton Schaffhausen haben und erwerbstätig, in Ausbildung oder auf Stellensuche sind.⁵ Den Gemeinden steht es frei, zusätzliche Formen der Subventionierung von familienergänzenden Betreuungsstrukturen einzuführen.⁶ So wendet die Stadt Schaffhausen ein Modell der Objektfinanzierung an. Die Stadt führt eigene Einrichtungen und kann private Angebote finanziell mit leistungsorientierten Subventionen unterstützen, wenn sie bestimmte Bedingungen erfüllen.⁷

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Eine kantonale Regelung zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten existiert nicht.⁸



Kanton Schaffhausen

Analyse

Im Kanton Schaffhausen existiert kein einheitliches Konzept zur Inklusion von Kindern mit Behinderungen im Vorschulalter in familienergänzende Betreuungsstrukturen. Gemäss Angaben der Heilpädagogischen Früherziehung werden Kinder mit leichten und mittleren Behinderungen wenn möglich in reguläre Angebote integriert.⁹ Ob dies möglich ist, muss jedoch von Fall zu Fall neu entschieden werden und hängt von verschiedenen Faktoren wie der Art der Behinderung, dem Betreuungsaufwand und der Bereitschaft und der Kompetenzen der Mitarbeitenden der Betreuungsstruktur ab. Bei Bedarf kann die Heilpädagogische Früherziehung die Mitarbeitenden bei der Aufnahme eines Kindes mit Behinderung begleiten.¹⁰

Betreuungsangebote, welche Mitglieder sind von *kibesuisse*, haben über eine private Finanzierung Anspruch auf finanzielle Unterstützung für Erst- und Aufnahmegespräche sowie für die Weiterbildung von Mitarbeitenden, die mit Kindern mit besonderen Bedürfnissen arbeiten.¹¹

Der Verein *Spielhuus* betreibt in Schaffhausen drei Kindertagesstätten und startete 2020 basierend auf der UN-Behindertenrechtskonvention das inklusive Pilotprojekt *Schiffli*. Es wurden neue Betreuungsplätze geschaffen, die allen Kindern offenstehen, und zusätzliches Personal eingestellt. Die Mehrkosten werden bisher von der Schaffhauser Jakob und Emma Windler-Stiftung finanziert. Ziel des Pilotprojekts ist es, dass die Mehrkosten zukünftig von Kanton und Gemeinden getragen werden.¹²

Bei Redaktionsschluss konnte zudem in Erfahrung gebracht werden, dass finanzielle und personelle Unterstützung auf privater Ebene auch von *Pro Infirmis Thurgau-Schaffhausen* angeboten wird. Der Umfang der Unterstützung muss von Fall zu Fall abgeklärt und auf die individuelle Situation angepasst werden. Im Rahmen des Projekts *Chinderbrugg* kann der Entlastungsdienst von *Pro Infirmis* eine Assistenzperson finanzieren, um die Inklusion in einer regulären Kindertagesstätte oder einer Spielgruppe zu ermöglichen. Die Anschubfinanzierung wird durch *Pro Infirmis* übernommen, danach wird jeweils eine individuelle Übernahme der Mehrkosten durch das Gemeinwesen angestrebt. Seit 2019 konnten 15 Kinder in den Kantonen Schaffhausen und Thurgau im Rahmen dieses Projekts die Inklusion in ein Betreuungsangebot und eine diskriminierungsfreie Finanzierung ermöglicht werden.¹³

Evaluation mit Ampelsystem

Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es existiert bisher kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kindern mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten und es existiert kein gesetzlich verankertes System zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten. Die Inklusion in einem Betreuungsangebot wird durch private Akteur*innen ermöglicht. Es gibt mit dem Pilotprojekt *Schiffli* ein erfolgreiches, inklusives Betreuungsangebot, dessen Finanzierung aber bisher ebenfalls privat gesichert wurde.

Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es gibt keine spezifischen Angebote für Kinder mit schwereren Behinderungen im Kanton und keine kantonale Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten. Bei Kindern mit schweren Behinderungen ist davon auszugehen, dass die Voraussetzungen in einer regulären Kindertagesstätte und/oder Tagesfamilie nicht gegeben sind, um eine sichere Betreuung zu gewährleisten.

Verbesserungsbemühungen

Eine interdisziplinäre Arbeitsgruppe bestehend aus Vertretern der Sonderpädagogik, der Dienststelle Familie, Jugend, Sport und dem Sozialamt beschäftigt sich seit 2020 mit der Thematik.¹⁴

¹ <https://sh.ch/CMS/Webseite/Kanton-Schaffhausen/Beh-rde/Verwaltung/Erziehungs-departement/Dienststelle-Sport-Familie-und-Jugend/Familienfragen-1246527-DE.html>, abgerufen 09.11.2020.

² Schätzung auf Basis der Geburten 2016-2019 ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi, Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 09.11.2020.

³ Gemäss Korrespondenz Heilpädagogische Früherziehung Schaffhausen in Absprache mit Abteilungsleitung Sonderpädagogik Schaffhausen, 24.11.2020

⁴ <https://www.kibesuisse.ch/news/finanzielle-entlastung-fuer-schaffhauser-familien/>, abgerufen 03.12.2020

⁵ Gemäss Korrespondenz Dienststelle Sport, Familie und Jugend, 03.12.2020.

⁶ *ibid.*

⁷ http://www.rss.stadt-schaffhausen.ch/fileadmin/Redaktoren/Dokumente/gesetzestexte/Band_6/680.1.pdf, abgerufen 03.12.2020

⁸ Gemäss Korrespondenz Heilpädagogische Früherziehung Schaffhausen in Absprache mit Abteilungsleitung Sonderpädagogik Schaffhausen, 06.01.2020.

⁹ *ibid.*

¹⁰ *ibid.*

¹¹ Konkret werden einmalig CHF 100.– für die Erst- und Aufnahmegespräche bzw. CHF 200.– an die Weiterbildung bezahlt. Finanziert wird dies über *kibesuisse* Ostschweiz durch die Heinz-und-Wilma-Stiftung. Gemäss Angaben *kibesuisse*, 18.12.2020.

¹² Broschüre *Spielhuus-Kindertagesstätten*, überarbeitete Gesamtdokumentation Januar 2020.

¹³ Gemäss Angaben *Pro Infirmis Thurgau-Schaffhausen*, 04.02.2020.

¹⁴ Gemäss Korrespondenz Heilpädagogische Früherziehung Schaffhausen in Absprache mit Abteilungsleitung Sonderpädagogik Schaffhausen, 06.01.2020.



Hilfreiche Kontaktangaben

Abteilung Kind Jugend Familie

Familien- und schulergänzende Betreuung
Herrnacker 3/5
8200 Schaffhausen
052 632 78 82

HFE Heilpädagogische Früherziehung Schaffhausen

Freier Platz 7
8200 Schaffhausen
052 625 40 26
hfes@hlf-fruehbereich.ch

Inklusionsprojekt Schiffli

Spielhuus Krebsbach
Krebsbachstrasse 45
8200 Schaffhausen
krebbsbach@spielhuus.ch
052 620 20 30

Der Kanton stellt eine vollständige Liste der Betreuungsangebote online zur Verfügung:

<https://sh.ch/CMS/Webseite/Kanton-Schaffhausen/Beh-rde/Verwaltung/Erziehungsdepartement/Dienststelle-Sport--Familie-und-Jugend/Familien-fragen-1246527-DE.html>

Pro Infirmis Thurgau-Schaffhausen

Entlastungsdienst
Marktstrasse 8
8501 Frauenfeld
058 775 22 44
katja.hegelbach@proinfirmis.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Zweidihei	Zweidihei Verein für Kinderbetreuung Safrangasse 8 8200 Schaffhausen info@zweidihei.ch 052 624 72 05	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	Es hängt von der Tagesmutter bzw. der Tagesfamilie ab, ob sie ein Kind mit Behinderung betreuen kann und möchte.
Familienergänzende Betreuung Stadel GmbH	Familienergänzende Betreuung Stadel GmbH Schulstrasse 1 8175 Windlach info@kinderbetreuung-stadel.ch 043 433 00 50	Ja	Ja	Geistige Behinderung: kann nicht eingeschätzt werden Verhaltensauffälligkeiten: kann nicht eingeschätzt werden Körperliche Behinderung: kann nicht eingeschätzt werden Sprachbeeinträchtigungen: kann nicht eingeschätzt werden Sensorische Behinderungen: kann nicht eingeschätzt werden	Ja	



Kanton Schaffhausen

<p>Spielhuus Krebsbach Inklusions-Projekt Schiffli</p>	<p>Krebsbachstrasse 45 8200 Schaffhausen krebbsbach@spielhuus.ch 052 620 20 30</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja 15</p>	<p>Geistige Behinderung: bis 3x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x–2x Körperliche Behinderung: 2x–3x Sprachbeeinträchtigungen: bis 1.5x Sensorische Behinderungen: kann angeboten werden. Bei aktuellem Personalbestand nicht möglich; könnte theoretisch aufgestockt werden.</p>	<p>Ja</p>	<p>Arbeitet mit externen Fachstellen zusammen:</p> <ul style="list-style-type: none"> Früherziehungs-Beratungsstelle Teddybär Logopädie Schaffhausen Fias Therapiezentrum, Frühintervention bei Autistischen Störungen Ergotherapie Kanton Schaffhausen Sprachheilkindergarten Stadt Schaffhausen Familienbegleitungen diverse Heilpädagogische Frühziehung Sozialämter der Stadt und des Kantons (z.B. Haus der Kulturen) Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst des Kantons Schaffhausen KJPD Kinder- und Erwachsenenschutzbehörde Kanton Schaffhausen KESB
<p>Spielhuus Kronenthalde</p>	<p>Kronenthalde 10 8200 Schaffhausen kronenthalde@spielhuus.ch 052 620 30 33</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja, aktuell 6 Kinder mit Sprachbeeinträchtigungen Mädchen mit Trisomie-21 (ab Geburt langjährig bis Anfang 2021)</p>	<p>Geistige Behinderung: bis 2x Verhaltensauffälligkeiten: bis 1.5x Körperliche Behinderung: Hier können Plätze ja nach Art der Behinderung angeboten werden (nicht schwellenlos) Sprachbeeinträchtigungen: bis 1.5x Sensorische Behinderungen: kann angeboten werden</p>	<p>Ja</p>	<p>Arbeitet mit externen Fachstellen zusammen:</p> <ul style="list-style-type: none"> Früherziehungs-Beratungsstelle Teddybär Logopädie Schaffhausen Sprachheilkindergarten Stadt Schaffhausen Familienbegleitungen diverse Heilpädagogische Frühziehung Sozialämter der Stadt und des Kantons Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst des Kantons Schaffhausen KJPD Kinder- und Erwachsenenschutzbehörde Kanton Schaffhausen KESB



Kanton Schaffhausen

<p>Spielhuus Emmersberg</p>	<p>Kamorstrasse 11 8200 Schaffhausen emmersberg@spielhuus.ch 052 620 47 50</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja, aktuell 2 Kinder mit Sprachbe- einträcht- igungen</p>	<p>Geistige Behinderungen: bis 2x Verhaltensauffälligkeiten: bis 2.5x Körperliche Behinderung: Hier können Plätze je nach Art der Behinderung angeboten werden (nicht schwellenlos) Sprachbeeinträchtigungen: bis 1.5x Sensorische Behinderungen: kann angeboten werden</p>	<p>Ja</p>	<p>Arbeitet mit externen Fachstellen zusammen:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frühziehungs-Beratungsstelle Teddybär • Logopädie Schaffhausen • Sprachheilkindergarten Stadt Schaffhausen • Familienbegleitungen diverse • Heilpädagogische Frühziehung • Sozialämter der Stadt und des Kantons • Kinder- und Jugendpsychiatrischer Dienst des Kantons Schaffhausen KJPD • Kinder- und Erwachsenenschutz- behörde Kanton Schaffhausen KESB
------------------------------------	--	-----------	--	--	-----------	---



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

- Amt für Gesundheit und Soziales Schwyz
- Amt für Kindes- und Erwachsenenschutz Innerschwyz (KESI)
- Amt für Kindes- und Erwachsenenschutz Ausserschwyz (KESA)

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Das Amt für Gesundheit und Soziales ist gemäss Grundauftrag für die Sicherstellung eines bedarfsgerechten Betreuungs- und Pflegeangebotes für Betagte und Menschen mit einer Behinderung zuständig.¹

KESI/KESA ist zuständig für die Meldung, Aufsicht und Bewilligung im familienergänzenden Kinderbetreuungsbereich.²

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden sind zuständig für den Betrieb und die Finanzierung von Einrichtungen für Kinder und Jugendliche.³ Gemäss § 13 des Gesetzes über soziale Einrichtungen (SEG) können die Gemeinden bei Bedarf private Einrichtungen für die familienergänzende Kinderbetreuung unterstützen oder eigene Angebote führen. Bei Gewährung von finanziellen Beiträgen schliesst der Gemeinderat mit dem Träger der Einrichtung eine Leistungsvereinbarung ab. Darin sind «mindestens das Angebot, die Beiträge der Benützer und die Beitragsleistung der Gemeinde zu regeln».⁴

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
7723⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

Genauere Anzahl Kinder ist nicht bekannt. Insgesamt gibt es im Kanton 1203 Plätze in Kindertagesstätten sowie 53 Tageseltern-Plätze, welche alle durch die KESB bewilligt sind.⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

Genauere Anzahl Kinder ist nicht bekannt. Insgesamt werden 674 Kindern Massnahmen der IV gewährt. Längerfristige Leistungen werden für 425 Kinder erbracht, davon erhalten 18 mit einer Hilflosenentschädigung (mit oder ohne Intensivpflegezuschlag).⁷

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

Das Recht auf einen finanziellen Beitrag an die familienergänzende Betreuung ist kantonal nicht gesetzlich verankert. Es ist den Gemeinden überlassen, Angebote zu subventionieren und damit einkommensabhängige Tarife oder einkommensabhängige Rabattsysteme zu ermöglichen. Laut einem Bericht der Hochschule Luzern (HSLU) aus dem Jahr 2018 ist dies in 17 von 41 untersuchten Angeboten im Kanton der Fall.⁸

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Falls behinderungsbedingte Mehrkosten anfallen kann nicht auf eine kantonale Regelung zurückgegriffen werden. Deshalb ist davon auszugehen, dass die Mehrkosten grundsätzlich durch die Eltern getragen werden müssen.

Analyse

Die folgenden Ausführungen stützen sich auf einen Bericht zur familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung im Kanton Schwyz, der 2018 durch die HSLU angefertigt wurde, sowie auf die Informationen des Amtes für Gesundheit und Soziales Schwyz. Da der Kanton im Bereich der familienergänzenden Betreuung umfassende Kompetenzen an die Gemeinden delegiert, ist keine abschliessende Bestandaufnahme für den ganzen Kanton auf Gemeindeebene möglich. Auf eine umfassendere Erhebung in den einzelnen Gemeinden wurde verzichtet.

In § 18 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Schwyz wird festgehalten, dass der Staat die Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Familie fördert. Weiter schafft der Staat laut § 15 Abs. 2 «gute Voraussetzungen für die Betreuung der Kinder in und ausserhalb der Familie».⁹ Diese offene Formulierung überlässt bei der Umsetzung grossen Interpretationsspielraum. Abgesehen von Steuererleichterungen¹⁰ existieren auf der kantonalen Ebene keine finanziellen Erleichterungen für Eltern, die ihr Kind familienergänzend betreuen lassen.

Durch die umfassende Delegation der Kompetenzen an die Gemeinden wird eine Erhebung des kantonalen Angebots und Bedarfs erschwert. Entsprechend heterogen gestalten sich auch die Angebots- und Finanzierungsstrukturen im Kanton; es existiert kein kantonal einheitliches System zur Subventionierung von Betreuungsangeboten. Gemäss der Untersuchung durch die HSLU kommen diverse Finanzierungsquellen zum Zug, darunter Beiträge von Eltern, Firmen, Vereinen, Kirchen, Gemeinden, Kanton und Bund sowie Sponsoring durch Dritte.¹¹



Gemäss Behördenangaben wurden Kinder mit Behinderungen in der Vergangenheit bereits in reguläre Angebote aufgenommen. Für die Finanzierung von behinderungsbedingten Mehrkosten existiert kein einheitliches Konzept. Den finanziellen Mehraufwand tragen in der Regel die Kindertagesstätten.¹² Falls sie den Mehraufwand in Form eines höheren Betreuungsfaktors und damit eines höheren Tarifs an die Eltern weitergeben, dann ist davon auszugehen, dass die Eltern diese Mehrkosten vollständig privat finanzieren müssen.

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es existiert kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kinder mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten, und es existiert kein System zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten. Es ist bisher keine Zusammenarbeit mit Fachprogrammen wie KITApplus bekannt.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es existieren keine spezialisierten Angebote, welche die Betreuung von Kindern mit schwereren Behinderungen gewährleisten könnten. Es existiert kein System zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten.



Verbesserungsbemühungen

Aktuell laufen kantonsinterne Abklärungen, ob und wie KITApplus im Kanton umgesetzt werden kann. Veränderungen im bestehenden System werden geprüft.¹³

¹ [https://www.sz.ch/privatpersonen/gesundheits-und-soziales.html/72-512-444-1608/1/de](https://www.sz.ch/privatpersonen/gesundheit-soziales/gesundheits-und-soziales.html/72-512-444-1608/1/de), abgerufen 01.12.2020.

² <https://www.sz.ch/privatpersonen/gesundheits-und-soziales/fachbereiche-soziales/familien.html/72-512-444-1650-1618>, abgerufen 01.12.2020.

³ *ibid.*

⁴ Knecht, Donat; Dietrich, Annette (2018). Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Schwyz. Auswertung und Interpretation von Daten im Auftrag des Amtes für Gesundheit und Soziales des Kantons Schwyz. Hochschule Luzern, Soziale Arbeit. S. 20.

⁵ Stand 31.12.19, Quelle Bevölkerungsstruktur SZ 2019, nicht öffentlich; Amt für Wirtschaft.

⁶ Gemäss Angaben des Amtes für Gesundheit und Soziales Schwyz, 13.01.2021.

⁷ Daten für den Zeitraum 30.09.2016–30.09.2020, gemäss Angaben des Amtes für Gesundheit und Soziales Schwyz, 13.01.2021.

⁸ Knecht, Donat; Dietrich, Annette (2018). Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Schwyz. Auswertung und Interpretation von Daten im Auftrag des Amtes für Gesundheit und Soziales des Kantons Schwyz. Hochschule Luzern, Soziale Arbeit. S. 24.

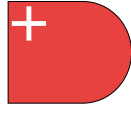
⁹ <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20121414/index.html>, abgerufen 01.12.2020.

¹⁰ Knecht, Donat; Dietrich, Annette (2018). Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Schwyz. Auswertung und Interpretation von Daten im Auftrag des Amtes für Gesundheit und Soziales des Kantons Schwyz. Hochschule Luzern, Soziale Arbeit. S. 35.

¹¹ *ibid.* S. 24.

¹² Gemäss Angaben des Amtes für Gesundheit und Soziales Schwyz, 22.12.2020.

¹³ *ibid.*, 13.01.2021.



Hilfreiche Kontaktangaben

Amt für Gesundheit und Soziales

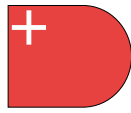
Kollegiumstrasse 28
Postfach 2161
6431 Schwyz
041 819 16 65
www.sz.ch/ags

Heilpädagogische Früherziehung Innerschwyz

Frühberatungs- und Therapiestelle
für Kinder (FTSK)
Bahnhofstrasse 53
6440 Brunnen
041 820 47 88
info@ftsk.ch
www.ftsk.ch

Heilpädagogische Früherziehung Ausserschwyz

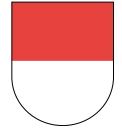
Stiftung RgZ
Poststrasse 4
8808 Pfäffikon
058 307 17 80
www.stiftung-rgz.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderkrippe Bärenland	Gotthardstrasse 25b 6410 Goldau info@kinderkrippe-baerenland.ch	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Nein	Keine Angabe
Verein Jugend- und Familienberatung	Schwanenstrasse 8840 Einsiedeln 076 202 47 16	Ja	Ja 2	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Ja	Zusammenarbeit mit externem Personal (z.B. Kinderspitex und Früherziehung)
Kinderhaus Imago; Stiftung visoparents	Kita Kinderhaus Imago Stettbachstrasse 10 8600 Dübendorf kinderhaus@visoparents.ch 043 355 10 20 und Kita Kinderhaus Imago Baar Landhausstrasse 20 6340 Baar kinderhaus-baar@visoparents.ch 041 525 20 40	Ja	Ja Dübendorf: 31 Kinder in Betreuung unter der Woche, 6 in Entlastungsangebot, 6 Kinder auf Warteliste Baar: 12 Kinder in Betreuung	Geistige Behinderung: bis 3x Verhaltensauffälligkeiten: bis 3x Körperliche Behinderung: bis 3x Sprachbeeinträchtigungen: bis 3x Sensorische Behinderungen: bis 3x	Ja	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früherziehung). Ausgebaute Entlastungsangebote, verfügt über spezialisiertes internes und externes Personal. Angebot befindet sich in den Kantonen Zürich und Zug, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Departement des Innern, Amt für soziale Sicherheit (ASO) für Betreuungsangebote, Volksschulamt (VSA) für Heilpädagogische Früherziehung

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Der Kanton, namentlich das Amt für soziale Sicherheit, ist zuständig für die Bewilligung und Aufsicht von Kindertagesstätten mit Sitz im Kanton Solothurn.¹

Der Kanton hat keinen gesetzlichen Auftrag im Bereich der Finanzierung von familienergänzenden Betreuungsstrukturen für Kinder im Vorschulalter.

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Kompetenzen der Gemeinden sind im Sozialgesetz vom 31.01.2007 geregelt. Die Gemeinden können familien- und schulergänzende Betreuungsangebote fördern.² Ob und wie die Gemeinden familienergänzende Betreuungsangebote finanziell unterstützen ist den Gemeinden jedoch freigestellt.³

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
10397⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
108⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
364⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
3 Kinder im Rahmen des Pilotprojekts von *Kita Inklusiv*, 10 bis 15 Kinder bis Ende 2021.⁷ Bei einer Überführung in den Regelbetrieb könnten gemäss Schätzungen des Vereins *Kita Inklusiv* zwischen 40 bis 60 Kinder im ganzen Kanton vom Angebot profitieren.⁸

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?
Nein

Die finanzielle Unterstützung von Betreuungsangeboten ist den Gemeinden freigestellt. Es existieren zudem Unterschiede zwischen den Gemeinden.⁹ Im Kanton Solothurn tragen die Eltern den Grossteil der Kosten für die familienergänzende Kinderbetreuung.¹⁰

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?
Nein

Im Rahmen des Pilotprojekts wurden die behinderungsbedingten Mehrkosten, welche bei der Kita anfallen, durch die Stiftung 3FO getragen. Das Coaching durch den Heilpädagogischen Dienst wird durch den Verein *Kita Inklusiv* finanziert. Ziel ist es in der Zukunft, dass im Leistungsvertrag des Kantons mit den Heilpädagogischen Diensten diese Leistungen integriert sind. Bei den Kitas ist das Ziel, dass der finanzielle Mehraufwand der Betreuung von Kindern mit Behinderungen durch deren Wohngemeinden finanziert wird. Eine einheitliche Finanzierung ist momentan aber noch nicht gegeben.¹¹

Analyse

Ein Bericht von Ecoplan zur Situation der allgemeinen familienergänzenden Betreuung im Kanton Solothurn zeigt auf, dass trotz Ausbau ein Mangel an subventionierten Betreuungsplätzen sowie an Betreuungsplätzen für Kleinstkinder (bis 18 Monate) besteht.¹² In Bezug auf die familienergänzende Betreuung für Kinder mit Behinderungen besteht im Kanton Solothurn das Projekt *Kita Inklusiv*.

Das Pilotprojekt wurde von Oktober 2019 bis Juli 2020 in der Kita *Tubeschlag* durchgeführt, welche durch die *Netz 4F AG* betrieben wird. Seit 2020 besteht der Verein *Kita Inklusiv*, welcher durch verschiedene Institutionen getragen wird. Dazu gehört der Verein *Bachtelen*, das *Zentrum für Kinder mit Sinnes- und Körperbeeinträchtigung* (ZKSK AG), die Stiftung *Arkadis* sowie die *Netz 4F AG*. Das Projekt arbeitet eng mit dem bewährten KITApplus Programm zusammen, welches das konzeptionelle Gerüst für das Programm bietet. Das Ziel des Projektes ist die flächendeckende Inklusion von Kindern mit Behinderungen im Vorschulalter in reguläre Betreuungsangebote. Durch die Nähe zum Wohnort soll dem Inklusionsgedanken Rechnung getragen werden.¹³ Die Mitarbeitenden der Betreuungsangebote werden durch die Fachpersonen der regional zuständigen Heilpädagogisch-Therapeutischen Dienste (*Arkadis*, *ZKSK*, *Bachtelen*) gecoacht und das Team befähigt, Kinder mit Behinderungen entsprechend zu betreuen. Dies soll künftig über einen Leistungsvertrag mit dem Kanton finanziert werden. Das Projekt soll ab 2022 in einen Regelbetrieb überführt werden.¹⁴



Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Durch das Projekt *Kita Inklusiv* wird ermöglicht, dass Kinder mit leichteren Behinderungen in regulären Kindertagesstätten integriert werden. Es existiert bisher aber kein einheitliches System zur Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten. Die Finanzierung der Mehrkosten hängt von den Wohngemeinden ab.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Für Kinder mit schweren Behinderungen existiert im Kanton Solothurn kein ausreichendes Angebot. Der Verein *Kita Inklusiv* will auch für diese Kinder individuell angepasste Betreuungsangebote finden, welche durch die öffentliche Hand entsprechend mitfinanziert werden. Es besteht jedoch noch kein Projekt.



Verbesserungsbemühungen

Ziel ist die Überführung in den Regelbetrieb ab 2022 und eine entsprechende Finanzierungslösung. Es sind jedoch noch keine konkreten Schritte kommunizierbar.

¹ Amt für soziale Sicherheit (2018). Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Solothurn – ein Praxisleitfaden für Verantwortliche und weitere Schlüsselpersonen in den Einwohnergemeinden.

² https://bgs.so.ch/app/de/texts_of_law/831.1/versions/4078, abgerufen 05.01.2021.

³ Amt für soziale Sicherheit (2018). Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Solothurn – ein Praxisleitfaden für Verantwortliche und weitere Schlüsselpersonen in den Einwohnergemeinden.

⁴ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁵ Anzahl Kinder, welche Stand Januar 2021 durch die Heilpädagogische Früherziehung im Kanton Solothurn begleitet werden und ein familienergänzendes Betreuungsangebot besuchen, gemäss Angaben des Heilpädagogischen Dienstes Bachtelen, 17.02.2021.

⁶ Anzahl Kinder, welche Stand Januar 2021 durch die Heilpädagogische Früherziehung im Kanton Solothurn begleitet werden, gemäss Angaben des Heilpädagogischen Dienstes Bachtelen, 17.02.2021.

⁷ https://www.kitainklusiv.ch/kin/pdf/20210111_Verein-Kita-Inklusiv_Medienmitteilung_FINAL.pdf, abgerufen 08.02.2021.

⁸ https://www.kitainklusiv.ch/kin/pdf/202007_Projekt_Kita_Inklusiv_Medienmitteilung.pdf, abgerufen 08.02.2021.

⁹ Ecoplan (2016). Familienergänzende Kinderbetreuung für den Vorschulbereich im Kanton Solothurn. Heutige Situation und Entwicklungsmöglichkeiten. Schlussbericht zuhanden des Amtes für soziale Sicherheit (ASO) des Kantons Solothurn.

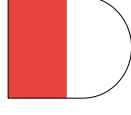
¹⁰ Amt für soziale Sicherheit (2018). Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Solothurn – ein Praxisleitfaden für Verantwortliche und weitere Schlüsselpersonen in den Einwohnergemeinden.

¹¹ Gemäss Angaben Verein *Kita Inklusiv*, 08.02.2021.

¹² Ecoplan (2016). Familienergänzende Kinderbetreuung für den Vorschulbereich im Kanton Solothurn. Heutige Situation und Entwicklungsmöglichkeiten. Schlussbericht zuhanden des Amtes für soziale Sicherheit (ASO) des Kantons Solothurn.

¹³ www.kitainklusiv.ch, abgerufen 06.01.2021.

¹⁴ Gemäss Angaben Verein *Kita Inklusiv*, 08.02.2021.



Hilfreiche Kontaktangaben

Amt für soziale Sicherheit

Fachstelle Familie und Generationen
Ambassadorsenhof/Riedholzplatz 3
4509 Solothurn
032 627 60 15
[www.so.ch/verwaltung/departement-
des-innern/amt-fuer-soziale-sicherheit/](http://www.so.ch/verwaltung/departement-des-innern/amt-fuer-soziale-sicherheit/)
aso@ddi.so.ch

Verein Kita Inklusiv

Niklaus Konrad-Strasse 18
4500 Solothurn
032 510 33 77
www.kitainklusiv.ch
info@kitainklusiv.ch

Stiftung Arkadis

Aarauerstrasse 10
4600 Olten
062 287 00 00
www.arkadis.ch
arkadis@arkadis.ch

Netz 4F AG

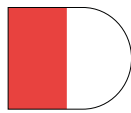
Belchenstrasse 7
4600 Olten
062 550 01 40
kontakt@netz4f.ch
www.netz4f.ch

Zentrum für Kinder mit Sinnes- und Körperbeeinträchtigung

ZKSK AG
Schöngrünstrasse 46
4500 Solothurn
www.zksk.ch

HPD BACHTELEN

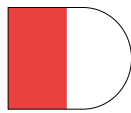
Heilpädagogischer Dienst Bachtelen
Bergstrasse 1
4500 Solothurn
032 622 46 09
www.bachtelen.ch
hpd@bachtelen.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
GFVO Kita Chinderstube	Ziegelfeldstrasse 24 4600 Olten kontakt@chinderstube.ch 062 212 21 21	Ja	Ja, aktuell kein Kind mit Behinderung	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: Betreuung leider nicht möglich (Gebäude nicht barrierefrei) Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Nein	
KITa Zwergenburg	Hauptstrasse 90 4112 Bättwil kita@zwergebnburg.ch 061 733 71 71	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	
Kitapunkt	Baschistrasse 3 4543 Deitingen info@kitapunkt.ch	Ja	Ja, aktuell kein Kind mit Behinderung	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Nein	



Kanton Solothurn

<p>Kita KSA Zwärglihuus</p>	<p>Westallee 19 5000 Aarau 062 838 40 75</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja 2</p>	<p>Geistige Behinderung: 1x-2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: leider ist Betreuung nicht möglich Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x</p>	<p>Ja</p>	<p>Arbeitet auch mit externem Personal zusammen (z. B. Kispex oder Früherziehungsdienst) Angebot befindet sich im Kanton Aargau, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.</p>
<p>Kita im sicheren Hafen</p>	<p>Am Wirbel 2 4147 Aesch info@kita-aesch.ch 061 731 41 47</p>	<p>Ja</p>	<p>Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.</p>	<p>Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe</p>	<p>Keine Angabe</p>	<p>Angebot befindet sich im Kanton Basel-Land, steht jedoch auch Kindern von anderen Kantonen offen.</p>



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Departement des Innern
Amt für Soziales, Abteilung Kinder und Jugend

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die Kompetenzen des Kantons sind in der Verordnung über Kinder- und Jugendheime KJV geregelt. Der Kanton ist zuständig für die Aufsicht und Bewilligung der Betreuungsangebote.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden sind zuständig für die familienergänzende Betreuung. Sie sorgen gemäss Art. 58 bis Abs. 1 EG-ZGB für eine ganzheitliche Kinder- und Jugendhilfe und fördern in diesem Rahmen die familienergänzende Kinderbetreuung.²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

26628³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

3800⁴

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

250 Kinder werden durch den Heilpädagogischen Früherziehungsdienst begleitet.⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

40 Kinder im Rahmen von KITAplus⁶

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

Es gibt kein kantonales einheitliches System zur Finanzierung von familienergänzender Betreuung. Die Tarife unterscheiden sich je nach Anbieter und Standort.⁷

Die Kitas sind in der Tarifgestaltung autonom. Je nach Standortgemeinde werden die Kindertagesstätten unterschiedlich subventioniert. Etwas mehr als 60% der Betreuungskosten werden grundsätzlich von den Eltern bezahlt.⁸

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Es existiert kein einheitliches System zur Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten. Im Rahmen des KITAplus-Programms werden verschiedene Kostenarten unterschieden:

- Ordentliche Betreuungskosten werden regulär zu den ortsüblichen Konditionen abgerechnet; die Finanzierung hängt damit vom System der Wohngemeinde ab. Ein allfälliger Zusatzaufwand wird entweder von den Eltern, der Wohngemeinde oder von Dritten übernommen.⁹
- Die Kosten für das Coaching der Kitas durch die Heilpädagogische Früherziehung werden über das Regelbudget des Kantons finanziert.
- Die Kosten für den zusätzlichen Koordinationsaufwand, der in der Kita anfällt, werden pauschal mit CHF 30.– pro Betreuungstag berechnet. Es gibt keine einheitliche Regelung zur Finanzierung; KITAplus empfiehlt die Übernahme durch die Wohngemeinde.

Oft erfolgt die Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten also in Form einer gemischten Finanzierung zwischen Eltern, Gemeinwesen und Stiftungen/Spenden. Es ist auch möglich, für die Finanzierung ein Gesuch an den *Pro Infirmis* Fonds zu stellen.¹⁰

Die integrative Kita *Peter Pan* wiederum verwendet abgestufte Tarife, bei welchen der individuelle Bedarf sowie ein allfälliger Intensivpflegezuschlag berücksichtigt werden.¹¹ Die restlichen behinderungsbedingten Mehrkosten werden von den Gemeinden und der Stiftung *Kronbühl* getragen.¹²



Analyse

In St. Gallen existiert das KITAplus-Projekt, das in Zusammenarbeit der kantonalen Behörden, *Pro Infirmis St. Gallen-Appenzell* und den entsprechenden Fachstellen lanciert wurde und die flächendeckende Inklusion von Kindern mit Behinderungen in reguläre Kindertagesstätten ermöglichen soll.¹³ Verbesserungspotenzial besteht im Bereich der Finanzierung. Grundsätzlich sind im Kanton St. Gallen die Betreuungskosten grösstenteils durch die Eltern zu tragen; dies trifft auch Eltern von Kindern mit Behinderungen zu. Unterstützung in diesem Bereich wird durch private Akteur*innen geleistet. *Pro Infirmis St. Gallen-Appenzell* kann bei Bedarf die behinderungsbedingten Mehrkosten durch finanzielle Unterstützungsleistungen aus dem Inklusionsfonds oder dem Fonds «Finanzielle Leistungen für Menschen mit Behinderung» (FLB) decken. Diese Unterstützungsleistung wird auf individueller Ebene und in Absprache mit den Eltern, den Leistungserbringern und dem Heilpädagogischen Früherziehungsdienst geprüft.¹⁴

Zurzeit bestehen keine gesetzlichen Grundlagen für ein kantonal einheitliches Finanzierungssystem, weder für Betreuungskosten allgemein noch für behinderungsbedingte Mehrkosten. Die Finanzierung von familienergänzenden Betreuungsangeboten für Kinder im Vorschulalter war auch Gegenstand einer Anfrage an die Kantonsregierung. Gemäss der Kantonsregierung bleibt das Ziel, dass Eltern von Kindern mit Behinderungen die gleichen Tarife zahlen wie Eltern von Kindern ohne Behinderungen.¹⁵

Bezüglich der Versorgungslage kann gemäss Angaben der kantonalen Behörden in Gemeinden, in welchen die Auslastung der Betreuungsangebote hoch ist, manchmal kein Platz verfügbar sein, weil die Babyplätze bereits belegt sind und für ein Kind mit besonderen Bedürfnissen kein zusätzliches Personal finanziert wird.¹⁶ Weiter sind für die angemessene Betreuung von Kindern mit Behinderungen auch andere Faktoren wie die räumlichen Möglichkeiten und das pädagogische Konzept entscheidend.¹⁷ Mit der Kindertagesstätte *Peter Pan* besteht im Kanton St. Gallen ein inklusives, spezialisiertes Betreuungsangebot für Kinder mit schwereren Behinderungen.¹⁸ Die Kindertagesstätte ist ein Angebot der Stiftung *Kronbühl*, die verschiedene Angebote für Kinder, Jugendliche und Erwachsene mit schweren körperlichen und geistigen Beeinträchtigungen betreibt. Die Kita *Peter Pan* bietet insgesamt 12 Plätze an. Dieses Angebot reicht aber nicht aus, um den Bedarf an Betreuungsplätzen für Kinder mit schwereren Beeinträchtigungen im Kanton zu decken, besonders wenn die Transportwege und die geografische Situation im Kanton berücksichtigt werden.¹⁹

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Das KITAplus-Programm ermöglicht Kindern mit leichten Behinderungen flächendeckend Zugang zur familienergänzenden Betreuung. Es besteht jedoch kein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Mit der Kindertagesstätte *Peter Pan* besteht ein inklusives, spezialisiertes Betreuungsangebot für Kinder mit schwereren Behinderungen. Dieses deckt aber nicht den kantonsweiten Bedarf, und es besteht auch kein kantonal einheitliches System für die Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten.



Verbesserungsbemühungen

Im November 2020 wurde bei der kantonalen Abstimmung das neue Kinderbetreuungsgesetz eingeführt. Laut diesem Gesetz erhalten die Gemeinden gemäss der Anzahl Kinder im Alter von 0 bis 12 Jahren Beiträge, um die Tarife der familien- und schulergänzenden Betreuung für die Eltern zu senken.²⁰ Dies trifft jedoch für alle Familien gleich zu, es besteht keine konkrete Verbesserung in Bezug auf die behinderungsbedingten Mehrkosten. Dies trifft jedoch unterschiedslos für alle Familien zu; es wurde keine konkrete Verbesserung in Bezug auf die behinderungsbedingten Mehrkosten erzielt.

¹ https://www.gesetzessammlung.sg.ch/app/de/texts_of_law/912.4/versions/2799, abgerufen 26.11.2020.

² https://www.sg.ch/gesundheitssoziales/soziales/kinder-und-jugendliche/indertagesbetreuung/_jcr_content/Par/sgch_downloadlist/DownloadListPar/sgch_download.ocFile/Familien-%20und%20schulerg%C3%A4nzende%20Betreuung%20im%20Kanton%20St.Gallen%2040.18.04.pdf, abgerufen 26.11.2020.

³ Gemäss Angaben Amt für Soziales, 18.12.2020

⁴ *ibid.*

⁵ *ibid.*

⁶ Gemäss Antwort der zuständigen Behörde im Rahmen der Umfrage.

⁷ *ibid.*

⁸ <https://kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitaplust-gallen>, abgerufen 26.11.2020.

⁹ *ibid.*

¹⁰ Gemäss Antwort der zuständigen Behörde im Rahmen der Umfrage.

¹¹ <http://www.sh-k.ch/lernen-foerdern/kita-peter-pan.html>, abgerufen 26.11.2020.

¹² Gemäss Korrespondenz Stiftung *Kronbühl*, 16.12.2020

¹³ Gemäss Antwort der zuständigen Behörde im Rahmen der Umfrage.

¹⁴ Gemäss Angaben *Pro Infirmis St. Gallen-Appenzell*, 12.01.2021.

¹⁵ <https://www.ratsinfo.sg.ch/geschaefte/3885#documents>, abgerufen 01.02.2021.

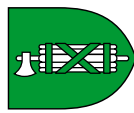
¹⁶ Gemäss Antwort der zuständigen Behörde im Rahmen der Umfrage.

¹⁷ Gemäss Angaben Amt für Soziales, 18.12.2020

¹⁸ Gemäss Antwort der zuständigen Behörde im Rahmen der Umfrage.

¹⁹ Gemäss Korrespondenz Stiftung *Kronbühl*, 16.12.2020

²⁰ Gemäss Antwort der zuständigen Behörde im Rahmen der Umfrage.



Hilfreiche Kontaktangaben

Abteilung Kinder und Jugend

Amt für Soziales

Spisergasse 41
9001 St. Gallen
058 229 33 18
jugend@sg.ch
www.jugend.sg.ch

Heilpädagogischer Dienst

St. Gallen-Glarus

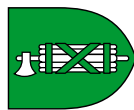
Bahnhofplatz 7
9000 St. Gallen
071 242 30 60
info.kitaplus@hpdienst.ch
www.hpdienst.ch

Stiftung Kronbühl

Peter Pan
Ringstrasse 13
9300 Wittenbach
071 292 19 00
info@sh-k.ch
www.sh-k.ch

Pro Infirmis

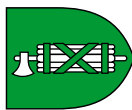
St. Gallen-Appenzell
Poststrasse 23
9001 St. Gallen
058 775 19 40
stgallen@proinfirmis.ch



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

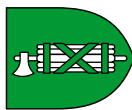
Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kita Peter Pan	Stiftung Kronbühl Peter Pan Ringstrasse 13 9300 Wittenbach info@sh-k.ch 071 292 19 00	Ja	Ja 10	Geistige Behinderung: 1X-3X Verhaltensauffälligkeiten: 1X-3X Körperliche Behinderung: 1X-3X Sprachbeeinträchtigungen: 1X-3X Sensorische Behinderungen: 1X-3X	Ja	Das Angebot der Kita Peter Pan beruht auf einem integrativen Konzept. Kinder mit und ohne Beeinträchtigung spielen und lernen gemeinsam. In der Kita Peter Pan werden auch Kinder mit schweren und mehrfachen Beeinträchtigungen aufgenommen. Sie profitieren von einem sehr individuellen Förderprogramm, einer professionellen Betreuung (auch im medizinisch/pflegerischen Bereich), von einem therapeutischen Angebot vor Ort, von der Zusammenarbeit mit anderen Stellen (Kinderspitex, Frühziehung) und von der Infrastruktur der ganzen Institution.
Kita Gadretsch	Kita Gadretsch Gärtlistrasse 17 9475 Sevelen n.langenegger@sevelen.ch 081 740 11 44	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	



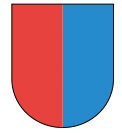
Kanton St. Gallen

Kinderbetreuung SDM Kitas und Tagesfamilien	Kinderbetreuung SDM Widnauerstrasse 8 9435 Heerbrugg 071 726 11 49	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	Je nach Situation, abhängig von der Verfügbarkeit der Plätze, der Räumlichkeiten des Kita-Standortes und der Behinderung des Kindes wird geprüft, ob eine Betreuung angeboten werden kann. Anfragen können jederzeit gestellt werden.
Tagesfamilie	Verein Tagesfamilien Rapperswil-Jona Glämischstrasse 3 8640 Rapperswil info@tagesfamilien-rj.ch 079 962 85 56	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angaben	
Tagesfamilie	Verein Tagesfamilien Linthgebiet Rietstrasse 4 8718 Schänis brigitte.zahner@tagesfamilien-linthgebiet.ch 079 526 25 13	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Tagesfamilie in Lüchingen	Betreuungsanfrage über den Verein Tagesfamilien Oberes Rheintal möglich Karin Baumgartner Hub 24 9463 Oberriet 076 248 72 72	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	Die entsprechende Tagesfamilie hat privat auch ein Kind mit Behinderungen und ist grundsätzlich offen, Kinder mit Behinderungen zu betreuen.



Kanton St. Gallen

<p>Kinderbetreuung KiBe Herisau</p>	<p>Kinderbetreuung KiBe Herisau Neue Steig 6 9100 Herisau info@kibe-herisau.ch 071 350 05 29</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja 3</p>	<p>Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x Sensorische Behinderungen: keine Angabe</p>	<p>Nein</p>	<p>Stundenweise Betreuung möglich. Zusammenarbeit mit externem Personal (z. B. Kinderspitex und Früherziehung). Die Kinderbetreuung Herisau steht grundsätzlich Kindern mit allen Behinderungsarten offen. Die Betreuung wird individuell abgeklärt und entsprechend der besonderen Bedürfnisse des Kindes angepasst. Angebot befindet sich im Kanton Appenzell Ausserrhoden, steht aber auch für Kinder aus anderen Kantonen offen.</p>
<p>Verein Kindertagesstätten Liechtenstein</p>	<p>Verein Kindertagesstätten Liechtenstein Austrass 3 9490 Vaduz (Lichtenstein) info@kita.li www.kita.li 00423 390 05 95</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja 6</p>	<p>Geistige Behinderung: 1x–2x Verhaltensauffälligkeiten: 1x–2x Körperliche Behinderung: 1x–1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x–1.5x Sensorische Behinderungen: 1x–2x</p>	<p>Ja</p>	<p>Wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z. B. Kinderspitex und Früherziehung)</p>



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Dipartimento della sanità e della socialità (DSS), Divisione dell'azione sociale e delle famiglie:

- Ufficio del sostegno a enti e attività per le famiglie e i giovani (UFaG) für Fragen betreffend Kinderbetreuung allgemein
- Ufficio degli invalidi (UI) für behinderungsspezifische Fragen

Dipartimento dell'educazione, cultura e sport (DECS), Sezione della Pedagogia Speciale (SPS):

- Servizio dell'educazione precoce speciale (SEPS) für pädagogische und therapeutische Fragen

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

- Anerkennung von Betreuungseinrichtungen
- Finanzielle Unterstützung zur Schaffung neuer und Entlastung bestehender Betreuungseinrichtungen
- Finanzielle Unterstützung von Familien
- Das DSS gibt Richtlinien für Kindertagesstätten heraus.
- Die kantonale Beobachtungsstelle für Familienpolitik untersucht die Entwicklung und den Bedarf an kantonalen Betreuungsstrukturen und bewertet die Ergebnisse der familienpolitischen Massnahmen.¹

Das UFaG ist verantwortlich für die Koordination, Aufsicht und Unterstützung subventionierter Aktivitäten im Bereich des Schutzes von Minderjährigen und der Unterstützung von Familien. Dies umfasst auch die Auszahlung von Beiträgen an anerkannte Betreuungsstrukturen.²

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Gemeinden können sich an den Kosten beteiligen.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

10 000–10 300³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

3200

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

350 Kinder werden vom Früherziehungsdienst (SEPS) begleitet

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

122 Kinder mit besonderen Bedürfnissen

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Der Kanton bietet sowohl generelle als auch einkommensabhängige finanzielle Unterstützung zur Vereinbarkeit von Beruf und Familie.

Die generelle Unterstützung richtet sich direkt an Betreuungsstrukturen und entspricht maximal 2/3 der Gesamtkosten der familienergänzenden Betreuung. Dieser Beitrag kann von anerkannten Betreuungsstrukturen (Nidi dell'infanzia & Micro-nidi⁴) beim UFaG beantragt werden.⁵ Zusammen mit einer allfälligen Beteiligung der Gemeinde darf die öffentliche Unterstützung einer Kindertagesstätte maximal 80% ihrer Gesamtkosten betragen.⁶

Es gibt weitere Formen kantonaler Unterstützung für die Betreuung von Kindern in anerkannten Strukturen:

- universelle Hilfe für alle Familien (einkommensunabhängig)
- erhöhter Unterstützungsbeitrag für Familien, die ab dem 01.10.2018 Prämienverbilligungen erhalten (33% statt 20% der Kosten)
- Unterstützung für Empfänger*innen von Kleinkinderzulagen (bis zu CHF 800.– pro Monat)⁷

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Kinder mit Behinderungen werden im Kanton Tessin in der Regel in regulären Betreuungsstrukturen integriert. Die Institutionen passen sich den Bedürfnissen der Kinder an, arbeiten aber nur teilweise mit spezialisiertem Personal zusammen. Die Finanzierung von zusätzlichen Ressourcen ist nicht klar geregelt. Die Gemeinde kann sich auf freiwilliger Basis beteiligen, andernfalls müssen Mehrkosten von den Eltern bezahlt werden.

Anders sieht die Situation für Kinder aus, die in Biasca oder Novazzano in einer von *atgabbes* begleiteten Kindertagesstätte aufgenommen werden. Die Institution *atgabbes* begleitet die Kinder mit besonderen Bedürfnissen und bietet sonderpädagogische Leistungen in der Kindertagesstätte an, die im Rahmen eines Dienstleistungsvertrags zwischen *atgabbes* und dem Kanton finanziert werden. In diesen Fällen fallen keine behinderungsbedingten Mehrkosten für die Eltern an.⁸



Analyse

Im Kanton Tessin werden Kinder mit Behinderungen im Alter bis und mit 3 Jahren in regulären Kindertagesstätten integriert. Oft steht kein zusätzliches Personal zur Verfügung, was die gezielte Förderung beeinträchtigt, die Betreuung aber nicht verunmöglicht. Gerade bei Kindertagesstätten, die auch auf Neugeborene ausgerichtet sind, können insbesondere Kinder mit einer leichten Behinderung gut aufgenommen werden. Wenn zusätzliches Personal vorgesehen ist, müssten die Mehrkosten von den Eltern bezahlt werden, sofern sich nicht die Gemeinde an den Kosten beteiligt. Dies führt oft zum Entscheid der Eltern, das Kind nicht extern betreuen zu lassen.⁹

Eine wichtige Funktion übernimmt *atgabbes* (Associazione ticinese di genitori ed amici dei bambini bisognosi di educazione speciale). An verschiedenen Standorten im Tessin führt *atgabbes* «Orte der Sozialisation» (preasili inclusivi), wo während einigen Stunden pro Woche sonderpädagogische Massnahmen angeboten werden. Im Rahmen eines Pilot-Projektes wurden die preasili in Biasca und Novazzano in Kindertagesstätten integriert, sodass die Kinder familienergänzende Betreuung und Unterstützung von *atgabbes* erhalten können. Eine spezialisierte Betreuungsperson von *atgabbes* steht einem Kind an maximal zwei Vormittagen pro Woche zur Verfügung. *Atgabbes* erörtert gemeinsam mit der verantwortlichen Person der Betreuungsstruktur, wie das Kind auch ohne spezialisierte Betreuungsperson betreut werden kann. So wird auch die Betreuung von Kindern mit schwerer Behinderung ermöglicht. Die Eltern zahlen in diesem Fall die regulären Betreuungskosten.¹⁰

Für Kinder ab 3 Jahren ist die Scuola dell'infanzia des Kantons Tessin von Bedeutung. Bei diesem ersten zweijährigen Zyklus der obligatorischen Schulzeit wird ein Jahr fakultative Schule ab 3 Jahren angeboten. Die Öffnungszeiten sind nicht wie bei einer Kindertagesstätte, können die Arbeitstätigkeit von Eltern mit insgesamt 32 Stunden pro Woche aber sehr erleichtern, da in der Regel Verpflegung vor Ort und teilweise Betreuung nach dem Unterricht angeboten wird.¹¹ Kinder mit Behinderungen können im Rahmen der Scuola dell'infanzia von diversen sonderpädagogischen Massnahmen profitieren oder eine kantonale Sonderschule besuchen. Zudem gibt es einige Institutionen für Minderjährige mit Behinderungen (Istituti per invalidi minorenni, zum Beispiel: OTAF in Sorengo und *Provvida Madre* in Balerna), die eine eigene Scuola dell'infanzia anbieten.¹² Für die Betreuung von Kindern mit schweren Behinderungen unter 3 Jahren fehlen entsprechende Strukturen und ein kantonales Finanzierungsmodell. Einzig die preasili in Biasca und Novazzano können dank der Unterstützung durch spezialisiertes Personal auch Kinder mit schwereren Behinderungen integrieren.

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Kinder mit leichten Behinderungen werden in reguläre Kitas integriert. Mit Ausnahme der beiden von *atgabbes* begleiteten Kitas in Biasca und Novazzano gibt es keine klare Regelung für die Finanzierung von Mehrkosten. Teilweise beteiligen sich die Gemeinden an den Kosten, sind aber dazu nicht verpflichtet.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Für Kinder mit schweren Behinderungen unter 3 Jahren fehlt es an spezialisierten Betreuungsstrukturen und an einem Finanzierungsmodell (mit Ausnahme der preasili in Biasca und Novazzano). Für Kinder ab 3 Jahren gibt es die Möglichkeit des ersten fakultativen Jahres in der Scuola dell'infanzia (Tessiner Kindergarten), wo Kinder von verschiedenen sonderpädagogischen Massnahmen profitieren können und integriert werden.



Verbesserungsbemühungen

Das UFaG, das UI und die SPS haben eine Arbeitsgruppe konstituiert, um Mängel des aktuellen Systems und Entwicklungsmöglichkeiten zu identifizieren. In diesem Rahmen wurde auch eine Befragung bei allen familien- und schulergänzenden Betreuungsstrukturen durchgeführt. Die Arbeiten sind noch nicht abgeschlossen, werden aber weitergeführt. Das inklusive Pilot-Projekt in Biasca, bei welchem auch *atgabbes* involviert ist, entstand im Rahmen dieser Arbeitsgruppe.

¹ Art. 5 Legge sul sostegno alle attività delle famiglie e di protezione dei minorenni (Legge per le famiglie, LFam) del 15 settembre 2003.

² <https://www4.ti.ch/dss/dasf/ufag/cosa-facciamo/servizi/>, abgerufen 01.12.2020.

³ Die Zahlen beziehen sich auf Angaben des UFaG (Stand: Dezember 2020).

⁴ Anzahl Plätze: 5–10, geöffnet an 220 Tagen pro Jahr zu mind. 10 Stunden pro Tag.

⁵ Art. 13 und 14 LFam. Zudem gibt es die Möglichkeit auf einen Förderzuschlag gemäss Art. 26 Abs. 2 Regolamento della legge per le famiglie (RLFam).

⁶ Art. 28 Abs. 4 RLFam

⁷ https://www4.ti.ch/fileadmin/DSS/DASF/UFAG/PDF/Aiuto_soggettivo_potenziato_18.09.2018.pdf, abgerufen 11.12.2020.

⁸ Gemäss Angabe der Betreuungsstrukturen, Korrespondenz mit *atgabbes* und *Pro Infirmis Ticino e Moesano*.

⁹ Korrespondenz mit *Pro Infirmis Ticino e Moesano*, 11.12.2020.

¹⁰ Korrespondenz mit *atgabbes*, 10.12.2020/15.12.2020.

¹¹ <https://m3.ti.ch/DSS/infomamiglie/?page=5>, abgerufen 11.12.2020.

¹² Korrespondenz mit *Pro Infirmis Ticino e Moesano*, 11.12.2020.



Competenza

Quale autorità cantonale è competente?

Dipartimento della sanità e della socialità (DSS), Divisione dell'azione sociale e delle famiglie:

- Ufficio del sostegno a enti e attività per le famiglie e i giovani (UFaG) per questioni generali relative alla custodia dei figli
- Ufficio degli invalidi (UI) per questioni specifiche relative alla disabilità

Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport (DECS), Sezione della pedagogia speciale (SPS):

- Servizi dell'educazione precoce speciale (SEPS) per questioni pedagogiche e terapeutiche

Quali sono le competenze del Cantone?

- Riconoscimento delle strutture di custodia
- Sovvenzionamento per creare nuove strutture di custodia e per sgravare quelle già esistenti
- Sostegno finanziario alle famiglie
- Il DSS emana linee direttive per le strutture di custodia collettiva diurna.
- L'Osservatorio cantonale della politica familiare studia l'evoluzione e il fabbisogno di strutture di custodia nel territorio cantonale e valuta gli esiti delle misure di politica familiare.¹

L'UFaG si occupa di coordinare, vigilare e sostenere le attività sussidiate nell'ambito della protezione dei minorenni e del sostegno alle famiglie. In particolare si occupa anche dell'erogazione di contributi a strutture di custodia riconosciute.²

Quali sono le competenze dei Comuni?

I Comuni possono partecipare alle spese.

Basi

Numero complessivo di bambine e bambini di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone:

10 000–10 300³

Numero (stimato) di bambine e bambini di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone in strutture di custodia complementare alla famiglia:

3200

Numero (stimato) di bambine e bambini con disabilità di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone:

350 bambine e bambini sono seguiti dai Servizi dell'educazione precoce speciale (SEPS)

Numero (stimato) di bambine e bambini con disabilità di età compresa tra 0 e 4 anni nel Cantone in strutture di custodia complementare alla famiglia:

122 bambine e bambini con bisogni educativi particolari

Secondo il diritto cantonale, esiste un diritto generale a un posto di custodia per bambine e bambini da 0 a 4 anni?

No

Finanziamento

Esiste un sistema di finanziamento unitario per i costi della custodia esterna alla famiglia?

Sì

Per permettere di conciliare lavoro e famiglia il Cantone offre sostegno finanziario sia generale sia dipendente dal reddito. Il sostegno finanziario generale si rivolge direttamente alle strutture di custodia e corrisponde a un massimo di 2/3 delle spese complessive per la custodia complementare alla famiglia. Le strutture di custodia riconosciute (nidi dell'infanzia e micro-nidi⁴) possono richiedere sussidi all'UFaG.⁵ Il sostegno pubblico a una struttura di custodia collettiva diurna può ammontare, al massimo, all'80% delle spese complessive, inclusa l'eventuale partecipazione del Comune.⁶

Esistono altre forme di sostegno cantonale per la custodia di bambine e bambini in strutture riconosciute:

- aiuto universale per tutte le famiglie (indipendente dal reddito)
- aumento del contributo alle famiglie beneficiarie della riduzione dei premi per l'assicurazione obbligatoria delle cure medico-sanitarie dal 1° ottobre 2018 (il 33% invece del 20% della retta)
- sostegno per persone beneficiarie degli assegni di prima infanzia (fino a CHF 800.– al mese)⁷

Esiste un sistema di finanziamento unitario per le spese supplementari dovute alla disabilità?

No

Nel Canton Ticino le bambine e i bambini con disabilità vengono di regola integrati nelle strutture di custodia regolari. Le strutture si adattano alle esigenze delle bambine e dei bambini, ma solo alcune collaborano con personale specializzato. Le regole per il finanziamento di ulteriori risorse non sono chiare. Il Comune può partecipare alle spese su base volontaria, in caso contrario le spese supplementari devono essere pagate dai genitori. Diversa è la situazione per bambine e bambini accolti a Biasca o Novazzano in una delle strutture di custodia collettiva diurna assistite da *atgabbes*. L'associazione *atgabbes* accompagna le bambine e i bambini bisognosi di educazione speciale offrendo prestazioni di pedagogia speciale nelle strutture di custodia collettiva diurna finanziate nel quadro di un contratto di prestazione di servizi tra *atgabbes* e il Cantone. In questi casi per i genitori non ci sono spese supplementari dovute alla disabilità.⁸



Analisi

Nel Canton Ticino le bambine e i bambini con disabilità di età fino a 3 anni vengono integrati nelle strutture di custodia collettiva diurna regolari. Spesso non è disponibile personale aggiuntivo, cosa che pregiudica un sostegno mirato, ma non impedisce la custodia. Proprio nelle strutture di custodia collettiva diurna, che sono destinate anche ai neonati, possono essere ben accolti in particolare bambine e bambini con disabilità lieve. Se è previsto personale aggiuntivo, le spese supplementari dovrebbero essere pagate dai genitori, a meno che il Comune non partecipi alle spese. Per questo motivo spesso i genitori decidono di non affidare la figlia/il figlio alla custodia di terzi.⁹

Atgabbes, l'Associazione ticinese di genitori ed amici dei bambini bisognosi di educazione speciale, svolge un ruolo importante. In diverse località ticinesi *atgabbes* gestisce dei «preasili inclusivi», dei luoghi di socializzazione dove per alcune ore alla settimana vengono offerti provvedimenti di pedagogia specializzata per bambine e bambini con disabilità e difficoltà di sviluppo. Nell'ambito di un progetto pilota i preasili di Biasca e Novazzano sono stati integrati in strutture di custodia collettiva diurna, così che le bambine e i bambini possano godere della custodia complementare alla famiglia e del sostegno di *atgabbes*. Una collaboratrice o un collaboratore specializzato di *atgabbes* è a disposizione della bambina o del bambino per un massimo di due pomeriggi alla settimana; insieme alla persona responsabile della struttura di custodia, *atgabbes* valuta come si possa accudire la bambina/il bambino anche senza personale specializzato. In tal modo è possibile custodire anche bambine e bambini con disabilità grave e i genitori pagano solo le regolari spese di custodia.¹⁰

Per bambine e bambini a partire dai 3 anni d'età è importante la scuola dell'infanzia del Canton Ticino. Abbinato a questo primo ciclo biennale del periodo scolastico obbligatorio viene offerta dai 3 anni d'età la possibilità di un ulteriore anno facoltativo. Benché gli orari siano diversi da quelli di una struttura di custodia collettiva diurna, 32 ore settimanali possono facilitare enormemente il lavoro dei genitori, poiché di regola vengono offerte la refezione in loco e in alcuni casi la custodia dopo le lezioni.¹¹ Nell'ambito della scuola dell'infanzia le bambine e i bambini con disabilità possono beneficiare di diversi provvedimenti di pedagogia speciale o frequentare una delle scuole speciali cantonali. Esistono inoltre alcune istituzioni per persone con handicap minorenni, ad es. *OTAF* a Sorengo e *Provvida Madre* a Balerna, che offrono una propria scuola dell'infanzia.¹² Mancano invece le strutture e un modello di finanziamento cantonale per la custodia di bambine e bambini di età inferiore a 3 anni con disabilità grave. Solo i preasili di Biasca e Novazzano possono integrare, grazie al sostegno di personale specializzato, anche bambine e bambini con disabilità grave.

Valutazione

con sistema a semaforo



Situazione delle bambine e dei bambini con disabilità lievi

Le bambine e i bambini con disabilità lievi vengono integrati nelle strutture di custodia collettiva diurna regolari. Ad eccezione delle due strutture di custodia collettiva diurna di Biasca e Novazzano, accompagnate da *atgabbes*, non esiste una chiara regolamentazione per il finanziamento delle spese supplementari. Alcuni Comuni partecipano alle spese, ma non sono tenuti a farlo.



Situazione delle bambine e dei bambini con disabilità gravi

Mancano sia strutture di custodia specializzate sia un modello di finanziamento per bambine e bambini con disabilità gravi di età inferiore a 3 anni (fanno eccezione i preasili di Biasca e Novazzano). Bambine e bambini a partire dai 3 anni di età possono frequentare il primo anno facoltativo della scuola dell'infanzia, in cui possono integrarsi, beneficiando di diversi provvedimenti di pedagogia speciale.



Sforzi per migliorare la situazione

UFaG, UI e SPS hanno costituito un gruppo di lavoro, per identificare le carenze dell'attuale sistema e le possibilità di sviluppo. In tale ambito è stata anche condotta un'indagine presso tutte le strutture di custodia complementari alla famiglia e alla scuola. I lavori sono ancora in corso. Il progetto pilota inclusivo a Biasca, nel quale è coinvolta anche *atgabbes*, è sorto nell'ambito di questo gruppo di lavoro.

¹ Art. 5 Legge sul sostegno alle attività delle famiglie e di protezione dei minorenni (Legge per le famiglie, LFam) del 15 settembre 2003.

² <https://www4.ti.ch/dss/dasf/ufag/cosa-facciamo/servizi/>, consultato il 1.12.2020.

³ Cifre tratte da indicazioni dell'UFaG (stato: dicembre 2020).

⁴ Numero posti: 5-10, aperto 220 giorni all'anno per almeno 10 ore al giorno.

⁵ Art. 13 e 14 LFam. Esiste inoltre la possibilità di beneficiare di un supplemento di sussidio con-formemente all'art. 26 cpv. 2 del Regolamento della legge per le famiglie (RLFam).

⁶ Art. 28 cpv. 4 RLFam

⁷ https://www4.ti.ch/fileadmin/DSS/DASF/UFAG/PDF/Aiuto_soggettivo_potenzia-to_18.09.2018.pdf, consultato il 11.12.2020.

⁸ Come indicato dalle strutture di custodia, corrispondenza con *atgabbes* e *Pro Infirmis Ticino e Moesano*.

⁹ Corrispondenza con *Pro Infirmis Ticino e Moesano*, 11.12.2020.

¹⁰ Corrispondenza con *atgabbes*, 10.12.2020/15.12.2020.

¹¹ <https://m3.ti.ch/DSS/infomamiglie/?page=5>, consultato il 11.12.2020.

¹² Corrispondenza con *Pro Infirmis Ticino e Moesano*, 11.12.2020.

Contatto utile

Ufficio del sostegno a enti e attività per le famiglie e i giovani

Viale Officina 6
6501 Bellinzona

Sito web dell'Ufficio con varie informazioni e un elenco nidi dell'infanzia:

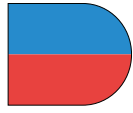
www.ti.ch/ufag

atgabbes – associazione ticinese di genitori ed amici dei bambini bisognosi di educazione speciale

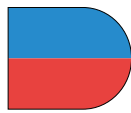
Via Canevascini 4
6900 Lugano
Tel. +41 (0)91 972 88 78
info@atgabbes.ch

Pro Infirmis Ticino e Moesano

Viale Stazione 33
6500 Bellinzona
058 775 38 70
ticino@proinfirmis.ch
<https://www.proinfirmis.ch/it/offerta/ticino.html>
<https://www.atgabbes.ch/it/>



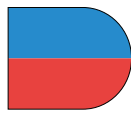
Cantone Ticino



Elenco delle strutture di custodia collettiva nel cantone

Di seguito un elenco di tutti gli asili nido che hanno partecipato alla nostra indagine. L'elenco non è esaustivo, nel cantone ci sono altri istituti che si occupano di bambine e bambini con disabilità.

Nome	Località Dati di contatto	Potete in linea di massima immaginar- vi di accog- liere anche bambine e bambini con disabilità?	Accogliete attualmen- te o avete accolto in passato bambine e bambini con disabilità di età compresa tra 0 e 4 anni? Se sì, attualmente quante bambine e bambini con disabilità?	Attualmente accogliete o avete accolto in passato bambine e bambini con quali tipi di disabilità? (Specificazione delle categorie di dipendenza)	Concetto d'inclusio- ne sì/no	Ulteriori osservazioni e informazioni
Associazione asilo nido Birba la Giraffa	Via al mulino 22 6814 Cadempino 091 960 02 05 info@birbalagiraffa.ch	Sì	Sì 1	Disabilità mentali: 1x-1.5x Disturbi comportamentali: 1x-1.5x Disabilità fisiche: Purtroppo non ci è possibile accogliere bambine e bambini con questa disabilità. Disabilità linguistiche: 1x-1.5x Disabilità sensoriali: 1x	Sì	I bambini con disabilità vengono accolti ed inseriti nei gruppi di bambini normodotati senza differenza di sorta. L'educatore di riferimento fa da media- tore nell'intervento educativo. Non abbiamo un programma di sosteg- no mirato. In un caso ci è stato chiesto dal pediatra un'osservazione. In altri casi ci siamo accorti durante il percorso che i bambini avevano delle difficoltà.
Nido RSI	Via Cantonale 6949 Comano	Sì	No	Disabilità mentali: Purtroppo non ci è possibile accogliere bambine e bambini con questa disabilità. Disturbi comportamentali: 1x Disabilità fisiche: 1x Disabilità linguistiche: 1x-3x Disabilità sensoriali: 1x-2x	Nessuna informa- zione	
Asilo nido Latte e Miele	Via Campagnora 96 6532 Castione 091 829 09 89 info@lattemiele.ch	Sì	Sì	Disabilità mentali: 1x Disturbi comportamentali: 1x Disabilità fisiche: 1x Disabilità linguistiche: 1x Disabilità sensoriali: 1x	No	



Cantone Ticino

Asilo Nido APE MAIA	Via Industrie 16 6512 Giubiasco asilonidoapemaia@hotmail.it	Si	Si 1	<p>Disabilità mentali: Purtroppo non ci è possibile accogliere bambine e bambini con questa disabilità.</p> <p>Disturbi comportamentali: Nessuna informazione</p> <p>Disabilità fisiche: Purtroppo non ci è possibile accogliere bambine e bambini con questa disabilità.</p> <p>Disabilità linguistiche: Nessuna informazione</p> <p>Disabilità sensoriali: Nessuna specificazione delle categorie di dipendenza</p>	No	
Nido d'infanzia Minicentro Grancia	Parco Commerciale 6916 Grancia minicentro@bluewin.ch	Si	Si 2	<p>Disabilità mentali: 1x</p> <p>Disturbi comportamentali: 1x</p> <p>Disabilità fisiche: Nessuna informazione</p> <p>Disabilità linguistiche: 1x</p> <p>Disabilità sensoriali: 1x</p>	No	Collaboriamo con personale esterno.
Associazione Accoglienza Infanzia Casa dell'infanzia Fogazzaro	Via alla Chiesa 16 6962 Lugano Viganello info@fogazzaro.ch	Si	Si	<p>Disabilità mentali: Nessuna specificazione delle categorie di dipendenza</p> <p>Disturbi comportamentali: Nessuna specificazione delle categorie di dipendenza</p> <p>Disabilità fisiche: Nessuna specificazione delle categorie di dipendenza</p> <p>Disabilità linguistiche: Nessuna specificazione delle categorie di dipendenza</p> <p>Disabilità sensoriali: Nessuna specificazione delle categorie di dipendenza</p>	Si	Abbiamo assunto personale interno qualificato.
Centro Infanzia Arnaboldi	Via Dei Ronchi 6 6900 Lugano 091.971.82.75 direzione@centroarnaboldi.ch	Si	Si 13	<p>Disabilità mentali: 1x-1.5x</p> <p>Disturbi comportamentali: 1x-1.5x</p> <p>Disabilità fisiche: 1x-1.5x</p> <p>Disabilità linguistiche: 1x-1.5x</p> <p>Disabilità sensoriali: 1x-1.5x</p>	Si	Custodia per mezza giornata. Collaboriamo con personale esterno. Ogni educatrice con l'osservazione puntuale e i colloqui con i genitori, prepara un Progetto Educativo personalizzato.
Nido Primi Passi	Via La Risciada 48 6915 Pambio Noranco 091 993 09 21 nidoprimitpassi@ibsa.ch	Si	Si	<p>Disabilità mentali: 1x</p> <p>Disturbi comportamentali: 1x-2x</p> <p>Disabilità fisiche: 1x-2x</p> <p>Disabilità linguistiche: 1x-2x</p> <p>Disabilità sensoriali: 1x-2x</p>	Si	Collaboriamo con personale esterno. Lavoro in rete con specialisti del territorio.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Pflegekinder- und Heimaufsicht PHA
Fachstelle für Kinder-, Jugend- und Familienfragen

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Die Kompetenzen von Kanton und Gemeinden sind im Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung von 2004 festgelegt.
Der Kanton berät die Gemeinden sowie die Anbieter und unterstützt sie bei der Koordination der Betreuungsangebote.¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden fördern bei Bedarf die Schaffung und den Betrieb angemessener Angebote. Sie können hierzu Verträge abschliessen.
Die Förderung umfasst namentlich:

- Finanzielle Beiträge
- Initiieren von Angeboten
- Unterstützung bei der Planung
- Beratung von Angebotsträgern und Erziehungsberechtigten

Die Förderung kann Angebote und Aktivitäten innerhalb oder ausserhalb des Gemeindegebietes umfassen.²
Gemäss § 3 des Gesetzes über die familienergänzende Kinderbetreuung müssen die Gemeinden zudem Angebot und Bedarf an familienergänzender Kinderbetreuung erheben.

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
11 530³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
keine Angabe

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?
Nein

Es gibt kein kantonales einheitliches System zur Finanzierung, dies ist den jeweiligen Gemeinden überlassen. Die Gemeinden sind gesetzlich nicht verpflichtet, die familienergänzende Betreuung finanziell zu fördern. Für eine Finanzierung durch den Kanton fehlen die gesetzlichen Grundlagen.⁵

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?
Nein

Eine kantonale Regelung zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten existiert nicht.⁶
In gewissen Einzelfällen in der Vergangenheit wurde die Finanzierung der familienergänzenden Betreuung von Kindern mit schwereren Behinderungen ab 3 Jahren aufgrund eines festgestellten Sonderschulbedarfs übernommen. Damit haben diese Kinder auch Zugang zur Kindertagesstätte Peter Pan in Wittenbach (SG).⁷



Analyse

Gemäss Behördenangaben bestehen keine spezifischen Betreuungsangebote für Kinder mit Behinderungen im Vorschulalter. Betreuungsanfragen können grundsätzlich an alle regulären Institutionen im Kanton gestellt werden.⁸ Betreuungsangebote, welche Mitglieder sind von kibesuisse, haben über eine private Finanzierung Anspruch auf finanzielle Unterstützung für Erst- und Aufnahmegespräche sowie für die Weiterbildung von Mitarbeitenden, die mit Kindern mit besonderen Bedürfnissen arbeiten.⁹ Ansonsten ist keine Zusammenarbeit mit Fachprogrammen wie KITApus bekannt.

Abgesehen von Steuerabzügen existieren auf der kantonalen Ebene keine finanziellen Entlastungen für Eltern, die ihr Kind familienergänzend betreuen lassen. Aufgrund der fehlenden Finanzierungsmodelle ist aber davon auszugehen, dass der finanzielle Mehraufwand der behinderungsbedingten Mehrkosten entweder durch das Betreuungsangebot getragen werden muss oder in Form von höheren Tarifen an die Eltern weitergegeben wird. Die Eltern sind im Kanton Thurgau grundsätzlich für die Sicherstellung der Finanzierung der Zusatzkosten zuständig.¹⁰

Bei Redaktionsschluss konnte zudem in Erfahrung gebracht werden, dass finanzielle und personelle Unterstützung auf privater Ebene von *Pro Infirmis Thurgau-Schaffhausen* angeboten wird. Der Umfang der Unterstützung muss von Fall zu Fall abgeklärt und auf die individuelle Situation angepasst werden. Im Rahmen des Projekts *Chinderbrugg* kann der Entlastungsdienst von *Pro Infirmis* eine Assistenzperson finanzieren, um die Inklusion in einer regulären Kindertagesstätte oder einer Spielgruppe zu ermöglichen. Die Anschubfinanzierung wird durch *Pro Infirmis* übernommen, danach wird jeweils eine individuelle Übernahme der Mehrkosten durch das Gemeinwesen angestrebt. Seit 2019 konnten 15 Kinder in den Kantonen Schaffhausen und Thurgau im Rahmen dieses Projekts die Inklusion in ein Betreuungsangebot und eine diskriminierungsfreie Finanzierung ermöglicht werden.¹¹ Aktuell erhält aus dem Kanton Thurgau kein Kind mit Behinderung Unterstützung bei der Inklusion in die familienergänzende Betreuung durch das Projekt *Chinderbrugg*. Somit dürfte beim Bekanntheitsgrad dieses wichtigen Projekts im Thurgau noch Potenzial bestehen.

Evaluation mit Ampelsystem

Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es existiert kein einheitliches kantonales Konzept, wie Kindern mit leichten Behinderungen in familienexterne Betreuungsangebote integriert werden könnten und es existiert kein einheitliches System zur Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten. Die Inklusion in einem Betreuungsangebot wird durch private Akteur*innen ermöglicht.

Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es gibt keine spezifischen Angebote für Kinder mit Behinderungen im Kanton und keine kantonale Übernahme der behinderungsbedingten Mehrkosten. Bei Kindern mit schwereren Behinderungen ist davon auszugehen, dass die Voraussetzungen in einer regulären Kindertagesstätte und/oder Tagesfamilie nicht gegeben sind, um eine sichere Betreuung zu gewährleisten.

Verbesserungsbemühungen

Es sind keine Bestrebungen bekannt, Veränderungen im bestehenden System vorzunehmen.

¹ Gesetz über die familienergänzende Kinderbetreuung <http://www.rechtsbuch.tg.ch/frontend/versions/1071>, abgerufen 25.11.2020.

² *ibid.*

³ Schätzung auf Basis der Geburten 2016 bis 2019, ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁴ Gemäss Angaben kantonale Behörde, 02.10.2020.

⁵ Antwort des Regierungsrats des Kantons Thurgau auf die Einfache Anfrage von Alban Imeri vom 27. Juni 2018 «Nutzung der neuen Finanzhilfen im Bereich familienergänzende Kinderbetreuung», 14.08.2018.

⁶ Gemäss Angaben kantonale Behörde, 02.10.2020.

⁷ Informationen der Kindertagesstätte Peter Pan, 29. März 2021.

⁸ Gemäss Angaben kantonale Behörde, 02.10.2020.

⁹ Konkret werden einmalig CHF 100.– für die Erst- und Aufnahmegespräche bzw. CHF 200.– an die Weiterbildung bezahlt. Finanziert wird dies über kibesuisse Ostschweiz durch die Heinz-und-Wilma-Stiftung. Gemäss Angaben *kibesuisse*, 18.12.2020.

¹⁰ Gemäss Angaben *kibesuisse*, 18.12.2020.

¹¹ Gemäss Angaben *Pro Infirmis Thurgau-Schaffhausen*, 04.02.2020.



Hilfreiche Kontaktangaben

Pflegekinder- und Heimaufsicht
Regierungsgebäude
8510 Frauenfeld
058 345 73 60
pflegekinder@tg.ch

Pro Infirmis Thurgau-Schaffhausen
Entlastungsdienst
Marktstrasse 8
8501 Frauenfeld
058 775 22 44
katja.hegelbach@proinfirmis.ch

kibesuisse Region Ostschweiz und FL
www.kibesuisse.ch/region-ostschweiz/



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderbetreuung KiBe Herisau	Neue Steig 6 9100 Herisau info@kibe-herisau.ch 071 350 05 29	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1x–1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Nein	Stundenweise Betreuung möglich. Zusammenarbeit mit externem Personal (z. B. Kinderspitex und Frühreziehung). Die Kinderbetreuung Herisau steht grundsätzlich Kindern mit allen Behinderungsarten offen. Die Betreuung wird individuell abgeklärt und entsprechend der besonderen Bedürfnisse des Kindes angepasst. Angebot befindet sich im Kanton Appenzell Ausserrhoden, steht aber auch für Kinder aus anderen Kantonen offen.
Kita Peter Pan	Stiftung Kronbühl Peter Pan Ringstrasse 13 9300 Wittenbach 071 292 19 00	Ja	Ja 10	Geistige Behinderung: 1x–3x Verhaltensauffälligkeiten: 1x–3x Körperliche Behinderung: 1x–3x Sprachbeeinträchtigungen: 1x–3x Sensorische Behinderungen: 1x–3x	Ja	Das Angebot der Kita Peter Pan beruht auf einem integrativen Konzept. Kinder mit und ohne Beeinträchtigung spielen und lernen gemeinsam. In der Kita Peter Pan werden auch Kinder mit schweren und mehrfachen Beeinträchtigungen aufgenommen. Sie profitieren von einem sehr individuellen Förderprogramm, einer professionellen Betreuung (auch im medizinisch/pflegerischen Bereich), von einem therapeutischen Angebot vor Ort, von der Zusammenarbeit mit anderen Stellen (Kinderspitex, Frühreziehung) und von der Infrastruktur der ganzen Institution.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Amt für Soziales

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Gemäss der Verordnung über Betreuungseinrichtungen aus dem Jahr 2018 ist der Kanton zuständig für:

- Die Bewilligung sämtlicher Einrichtungen und Organisationen, die betreuungsbedürftige Personen aufnehmen, darunter unter anderem auch Kindertagesstätten und Entlastungsdienste.
- Aufsicht dieser Einrichtungen und Organisationen.
- Zudem übernimmt der Kanton ein Teil der Finanzierung von Anbietern von familienergänzenden Betreuungsangeboten (Objektfinanzierung).¹

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Die Gemeinden übernehmen aktuell die Zuständigkeit für die Finanzierung von familienergänzenden Betreuungsangeboten via Betreuungsgutscheine (Subjektfinanzierung). Gemäss Antwort des Regierungsrats des Kantons Uri fehlt momentan jedoch die gesetzliche Grundlage für die Zuständigkeitsregelung der finanziellen Unterstützung von familienergänzender Betreuung.²

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

1380³

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

12⁴

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Nein

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Eltern können im Kanton Uri Betreuungsgutscheine von ihrer Gemeinde beziehen. Berücksichtigt dafür werden unter anderem das Erwerbspensum und das anrechenbare Einkommen der Eltern bzw. des Haushalts. Haushalte mit einem Einkommen über CHF 84 000.– verlieren den Anspruch auf Betreuungsgutscheine. Die Anbieter verrechnen den regulären Tarif, den Eltern wird der Betrag für den Betreuungsgutschein direkt durch die Gemeinde gutgeschrieben.⁵ Die Betreuungsgutscheine sind nur für anerkannte Kindertagesstätten und Tageselternvermittlungen anwendbar. Die entsprechende Liste ist online einsehbar.⁶ Gemäss Regierungsrat wird dieses System in der grossen Mehrheit der Gemeinden angewandt, jedoch nicht vollständig flächendeckend.⁷

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Ja

Die behinderungsbedingten Mehrkosten für die Betreuung werden vollumfänglich vom Kanton übernommen. Es besteht dazu eine Leistungsvereinbarung mit der Stiftung *papilio*.⁸

Die Betreuungskosten werden wie folgt aufgeschlüsselt:

- Die ordentlichen Betreuungskosten werden gemäss dem ortsüblichen System finanziert. Dies bedeutet, dass die Kosten entweder teilweise (falls die Bedingungen für Betreuungsgutscheine gegeben sind) oder vollständig durch die Eltern getragen werden.
- Das Coaching der Kitas durch die Heilpädagogische Früherziehung und der erhöhte Koordinationsaufwand werden durch die Stiftung *papilio* finanziert. Diese wiederum führt einen Leistungsvertrag mit dem Kanton Uri und stellt diese Leistungen pauschal in Rechnung.⁹
- Sonderkosten wie beispielsweise Beschaffungen im Bereich der Infrastruktur können durch die Stiftung *papilio* oder durch Dritte übernommen werden, wenn ein nachgewiesener Bedarf besteht und dieser durch den Heilpädagogischen Dienst bestätigt wird.¹⁰



Analyse

Der Kanton Uri verfügt mit dem System der Betreuungsgutscheine über ein kantonal einheitliches System, welches allen Familien im Kanton, unabhängig von ihrer Wohngemeinde, einkommensabhängige Leistungen garantiert, wenn sie ein Haushaltseinkommen von unter CHF 84 000.– ausweisen. Das System wurde als Empfehlung vom Gemeindeverband erarbeitet, einzelne Gemeinden haben die Betreuungsgutscheine noch nicht eingeführt.¹¹

Für Kinder mit Behinderungen existiert seit 2018 das Programm KITaplus Uri. Es wurde durch den Kanton Uri, die Stiftung *papilio*, *kibesuisse* und die Stiftung *Kifa Schweiz* initiiert.¹² Nach einer zweijährigen Pilotphase wurde es 2020 als reguläres Angebot in Uri eingeführt und erfüllt damit das Bedürfnis nach familienergänzender Betreuung für Kinder mit leichteren Behinderungen. KITaplus Uri erstreckt sich auf alle Kindertagesstätten im Kanton.¹³ Konkret nimmt die Stiftung *papilio* eine zentrale Rolle ein in der inklusiven familienergänzenden Betreuung von Kindern mit Behinderungen. Die Kapazität hängt mitunter vom individuellen Betreuungsaufwand der Kinder mit Behinderungen ab. Es herrschen grosse Bemühungen, dass kein Kind mit Behinderung mangels Betreuungsplätzen ausgeschlossen wird.¹⁴

KITaplus Uri ist jedoch nicht auf schwerere Behinderungen ausgerichtet und kann entsprechend den Bedarf in diesem Bereich nicht decken. Laut kantonalen Behörden reicht das bestehende Angebot im Kanton für Kinder mit Behinderungen noch nicht vollständig aus, da keine Entlastungsangebote für Wochenenden und Ferien sowie für die Unterstützung zu Hause vorhanden sind.¹⁵

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Durch das Programm KITaplus wird die flächendeckende Betreuung von Kindern mit leichteren Behinderungen im ganzen Kanton grundsätzlich ermöglicht, da alle Kindertagesstätten im Kanton Teil des Projekts sind. Die behinderungsbedingten Mehrkosten werden durch die öffentliche Hand finanziert.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Für Kinder mit schwereren Behinderungen reicht das KITaplus-Modell nicht aus. Im Kanton Uri existieren keine spezialisierten Kitas oder Tagesfamilien, die eine solche Betreuung dieser Kinder gewährleisten könnten.¹⁶



Verbesserungsbemühungen

Es sind keine konkreten Bestrebungen bekannt, Veränderungen im bestehenden System vorzunehmen.

¹ https://www.ur.ch/_docn/160147/LA.2017-0355_I_Antwort_des_Regierungsrat.pdf, abgerufen 17.12.2020.

² *ibid.*

³ Schätzung auf Basis der Geburten 2016–2019 ohne Berücksichtigung von Todesfällen und Migrationssaldi; Quelle: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁴ Stand Dezember 2020, gemäss Angaben Stiftung *papilio* 09.12.2020.

⁵ <https://www.gemeindeverband.ch/themen>, abgerufen 08.12.2020.

⁶ *ibid.*

⁷ https://www.ur.ch/_docn/160147/LA.2017-0355_I_Antwort_des_Regierungsrats.pdf, abgerufen 17.12.2020.

⁸ Gemäss Angaben Amt für Soziales, 30.12.2020.

⁹ Gemäss Angaben Stiftung *papilio* 09.12.2020.

¹⁰ <https://www.kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitaplus-uri>, abgerufen 08.12.2020.

¹¹ https://www.ur.ch/_docn/160147/LA.2017-0355_I_Antwort_des_Regierungsrats.pdf, abgerufen 17.12.2020.

¹² Gemäss Medienmitteilung Stiftung *Kifa Schweiz*: «KITaplus: Luzerner Erfolgsmodell wird im Kanton Uri eingeführt», 05.06.2020.

¹³ <https://www.kindertagesstaette-plus.ch/das-projekt/kitaplus-uri>, abgerufen 08.12.2020.

¹⁴ Gemäss Angaben Stiftung *papilio* 09.12.2020.

¹⁵ Gemäss Angaben kantonale Behörde.

¹⁶ Gemäss Angaben Stiftung *papilio* 09.12.2020.



Hilfreiche Kontaktangaben

Stiftung papilio

Gotthardstrasse 14
6460 Altdorf
www.stiftung-papilio.ch
info@stiftung-papilio.ch
041 874 13 00

Bietet Heilpädagogische
Früherziehung und inklusive
Betreuungsangebote an.

Amt für Soziales

Klausenstrasse 4
6460 Altdorf
ds.gsud@ur.ch
041 875 21 51

Gemeindeverband Uri

Der Urner Gemeindeverband veröffentlicht eine Liste aller
anerkannten Kitas und Tagesfamilien im Kanton:
<https://www.gemeindeverband.ch/themen>

Unter demselben Link finden sich auch alle Informationen
zu Betreuungsgutscheinen und den Ansprechpersonen in
den Gemeinden.



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
stiftung papilio	Gotthardstrasse 14 6460 Altdorf info@stiftung-papilio.ch 041 874 13 00	Ja	Ja 12	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: Kann nicht eingeschätzt werden. Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Ja	Die stiftung papilio bietet vier Kindertagesstätten, eine Vermittlungsstelle für Tagesfamilien und einen betreuten Mittagstisch an.
Chinderträff Löwäpfootä GmbH	Bötzlingerstrasse 6467 Schattdorf info@loewaepfoetae.ch	Ja	Ja 5	Geistige Behinderung: 1x Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: 1x–1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x–1.5x Sensorische Behinderungen: 1x–2x	Ja	Zusammenarbeit mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früherziehung)

Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC)¹ :

- L'autorité compétente pour autoriser et surveiller l'accueil collectif préscolaire, est l'Office de l'accueil de jour des enfants (OAJE).
- L'autorité compétente pour l'enseignement spécialisé, est le service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation (SESAF) et plus spécifiquement, l'office de l'enseignement spécialisé (OES).

Quelles sont les compétences du Canton ?

Le département est chargé de la direction de l'enseignement spécialisé officiel et de la haute surveillance de l'enseignement spécialisé privé.²

La *fondation pour l'accueil de jour des enfants* est une fondation de droit public qui a pour missions :

- d'évaluer les besoins en matière d'accueil de jour
- d'évaluer l'adéquation entre l'offre et la demande en matière d'accueil de jour
- de coordonner et de favoriser le développement de l'offre en matière d'accueil de jour
- de reconnaître les réseaux d'accueil de jour
- de subventionner l'accueil de jour, par l'intermédiaire des réseaux d'accueil de jour³

Quelles sont les compétences des communes ?

Le Canton de Vaud compte 29 réseaux d'accueil de jour, qui se composent d'une ou de plusieurs communes. Les réseaux doivent être reconnus par la Fondation.⁴ Les réseaux reconnus bénéficient des subventions versées par la Fondation. Les communes sont responsables pour la création des structures de coordination et de l'engagement des coordinatrices. Les structures de coordination collaborent avec les autorités concernées et mettent en place toutes les dispositions favorisant la promotion et l'activité d'accueil familial de jour.⁵

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

36 151 (état : 2019)⁶

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

22 447 (état : 2019)⁷

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

350 enfants en situation de handicap par année sont accompagnés par le Service éducatif itinérant (sans enfants à besoins spécifiques)⁸

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

500 enfants à besoins spécifiques ou en situation de handicap (état : 2020)⁹

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil ?

Oui indirectement

La Loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) vise une offre suffisante en places d'accueil, accessibles financièrement.¹⁰

Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Oui

Dans le canton de Vaud, des tarifs progressifs liés au revenu des parents, sont appliqués aux utilisateurs des structures subventionnées.¹¹ Les structures d'accueil reconnues sont subventionnées par la fondation sous la surveillance du Canton.¹² Il s'agit d'un partenariat public-privé, la fondation reçoit ses ressources

- du Canton : contribution annuelle qui correspond à 25% de la masse salariale du personnel éducatif et des coordinatrices de l'accueil de jour¹³
- des communes : contribution annuelle de cinq francs par habitant¹⁴
- des contributions des employeurs¹⁵
- des dons et autres contributions.¹⁶

La LAJE prévoit un plafond à la contribution parentale correspondant au coût moyen de la prestation au sein du réseau d'accueil de jour.¹⁷

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Le DFJC peut reconnaître des structures d'accueil préscolaire spécialement destinées aux enfants à besoins spécifiques ou avec un trouble invalidant. Le DFJC alloue des subventions à l'exploitation aux structures reconnues.¹⁸ L'offre en matière de pédagogie spécialisée est financée par le canton dans le cadre du budget alloué au DFJP. Les communes participent à ce financement.¹⁹ Les coûts supplémentaires liés au handicap sont subventionnés par un financement public par enfant qui fréquente la crèche.²⁰

Analyse

La contribution financière du Canton (SESAF) permet l'accueil des enfants à besoins spécifiques dans les structures d'accueil de jour et l'emploi d'une personne supplémentaire pour soutenir l'équipe et l'intégration de(s) l'enfant(s). La loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) prévoit des différentes prestations y compris l'éducation précoce spécialisée, une prestation dans un contexte familial ou dans un lieu d'accueil.²¹ Des transports nécessaires entre le domicile, le lieu de scolarisation et le lieu où sont dispensées les prestations de pédagogie spécialisée sont prévus pour les enfants à l'âge préscolaire mais ces mesures concernent davantage les institutions de l'enseignement spécialisé que les structures d'accueil de jour.²²

Dans le Canton de Vaud, une grande quantité d'institutions spécialisées et subventionnées par le SESAf soutient l'intégration des enfants en situation de handicap dans les structures d'accueil ordinaires, même des enfants en situation d'un handicap lourd. Ce système est basé sur le principe de l'inclusion et favorise la coopération entre le personnel des structures d'accueil et le personnel de la pédagogie spécialisée. Cependant, l'intégration demande un grand effort de coordination et entraîne des différences entre les villes et les zones éloignées des centres urbains. La répartition du Canton dans 29 réseaux et la collaboration entre garderies et institutions spécialisées permet l'accueil des enfants en situation de handicap lourd dans une structure d'accueil dans le réseau, un facteur important pour la réconciliation de la vie familiale et la vie professionnelle. Le point faible qui se montre dans la pratique est la difficulté d'obtenir des heures de décharge du SESAf pour les enfants n'ayant pas encore un diagnostic. Ces cas augmentent la charge du personnel dans les structures d'accueil.²³

Les institutions d'enseignement spécialisées accueillent des élèves dont l'état exige une formation particulière, notamment en raison d'une maladie ou d'un handicap mental, psychique, physique, sensoriel ou instrumental. Un grand nombre d'institutions et d'écoles d'enseignement spécialisé se sont créées et développées sur l'initiative de fondations privées. Elles sont rattachées à ces associations et ces fondations, et reconnues d'utilité publique. A ce titre, elles sont financées par le Canton et la Confédération.²⁴ Le Canton de Vaud a conclu des contrats de prestations avec plusieurs institutions engagées dans le secteur préscolaire (p. ex. avec la Fondation *Coup-de-Pouce*, avec des établissements de pédagogie spécialisée et avec la Fondation *Perceval*, centre cantonal de l'autisme).²⁵ De plus, l'école cantonale pour enfants sourds (ECES) offre entre autres un espace préscolaire pour les enfants sourds de 2 à 4 ans. Le centre pédagogique pour élèves en situation de handicap de la vue (CPHV) accueille 2 matinées par semaine des enfants de 2 à 4 ans dans son jardin d'enfants.²⁶ En raison des heures d'ouvertures très limitées, de telles prestations sont importantes pour le développement de l'enfants mais ne jouent qu'un rôle limité pour la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Bien que ces offres spécialisées ne soient pas toujours inclusives, il existe aussi des lieux d'accueil de la petite enfance spécialisés et inclusifs (p. ex. jardin d'enfant inclusif de *Senarclens*, 2 à 3 demi-journées par semaine) ou des spécialistes interviennent dans les structures d'accueil pour rendre possible l'intégration dans des structures d'accueil (p. ex. le dispositif d'intervention précoce du centre d'intervention précoce pour les enfants ayant un trouble du spectre autistique). L'ECES joue un rôle particulier dans ce domaine et favorise l'inclusion des enfants en situation de handicap. L'ECES collabore étroitement avec les lieux d'accueil de la petite enfance du canton et accompagne spécifiquement des professionnels de la petite enfance.²⁷

Évaluation

avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

Les structures d'accueil préscolaire du Canton de Vaud peuvent bénéficier d'un financement du SESAF pour employer une personne de soutien. Cette prestation permet l'intégration des enfants en situation de handicap dans des structures ordinaires.



Situation des enfants avec handicaps lourds

Pour chaque enfant, le SESAF fait une analyse du dossier et selon les besoins, le financement pour la structure d'accueil est adapté. Grâce à la grande quantité des institutions spécialisées et la coopération étroite entre le personnel externe et le personnel des structures d'accueil, l'accueil des enfants en situation de handicap lourd est possible dans des structures d'accueil ordinaires. L'organisation de l'accueil préscolaire dans 29 réseaux et l'inclusion de tous les enfants, permet l'accueil extra-familial près du domicile. Dans certains cas, ce système atteint ses limites lorsqu'un enfant n'a pas encore un diagnostic ou lorsque la coordination entre les différents acteurs est difficile, notamment dans les zones rurales.



Efforts d'amélioration

Selon l'autorité cantonale, aucun changement n'est actuellement prévu dans ce domaine.²⁸

¹ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

² Art. 6 Loi sur la pédagogie spécialisée (LPS) du 1 septembre 2015.

³ Art. 33 Loi sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) du 20 juin 2006.

⁴ ibid. Art. 31 et 32

⁵ ibid. Art. 21 et 22

⁶ Selon informations de l'Office de l'accueil de jour des enfants (OAJE), 05.01.2021.

⁷ ibid.

⁸ Échange téléphonique avec le Service éducatif itinérant (SEI) de la Fondation de Verdeil, 14.01.2021.

⁹ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

¹⁰ Art. 1 lit.1a et Art. 29 lit. 2 LAJE

¹¹ Pro Enfance (2019) : Coûts et financements de l'accueil de l'enfance. https://proenfance.ch/images/etatdeslieux/Recommandations_couts_financements_accueil_enfance.pdf, consulté le 01.02.2021.

¹² Art. 33 LAJE

¹³ ibid. Art. 45 lit. 1

¹⁴ ibid. Art. 46 lit. 1

¹⁵ Pro Enfance (2019) : Coûts et financements de l'accueil de l'enfance. https://proenfance.ch/images/etatdeslieux/Recommandations_couts_financements_accueil_enfance.pdf, consulté le 01.02.2021.

¹⁶ Art. 44 LAJE et « La FAJE en animation », <https://faje-va.ch/>, consulté le 17.11.2020.

¹⁷ Bonoli, Giuliano; Abrassart, Aurélien; Schlanser, Regula (2010) « La politique tarifaire des réseaux d'accueil de jour des enfants dans le Canton de Vaud » Chavannes-près-Renens.

¹⁸ Art. 52a LAJE

¹⁹ Art. 42 et 43 LPS

²⁰ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

²¹ Art. 9 lit.1a et Art. 11 LPS

²² Art. 31 Règlement d'application de la loi sur la pédagogie spécialisée (RLPS) du 3 juillet 2019 et échange téléphonique avec le SEI de la Fondation de Verdeil, 14.01.2021.

²³ Échange téléphonique avec le Service de la petite enfance de la ville de Lausanne, 12.01.2021 et le SEI de la Fondation de Verdeil, 14.01.2021.

²⁴ <https://www.vd.ch/themes/formation/pedagogie-specialisee/institutions-et-ecoles-specialisees/>, consulté le 17.11.2020.

²⁵ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.

²⁶ Correspondance par courriel du CPHV du 22.09.2020.

²⁷ https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dfj/sesaf/oes/ECES/Petite_enfance/2018_Flyer_RP_Petite_enfance.pdf, consulté le 17.11.2020.

²⁸ Selon les informations fournies par l'autorité cantonale dans l'enquête.



Liens et contacts utiles

Service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation (SESAF) : Le site Internet offre des informations utiles et un aperçu des institutions spécialisées du canton : <https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/departements/departement-de-la-formation-de-la-jeunesse-et-de-la-culture-dfjc/service-de-l'enseignement-specialise-et-de-l'appui-a-la-formation-sesaf/>

FRAJE : Faîtière des Réseaux d'Accueil de Jour des Enfants
c/o ARAS Jura-Nord vaudois
Av. Haldimand 4, CP 10
1401 Yverdon-les-Bains
Tél: +41 24 557 20 11
E-Mail: info@fraje.ch
Site Web: <http://fraje.ch/>

Ville de Lausanne : Bureau d'informations aux parents (BIB) du Service de la Petite Enfance : <https://www.lausanne.ch/prestations/petite-enfance/cve-inscription.html>

FAJE/Fondation pour l'accueil de jour des enfants et Bureau de la chambre consultative

Av. du Tribunal-Fédéral 34
1005 Lausanne
Tél: 021 613 03 83
E-Mail: info@faje-vd.ch
Site Web: <https://faje-vd.ch/>

Service éducatif itinérant

Fondation de Verdeil: <https://www.verdeil.ch/prestations/sei/>
Fondation de Vernand: https://www.fondation-de-vernand.ch/web/site.nsf/page/ecoles_education_precoce_sei

Liste des structures d'accueil dans le Canton

Vous trouverez ci-dessous un aperçu de toutes les structures d'accueil/familles de jour qui ont participé à notre enquête. La liste n'est pas exhaustive, il existe d'autres institutions dans le canton qui accueillent des enfants en situation de handicap.

Les parents qui désirent trouver une place auprès d'une institution d'accueil de jour des enfants, doivent s'adresser, en premier lieu, auprès du réseau auquel votre commune de domicile est rattachée. Vous trouvez une liste des institutions autorisées et une cartographie des réseaux sur le site web de l'office de l'accueil de jour des enfants : <https://www.vd.ch/themes/population/enfance-jeunesse-et-famille/accueil-collectif-de-jour/>.

Nom de l'institution	Coordonnées	Prêts à accueillir des enfants avec handicap	Accueillent déjà des enfants avec handicap, Si oui, nombre actuel?	Accueil des enfants avec les types de handicap suivants (indication des facteurs d'accueil)	Concept d'inclusion (oui/non)	Autres remarques et informations
Crèche de Montchoisi	Crèche de Montchoisi Avenue du Servan 36 1006 Lausanne aurelie.guth@crechedemontchoisi.ch 021 315 64 01	Oui	Oui 3	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	Mise en réseau des différents professionnels qui gravitent autour de l'enfant et la famille, intervention des ergothérapeutes pour adapter l'environnement à l'enfant et conseils à l'équipe. Nous employons du personnel interne spécialement formé.
Maison de l'enfance	Maison de l'enfance Vallée de la Jeunesse 1 1007 Lausanne 021 315 68 90	Oui	Oui 4	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	Nous collaborons souvent avec du personnel formé spécialement pour le suivi d'enfants avec des besoins spécifiques.
Fondation La Case	Fondation La Case Rte du Jorat 59 1000 Lausanne	Oui	Oui	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : 1x Handicap physique : Pas d'estimation possible Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui	
Renardeaux	Renardeaux Route des Tilles 4A 1847 Rennaz info@renardeaux.ch 021 967 37 40	Oui	Oui 3-4	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui	

Les P'tits Bonshommes	Les P'tits Bonshommes Ch. du Taulard 22 1032 Romanel-sur-Lausanne sandra.ghiggia@romanel-sur-lausanne.ch 021 641 28 09	Oui	Oui 1	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui
Croq'cinelle	Croq'cinelle Quartier Chamberonne, Bâtiment Anthropole 1015 Lausanne croqcinelle@fape-hel.ch 021 692 45 96	Oui	Non	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : aucune indication Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : aucune indication Handicap sensoriel : aucune indication	Aucune information
Pop e poppa	Pop e poppa Chemin de la Plan-chette 17 1860 Aigle nathalie.marcoz@popepoppa.ch 024 466 30 06	Oui	Oui 3	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : Pas d'estimation possible Handicap physique : Pas d'estimation possible Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui
L'Arbre à musique	L'Arbre à musique Rue du Village 34 1882 Gryon arbreamusique@bluewin.ch 079 265 3978	Oui	Oui	Handicap mental : Nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'accueillir un enfant avec ce handicap Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Oui
CVE de Valency	CVE de Valency Ch de Champrilly 21A 1004 Lausanne isabelle.sanou@lausanne.ch 021 315 46 00	Oui	Oui	Handicap mental : 1x-2.5x Troubles du comportement : 1x-2.5x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : 1x-2.5x Handicap sensoriel : 1x-2.5x	Non

Crèche pop e poppa Romande Energie	Crèche pop e poppa Romande Energie ch benjamin Jain 3 1110 Morges marie.dubath@popepoppa.ch 021 552 01 61	Oui	Oui 1	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : aucune indication Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	Oui, nous travaillons avec du personnel externe (p. ex. soins à domicile pour enfants ou éducation précoce) Nos prestations ne sont offertes qu'aux parents de notre région et pas en suffisance pour permettre à un parent d'enfant en situation de handicap d'avoir une activité professionnelle.
Association EFAJE	Association EFAJE Place du Chateau 10b 1040 Echallens olivier.simon@efaje.ch 021 886 05 00	Oui	Oui 6	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	
L'Amifa (L'accueil en milieu familial)	L'Amifa Rue St-Martin 25 1003 Lausanne valerie.canepa@cvaj.ch 021 312 28 48	Oui	Oui 1	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : Pas d'estimation possible Handicap physique : Pas d'estimation possible Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui	
Halte-jeux les Galopins	Halte-jeux les Galopins Chemin des Bossons 35 1018 Lausanne cathstahl@hotmail.com 021 887 64 00	Oui	Oui 2	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-2x Handicap sensoriel : 1x-2x	Oui	Oui, nous travaillons avec du personnel externe (p. ex. soins à domicile pour enfants ou éducation précoce)



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Kantonale Dienststelle für die Jugend

- Für familienergänzende Betreuung in regulären Betreuungseinrichtungen ist der Bereich Familienergänzende Betreuung (Secteur d'accueil à la journée) zuständig.
- Massnahmen im Bereich der Heilpädagogischen Früherziehung erbringt das Amt für heilpädagogische Frühberatung (AHFB bzw. Office éducatif itinérant OEI).¹

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Der Kanton bewilligt die Angebote familienergänzender Betreuung und beaufsichtigt sie. Er unterstützt die Gemeinden bei der Schaffung familienergänzender Betreuungseinrichtungen.² Der Kanton subventioniert die regulären Betreuungsstrukturen, sofern diese von den Gemeinden subventioniert werden, was bei der grossen Mehrheit der Betreuungsstrukturen der Fall ist. Zudem unterstützt der Kanton die Integration von Kindern mit Behinderungen in spezialisierten Betreuungseinrichtungen. In diesem Fall wird die Unterstützung vom Amt für Sonderschulwesen geleistet.³

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Es ist Aufgabe der Walliser Gemeinden, den Bedarf der Eltern an familienergänzender Betreuung zu decken, indem Betreuungsplätze in regulären Betreuungsstrukturen oder bei Tagesfamilien angeboten werden.⁴

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
12 997⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
keine Angabe

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

238 Kinder von 0 bis 6 Jahren (Stand 2019).

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

Im Jahr 2019 wurden 238 Kinder von 0 bis 6 Jahren durch das Amt für heilpädagogische Frühberatung betreut. Mehr als 70% dieser 238 Kinder waren 2019 in einer familienergänzenden Betreuungsstruktur integriert.⁶

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz? Ja indirekt

Das Jugendgesetz sieht vor, dass Gemeinden oder Gemeindevereinigungen geeignete Massnahmen treffen, um die Nachfrage nach privaten oder öffentlichen familienergänzenden Betreuungsplätzen von der Geburt bis zum Ende der Primarschulzeit zu decken.⁷ Diese Bestimmung schliesst alle Kinder ein, somit auch Kinder mit Behinderungen.

Gemäss einer Rechtsauskunft, die Procap Schweiz eingeholt hat, sind in den Kantonen Aargau, Zürich, Freiburg und Wallis Aufsichtsbeschwerden möglich, wenn die Gemeinwesen den Bedarf an familienergänzender Betreuung für Kinder mit Behinderungen nicht abdecken.

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Ja

Der Kanton führt einen Leistungsvertrag mit bewilligten Betreuungseinrichtungen. Der Kanton subventioniert Personalkosten zu 30% und bezahlt einen Pauschalbeitrag von CHF 30.– pro Jahr und pro Betreuungsplatz. Die Betreuungskosten werden wie folgt aufgeteilt: die öffentliche Hand beteiligt sich zu ungefähr 70%, davon werden 50% von den Gemeinden und 20% vom Kanton finanziert, und 30% bezahlen die Eltern.⁸

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Ja

Eltern von Kindern mit Behinderungen bezahlen denselben Tarif wie andere Familien ohne Zusatzkosten für die Betreuungsperson, die für das Kind eingesetzt wurde. Diese zusätzliche Begleitperson wird gänzlich vom Gemeinwesen finanziert, zu 70% vom Kanton und zu 30% von der Gemeinde. Die Massnahmen im Bereich Heilpädagogischer Früherziehung gehören zum Bereich Sonderpädagogik. Die Kantonale Dienststelle für die Jugend (KDJ) stellt die dafür nötigen Bewilligungen aus und übernimmt die Kosten für die Massnahmen.⁹ Das Amt für heilpädagogische Frühberatung unterstützt die Kindertagesstätten mit dem nötigen Wissen und Material.¹⁰



Analyse

Kinder mit Behinderungen werden im Kanton Wallis in reguläre Kindertagesstätten integriert. Wird bei einem Kind der Bedarf nach spezialisierter Betreuung festgestellt, finanziert der Kanton die Begleitung des Kindes durch das Amt für heilpädagogische Frühberatung. Erhält ein Kind spezifische Unterstützungsleistungen, werden die behinderungsbedingten Mehrkosten vom Kanton finanziert.

Für Kinder, die aufgrund ihrer schweren Behinderung nicht angemessen in der Gruppe betreut werden können und eine hochspezialisierte Betreuung benötigen, ist die Unterbringung in einer spezialisierten Einrichtung wie *La Castalie* möglich, mit finanzieller Unterstützung des Kantons über das Amt für Sonderschulwesen.¹¹

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Kinder mit leichten Behinderungen werden grundsätzlich in regulären Kindertagesstätten betreut. Das Amt für heilpädagogische Frühberatung unterstützt die Integration dieser Kinder. Eine Erhöhung der Ressourcen auf der Ebene des Amtes für heilpädagogische Frühberatung ist angezeigt und wird aktuell umgesetzt.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Kinder mit Behinderungen werden in regulären Kindertagesstätten betreut und die Unterstützung wird ihren Bedürfnissen angepasst. Auf diese Weise können auch Kinder mit schwereren Behinderungen in reguläre Betreuungsstrukturen integriert werden. Für Kinder, die aufgrund ihrer schweren Behinderung nicht angemessen in der Gruppe betreut werden können und eine hochspezialisierte Betreuung benötigen, ist die Unterbringung in einer spezialisierten Einrichtung wie *La Castalie* möglich, mit finanzieller Unterstützung des Kantons über das Amt für Sonderschulwesen.



Verbesserungsbemühungen

Gemäss dem Amt für heilpädagogische Früherziehung fehlt es an spezialisierten Angeboten für Kinder mit Autismus-Spektrum-Störungen. Aktuell läuft ein kantonaler Austausch, um Ideen zu sammeln und mögliche Lösungen zu entwickeln. Noch sind allerdings keine konkreten Anpassungen absehbar.¹²

¹ <https://www.vs.ch/de/web/scj/oei>, abgerufen 01.12.2020.

² Art. 30 Jugendgesetz (JG) vom 11.05.2000.

³ Schriftlicher Austausch mit der kantonalen Behörde, 04.05.2021.

⁴ *ibid.*

⁵ Schätzung auf Basis der Geburtenrate 2016–2019: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, abgerufen 17.12.2020.

⁶ Gemäss Angabe der kantonalen Behörde im Rahmen der Umfrage.

⁷ Art. 32 JG

⁸ Schriftlicher Austausch mit der kantonalen Behörde, 04.05.2021.

⁹ <https://www.vs.ch/de/web/scj/oei>, abgerufen 29.11.2020.

¹⁰ Gespräch und schriftlicher Austausch mit der kantonalen Behörde, 01.12.2020 und 06.01.2021.

¹¹ Schriftlicher Austausch mit der kantonalen Behörde, 04.05.2021.

¹² Gespräch mit der kantonalen Behörde vom 01.12.2020.



Compétences

Quelle autorité cantonale est compétente ?

Service cantonal de la jeunesse

- Pour l'accueil extra-familial dans les structures d'accueil ordinaires, c'est le secteur d'accueil à la journée qui est responsable.
- Les mesures relevant de l'éducation spécialisée précoce sont de la responsabilité de l'Office éducatif itinérant (OEI).¹

Quelles sont les compétences du canton ?

Le canton est chargé d'autoriser et de surveiller les offres d'accueil extra-familial. Il soutient les communes pour la mise en place de structures d'accueil extra-familial.² Le canton subventionne les structures ordinaires à condition qu'elles soient subventionnées par les Communes, ce qui est le cas pour la grande majorité des structures. Le canton soutient également l'intégration d'enfants avec handicap dans des structures spécialisées. Dans ce cas c'est l'Office de l'Enseignement Spécialisé qui assure ce soutien.³

Quelles sont les compétences des communes ?

Les communes valaisannes sont responsables de répondre aux besoins des parents en matière d'accueil extra-familial en offrant des places soit en structures d'accueil ordinaires soit chez des parents d'accueil à la journée.⁴

Bases

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans le canton :

12 997⁵

Nombre (estimé) d'enfants (au total) âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

pas de réponse

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans :

238 enfants de 0 à 6 ans (état en 2019).

Nombre (estimé) d'enfants en situation de handicap âgés de 0 à 4 ans dans une structure d'accueil extra-familial :

En 2019, 238 enfants âgés de 0 à 6 ans étaient suivis par l'Office éducatif itinérant. En 2019, plus de 70% de ces 238 enfants étaient intégrés à une structure d'accueil extra-familial.⁶

Selon le droit cantonal, les enfants âgés de 0 à 4 ans ont-ils, de manière générale, droit à une place d'accueil ?

Indirectement, oui

La loi en faveur de la jeunesse prévoit que les communes ou les groupements de communes prennent les mesures utiles afin que l'offre privée ou publique réponde au besoin de places d'accueil extra-familial pour les enfants, de la naissance jusqu'à la fin de la scolarité primaire.⁷ Cette disposition inclut tous les enfants, et donc aussi ceux en situation de handicap. Selon un conseil juridique commandé par Procap Suisse, des plaintes à l'autorité de surveillance sont possibles dans les cantons d'Argovie, de Zurich, de Fribourg et du Valais lorsque les collectivités ne couvrent pas les besoins en matière d'encadrement extra-familial.

Financement

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts de l'accueil extra-familial ?

Oui

Le canton a passé un contrat de prestations avec les structures d'accueil autorisées. Le canton subventionne le salaire du personnel à hauteur de 30% et s'acquitte d'un montant forfaitaire de 30 francs par année et par place de garde. La répartition des coûts de la structure est d'environ 70% pour les pouvoirs publics soit 50% pour la commune, 20% pour le canton et 30% pour les parents.⁸

Existe-t-il un système de financement uniforme pour les coûts supplémentaires liés au handicap ?

Oui

Le tarif pour les parents d'enfants en situations de handicap est le même que pour les autres familles, sans frais supplémentaires à assumer pour la personne venue en renfort pour l'enfant. Cette personne d'accompagnement supplémentaire est entièrement à charge des pouvoirs publics soit 70% pour la Commune et 30% pour le Canton. Les mesures dans le domaine de l'éducation spécialisée font partie du secteur Pédagogie spécialisée. Le service cantonal de la jeunesse délivre les autorisations nécessaires et prend en charge les coûts pour ces mesures.⁹ L'Office éducatif itinérant soutient les crèches en leur fournissant les informations et le matériel nécessaires.¹⁰



Analyse

Dans le canton du Valais, les enfants en situations de handicap sont intégrés aux structures d'accueil ordinaires. Si la nécessité d'un encadrement spécialisé est constatée chez un enfant, le canton finance sa prise en charge par l'intermédiaire de l'Office éducatif itinérant. Lorsqu'un enfant perçoit des prestations de soutien spécifiques, les coûts supplémentaires dus au handicap sont financés par le canton.

Pour les enfants dont le handicap est très important et entrave un accueil de qualité en collectivité, et qui exige une prise en charge hautement spécialisée, un placement en institution spécialisée telle que *La Castalie*, est possible, avec le soutien financier du Canton, via l'Office de l'Enseignement Spécialisé.¹¹

Evaluation

avec système de notation



Situation des enfants avec handicaps légers

Les enfants avec un handicap léger sont en principe accueillis dans des crèches ordinaires. L'Office éducatif itinérant apporte son soutien à l'intégration de ces enfants. Une augmentation de ressources au niveau de l'Office éducatif itinérant est nécessaire et est actuellement mise en œuvre.



Situation des enfants avec handicaps lourds

Les enfants avec handicap sont accueillis dans des crèches ordinaires et le soutien est adapté à leurs besoins. Ainsi, aussi des enfants avec handicaps lourds peuvent être intégrés dans les structures d'accueil ordinaires.

Pour les enfants dont le handicap est très important et entrave un accueil de qualité en collectivité, et qui exige une prise en charge hautement spécialisée, un placement en institution spécialisée telle que *La Castalie*, est possible, avec le soutien financier du Canton, via l'Office de l'Enseignement Spécialisé.



Efforts d'amélioration

Selon l'Office éducatif itinérant, il manque des offres spécifiques pour les enfants présentant des troubles du spectre autistique. Un échange cantonal est en cours pour rassembler des idées et développer des solutions. Pour l'instant, des adaptations concrètes ne sont pas encore à l'ordre du jour.¹²

¹ <https://wwwvs.ch/fr/web/scj/oei>, consulté le 1.12.2020.

² Art. 30 de la loi en faveur de la jeunesse (LJe) du 11.5.2000.

³ Échange par courrier avec l'autorité cantonale, 4.5.2021.

⁴ *ibid.*

⁵ Estimation sur la base du taux de natalité 2016–2019: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/naissances-deces/naissances.assetdetail.13187401.html>, consulté le 17.12.2020.

⁶ Selon l'information des autorités cantonales dans le cadre du sondage.

⁷ Art. 32 LJe

⁸ Échange par courrier avec l'autorité cantonale, 4.5.2021.

⁹ <https://wwwvs.ch/fr/web/scj/oei>, consulté le 29.11.2020.

¹⁰ Entretien et échange par courrier avec l'autorité cantonale, le 1.12.2020 et le 6.1.2021.

¹¹ Échange par courrier avec l'autorité cantonale, 4.5.2021

¹² Entretien avec l'autorité cantonale du 1.12.2020.



Hilfreiche Kontaktangaben

Amt für heilpädagogische Frühberatung (AHFB)

Av. Ritz 29
CP 478
1950 Sion

Auf der Webseite des Bereichs Familienergänzende Betreuung des Kantons findet sich eine Liste aller Tagesbetreuungsstrukturen, aufgeteilt nach den drei Regionen Oberwallis, Mittelwallis und Unterwallis:

<https://www.vs.ch/de/web/scj/secteur-d-accueil-a-la-journee>

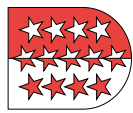
Liens et contacts utiles

Office éducatif itinérant (OEI)

Av. Ritz 29
CP 478
1950 Sion

Le site Internet du Secteur d'accueil à la journée propose une liste de toutes les structures d'accueil de jour pour les trois régions Haut-Valais, Valais central et Bas Valais:

<https://www.vs.ch/fr/web/scj/secteur-d-accueil-a-la-journee>.



Liste des structures d'accueil dans le canton Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Vous trouvez ci-dessous une vue d'ensemble de toutes les structures d'accueil/familles de jour qui ont participé à notre sondage. Les offres figurent toujours dans la langue qui a été utilisée pour répondre au sondage. La liste n'est pas exhaustive. D'autres institutions du canton accueillent des enfants en situation de handicap.

Im Folgenden eine Übersicht über alle Kindertagesstätten/Tagesfamilien, die an unserer Umfrage teilgenommen haben. Die Angebote sind in der Sprache aufgeführt, die in der Umfrage verwendet wurde. Die Liste ist nicht abschliessend, es gibt weitere Institutionen im Kanton, die Kinder mit Behinderungen betreuen.

Nom de l'institution	Coordonnées	Prêts à accueillir des enfants avec handicap	Accueillent déjà des enfants avec handicap, Si oui, nombre actuel?	Accueil des enfants avec les types de handicap suivants (indication des facteurs d'accueil)	Concept d'inclusion (oui/non)	Autres remarques et informations
Crèche-Garderie Les moussaillons	Centre scolaire la Bouverette 1897 Bouveret moussaillons-matelots@port-valais.ch 024 481 18 12	Oui	Oui 2	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : aucune indication	Oui	
Crèche Fleurs des champs	Rte de Fleurs des Champs 11 3963 Crans Montana 027 481 23 68	Oui	Non	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	
Structures d'accueil du Tibleck	Rue du Centre scolaire 16 1971 Grimisuat 027 398 76 80	Oui	Oui 2	Handicap mental : 1x-1.5x Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Non	Nous travaillons avec du personnel externe.
Scoubidou	Route de la Condémine 25 1921 Martigny-Croix scoubidou-leslucioles@martigny-combe.ch 027 723 23 21	Oui	Oui 2	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : 1x-1.5x Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : 1x-1.5x	Oui	Travail étroit avec la famille et travail en réseau.



Pop e poppa les moussaillons	Pl. Gabriel-Donnet 3 1869 Massongex	Oui	Oui	Oui	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : Pas d'estimation possible Troubles du langage : Pas d'estimation possible Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Oui	
La Castalie : Crèche Les Petits Bonheurs	Ch. de Champferou 40 1870 Monthey	Oui	Oui	Oui 11	Handicap mental : 1x-3x Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : 1x-3x Troubles du langage : 1x-3x Handicap sensoriel : 1x-3x	Oui	Thérapies spécifiques, offres de conseil. Autres offres : relève la nuit, le weekend et durant une semaine de vacances.
LA Tonkinelle	Avenue de la Gare 58 1870 Monthey 024 475 70 23	Oui	Oui	Oui 5	Handicap mental : aucune indication Troubles du comportement : 1x-1.5x Handicap physique : aucune indication Troubles du langage : 1x-1.5x Handicap sensoriel : aucune indication	Non	
Crèche de l'Europe	Place de l'Europe 5 3960 Sierre 027 452 26 00	Oui	Oui	Oui 5	Handicap mental : Pas d'estimation possible Troubles du comportement : 1x-3x Handicap physique : Nous ne sommes malheureusement pas en mesure d'accueillir un enfant avec ce handicap Troubles du langage : 1x Handicap sensoriel : Pas d'estimation possible	Non	
Kita Rägubogu	Dorfstr. 7 3912 Termen kita@termen.ch	Ja	Nein	Nein	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Keine Angabe	
Structure d'accueil La Mijonèta	Route de la Machigeaz 14 3961 Vissoie	Oui	Oui	Non	Handicap mental : 1x-2x Troubles du comportement : 1x-2x Handicap physique : 1x-2.5x Troubles du langage : Pas d'estimation possible. Handicap sensoriel : 1x-2x	Aucune indication	



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Zuständig ist beim Kanton die Direktion des Innern, der das Kantonale Sozialamt als zuständige Fachbehörde angegliedert ist.

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Gemäss kantonalem Gesetz hat die zuständige Direktion des Kantons folgende Aufgaben:

- Oberaufsicht
- Periodische Bedarfserhebung
- Beratung und Unterstützung der Einwohnergemeinden
- Koordination und Vernetzung des Angebots
- Unterstützung der Gemeinden bei den Tarifmodellen¹

Darüber hinaus legt der Regierungsrat Qualitätsanforderungen für die privaten und gemeindlichen Betreuungsangebote fest.²

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Gemäss § 59 Abs. 1 Ziff. 13 des Zuger Gemeindeggesetzes ist die familienergänzende Betreuung Aufgabe der Einwohnergemeinden.³

Gemäss Gesetz sind die Einwohnergemeinden zuständig für folgende Aufgaben:

- Erteilung von Betriebsbewilligungen
- Aufsicht über private Angebote
- Erteilung von Beiträgen an private Angebote⁴

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
6400⁵

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
2369 (davon 2228 in Kita und 141 in Tagesfamilien)⁶

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:
96 (Anzahl Kinder, die von der Heilpädagogischen Früherziehung des Heilpädagogischen Dienstes 2020 betreut werden)⁷

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:
30, davon 13 mit und 17 ohne behinderungsbedingte Zusatzfinanzierung⁸

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?
Nein

Das kantonale Recht sieht zwar keinen Anspruch dafür vor – faktisch schafft der Gemeindeverbund aber einen Platz für jedes Kind mit Behinderungen.

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

Das kantonale Recht sieht keinen Anspruch auf einen finanziellen Beitrag per se vor. Indes legt es fest, dass die Einwohnergemeinden hinsichtlich der gemeindlichen und der subventionierten privaten Angebote bei der Festlegung der Elternbeiträge sicherstellen müssen, dass der Zugang zu den Angeboten auch für einkommensschwache Familien gewährleistet ist.

Faktisch beteiligen sich alle Gemeinden des Kantons Zugs an den Kosten der familienergänzenden Betreuung. Gemäss Monitoringbericht von Infrac aus dem Jahr 2017⁹ für den Kanton Zug haben die 11 Gemeinden je unterschiedliche Finanzierungsmodelle gewählt: Gewisse Gemeinden setzen auf Betreuungsgutscheine, andere auf subventionierte Plätze, weitere auf eine Kombination von subventionierten Plätzen und leistungsunabhängigen Subventionen – und drei Gemeinden kaufen Betreuungsplätze bei anderen Gemeinden ein.

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Ja

Die 11 Zuger Einwohnergemeinden übernehmen für Familien mit Wohnsitz in ihrer Gemeinde sämtliche behinderungsbedingten Mehrkosten, sodass ein Kind mit Behinderung zu gleichen Konditionen ein Angebot der familienergänzenden Betreuung besuchen kann wie ein Kind ohne Behinderung. Dies als Resultat einer Vereinbarung zwischen den Gemeinden und dem Heilpädagogischen Dienst.

Es gibt keine Deckelung der behinderungsbedingten Mehrkosten – auch die Kosten von Kindern mit schwereren Behinderungen werden übernommen.



Analyse

Das Zuger Modell, bekannt unter dem Namen KiBeBe, kann schweizweit als best practice gelten für diejenigen Kantone, in denen die Gemeinden für die Kinderbetreuung zuständig sind¹⁰: Nach längeren Pilotphasen, in denen *Pro Infirmis* und der Heilpädagogische Dienst Zug den Lead hatten, existiert seit Anfang 2020 ein Modell, in dem sämtliche Zuger Gemeinden die behinderungsbedingten Mehrkosten für die Kinder mit Wohnsitz in ihrer Gemeinde übernehmen, sofern das Kind Heilpädagogische Früherziehung hat. Eltern von Kindern mit Behinderungen zahlen somit gleich viel wie Eltern von Kindern ohne Behinderungen in derselben Gemeinde.

Die operative Leitung liegt dabei beim Heilpädagogischen Dienst Zug (HPD), der den Entwicklungsstand und Unterstützungsbedarf eines Kindes abklärt, die Kostengutsprache (und somit die Höhe der behinderungsbedingten Mehrkosten im Einzelfall) erstellt, die Zusammenarbeit mit den Kindertagestätten regelt und den Einwohnergemeinden Rechnung stellt. Seitens der Gemeinden ist die Sovoko federführend, die Vereinigung der Sozialvorstehenden aller Zuger Gemeinden.

Diverse Institutionen der familienergänzenden Betreuung nehmen Kinder mit leichteren Behinderungen auf (vgl. Service-Teil). Mit dem Kinderhaus *Imago*¹¹ in Baar existiert auf Kantonsgebiet eine inklusive Kita, die auch Kinder mit schwereren Behinderungen aufnimmt. Somit ist gewährleistet, dass jedes Kind mit einer Behinderung auf Kantonsgebiet einen Platz erhält; auch bei Kindern mit schwereren Behinderungen übernimmt die Einwohnergemeinde die behinderungsbedingten Mehrkosten. Einige Kinder mit Behinderungen können ohne Mehrkosten in Regelinstitutionen integriert werden.

Falls Mehrkosten entstehen:

In herkömmlichen Kitas werden die behinderungsbedingten Mehrkosten durch eine Assistenz für maximal 7 Stunden pro Tag übernommen, wobei gemäss HPD zu beachten ist, dass nicht jedes Kind über den ganzen Tag Mehrkosten verursacht (je nach Kind zum Beispiel nicht im Schlaf oder hauptsächlich bei den Übergängen). Für die Kinder im *Imago*, oft solche mit schwereren Behinderungen, wird je nach Behinderung für die ganze Betreuungszeit mit Betreuungsfaktoren zwischen 1 und 3 gerechnet (zum Beispiel bei Kindern, die dauerhafter medizinischer Überwachung bedürfen).

Evaluation mit Ampelsystem



Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

Es gibt einen Platz und eine Finanzierung für jedes Kind mit einer leichten Behinderung.



Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

Es gibt einen Platz und eine Finanzierung für jedes Kind mit einer schwereren Behinderung.



Verbesserungsbemühungen

Mit einer grossen Reform wurde bereits per Januar 2020 das diskriminierungsfreie System für Kinder mit Behinderungen im Kanton Zug gefestigt.

¹ https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/213.4/versions/1093, abgerufen 05.11.2020.

² Rückmeldung kantonales Sozialamt per E-Mail vom 09.12.2020 sowie https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/171.1/versions/1718, abgerufen 05.11.2020.

³ Kanton Zug – Erlass-Sammlung (zg.ch), abgerufen 13.01.2021.

⁴ https://bgs.zg.ch/app/de/texts_of_law/213.4/versions/1093, abgerufen 05.11.2020.

⁵ Basierend auf Zahlen in: Infras, Monitoringbericht familien- und schulergänzende Betreuung im Kanton Zug, S. 14, Tabelle 3, abgerufen 06.12.2020 von 2. Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung – Kanton Zug. (zg.ch). Demnach besuchten 2369 Kinder im Vorschulalter eine Institution der familienergänzenden Betreuung. Gemäss Tabelle entspricht dies 37% der Kinder dieser Altersgruppe; dies ergäbe ein Total von 6403 Kindern. Da vermutlich der Anteil von 37% gerundet ist, dürfte die tatsächliche Anzahl Kinder leicht davon abweichen.

⁶ Infras, Monitoringbericht familien- und schulergänzende Betreuung im Kanton Zug, S. 14, Tabelle 3, abgerufen 06.12.2020 von 2. Familien- und schulergänzende Kinderbetreuung – Kanton Zug (zg.ch).

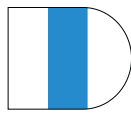
⁷ *ibid.*

⁸ Angabe per E-Mail vom HPD Zug.

⁹ <https://www.zg.ch/behoerden/direktion-des-innern/kantonales-sozialamt/generationen-und-gesellschaft/kind-jugend-familie/familien-und-schulergaenzende-kinderbetreuung>, Download-Bereich, abgerufen 05.11.2020.

¹⁰ <https://www.hpd.ch/kibebe.htm>, abgerufen 05.11.2020. Vgl. auch Omlin et al (2019).

¹¹ <https://www.visoparents.ch/kita-kinderhaus-imagobaar/angebot/>, abgerufen 05.11.2020.



Hilfreiche Kontaktangaben

Zentraler Ansprechpartner für die Planung der familienergänzenden Betreuung von Kindern mit Behinderungen:
Heilpädagogischer Dienst des Kantons Zug, Oberdorfstrasse 9, 6340 Zug, 041 728 75 55: <https://www.hpd.ch/kibebe.htm>.

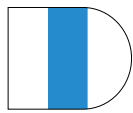
Es lohnt sich, frühzeitig mit dem Heilpädagogischen Dienst Kontakt aufzunehmen, um alle Fragen zu klären.

Mit dem neuen System im Kanton Zug, das per 2020 definitiv eingeführt wurde, sollte es möglich sein, jedem Kind mit Behinderungen zu diskriminierungsfreien Bedingungen einen Platz zu sichern.

Für Kinder, die Imago in Baar besuchen, stehen Wochenend- und/oder Ferientlastungsangebote im Imago in Dübendorf (ZH) zur Verfügung. Allerdings werden diese nicht durch KiBeBe mitfinanziert.

Auch Spielgruppenangebote gibt es im Kanton Zug für Kinder mit Behinderungen.

Die Spielgruppen sind insofern speziell, als dass sie an bis zu 4 Nachmittagen ein Angebot von 3 bis 4 Stunden anbieten. Gemäss Leistungsvertrag mit den Gemeinden werden die behinderungsbedingten Mehrkosten für maximal 2x3 Stunden pro Woche in der Spielgruppe übernommen. Im Jahr 2020 gingen 8 Kinder, die Früherziehungsleistungen erhielten, auch in eine Spielgruppe (Auskunft Heilpädagogischer Dienst des Kantons Zug).



Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

In der folgenden Tabelle sind diejenigen Kitas aufgelistet, die unseren Fragebogen ausgefüllt haben und Kinder mit Behinderungen betreuen. Im Kanton Zug gibt es zahlreiche weitere Kitas, die ebenfalls Kinder mit Behinderungen aufnehmen. Ein vollständiges Verzeichnis aller Kitas ist unter <https://verzeichnis.zug.ch/directories/familienergäzende-kinderbetreuung> zu finden.

Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderhaus Imago; Stiftung visoparents	Kita Kinderhaus Imago Stettbachstrasse 10 8600 Dübendorf kinderhaus@visoparents.ch 043 355 10 20 und Kita Kinderhaus Imago Baar Landhausstrasse 20 6340 Baar kinderhaus-baar@visoparents.ch 041 525 20 40	Ja	Ja Dübendorf: 31 Kinder in Betreuung unter der Woche, 6 in Entlastungs- angebot, 6 Kinder auf Warteliste Baar: 12 Kinder in Betreuung	Geistige Behinderung: 1x-3x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-3x Körperliche Behinderung: 1x-3x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-3x Sensorische Behinderungen: 1x-3x	Ja	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh- erziehung). Ausgebaute Entlastungsangebote, verfügt über spezialisiertes internes und externes Personal.
Kinderkrippe Nussbaum	Fischmattstrasse 1 6315 Oberägeri krippenleitung@nbkh.ch +41 41 530 48 84	Ja	Nein	Geistige Behinderung: 1x-1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-2x Körperliche Behinderung: 1x-2x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-2x Sensorische Behinderungen: 1x-2x	Keine Angabe	Über Aufnahme wird individuell entschieden
Kibiz Zug	Kibiz Zug Bundesstrasse 15 6317 Zug esther.krucker@kibiz-zug.ch +41 41 712 33 23	Ja	Ja 3	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: 1x-1.5x Körperliche Behinderung: 1x-1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-1.5x Sensorische Behinderungen: 1x-1.5x	Ja	Entlastungsächte Ja, arbeitet mit externem Personal zusammen (z. B. Früherziehung). Kibiz bietet neben Kita-Betreuung auch die Betreuung in Tagesfamilien an und hat in diesem Bereich besonders viel Erfahrung mit Kindern mit Behinderungen.



Zuständigkeiten

Welche kantonale Behörde ist zuständig?

Bildungsdirektion, Amt für Jugend und Berufsberatung

Welches sind die Kompetenzen des Kantons?

Der Kanton hat relativ wenig direkte Kompetenzen, verpflichtet aber die Gemeinden zu einem bedarfsgerechten Angebot.¹ Im Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG), § 18d sind einzig gewisse Qualitätsvorgaben kantonal vorgeschrieben (zum Beispiel Gruppengrößen).² Näheres, insbesondere zu den Bewilligungsvoraussetzungen, wird in der kantonalen Verordnung über die Tagesfamilien und Kindertagesstätten (V TaK) geregelt (§ 18b Abs. 5 und § 18c KJHG).³

Welches sind die Kompetenzen der Gemeinden?

Gemäss § 18 des Kinder- und Jugendhilfegesetzes⁴ sorgen die Gemeinden für ein bedarfsgerechtes Angebot der familienergänzenden Betreuung. Gemäss § 18a und b erteilen sie auch die Bewilligungen für Kitas und üben die Aufsichtsfunktion über diese sowie über die Tagesfamilien aus.⁵

Grundlagen

Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

67 627⁶

Hinweis zu den gesamtkantonalen Zahlen: Bis 2013 führte der Kanton Zürich einen Kinderbetreuungsindex, der derzeit nicht weitergeführt wird.⁷ Künftig wird das momentan noch ausstehende Bildungsmonitoring wieder Zahlen liefern. Zwischenzeitlich ergeben sich wertvolle Informationen zur Situation der Kinderbetreuung generell aus einem Bericht zur familien- und schulergänzenden Betreuung im Kanton Zürich – so besuchen gemäss dieser Analyse 43% der Kinder im Kanton Zürich eine Kita.⁸

(Geschätzte) Anzahl Kinder insgesamt im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

29 080⁹

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton:

1287¹⁰

(Geschätzte) Anzahl Kinder mit Behinderungen im Alter von 0 bis 4 Jahren im Kanton in familienergänzender Betreuung:

Vom Kanton ist keine Angabe erhältlich, drei Gemeinden konnten Angaben machen:

- Stadt Zürich: ca. 171 Kinder (108 Kinder mit einer Pauschale von CHF 50.–, 63 Kinder mit höheren Beträgen [schwerere Behinderungen])
- Bassersdorf: 1 Kind
- Mönchaldorf: ca. 4 Kinder

Von den meisten Gemeinden und Städten liegen jedoch keine Angaben vor.

Gibt es gemäss kantonalem Recht für Kinder im Alter von 0 bis 4 Jahren ganz allgemein das Recht auf einen Platz?

Indirekt ja, indem der Kanton den Gemeinden ein bedarfsgerechtes Angebot vorschreibt.¹¹ Gemäss einer von Procap eingeholten Rechtsauskunft ist diese kantonale Bestimmung zwar nicht individuell einklagbar, es handelt sich aber um eine Gemeindeaufgabe. Kommt eine Gemeinde dieser Aufgabe nicht nach, so kann eine Aufsichtsbeschwerde verfasst werden.

Allerdings zeigt eine aktuelle Analyse, dass ein Teil der Gemeinden dieser Verpflichtung nicht oder nur sehr ungenügend nachkommt.¹²

Die Betreuung von Kindern mit Behinderungen ist offenkundig auch Teil des «Bedarfs», selbst wenn die Gemeinden sehr unterschiedliche Massnahmen ergreifen, um diesen Bedarf zu decken.

Finanzierung

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die Kosten der familienexternen Betreuung?

Nein

Hier gibt es eine wichtige Differenz zwischen dem Text eines Gegenvorschlags, der von den Stimmberechtigten am 13.06.2010 angenommen wurde, und dem, was der Kantonsrat später daraus gemacht hat: In dem in der Abstimmung genehmigten Gegenvorschlag stand in § 2, dass die Gemeinden die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Eltern berücksichtigen müssen.¹³ Der Kantonsrat hat diese Vorgabe in § 18 des Kinder- und Jugendhilfegesetzes abgeschwächt, indem die Gemeinden die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit berücksichtigen «können».¹⁴

Mangels einer kantonalen Regelung sind in den Gemeinden ganz unterschiedliche Systeme im Einsatz. Die Gemeinden Hinwil, Rüti, Winterthur, Zollikon, Stadt Zürich, Thalwil, Bassersdorf, Horgen, Mönchaltorf und Dübendorf berichten, dass sie einkommensabhängige Systeme verwenden.

Existiert ein einheitliches Finanzierungssystem für die behinderungsbedingten Mehrkosten?

Nein

Auf kantonomer Ebene gibt es keine Regelung. Die Unterschiede in den Gemeinden sind enorm – von keinen Subventionen bis zur Übernahme sämtlicher behinderungsbedingter Mehrkosten (zum Beispiel Stadt Zürich).

In der Mehrheit der Gemeinden dürften die Mehrkosten von den Eltern getragen werden. Positiv abweichende Gemeinden, die uns bekannt sind, sind unter dem Punkt «Analyse» sowie in der Evaluation aufgeführt.

Sofern die Eltern Sozialhilfe beziehen, ist die Gemeinde je nach Situation generell verpflichtet, die entsprechenden Kosten zu übernehmen.



Analyse

Zum Vorgehen:

Der Kanton Zürich erklärte sich für unsere Fragen als nicht zuständig und verwies uns an die Gemeinden. Darauf kontaktierten wir sämtliche Städte des Kantons Zürich gemäss Wikipedia-Städte-Liste sowie einzelne Landgemeinden (total 36 Gemeinden) per Fragebogen und erinnerten diejenigen nochmals, die den Fragebogen nicht retournierten.

Geantwortet haben 26 von 36 angeschriebenen Gemeinden.¹⁵ Die vorliegenden Antworten sind ziemlich aussagekräftig für die Situation in den grösseren Gemeinden des Kantons Zürichs, während Landgemeinden unterrepräsentiert sind.

Weitere Informationen konnten direkt durch Gesetzeslektüre und Befragung von Drittpersonen eingeholt werden und dürften auf den ganzen Kanton Zürich zutreffen.

Zum Inhalt:

Der Kanton Zürich delegiert praktisch alle Aufgaben an die Gemeinden, verlangt von diesen aber per Gesetz, dass sie ein bedarfsgerechtes Angebot sicherstellen.

Die erhaltenen Antworten verdeutlichen, dass sich nur ein Teil der befragten Gemeinden mit diesem Thema auseinandersetzt. Anzeichen für Bemühungen, Kindern mit Behinderungen den Zugang zur familienergänzenden Betreuung zu ermöglichen, gibt es in folgenden Gemeinden:

- Herausragend ist das in den letzten Jahren enorm verbesserte Angebot der Stadt Zürich: Ca. 350 Kitas und rund 100 Tagesfamilien können Kinder mit weniger betreuungsintensiven Behinderungen betreuen.¹⁶ 34 Kitas können auch Kinder mit betreuungsintensiveren Behinderungen aufnehmen. Für Kinder, bei denen diese Kitas an ihre Grenzen geraten, gibt es zudem einen Vertrag mit der Kita *Imago* Dübendorf/Baar. Die familienergänzende Betreuung erfolgt zu diskriminierungsfreien Tarifen, die behinderungsbedingten Mehrkosten übernimmt die Stadt. Damit hat die Stadt Zürich schweizweit Modellcharakter und kommt der kantonalen Verpflichtung nach, ein bedarfsgerechtes Angebot zu schaffen.
- Die Gemeinde Hinwil integriert Kinder mit Behinderungen soweit möglich in die gemeindeeigene Kita und übernimmt die behinderungsbedingten Mehrkosten. Bisher gab es noch keinen Fall eines Kindes mit einer schwereren Behinderung, doch sofern keine Sozialversicherung bezahlen würde, würde auch die Kostenübernahme geprüft.
- In Winterthur können Kinder mit Behinderungen in allen von der Stadt subventionierten Kitas aufgenommen werden; letztere erhalten von der Stadt eine Finanzierung mit Betreuungsfaktor 1.5 für den Mehraufwand. Zusätzlich gibt es die drei inklusiven Kitas der Stiftung *Brühlgut*, die viel Erfahrung mit Kindern mit (auch schwereren) Behinderungen haben. Aktuell finanziert die Stadt Winterthur aber nur bis Faktor 1.5, selbst bei schwererer Behinderung. Eine Änderung dieser Deckelung ist aber in Planung.
- Die Gemeinde Mönchaldorf ist die einzige kleinere Gemeinde, welche die Anzahl ihrer Kinder mit Behinderungen kennt. Die Nachfrage für Kinder mit leichteren Behinderungen kann in der Kita im Ort abgedeckt werden; die behinderungsbedingten Mehrkosten werden vom Gemeinwesen über Betriebsbeiträge übernommen. Die Kita im Ort könnte jedoch Kinder mit schwereren Behinderungen nicht betreuen.

- Die Gemeinde Uster arbeitet mit der inklusiven Kita *Beluga* der Stiftung *Wagerenhof* zusammen, die auch Kinder mit schwereren Behinderungen aufnehmen kann (bis Betreuungsfaktor 2.5).¹⁷ Die Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten wird in einem gemischten System durch die Eltern¹⁸, die Gemeinde und die Stiftung *Wagerenhof* sichergestellt.¹⁹
- In der Gemeinde Rüti ZH bemüht sich die gemeindeeigene Kita darum, allen Kindern soweit möglich einen Platz zu geben. Das ist namentlich dann der Fall, wenn es um einen leicht erhöhten Betreuungsaufwand geht. Bei Kindern mit schwereren Behinderungen wurden auch schon Lösungen mit der Kita *Imago* gefunden. Die Kosten werden individuell im Einzelfall geregelt.
- Die Gemeinde Gossau ZH hält sich zwar nicht für zuständig, sichert aber zu, betroffene Eltern in dieser Situation zu unterstützen.
- Die Gemeinde Langnau am Albis hat die behinderungsbedingten Mehrkosten für ein Kind der Kita *Tannezapfe* übernommen.²⁰

Die folgenden Gemeinden melden gewisse Bemühungen und bewegen sich in einem mittleren Bereich, namentlich für Kinder mit leichteren Behinderungen:

- Die Gemeinde Zollikon schreibt, es gebe 8 Kitas, wovon 3 wegen der Räumlichkeiten oder der Ausbildungen für Kinder mit Behinderungen nicht geeignet sind; die anderen bemühten sich um individuelle Lösungen. Die Frage der Finanzierung von behinderungsbedingten Mehrkosten ist nicht bekannt, da es bis jetzt keine entsprechenden Anfragen gab.
- In der Gemeinde Bassersdorf können ausschliesslich Kinder mit leichten Behinderungen das familienergänzende Betreuungssystem nutzen, sofern die Betreuung der anderen Kinder nicht beeinträchtigt wird.
- In der Gemeinde Horgen gibt es keine spezifische Kita oder Tagesfamilie für Kinder mit Behinderungen. Grundsätzlich steht das Angebot aber allen Kindern offen. Die Aufnahme ist im Einzelfall abhängig von Art und Umfang der besonderen Betreuung, die das Kind benötigt. Die Finanzierung der behinderungsbedingten Mehrkosten ist gemischt zwischen Eltern und Gemeinwesen.

Keine Anzeichen auf entsprechende Bemühungen gibt es bei folgenden Gemeinden:


- Die Gemeinden Opfikon, Thalwil und Wädenswil melden Angebote für Kinder mit Behinderungen, ohne diese oder das System genauer zu spezifizieren.
- Die Gemeinden Bülach, Kloten und Küsnacht antworten, es gebe bei ihnen keine familienergänzende Betreuung für Kinder mit Behinderungen. Die Stadt Bülach fügt an, das liege daran, dass sie selber keine Institutionen betreibt und sich bis jetzt keine darauf spezialisierte Institution in Bülach niederlassen wollte. Küsnacht ergänzt, dies sei bis jetzt nicht analysiert worden und es habe weder von Seiten der Behörden noch der Eltern Bedarf bestanden.
- Die Gemeinden Adliswil, Maur, Stäfa, Pfäffikon, Richterswil und Volketswil halten sich nicht für zuständig.
- Die Gemeinden Wallisellen und Illnau-Effretikon haben keine Detailfragen beantwortet, sodass keine Beurteilung vorgenommen werden kann.



Da besonders bevölkerungsreiche Gemeinden wie die Städte Zürich und Winterthur plus ein paar kleinere Gemeinden sehr aktiv sind, hat trotzdem ein nicht unbedeutender Teil der Kinder mit Behinderungen Zugang zu familienexterner Betreuung. Angesichts einer kantonalen gesetzlichen Regelung, die eine Bedarfsdeckung vorsieht, ist das Resultat für den Rest des Kantons dennoch problematisch. Es zeigt, dass bei einer Delegation an die Gemeinden der Bedarf vielerorts nicht gedeckt wird.

Evaluation mit Ampelsystem

Situation von Kindern mit leichten Behinderungen

 für den Kanton Zürich

Ausnahmen:



Für die Stadt Zürich, Winterthur, Uster, Hinwil, Mönchaltorf, Langnau am Albis



Für die Gemeinde Rütli ZH, Zollikon, Bassersdorf, Horgen

¹ 852.1_14.3.11_110.fm (zh.ch), abgerufen 21.11.2020; vgl. Abschnitt zu den Kompetenzen der Gemeinden.

² ibid.

³ 75_09_24.7.2020_Inhalt_339-388.fm (zh.ch), abgerufen 21.11.2020.

⁴ 852.1_14.3.11_110.fm (zh.ch), abgerufen 21.11.2020.

⁵ ibid.

⁶ Zahl gebildet mit Hilfe der Addition der Geburten der Jahre 2019, 2018, 2017 und 2016 aus <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung/geburten-todesfaelle/geburten.assetdetail.13187401.html>, Zeile für Kanton Zürich, abgerufen 14.12.2020. Diese Schätzung berücksichtigt weder Wanderungssalden noch Todesfälle.

⁷ E-Mail Nicole Kiefer, Kanton Zürich, 24.11.2020

⁸ https://www.kibesuisse.ch/fileadmin/Dateiablage/externe_Publikationen/20201201_Kinderbetreuungsbericht.pdf, abgerufen 14.12.2020.

⁹ Diese Schätzung basiert zum einen auf der Schätzung der Anzahl Kinder 0 bis 4 Jahre im Kanton Zürich, zum anderen auf der Schätzung, dass 43% der Kinder im Vorschulalter eine Kita besuchen. (https://www.kibesuisse.ch/fileadmin/Dateiablage/externe_Publikationen/20201201_Kinderbetreuungsbericht.pdf, abgerufen 14.12.2020). Nicht berücksichtigt sind dabei Kinder, die eine Tagesfamilie besuchen.

¹⁰ Anzahl Kinder mit Heilpädagogischer Früherziehung im Kanton Zürich (755 neue und 532 fortlaufende Fälle); Auskunft von Michael von Rhein, Kinderspital Zürich, per E-Mail, 04.12.2020.

¹¹ 852.1_14.3.11_110.fm (zh.ch), abgerufen 21.11.2020; § 18.

¹² https://www.kibesuisse.ch/fileadmin/Dateiablage/externe_Publikationen/20201201_Kinderbetreuungsbericht.pdf, abgerufen 14.12.2020.

¹³ Vorlage 4558 Volksinitiative «Kinderbetreuung Ja» (zh.ch), abgerufen 17.02.2021.

¹⁴ 852.1_14.3.11_110.fm (zh.ch), abgerufen 21.11.2020; § 18.

¹⁵ Geantwortet auf die Befragung haben: Adliswil, Bassersdorf, Bülach, Dübendorf, Gossau ZH, Hinwil, Horgen, Illnau-Effretikon, Kloten, Küsnacht, Maur, Mönchaltorf, Opfikon, Pfäffikon, Richterswil, Rütli ZH, Stadt Zürich, Stäfa, Thalwil, Uster, Volketswil, Wädenswil, Wald, Wallisellen, Winterthur und Zollikon. Ein herzliches Dankeschön an diese Gemeinden. Trotz Erinnerungs-E-Mail nicht geantwortet haben: Affoltern, Dachsen, Dietikon, Eglisau, Flaach, Männedorf, Rafz, Regensdorf, Wetzikon und Schlieren. Eingefügt wurde des Weiteren auf Hinweis des Amtes für Jugend und Bildung des Kantons Zürich sowie der Stiftung *Tanne* noch die Gemeinde Langnau am Albis.

¹⁶ Antwort Fragebogen Stadt Zürich.


¹⁷ Antwort aus Fragebogen der Kita *Beluga*.

¹⁸ Dabei geben die Eltern auch einen Teil der Hilfflosenentschädigung an die Kita weiter, vgl. <https://www.nzz.ch/zueroch/seelenbalsam-fuer-besondere-kinder-mit-down-syndrom-in-die-kita-id.1343022?reduced=true>, abgerufen 14.12.2020.

¹⁹ E-Mail Gemeinde Uster, Armin Manser, 23.11.2020.

²⁰ Auskunft Miro Baur, Stiftung *Tanne*, 02.06.2021. Diese Information zur Gemeinde Langnau im Albis ist nach Redaktionsschluss (25.5.2021) eingetroffen. Während es noch möglich war, das Kapitel zum Kanton Zürich anzupassen, war dies für die übergeordneten Bereiche (z.B. nationales Bewertungskapitel, Einleitung, Schlussfolgerungen etc.) aus zeitlichen Gründen nicht mehr möglich.

Situation von Kindern mit schwereren Behinderungen

 für den Kanton Zürich

Ausnahmen:



Für die Stadt Zürich, Langnau am Albis



Für Hinwil, Uster, Rütli ZH, Winterthur

Der Kanton Zürich verpflichtet die Gemeinden zu einem bedarfsgerechten Angebot für Kinder, scheint aber nicht wirklich durchzusetzen, dass die Gemeinden dies auch für Kinder mit Behinderungen ermöglichen. Entsprechend gross sind die Unterschiede; die meisten Gemeinden unternehmen wenig bis nichts. Einige Gemeinden, allerdings deutlich weniger als bei den leichteren Behinderungen, fallen aber positiv auf. Die Gründe dafür finden sich unter der Rubrik «Analyse» weiter oben.

Verbesserungsbemühungen

 für den Kanton Zürich

Ausnahmen:



Für die Stadt Zürich, Langnau am Albis



Für Winterthur



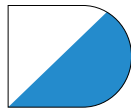
Für Gossau ZH, Rütli ZH

Auf kantonomer Ebene sind keine Änderungen geplant. In der Stadt Zürich sind keine Änderungen notwendig, da das System schon vollständig diskriminierungsfrei funktioniert. Dies gilt auch für Langnau am Albis.

In der Stadt Winterthur ist angedacht (aber politisch noch nicht entschieden), den Betreuungsfaktor für den erhöhten Betreuungsbedarf bei Kindern mit schweren Behinderungen zu erhöhen.

In der Gemeinde Rütli ZH wurde eine noch nicht verbindliche Diskussion gestartet, die Frage des behinderungsbedingten Mehraufwands in den offiziellen Tarifen anstatt im Einzelfall zu regeln.

Die Gemeinde Gossau ZH verspricht, Eltern von Kindern mit Behinderungen, die auf sie zukommen, zu unterstützen.



Hilfreiche Kontaktangaben

Die aktuelle Situation der familienexternen Kinderbetreuung im Kanton Zürich ist äusserst heterogen. Entsprechend existiert auch keine zentrale Anlaufstelle, folgende Adressen können aber hilfreich sein:

Webseite zur Kinderbetreuung (ohne Behinderungsaspekt)

des Kantons Zürich mit zahlreichen Kontakten:
<https://www.zh.ch/de/familie/angebote-fuer-familien-mit-kindern/familienergaezende-betreuung.html>

Behörden der Wohngemeinde, die gemäss kantonaalem Recht für ein bedarfsgerechtes Angebot zuständig sind.

Mütter- und Väterberatungsstellen:

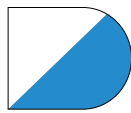
<https://www.zh.ch/de/familie/angebote-fuer-familien-mit-kindern/kinder-und-jugendhilfezentren.html>

Heilpädagogische Früherzieher*innen des eigenen Kindes

(keine übergreifende Webseite vorhanden, im Kanton Zürich sehr dezentralisiert)

Spezifische Webseite für die Stadt Zürich:

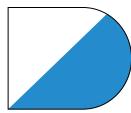
https://www.stadt-zuerich.ch/sd/de/index/familien_kinder_jugendliche/kinderbetreuung/stadteigene_kitas/kinder-mit-besonderen-beduerfnissen.html



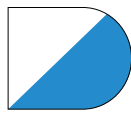
Verzeichnis von Betreuungsangeboten im Kanton

Im Folgenden eine Liste der Institutionen, die an unserer Befragung teilgenommen haben (im Bedarfsfall lohnt sich aber auch die Nachfrage bei Betreuungsinstitutionen der näheren Umgebung, die hier nicht aufgeführt sind):

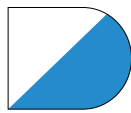
Name, Angebot	Ort, Kontaktdaten	Grundsätzlich bereit, Kinder mit Behinderungen zu betreuen?	Betreuen bereits Kinder mit Behinderungen? Falls ja, aktuelle Anzahl?	Kinder mit welchen Behinderungsarten können aufgenommen werden? (Angabe des Betreuungsfaktors)	Inklusionskonzept ja/nein	Weitere Bemerkungen und Informationen
Kinderkrippe Beluga	Kinderkrippe Beluga Asylstrasse 24 8610 Uster daniela.rotzer@wagerenhof.ch www.wagerenhof.ch 044 905 17 02	Ja Auch Kinder mit höherem Betreuungs- und/oder Pflegebedarf	Ja 7	Geistige Behinderung: 2x Verhaltensauffälligkeiten: 2.5x Körperliche Behinderung: 2.5x Sprachbeeinträchtigungen: 2x Sensorische Behinderungen: 2.5x	Ja	Arbeitet auch mit externen Fachpersonen zusammen.
Kinderkrippe Knirpsen Villa	Kinderkrippe Knirpsen Villa Albisstrasse 30 8932 Mettmenstetten info@knirpsen-villa.ch 043 466 89 18	Ja	Nein	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Kinderkrippe Heizenholz	Kinderkrippe Heizenholz Regensdorferstrasse 200 8049 Zürich nicole.kellenberger@zkj.ch 044 344 36 76	Ja	Ja 1, in Vergangenheit 4	Geistige Behinderung: bis 3x Verhaltensauffälligkeiten: bis 3x Körperliche Behinderung: bis 3x Sprachbeeinträchtigungen: bis 3x Sensorische Behinderungen: bis 3x	Ja	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh-erziehung)
Stiftung kihz	Stiftung kihz Sumatrastrasse 30 8006 Zürich monika.haetinger@kihz.ethz.ch 044 634 40 90	Ja	Ja 0-5	Geistige Behinderung: bis 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: bis 1.5x Körperliche Behinderung: bis 1.5x Sprachbeeinträchtigungen: bis 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x	Nein	



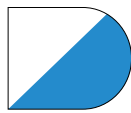
<p>Kinderhaus Imago; Stiftung visoparents</p>	<p>Kita Kinderhaus Imago Stettbachstrasse 10 8600 Dübendorf kinderhaus@visoparents.ch 043 355 10 20 und Kita Kinderhaus Imago Baar Landhausstrasse 20 6340 Baar kinderhaus-baar@visoparents.ch 041 525 20 40</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja Dübendorf: 31 Kinder in Betreuung unter der Woche, 6 in Entlastungs- angebot, 6 Kinder auf Warteliste Baar: 12 Kinder in Betreuung</p>	<p>Geistige Behinderung: bis 3x Verhaltensauffälligkeiten: bis 3x Körperliche Behinderung: bis 3x Sprachbeeinträchtigungen: bis 3x Sensorische Behinderungen: bis 3x</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh- erziehung). Ausgebaute Entlastungsangebote, ver- fügt über spezialisiertes internes und externes Personal.</p>
<p>Wochenkrippe Sonneblueme</p>	<p>Sonneblueme Wochenkrippe für Kleinkinder Hirzelstrasse 20 8004 Zürich wochenkrippe@sunneblueme.org 044 405 20 00</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja</p>	<p>Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh- erziehung). Keine allgemeine Aussage zu den Be- treuungsfaktoren möglich, dies variiert von Kind zu Kind und wird individuell bestimmt.</p>
<p>Kita Purzelbaum</p>	<p>Kita Purzelbaum Asylstrasse 50 8708 Männedorf purzelbaum@maennedorf.ch 044 921 68 73</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja 2</p>	<p>Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angaben Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x</p>	<p>Nein</p>	<p>Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh- erziehung)</p>
<p>Kita Zauberloki</p>	<p>Kita Zauberloki Mittelwiesstrasse 4 8708 Männedorf lucia.ratta@maennedorf.ch 044 921 69 34</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja 3</p>	<p>Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: 1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x</p>	<p>Ja</p>	<p>Bei Bedarf kann ein erhöhter Faktor (1.5) berechnet werden, grundsätzlich wird dies für jedes Kind von Fall zu Fall abgeklärt und orientiert sich an den Bedürfnissen des Kindes.</p>



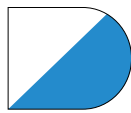
Murmel	Kinderkrippe Murmel Scheuchzerstrasse 186 8057 Zürich info@kita-murmel.ch 044 362 64 84	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Verhaltensauffälligkeiten: Kann nicht eingeschätzt werden. Körperliche Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Sprachbeeinträchtigungen: Kann nicht eingeschätzt werden. Sensorische Behinderungen: Kann nicht eingeschätzt werden.	Keine Angabe	Zusammenarbeit mit Heilpädagogen
PLAYground education	PLAYground education Hohlstrasse 52 8004 Zürich play@playground-edu.ch 043 399 55 44	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: 2x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: Kann nicht eingeschätzt werden.	Ja	
Kindertagesstätte Villa Chräuel	Kindertagesstätte Villa Chräuel Kirchstrasse 2 8483 Kollbrunn villa-chraeuel@bluewin.ch 052 383 12 90	Ja	Ja 1	Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x	Ja	
Kinderhaus Tösstalstrasse	Kinderhaus Tösstalstrasse Tösstalstrasse 133 8623 Wetzikon toesstalstrasse@ke-stiftung.ch 043 488 15 01	Ja	Ja Keine Zahl genannt	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Kinderkrippe Heusser-Staub	Kinderkrippe Heusser-Staub Florastrasse 26 8610 Uster paedagogische.leitung@kinderkrippeheusserstaub.ch 044 940 11 62	Ja	Ja Keine Zahl genannt	Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: 1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x	Nein	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh-erziehung)



KiTa Little Angels	KiTa Little Angels Goldbrunnenstrasse 151 8055 Zürich KiTa.littleangels@hotmail.com 043 539 69 12	Ja	Ja Keine Zahl genannt	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	
Kita Chinderkram	Kita Chinderkram Apothekerstrasse 18 8610 Uster info@kita-chinderkram.ch 044 940 33 11	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x	Nein	
Kita TigerEnte	Kita TigerEnte Hofstrasse 94 8620 Wetzikon info@kita-tigerente.ch 044 554 77 41	Ja	Ja	Geistige Behinderung: 2x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: 1x Sprachbeeinträchtigungen: 2x Sensorische Behinderungen: 2x	Ja	Ja wir arbeiten mit externen Fachpersonen zusammen wie zum Beispiel Audiopädagoginnen/Audiopädagogen – Logopädinnen/Logopäden
Villa Kunterbunt, Schatzinsel, Zauberburg, Zwergenschiff, Greifensee, Sunnige Hof	Villa Kunterbunt, Schatzinsel, Zauberburg, Zwergenschiff, Greifensee, Sunnige Hof Luegislandstr. 585 8051 Zürich info@vkka.ch 043 321 64 26	Ja	Ja 4	Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: 1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1x Sensorische Behinderungen: 1.5x	Ja	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh- erziehung)
Krippe Arche	Krippe Arche Alter Kirchenweg 6 8304 Wallisellen krippe.arche@schule.wallisellen.ch 044 877 65 70	Ja	Nein, aber wir können uns grundsätzlich vorstellen auch Kinder mit Behinderungen zu betreuen.	Geistige Behinderung: keine Angabe Verhaltensauffälligkeiten: keine Angabe Körperliche Behinderung: keine Angabe Sprachbeeinträchtigungen: keine Angabe Sensorische Behinderungen: keine Angabe	Keine Angabe	



Brühlgut Stiftung KiTas, Spielberg, Spielblock, Spielpark	Brühlgut Stiftung KiTas, Spielberg, Spielblock, Spielpark Brühlbergstrasse 8400 Winterthur franziska.karrer@bruehlgut.ch 052 268 11 41	Ja	Ja 23	Geistige Behinderung: 1x-3x Verhaltensauffälligkeiten: 1x-3x Körperliche Behinderung: 1x-3x Sprachbeeinträchtigungen: 1x-3x Sensorische Behinderungen: 1x-3x	Ja	Physio und Ergotherapie im Haus Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh-erziehung)
Familienergänzende Betreuung Stadel GmbH	Familienergänzende Betreuung Stadel GmbH Schulstrasse 1 8175 Windlach info@kinderbetreuung-stadel.ch 043 433 00 50	Ja	Ja 0	Geistige Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Verhaltensauffälligkeiten: Kann nicht eingeschätzt werden. Körperliche Behinderung: Kann nicht eingeschätzt werden. Sprachbeeinträchtigungen: Kann nicht eingeschätzt werden. Sensorische Behinderungen: Kann nicht eingeschätzt werden.	Ja	
Kita KSA Zwärglihuus	Kita KSA Zwärglihuus Westallee 19 5000 Aarau uschi.maurer@ksa.ch 062 838 40 75	Ja	Ja	Geistige Behinderung: 2x Verhaltensauffälligkeiten: 2x Körperliche Behinderung: Eine Betreuung von Kindern mit dieser Behinderungsart ist uns leider nicht möglich. Sprachbeeinträchtigungen: 2x Sensorische Behinderungen: 2x	Ja	Ja, wir arbeiten mit externem Personal zusammen (z.B. Kinderspitex und Früh-erziehung). Kita ist im Kanton Aargau, aber zählt Familien aus dem Kanton Zürich zum Einzugsgebiet.



Kanton Zürich

<p>Alle Kitas und Tagesfamilien der Stiftung GFZ (Gemeinnützige Frauen Zürich)</p>	<p>Stiftung GFZ Zeltweg 21 8032 Zürich info@gfz-zh.ch 044 253 65 10</p> <p>Heilpädagogin: astrid.hartmann@gfz-zh.ch 078 615 44 66</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja</p> <p>25</p>	<p>Geistige Behinderung: 1.5x Verhaltensauffälligkeiten: 1.5x Körperliche Behinderung: 1.5x Sprachbeeinträchtigungen: 1.5x Sensorische Behinderungen: 1.5x</p> <p>Für Kinder mit besonderen Bedürfnissen grundsätzlich Faktor 1.5. Bei Kindern mit einem höheren Betreuungsbedarf kann mit einem Objektfinanzierungsantrag an die Stadt Zürich ein höherer Finanzierungsbeitrag für zusätzliches Personal, Unterstützung und Beratung durch interne Heilpädagogin, Weiterbildung Personal und bauliche Veränderungen sowie spezielles Spielmaterial und Mobiliar geleistet werden.</p>	<p>Ja</p>	<p>Auch Kinder mit höherem Betreuungsbedarf können betreut werden, da bei Bedarf zusätzliche Personalressourcen bei der Stadt Zürich beantragt und finanziert werden können.</p> <p>Die Stiftung GFZ hat zwei Heilpädagoginnen mit einem Pensum von gesamt 80% angestellt, welche die Betreuungspersonen im Eintritts- und Betreuungsprozess von Kindern mit besonderen Bedürfnissen beraten und unterstützen. Neben dieser Beratung ist die Zusammenarbeit mit den Eltern und den externen Therapeutinnen ein wichtiger Schwerpunkt der Heilpädagoginnen.</p> <p>Im Pensum eingeschlossen sind auch Fragen zu Entwicklungen und Verhalten von den anderen Kindern.</p>
<p>Kita Tannezapfe</p>	<p>Kita Tannezapfe Alte Dorfstrasse 3d 8135 Langnau am Albis kita@tanne.ch www.tannezapfe.ch 044 714 71 52</p>	<p>Ja</p>	<p>Ja</p> <p>5</p>	<p>Geistige Behinderung: 3x Verhaltensauffälligkeiten: 3x Körperliche Behinderung: 3x Sprachbeeinträchtigungen: 3x Sensorische Behinderungen: 3x</p>	<p>Ja</p>	<p>Die Kita hat auch ein internes Angebot im Bereich Logopädie, Ergotherapie, Physiotherapie und heilpädagogische Früherziehung.</p> <p>Die Tanne hat spezielles Know-How im Bereich angeborene Hör-Sehbehinderung, nimmt aber Kinder mit allen Behinderungsarten auf.</p> <p>Bei schweren medizinischen Beeinträchtigungen besteht eine Zusammenarbeit mit der Stiftung Kind und Familie.</p> <p>Der Tagstarif beträgt für alle Kinder 120 Franken. Es ist abhängig von der Wohngemeinde, ob Eltern darauf eine Subvention erhalten. Für die behinderungsbedingten Mehrkosten verhandelt die Tanne mit den Gemeinden und übernimmt allfällige ungedeckte Mehrkosten. Die Plätze sind beschränkt, auch jene für Kinder mit höherem Faktor.</p>

Éditrice

Procap Suisse

Secteur politique sociale

Frohburgstrasse 4, 4600 Olten

Tél. 062 206 88 86

sozialpolitik@procap.ch

www.procap.ch

www.procap.ch/kita

Source des photos

Photo titre: Vera Markus pour la fondation *visoparents*

Page 10: Shutterstock

Page 14: Manuela Daboussi pour *Procap*

Page 22: Shutterstock

Page 39: Shutterstock

Page 50: Dominique Schärer pour *Procap*

Page 56: Vera Markus pour la fondation *visoparents*

Page 61: Shutterstock

Page 66: Atlas statistique de la Suisse, Office fédéral de la statistique